

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA
LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES**

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

OPPOSITION OFFICIELLE

Cahier #1

avril 2021

QUESTION PARTICULIÈRE N° 1

Pour chacun des organismes, agences, ou autres relevant du ministère pour 2020-2021, indiquer :

- a) la liste des employé(e)s et des membres du conseil d'administration, en indiquant le poste qu'ils et elles occupent et leur rémunération;
 - b) la liste des personnes qui ont été nommées ou qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant : leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur CV ;
 - c) leur frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation.
-

Cette question sera répondue par le BAPE et RECYC-QUÉBEC.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 2

Liste de toutes les formations (incluant les formations continues et celles menant à l'obtention d'une certification ou d'un diplôme), conférences, ateliers, journées d'activités, activités de développement, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de l'année 2020-2021. Indiquer :

- a) le lieu;
- b) le coût;
- c) la ou les dates de participation ;
- d) le nombre de participants;
- e) le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité;
- f) le nom de la formation ou de l'activité.

FORMATIONS, CONFÉRENCES, ATELIERS OU JOURNÉES D'ACTIVITÉS	NOM DU FOURNISSEUR	NOMBRE DE PARTICIPANTS	COÛT DIRECT
(Ré)aménager des environnements de travail axés sur les activités (MTAA) en conception intégrée (PCI)	Index-Design	4	1 260,00 \$
17th Annual EPA Drinking Water Workshop : Small System Challenges and Solutions Materials	U.S. Environmental Protection Agency	1	0,00 \$
8e Symposium Ouranos	Ouranos	12	607,73 \$
Accès distance - Sécurité de l'information	Chambre des notaires	1	0,00 \$
Adapte - Système d'apprentissage en ligne	Association paritaire pour la santé et la sécurité du travail secteur administration provinciale (APSSAP)	1	0,00 \$
Addressing Groundwater Resilience under Climate Change	International Water Association	1	0,00 \$
Agile & Kanban 101	MELCC	11	0,00 \$
Agronome, acteur du développement durable	Ordre des agronomes du Québec	5	1 000,00 \$

FORMATIONS, CONFÉRENCES, ATELIERS OU JOURNÉES D'ACTIVITÉS	NOM DU FOURNISSEUR	NOMBRE DE PARTICIPANTS	COÛT DIRECT
Algorithme décisionnel pour situation du non-respect des pourcentages d'élimination des protozoaires ou des virus	MELCC	1	0,00 \$
Amélioration des cadres juridiques relatifs à l'évaluation et à la gestion des impacts environnementaux et sociaux	Forum intergouvernemental sur l'exploitation minière, les minéraux, les métaux et le développement durable	1	0,00 \$
Analyse environnementale des projets dans les milieux humides et hydriques	MELCC	3	0,00 \$
Application Office 365	MELCC	2	0,00 \$
Application Teams	MELCC	40	0,00 \$
Assemblée générale annuelle de l'Alliance des cadres de l'État	Alliance des cadres de l'État	2	0,00 \$
Atelier de consolidation SAGO	MELCC	7	0,00 \$
Atelier de prévention et de sensibilisation en santé psychologique au travail	MELCC	1	0,00 \$
Audit de performance en gestion de la sécurité physique	Institut des auditeurs internes (IAI)	2	0,00 \$
Auditeur principal ISO:9001: 2015	BSI Group	1	1 895,00 \$
Autodesk Inventor	Formation CAD	3	2 249,97 \$
Autorisations de prélèvement d'eau	MELCC	1	0,00 \$
Avancées pratiques dans la caractérisation géologique et analyse de barrages en béton existants	Association canadienne des barrages	4	0,00 \$
Cartographie des milieux humides potentiels	MELCC	1	0,00 \$
Cartographie des zones inondables: Aménagement et ouvrages de protection	Association canadienne des ressources hydriques - ACRH	2	200,00 \$

FORMATIONS, CONFÉRENCES, ATELIERS OU JOURNÉES D'ACTIVITÉS	NOM DU FOURNISSEUR	NOMBRE DE PARTICIPANTS	COÛT DIRECT
Causes des réclamations en responsabilité professionnelle: bien les reconnaître pour les radiers de sa pratique	Chambre des notaires	2	0,00 \$
Centrale hydroélectrique de Keeyask - Barrage en remblai - Préparation et injection des fondations rocheuses	Association canadienne des barrages	6	0,00 \$
Champ de polissage immédiatement situé sous un système de traitement des eaux usées	MELCC	1	0,00 \$
Changement climatique, vulnérabilité géotechnique et infrastructure: réflexions d'une scientifique devenue sénatrice	Société canadienne de géotechnique	4	0,00 \$
Changements climatiques et santé : prévenir, soigner et s'adapter	Institut national de santé publique - Portail Québec (INSPQ)	2	0,00 \$
Characterization and Remediation of Fractured Rock	U.S. Environmental Protection Agency	2	0,00 \$
Charges occultes en matière de services d'utilité publique	Chambre des notaires	3	0,00 \$
Collaborer en équipe au quotidien	Technologia	1	460,00 \$
Collaborer et communiquer avec Office 365 Champions	AFI Expertises	9	0,00 \$
Colloque annuel de l'ordre des ingénieurs du Québec	Ordre des ingénieurs du Québec	1	795,00 \$
Comment faire une signature électronique	MELCC	4	0,00 \$
Comment se comporter en présence d'un client difficile ou vulnérable	Chambre des notaires	2	0,00 \$
Comment se porte le fleuve?	MELCC	190	0,00 \$
Composés aromatiques polycycliques au Canada : leurs effets chez la faune et plus particulièrement chez les poissons	Chapitre du St-Laurent	1	0,00 \$
Comptabilité par activités	Contrôleur des finances	3	0,00 \$

FORMATIONS, CONFÉRENCES, ATELIERS OU JOURNÉES D'ACTIVITÉS	NOM DU FOURNISSEUR	NOMBRE DE PARTICIPANTS	COÛT DIRECT
Comptes publics du Gouvernement du Québec (Volume 1)	Contrôleur des finances	1	0,00 \$
Conception et construction de grands barrages en remblai	Société canadienne de géotechnique	13	0,00 \$
Conciliation télétravail - vie personnelle	Association paritaire pour la santé et la sécurité du travail secteur administration provinciale (APSSAP)	2	0,00 \$
Conduite d'embarcation de plaisance	Institut national de sécurité nautique (INSN-QC)	1	39,95 \$
Conduite d'embarcation de plaisance	Carte bateau.com	1	49,95 \$
Conférence des utilisateurs 2020 d'Esri Canada	ESRI Canada limitée	3	280,00 \$
Conférences scientifiques de la DGSEE	MELCC	98	0,00 \$
Connexion VPNSSL	MELCC	7	0,00 \$
Considérations pour l'étude des conditions hydrogéologiques de talus argileux	Société canadienne de géotechnique	1	0,00 \$
Consignes concernant les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	MELCC	1	0,00 \$
Cours de conduite, classe 3	Centre de formation en transport de Charlesbourg	1	2 070,00 \$
Cours universitaire : nanoprogramme sur la caractérisation des milieux humides	Université Laval	11	0,00 \$
Covid-19 & Climate Change	Climate Action	9	0,00 \$
Cycle budgétaire et budget de dépenses	Contrôleur des finances	4	0,00 \$
Danser avec la réalité - Réaliser un meilleur équilibre travail et vie	Chambre des notaires	4	0,00 \$

FORMATIONS, CONFÉRENCES, ATELIERS OU JOURNÉES D'ACTIVITÉS	NOM DU FOURNISSEUR	NOMBRE DE PARTICIPANTS	COÛT DIRECT
Dealing with COVID-19 in the laboratory?	Canadian Association for Laboratory Accreditation Inc. (CALA)	1	0,00 \$
Déclaration des ventes de pesticides les plus à risques	MELCC	1	0,00 \$
Découverte des forêts nourricières et de l'agroforesterie	Ordre des agronomes du Québec	1	20,00 \$
Démystifier les récents changements de la norme CSA Z260	SPI santé-sécurité	5	0,00 \$
Déontologie de l'ingénieur: rappels et explications	Ordre des ingénieurs du Québec	17	0,00 \$
Développements récents en droit de l'environnement 2021	Barreau du Québec	3	285,00 \$
Diriger au temps de la Covid-19	Institut canadien	1	0,00 \$
Dix recommandations du syndic	Chambre des notaires	2	0,00 \$
Droit international privé et fiscalité dans un contexte de succession transfrontalière	Chambre des notaires	2	0,00 \$
Économie mondiale à l'heure de la Covid-19	Association des économistes québécois	5	0,00 \$
Enquête d'accidents et d'incidents	Association paritaire pour la santé et la sécurité du travail secteur administration provinciale (APSSAP)	1	0,00 \$
Entraide	MELCC	1	0,00 \$
Équilibre de vie: concilier aspirations personnelles et professionnelles	Chambre des notaires	2	0,00 \$
Ergonomie du télétravail	Association paritaire pour la santé et la sécurité du travail secteur administration provinciale (APSSAP)	4	0,00 \$

FORMATIONS, CONFÉRENCES, ATELIERS OU JOURNÉES D'ACTIVITÉS	NOM DU FOURNISSEUR	NOMBRE DE PARTICIPANTS	COÛT DIRECT
État des lieux des surplus électriques au Québec	HEC Montréal	1	0,00 \$
Éthique en situation professionnelle	Optima Management inc.	1	0,00 \$
Éthique et système de management au CEAEQ	MELCC	4	0,00 \$
Être gestionnaire d'équipes à distance et hybrides: une nouveauté pour les leaders	Alliance des cadres de l'État	10	1 405,00 \$
Évaluation des risques climatiques aux infrastructures et installations	2760598 Ontario Inc.	1	495,00 \$
Évaluation hors site	MELCC	30	0,00 \$
Fermeture mensuelle des opérations financières	Contrôleur des finances	1	0,00 \$
Fertilisation azotée dans le maïs	Coordination services-conseils	1	25,00 \$
Fondements conceptuels et objectifs des états financiers préparés selon les normes comptables du secteur public	Contrôleur des finances	2	0,00 \$
Fonds de prévoyance d'un syndicat de copropriété divise	Chambre des notaires	3	0,00 \$
Formations en développement des compétences numériques et en cybersécurité	Université Laval	528	0,00 \$
Forum international sur la gestion des parcs de véhicules	Propulsion Québec	1	43,45 \$
Forum Science Environnement - Pesticides: Cap vers le changement	MELCC	18	0,00 \$
Fraude en entreprise: de la prévention à l'enquête	Ordre des comptables professionnels agréés du Québec	1	0,00 \$
Géomorphologie fluviale appliquée à l'analyse des projets hydriques	MELCC	1	0,00 \$

FORMATIONS, CONFÉRENCES, ATELIERS OU JOURNÉES D'ACTIVITÉS	NOM DU FOURNISSEUR	NOMBRE DE PARTICIPANTS	COÛT DIRECT
Geospatial Analysis for Optimization at Environmental Sites	Interstate Technology and Regulatory Council	1	0,00 \$
Gérer efficacement un événement critique au travail	Commission des normes, de l'équité, santé et sécurité du travail - CNESST	1	50,00 \$
Gérer le temps et les priorités	Cégep Garneau	1	0,00 \$
Gérer les équipes à distance	Institut canadien	1	0,00 \$
Gestion de l'eau en production de canneberges	Université Laval	1	0,00 \$
Gestion des dépassements des normes	MELCC	1	0,00 \$
Gestion des plaintes et des demandes de vérification	MELCC	41	0,00 \$
Gestion des ressources humaines 101 - Programme d'accueil et d'intégration des nouveaux gestionnaires	MELCC	17	0,00 \$
Gestion du temps et des priorités	Université Laval	1	375,00 \$
Gestion efficace du temps et des priorités	MC2 Formation Conseils	36	3 960,00 \$
Groupe interministériel de codéveloppement en gestion	CSPQ-DGSAGIR	2	225,00 \$
Guide audit quinquennal	MELCC	1	0,00 \$
Guide de caractérisation des résidus miniers et du minéral	MELCC	1	0,00 \$
Guide de conception G1 - Modification	MELCC	1	0,00 \$
Guide de survie du notaire pour la protection et la sécurité de l'information	Chambre des notaires	3	0,00 \$

FORMATIONS, CONFÉRENCES, ATELIERS OU JOURNÉES D'ACTIVITÉS	NOM DU FOURNISSEUR	NOMBRE DE PARTICIPANTS	COÛT DIRECT
Guide des bonnes pratiques des réseaux	MELCC	1	0,00 \$
Guide sur les études hydrogéologiques	MELCC	1	0,00 \$
Harcèlement en milieu de travail: comment soutenir et intervenir?	Commission des normes, de l'équité, santé et sécurité du travail - CNESST	1	50,00 \$
Impact des changements climatiques sur les infrastructures urbaines	CERIU - Centre d'exp. et de rech. en infrastr. Urb	1	840,00 \$
Impact des mesures de confinement associées à la COVID-19 sur la qualité de l'air au Québec	MELCC	1	0,00 \$
Imposition de conditions - Loi sur la qualité de l'environnement	MELCC	1	0,00 \$
Initiation des nouveaux membres du comité de santé et de sécurité	Association paritaire pour la santé et la sécurité du travail secteur administration provinciale (APSSAP)	1	0,00 \$
Integrated DNAPL Site Characterization	U.S. Environmental Protection Agency	2	0,00 \$
Intégration des nouveaux analystes	MELCC	2	0,00 \$
Intégrer l'analyse hydroclimatique à sa pratique professionnelle	MELCC	1	0,00 \$
Intelligence de la gestion du temps et des espaces	Institut d'administration publique de Québec (IAPQ)	22	433,40 \$
Intelligence émotionnelle pour faire preuve de leadership	Institut d'administration publique de Québec (IAPQ)	2	0,00 \$
Intelligence managériale au service de la transformation des organisations	Institut d'administration publique de Québec (IAPQ)	3	16,67 \$
Interprétation des résultats microbiologiques	MELCC	1	0,00 \$
Intervention d'urgence lors de déversements de matières dangereuses	MELCC	16	299,88 \$

FORMATIONS, CONFÉRENCES, ATELIERS OU JOURNÉES D'ACTIVITÉS	NOM DU FOURNISSEUR	NOMBRE DE PARTICIPANTS	COÛT DIRECT
Introduction à l'écotoxicologie dans le cadre de la Formation des intervenants d'urgence sur les matières dangereuses	MELCC	1	0,00 \$
Introduction au Building Information Modeling (BIM) pour arpenteurs-géomètres - Module 1	Ordre des arpenteurs géomètres du Québec (OAGQ)	4	0,00 \$
Introduction au Building Information Modeling (BIM) pour arpenteurs-géomètres - Module 2	Ordre des arpenteurs géomètres du Québec (OAGQ)	4	0,00 \$
Introduction au Building Information Modeling (BIM) pour arpenteurs-géomètres - Module 3	Ordre des arpenteurs géomètres du Québec (OAGQ)	5	0,00 \$
Jeunes et nouveaux travailleurs: bien les accueillir et les former	Commission des normes, de l'équité, santé et sécurité du travail - CNESST	2	100,00 \$
Journée virtuelle sur les changements climatiques	Conseil patronal en environnement du Québec (CPEQ)	8	0,00 \$
Journées nordiques virtuelles	Institut nordique du Québec	1	0,00 \$
Langage clair: une arme de choix pour remplir son devoir de conseil	Chambre des notaires	3	0,00 \$
Le devenir des produits pharmaceutiques lors d'un traitement par oxydation en voie humide	Chapitre du St-Laurent	1	0,00 \$
Lean Six Sigma (ceinture blanche)	MELCC	36	0,00 \$
Lectures sismiques	Hydro-Québec	1	0,00 \$
Libre-service acquisition - LSA	CSPQ-DGSAGIR	1	0,00 \$
Lignes directrices sur la gestion des purges des installations de tour de refroidissement à l'eau (ITRE)	MELCC	6	0,00 \$
Logiciel Excel - Débutant	Hamel Formation	1	780,00 \$
Logiciel Excel - Base de données et tableaux dynamiques	Versalys	1	67,15 \$

FORMATIONS, CONFÉRENCES, ATELIERS OU JOURNÉES D'ACTIVITÉS	NOM DU FOURNISSEUR	NOMBRE DE PARTICIPANTS	COÛT DIRECT
Logiciel Excel - Fonctions avancées	Cégep de Baie-Comeau	1	127,50 \$
Logiciel Excel intermédiaire	AFI Expertises	1	250,00 \$
Logiciel Excel intermédiaire	Cégep de Baie-Comeau	1	127,50 \$
Logiciel Excel: graphiques et tableaux croisés dynamiques	Technologia	1	300,00 \$
Manutention: faites partie de la solution en évaluant vos options	Commission des normes, de l'équité, santé et sécurité du travail - CNESST	1	50,00 \$
Measurement Uncertainty - Microbiology	Canadian Association for Laboratory Accreditation Inc. (CALA)	1	255,00 \$
Mesure en automatisation industrielle	Collège de Maisonneuve	3	3 990,00 \$
Méthode d'analyse de laboratoire	MELCC	46	0,00 \$
Méthode de révision et de correction de textes	Accent formation	1	395,00 \$
Microsoft Intune Training	Udemy	1	16,99 \$
Mieux connaître la corrosion pour mieux la combattre	Université Laval	2	2 200,00 \$
Milieux humides et hydriques de la Mauricie	Organisme de bassins versants des rivières du Loup et des Yamachiche	1	0,00 \$
Mines et Énergie	Ministère de l'Énergie et Ressources naturelles (MERN)	1	0,00 \$
Mise en œuvre du nouveau système de suivi des ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	MELCC	1	0,00 \$
Mission ADN: Génome Québec dans une expérience sur l'ADN environnemental	Génome Québec	2	0,00 \$

FORMATIONS, CONFÉRENCES, ATELIERS OU JOURNÉES D'ACTIVITÉS	NOM DU FOURNISSEUR	NOMBRE DE PARTICIPANTS	COÛT DIRECT
Modélisation et les projections climatiques	Ouranos	7	0,00 \$
Modifications législatives en matière de protection des personnes en situation vulnérable	Chambre des notaires	1	0,00 \$
MS Project - Gestion informatisée de projets	Technologia	2	1 400,00 \$
MS-Visio de base	Versalys	1	112,50 \$
Normes comptables et d'audit applicables dans le secteur public : Principaux changements à surveiller	Contrôleur des finances	3	0,00 \$
Normes de rejet 20 m3 j - 29 janvier 2020	MELCC	1	0,00 \$
Normes ISO 14064	Association canadienne de normalisation	8	8 831,26 \$
Notaire officier public: moyen âge ou gage d'avenir	Chambre des notaires	1	0,00 \$
Notaire, acteur de la lutte contre le blanchiment d'argent	Chambre des notaires	2	0,00 \$
Introduction à l'écotoxicologie dans le cadre de la Formation des intervenants d'urgence sur les matières dangereuses	MELCC	1	0,00 \$
Obligations et droits contractuels	Contrôleur des finances	2	0,00 \$
Optimisation du processus	MELCC	25	0,00 \$
Optimiser votre environnement en temps de crise	McAfee	1	0,00 \$
Ordre des urbanistes du Québec - Assemblée générale annuelle	Ordre des urbanistes du Québec	1	0,00 \$
Organisation et gestion du temps en mode télétravail	MELCC	3	0,00 \$

FORMATIONS, CONFÉRENCES, ATELIERS OU JOURNÉES D'ACTIVITÉS	NOM DU FOURNISSEUR	NOMBRE DE PARTICIPANTS	COÛT DIRECT
Paielements de transfert - comptabilité des subventions	Contrôleur des finances	2	0,00 \$
Paielements de transfert - théorie et aide à l'analyse	Contrôleur des finances	1	0,00 \$
Partenariats	Contrôleur des finances	1	0,00 \$
Pas le temps... de gagner du temps	Chambre des notaires	3	0,00 \$
Passif au titre des sites contaminés	Contrôleur des finances	1	0,00 \$
Perfectionnement en français écrit	Cégep Garneau	1	140,00 \$
Performer en télétravail	Versalys	1	0,00 \$
Personnalités difficiles: qui sont-elles?	Barreau du Québec	1	0,00 \$
Personnes-ressources en ergonomie - Module I	Association paritaire pour la santé et la sécurité du travail secteur administration provinciale (APSSAP)	3	0,00 \$
Personnes-ressources en ergonomie - Module II	Association paritaire pour la santé et la sécurité du travail secteur administration provinciale (APSSAP)	1	0,00 \$
Perspectives - Opportunités - Réflexions - Actions	Centre de référence en agriculture et agroalimentaire du Québec (CRAAQ)	1	60,00 \$
Perturbation du cycle de l'eau	MELCC	2	0,00 \$
Pesticides et manganèse dans l'eau potable	MELCC	1	0,00 \$
Pilote de drone - Opérations avancées	Spectral Aviation	2	4 818,00 \$

FORMATIONS, CONFÉRENCES, ATELIERS OU JOURNÉES D'ACTIVITÉS	NOM DU FOURNISSEUR	NOMBRE DE PARTICIPANTS	COÛT DIRECT
Pilote de système d'aéronef télépilote	DroneXperts	3	7 227,00 \$
Pomme de terre 2020	Centre de référence en agriculture et agroalimentaire du Québec (CRAAQ)	1	55,00 \$
Potentiel de l'hydrogène décarboné dans la transition énergétique du Québec	Transition énergétique Québec	7	0,00 \$
Pour des solutions de rechange au cadénassage efficaces et réglementaires	Commission des normes, de l'équité, santé et sécurité du travail - CNESST	1	50,00 \$
Pour un urbanisme renouvelé en temps de pandémie	Ordre des urbanistes du Québec	2	351,17 \$
Pratique notariale au lendemain de l'entrée en vigueur des nouvelles dispositions législatives en copropriété divise	Chambre des notaires	1	0,00 \$
Préparation à la retraite	Centre Louis-Jolliet	5	1 500,00 \$
Préparation à la retraite	Centre de services scolaire de la Capitale	1	300,00 \$
Préparation à la retraite	Retraite Québec	2	600,00 \$
Prévention des chutes et utilisation du harnais	SST Sauvetage technique	45	17 225,00 \$
Processus de consultation autochtone pour les autorisations environnementales	MELCC	8	0,00 \$
Processus de la délivrance des attestations d'assainissement municipales (AAM)	MELCC	2	0,00 \$
Produits numériques d'AgConnexion : des outils pour appuyer le service agronomique	Ordre des agronomes du Québec	1	0,00 \$
Programme de formation des nouveaux inspecteurs du Centre de contrôle environnemental du Québec (CCEQ)	MELCC	1	0,00 \$
Programme sur les milieux humides et hydriques	MELCC	1	0,00 \$

FORMATIONS, CONFÉRENCES, ATELIERS OU JOURNÉES D'ACTIVITÉS	NOM DU FOURNISSEUR	NOMBRE DE PARTICIPANTS	COÛT DIRECT
Protection des sources d'eau potable	MELCC	1	0,00 \$
Rapid on-site trace element analysis of wastewater, sewage and industrial effluents	Bruker Analytics	1	0,00 \$
Rapport de modélisation hydrogéologique	MELCC	1	0,00 \$
Reconstruction de déversoir voûte de Saint-Alban	Société canadienne de géotechnique	14	0,00 \$
Référentiels comptables et caractéristiques des entités formant le périmètre comptable du gouvernement	Contrôleur des finances	1	0,00 \$
Réforme du droit de la copropriété: les impacts sur vos déclarations	Chambre des notaires	2	0,00 \$
Régime d'autorisation des prélèvements d'eau	MELCC	1	0,00 \$
Règlement modifiant le Règlement sur l'évaluation et le traitement des eaux usées des résidences isolées	MELCC	12	0,00 \$
Règlement sur le prélèvement des eaux et leur protection (RPEP)	MELCC	1	0,00 \$
Règlement sur l'encadrement d'activités en fonction de leur impact sur l'environnement (REAFIE)	MELCC	9	0,00 \$
Règlement sur les aqueducs et égouts privés (RAEP)	MELCC	1	0,00 \$
Remediation Management of Complex Sites	Interstate Technology and Regulatory Council	1	0,00 \$
Remonter la piste atmosphérique des retardateurs de flamme halogénés à dos de goéland	Chapitre du St-Laurent	1	0,00 \$
Résilience des infrastructures et adaptation aux changements climatiques	Ministère des Transports (MTQ)	1	0,00 \$
Résolution de dilemmes éthiques	Ordre des comptables agréés du Québec	1	0,00 \$

FORMATIONS, CONFÉRENCES, ATELIERS OU JOURNÉES D'ACTIVITÉS	NOM DU FOURNISSEUR	NOMBRE DE PARTICIPANTS	COÛT DIRECT
Réunions efficaces	Cégep Garneau	11	1 644,14 \$
Santé et sécurité - formation de base	MELCC	4	0,00 \$
Santé psychologique en télétravail, à l'ère de la Covid-19	Association paritaire pour la santé et la sécurité du travail secteur administration provinciale (APSSAP)	5	0,00 \$
Séance d'information et de consultation - Élaboration du Plan régional des milieux humides et hydriques	MELCC	1	0,00 \$
Secourisme en milieu de travail	Formation prévention secours inc.	6	336,00 \$
Sécurité des travailleurs dans l'industrie 4.0	SPI santé-sécurité	1	0,00 \$
Sharepoint	MELCC	1	0,00 \$
Signature numérique pour les chimistes	Ordre des chimistes du Québec	1	0,00 \$
Soil liquefaction, state of the art and beyond with case studies	Société canadienne de géotechnique	6	0,00 \$
Sommet PFAS des Grands Lacs	Michigan Department of Environment, Great Lakes, and Energy	1	50,00 \$
Stress en temps de pandémie	Association paritaire pour la santé et la sécurité du travail secteur administration provinciale (APSSAP)	14	0,00 \$
Survie en forêt	École de foresterie et de technologie du bois (Duchesnay)	24	4 088,00 \$
Symbolisation en soudage	Forgescom	3	1 980,00 \$
Symposium EAU	MELCC	3	126,47 \$

FORMATIONS, CONFÉRENCES, ATELIERS OU JOURNÉES D'ACTIVITÉS	NOM DU FOURNISSEUR	NOMBRE DE PARTICIPANTS	COÛT DIRECT
Synergie d'équipe, clé essentielle de la réussite d'un projet	Ordre des ingénieurs du Québec	1	69,95 \$
Système de management au CEAEQ	MELCC	7	0,00 \$
Système d'information sur les matières dangereuses utilisées au travail - SIMDUT	Association paritaire pour la santé et la sécurité du travail secteur administration provinciale (APSSAP)	3	0,00 \$
Système d'information sur les matières dangereuses utilisées au travail - SIMDUT	MELCC	27	0,00 \$
Télétravailler du jour au lendemain : des pistes de solution pour un télétravail sain et efficace	Université du Québec à Rimouski	1	0,00 \$
Toxicité aigüe dans les effluents municipaux	MELCC	2	0,00 \$
Transfert dossiers mises aux normes	MELCC	1	0,00 \$
Translating Science into Action	National Council for Air and Stream Improvement Inc.	4	0,00 \$
Travail, la santé et la performance, en temps de crise sanitaire	Cabinet-conseil - Empreinte humaine	48	0,00 \$
Trihalométanes (THM) dans l'eau potable; l'hypochlorite de sodium	MELCC	1	0,00 \$
Type 2250 and 2270 Advanced Users	Bruel & Kjaer	1	0,00 \$
Using TurningPoint to support memory encoding techniques	Turning Technologies Canada	2	0,00 \$
Vérification des rapports annuels des Ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées (OMAEU)	MELCC	1	0,00 \$
Vers les OBV 4.0: Des intervenants porteurs de solutions	Regroupement des organismes de bassins versants du Québec (ROBVQ)	1	130,00 \$
Voyage vers le cloud	Amazon Web Services (AWS)	1	0,00 \$

Sommes dépensées en 2020-2021 (et prévisions pour 2021-2022) par le ministère et chacun de ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Ventiler selon la catégorie de dépenses, soit s'il s'agit d'achat de logiciels ou de licences, de matériel, d'entretien ou de services professionnels (interne, externe ou du CAG/ITQ).

Catégories	Dépenses probables 2020-2021 (MELCC)
Entretien et support des logiciels	3 360 603 \$
Matériel (achats logiciels et matériels)	4 717 186 \$
Services professionnels – Interne (Rémunération)	7 237 400 \$
Services professionnels - Externe	7 122 488 \$
Services professionnels - ITQ/CAG	1 569 723 \$
TOTAL	24 007 400 \$

Catégories	Dépenses probables 2020-2021 (FPEDHE*)
Entretien et support des logiciels	496 900 \$
Matériel (achats logiciels et matériels)	150 990 \$
Services professionnels – Interne (Rémunération)	653 450 \$
Services professionnels - Externe	2 059 360 \$
Services professionnels - ITQ/CAG	232 100 \$
TOTAL	3 592 800 \$

Catégories	Dépenses probables 2020-2021 (FECC**)
Entretien et support des logiciels	650 600 \$
Matériel (achats logiciels et matériels)	197 700 \$
Services professionnels – Interne (Rémunération)	458 790 \$
Services professionnels - Externe	842 820 \$
Services professionnels - ITQ/CAG	303 890 \$
TOTAL	2 453 800 \$

* Fonds de protection de l'environnement et du domaine hydrique de l'état
** Fonds d'électrification et de changements climatiques (Fonds vert jusqu'au 31 octobre 2020)

Prévisions pour 2021-2022

Le Ministère prépare la Programmation des investissements et des dépenses en ressources informationnelles qui sera déposée au Secrétariat du Conseil du trésor d'ici le 30 juin 2021 conformément à la directive.

Données en date du 28 février 2021.

Nombre et pourcentage d'employé(e)s occasionnel(le)s par secteurs au ministère et dans chaque organisme qui en relève en 2020-2021. Préciser pour chaque secteur et pour chaque année le nombre et le pourcentage d'employé(e)s devenus permanent(e)s.

Nombre et pourcentage d'employé(e)s occasionnel(le)s par secteur

	An. bud. 20-21	
	Nombre	%
Unités relevant du sous-ministre	12	4%
Direction générale des barrages	26	8%
SMA l'expertise et aux politiques de l'eau et de l'air	62	19%
Centre d'expertise en analyse environnementale	36	11%
SMA aux évaluations et aux autorisations environnementales	75	24%
SMA au développement durable et à la qualité de l'environnement	30	9%
SMA au Bureau d'électrification et de changements climatiques	5	2%
SMA aux services à la gestion	14	4%
SMA au contrôle environnemental et à la sécurité des barrages	59	18%
Total	319	100%

Nombre et pourcentage d'employé(e)s devenus permanent(e)s par secteur

	An. bud. 20-21	
	Nombre	%
Unités relevant du sous-ministre	8	6%
Direction générale des barrages	11	9%
SMA l'expertise et aux politiques de l'eau et de l'air	13	10%
Centre d'expertise en analyse environnementale	3	2%
SMA aux évaluations et aux autorisations environnementales	25	20%
SMA au développement durable et à la qualité de l'environnement	20	16%
SMA au Bureau d'électrification et de changements climatiques	7	6%
SMA aux services à la gestion	14	11%
SMA au contrôle environnemental et à la sécurité des barrages	25	20%
Total	126	100%

Nombre total d'avis juridiques et autres commandés en 2020-2021 par le ministère ou le cabinet du ministre, ainsi que par chaque organisme qui en relève. Fournir la liste complète en indiquant les coûts, le sujet, le nom de l'organisme ou de la personne qui a réalisé l'avis et la date de réception.

Les avis juridiques produits dans le cadre d'un contrat de services juridiques conclu avec un avocat ou un notaire de la pratique privée sont protégés par le secret professionnel. Seules les informations qui ont fait l'objet d'une renonciation au secret professionnel peuvent être divulguées¹.

Pour connaître les informations accessibles au sujet des mandats confiés en 2020-2021 à des avocats ou à des notaires de la pratique privée par le ministère de la Justice et par tous les autres ministères et organismes budgétaires du gouvernement, nous vous référons aux mandats listés à la question P.64 du ministère de la Justice qui fournit cette information.

¹ Protection des avis juridiques des ministères et des organismes :

AVIS JURIDIQUES INTERNES D'UN MINISTÈRE

La *Loi sur le ministère de la Justice* prévoit que le ministre de la Justice est le jurisconsulte du lieutenant-gouverneur et le membre jurisconsulte du Conseil exécutif du Québec. C'est à ce titre qu'il donne ses avis juridiques aux divers ministères.

Les avis juridiques demandés par un ministère ou le cabinet du ministère sont protégés par le secret professionnel en vertu de l'article 9 de la *Charte des droits et libertés de la personne*.

Dans le cas des ministères, le droit au secret professionnel appartient au gouvernement qui seul peut y renoncer. Le ministère ou ministre, qui a demandé un avis juridique, ne peut prendre la décision de renoncer à la protection du secret professionnel au nom du gouvernement. Selon la pratique traditionnelle établie, c'est le ministre de la Justice qui gère cette situation pour assurer la cohérence des dossiers juridiques et qui prend la décision de rendre accessibles les renseignements protégés, en concertation avec les ministères concernés.

Généralement, le ministre de la Justice ne renonce pas à la protection du secret professionnel parce que la diffusion des avis juridiques risquerait de nuire sérieusement aux intérêts de l'État. En effet, la communication des avis juridiques pourrait causer préjudice à des politiques gouvernementales, à des procédures judiciaires actuellement en cours ainsi qu'aux moyens de défense du procureur général du Québec ou à d'autres intérêts de l'État.

Pour ces raisons, le ministère ou le cabinet ne peut donner suite à la demande de communiquer les informations requises sur les avis juridiques internes commandés en 2020-2021 dans le cadre de l'Étude des crédits.

AVIS JURIDIQUES INTERNES D'UN ORGANISME

Les avis juridiques produits par les organismes sont pareillement protégés par le secret professionnel et seul l'organisme/client peut renoncer à leur divulgation.

AVIS JURIDIQUES EXTERNES

Les avis juridiques produits dans le cadre d'un contrat de services juridiques conclu entre un avocat ou un notaire de la pratique privée et un ministère ou un organisme sont protégés par le secret professionnel. Seules les informations qui ont fait l'objet d'une renonciation au secret professionnel peuvent être divulguées.

Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2020-2021. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.

Contrats de traduction 2020-2021

Du 1^{er} avril 2020 au 28 février 2021, les dépenses pour les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère s'élèvent à **47 813,01 \$**.

Document traduit	Nom de la firme ou du professionnel retenu	Coût
Fiche Richelieu Yamaska	10395153 Canada inc.	1 333,76 \$
Position ITMOS	10395153 Canada inc.	3 731,56 \$
Présentation lancement REAFIE	10395153 Canada inc.	2 015,00 \$
Powerpoint Consultation actualisation RCAMHH, schema et figures	10395153 Canada inc.	2 410,69 \$
CTEU procédure	10395153 Canada inc.	7 031,98 \$
Powerpoint Webinaire de 46 diapositives et document en annexe	10395153 Canada inc.	1 230,00 \$
Rapport norme VZE, tableaux et figures	10395153 Canada inc.	4 169,96 \$
Plan de conservation RBP Anticosti	Anglocom	2 573,88 \$
Cree ECCP Report	Anglocom	1 084,17 \$
26 documents en lien avec la Covid-19	Paul Raymond Côté	1 127,60 \$
Plan d'économie verte	Sematos	1 664,55 \$
34 documents en lien avec les matières dangereuses et pesticides	Traductions Terrance Hughes inc.	11 729,25 \$
PEV 2030 sommaire	Traductions Terrance Hughes inc.	1 349,88 \$
NOU convention d'aide ARK	Traductions Terrance Hughes inc.	1 332,25 \$
Affectation prioritaire de 30% du territoire du Plan Nord, protection de l'environnement et sauvegarde de la biodiversité	Traductions Terrance Hughes inc.	2 098,25 \$
Grande Alliance et QR Baie-James	Traductions Terrance Hughes inc.	1 502,48 \$
Tableau activités RTFAP milieu marin	Traductions Terrance Hughes inc.	1 427,75 \$

<http://www.environnement.gouv.qc.ca/ministere/accesprotect/index.htm>

Liste et détail de tous les mandats donnés à la Société immobilière du Québec, par le ministère et par chaque organisme qui en relève pour la location, l'achat, la rénovation, la décoration et autres travaux réalisés en 2020-2021

En 2020-2021, le MELCC a donné 40 mandats à la Société québécoise des infrastructures pour un total de 116 223,13 \$

QUESTION PARTICULIÈRE N° 8

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2020-2021:

- a) la liste de tous les concours et tirages réalisés;
 - b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix ;
 - c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours;
 - d) la liste des concours qui ont pris fin.
-

Le ministère n'a effectué aucune dépense pour les concours et tirages pour l'année 2020-2021.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 9

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour 2020-2021:

- a) le nom de toutes les campagnes;
- b) les coûts de ces campagnes;
- c) le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser;
- d) les dates de diffusion de la campagne;
- e) les objectifs visés par chaque campagne.

Du 1^{er} avril 2020 au 28 février 2021, le Ministère a effectué des dépenses pour des campagnes de publicité et de sensibilisation pour un montant totalisant **304 167,24 \$**.

Nom de la campagne	Nom de la firme	Date de diffusion	Objectifs	Coût
Plan pour une économie verte	Lg2	2020-11-16 2020-11-17 2020-11-19 2020-11-23 2020-12-10	- Faire connaître le PEV 2030. - Rassurer les publics cibles en démontrant que le gouvernement a un plan pour se tourner vers une économie sobre en carbone, résiliente et durable.	304 167,24 \$
Total				304 167,24 \$

<http://www.environnement.gouv.qc.ca/ministere/accesprotect/index.htm>

Liste des subventions accordées par le Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques et par le Fonds de protection de l'environnement et du domaine hydrique de l'État

Entité	Nom du programme	Nom du bénéficiaire	Subvention octroyée
Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MELCC)			73 388 758 \$
MELCC	Aide à la conservation du lac St-Pierre		2 349 000 \$
		Fondation de la Faune du Québec	1 950 000
		Université du Québec à Trois-Rivières	399 000
	Améliorer la gestion des matières résiduelles		40 150 000 \$
		Administration régionale Kativik	1 950 000
Municipalité de l'Île d'Anticosti		250 000	
Municipalité des Îles-de-la-Madeleine		1 950 000	
	Recyc-Québec	36 000 000	
Assainissement de l'air		3 300 000 \$	
	Communauté Métropolitaine de Montréal	3 300 000	
Autres activités de transfert - Eau		833 494 \$	
	Council of Great Lakes Governors	38 494	
	Regroupement des organismes de bassins versants du Québec	765 000	
	Réseau Environnement inc.	30 000	
Autres crédits de transfert		10 000 \$	
	Secrétariat International Francophone pour l'Évaluation Environnementale	10 000	
Autres crédits de transfert - Relations intergouvernementales		17 400 \$	
	Secrétariat de l'Est du Canada	17 400	
Chapeau les filles		6 000 \$	
	Chapeau les filles	6 000	
Climat-Sol		1 720 077 \$	
	Municipalité de Crabtree	13 291	
	Municipalité de Sayabec	13 765	
	Ville d'Amos	15 135	
	Ville de Charlemagne	34 875	
	Ville de Coteau-du-Lac	32 744	
	Ville de Drummondville	101 068	
	Ville de Laval	15 097	
	Ville de Longueuil	19 875	
	Ville de Mont-Laurier	13 479	
	Ville de Montréal	363 847	
	Ville de Québec	492 622	
	Ville de Saguenay	19 677	
	Ville de Sainte-Thérèse	93 828	
	Ville de Saint-Jean-Sur-Richelieu	162 116	
	Ville de Shawinigan	82 924	
	Ville de Sherbrooke	88 247	
	Ville de Terrebonne	16 624	
	Ville de Trois-Rivières	130 863	
Comité consultatif sur l'environnement de la Baie James (CCEBJ)		57 750 \$	
	Comité consultatif pour l'environnement de la Baie-James	57 750	
Comité consultatif sur l'environnement Kativik (CCEK)		160 000 \$	
	Comité consultatif de l'environnement Kativik	160 000	
Comité sur la qualité de l'environnement Kativik (CQEK)		240 000 \$	
	Commission de la qualité de l'environnement Kativik (CQEK)	240 000	
Conseil canadien des Ministres de l'Environnement (CCME)		236 964 \$	
	Conseil canadien des Ministres de l'Environnement (CCME)	236 964	
Corporation des officiers municipaux en bâtiment		50 000 \$	
	Corporation des officiers municipaux en bâtiment et en environnement du Québec	50 000	
Entente avec l'Administration régionale CRIE pour le financement des activités de secrétariat des comités nordiques		87 750 \$	
	Comité consultatif pour l'environnement de la Baie-James	87 750	
Entente Canada-Québec pour le financement du secrétariat du Comité consultatif de l'environnement Kativik		160 000 \$	
	Comité consultatif de l'environnement Kativik	160 000	
Programme d'aide financière à la mise aux normes de barrages municipaux		404 778 \$	
	Municipalité de Chertsey	10 744	
	Municipalité du Village de Grenville	4 817	
	Régie d'aqueduc de Grand Pré	22 345	
	Ville de Nicolet	4 019	
	Ville de Rimouski	362 853	
Programme d'amélioration de la protection des sources d'eau potable		2 799 880 \$	
	Canton de Cloridorme	8 606	
	Municipalité d'Albanel	9 281	
	Municipalité de Barraute	19 569	
	Municipalité de Batiscan	15 000	
	Municipalité de Beaumont	32 611	
	Municipalité de Boischatel	4 340	
	Municipalité de Cacouna	17 438	
	Municipalité de Chambord	15 000	
	Municipalité de Chelsea	7 970	
	Municipalité de Chénéville	5 625	
	Municipalité de Compton	17 333	
	Municipalité de Courcelles	18 323	
	Municipalité de Dupuy	9 189	
	Municipalité de Fassett	20 625	
	Municipalité de Ferme-Neuve	7 440	
	Municipalité de Fortierville	15 000	
	Municipalité de Frampton	15 000	
	Municipalité de Howick	18 631	
	Municipalité de La Conception	15 000	

Entité	Nom du programme	Nom du bénéficiaire	Subvention octroyée
		Municipalité de la paroisse de Brébeuf	18 580
		Municipalité de la paroisse de Saint-Barthélemy	20 625
		Municipalité de la paroisse de Saint-Camille-de-Lellis	4 935
		Municipalité de la paroisse de Saint-Fabien	18 000
		Municipalité de la paroisse de Saint-Frédéric	2 201
		Municipalité de la paroisse de Saint-Irénée	4 379
		Municipalité de la paroisse de Saint-Maurice	18 750
		Municipalité de la paroisse de Saint-Sulpice	18 750
		Municipalité de la paroisse de Saint-Urbain	13 208
		Municipalité de la paroisse d'Hérouxville	4 219
		Municipalité de Labelle	9 341
		Municipalité de Labrecque	15 000
		Municipalité de Lac-Bouchette	3 150
		Municipalité de Lac-des-Écorces	19 147
		Municipalité de Lac-Drolet	20 625
		Municipalité de Lac-Etchemin	14 147
		Municipalité de Lacolle	15 049
		Municipalité de Lac-Sainte-Marie	4 688
		Municipalité de Lambton	20 625
		Municipalité de Lanoraie	1 733
		Municipalité de Laverlochère-Angliers	18 580
		Municipalité de Les Bergeronnes	3 294
		Municipalité de Les Coteaux	14 726
		Municipalité de Les Escoumins	3 623
		Municipalité de l'Isle-aux-Coudres	16 583
		Municipalité de l'Islet	18 000
		Municipalité de Longue-Rive	10 650
		Municipalité de Maria	15 000
		Municipalité de Montebello	7 185
		Municipalité de Napierville	1 400
		Municipalité de Palmarolle	15 000
		Municipalité de Papineauville	14 870
		Municipalité de Petite-Rivière-Saint-François	12 352
		Municipalité de Piedmont	7 550
		Municipalité de Rivière-Bleue	19 838
		Municipalité de Rougemont	7 375
		Municipalité de Saint-Agapit	15 510
		Municipalité de Saint-Alban	18 375
		Municipalité de Saint-Alexandre	16 875
		Municipalité de Saint-André-Avellin	20 625
		Municipalité de Saint-Anselme	5 668
		Municipalité de Saint-Bruno-de-Guigues	15 000
		Municipalité de Saint-Charles-Borromée	20 462
		Municipalité de Saint-Charles-de-Bourget	15 000
		Municipalité de Saint-Chrysostome	15 000
		Municipalité de Sainte-Angèle-de-Mérici	15 000
		Municipalité de Sainte-Barbe	13 849
		Municipalité de Sainte-Brigide-d'Iberville	15 000
		Municipalité de Saint-Édouard-de-Maskinongé	8 300
		Municipalité de Sainte-Émélite-de-l'Énergie	5 625
		Municipalité de Sainte-Hélène-de-Bagot	1 864
		Municipalité de Sainte-Justine	3 750
		Municipalité de Sainte-Monique	2 693
		Municipalité de Saint-Éphrem-de-Beauce	3 388
		Municipalité de Sainte-Sophie	6 480
		Municipalité de Saint-Esprit	12 955
		Municipalité de Saint-Faustin-Lac-Carré	18 750
		Municipalité de Saint-Félix-de-Valois	10 000
		Municipalité de Saint-Gédéon	18 750
		Municipalité de Saint-Henri	5 668
		Municipalité de Saint-Jacques-le-Mineur	3 750
		Municipalité de Saint-Jean-de-Dieu	20 625
		Municipalité de Saint-Jean-de-Matha	15 808
		Municipalité de Saint-Joseph-de-Coleraine	15 000
		Municipalité de Saint-Léonard-d'Aston	18 750
		Municipalité de Saint-Michel-des-Saints	5 625
		Municipalité de Saint-Nazaire	3 605
		Municipalité de Saint-Pacôme	41 250
		Municipalité de Saint-Paul-de-Montminy	5 625
		Municipalité de Saint-Placide	20 288
		Municipalité de Saint-Prime	3 095
		Municipalité de Saint-Roch-de-l'Achigan	18 750
		Municipalité de Saint-Tite-des-Caps	5 625
		Municipalité de Saint-Ulric	23 363
		Municipalité de Saint-Zotique	13 913
		Municipalité de Thurso	(4 043)
		Municipalité de Tingwick	20 625
		Municipalité de Val-des-Bois	20 625
		Municipalité de Val-Morin	4 275
		Municipalité de Weedon	41 250
		Municipalité de Wotton	9 900
		Municipalité d'Eastman	19 573
		Municipalité d'Huberdeau	19 800
		Municipalité d'Oka	6 645
		Municipalité du Canton d'Orford	48 625
		Municipalité du village d'Ayer's Cliff	15 000
		Municipalité du village de Chute-aux-Outardes	4 605
		Municipalité du village de Fort-Coulonge	13 781
		Municipalité du village de Price	5 558
		Municipalité du village de Sainte-Jeanne-d'Arc	(5 901)
		Municipalité du village de Tring-Jonction	18 750
		Régie de l'eau de l'Île Perrot	19 342
		Régie intermunicipale approvisionnement en eau potable Henryville-Venise	3 928
		Régie intermunicipale d'alimentation en eau potable du Bas-Saint-François	10 080
		Régie intermunicipale d'aqueduc et d'égout de Lotbinière-Centre	3 750

Entité	Nom du programme	Nom du bénéficiaire	Subvention octroyée
		Régie intermunicipale de l'eau potable de Varennes, Sainte-Julie et Saint-Amable	6 808
		Régie intermunicipale des eaux de Massawippi	10 013
		Société d'exploitation de la centrale de traitement d'eau Chambly-Marieville-Richelieu	18 000
		Village de Pointe-aux-Outardes	17 690
		Village de Pointe-Lebel	1 865
		Village de Sainte-Jeanne-d'Arc	12 645
		Village nordique de Kuujuaq	4 059
		Village nordique de Salluit	3 984
		Ville d'Alma	2 800
		Ville d'Amos	9 190
		Ville de Baie-Comeau	9 424
		Ville de Beauharnois	35 499
		Ville de Bedford	33 750
		Ville de Berthierville	9 873
		Ville de Bonaventure	3 563
		Ville de Brownsburg-Chatham	9 420
		Ville de Candiac	14 525
		Ville de Carignan	10 908
		Ville de Carleton-sur-Mer	38 634
		Ville de Chandler	4 140
		Ville de Chapais	18 750
		Ville de Chibougamau	7 688
		Ville de Contrecoeur	7 093
		Ville de Coteau-du-Lac	15 719
		Ville de Daveluyville	6 868
		Ville de Duparquet	5 363
		Ville de Gaspé	3 936
		Ville de La Malbaie	38 929
		Ville de La Pocatière	27 000
		Ville de La Prairie	22 000
		Ville de La Tuque	17 364
		Ville de Lachute	8 045
		Ville de Lavaltrie	15 541
		Ville de L'Île-Perrot	8 349
		Ville de Longueuil	53 044
		Ville de Mirabel	4 000
		Ville de Montréal	138 000
		Ville de Mont-Tremblant	14 166
		Ville de Nicolet	10 275
		Ville de Paspébiac	20 625
		Ville de Plessisville	15 000
		Ville de Port-Cartier	11 850
		Ville de Portneuf	75 000
		Ville de Prévost	37 500
		Ville de Repentigny	5 035
		Ville de Rivière-Rouge	6 145
		Ville de Roberval	13 500
		Ville de Saint-Basile	15 000
		Ville de Sainte-Adèle	45 000
		Ville de Sainte-Agathe-des-Monts	18 000
		Ville de Sainte-Anne-des-Monts	20 625
		Ville de Sainte-Brigitte-de-Laval	4 075
		Ville de Sainte-Catherine-de-la-Jacques-Cartier	7 600
		Ville de Sainte-Marguerite-du-Lac-Masson	14 194
		Ville de Saint-Félicien	18 750
		Ville de Saint-Gabriel	6 700
		Ville de Saint-Jérôme	33 750
		Ville de Saint-Joseph-de-Beauce	37 500
		Ville de Saint-Lin-Laurentides	9 730
		Ville de Saint-Pamphile	50 910
		Ville de Saint-Pascal	7 155
		Ville de Saint-Pie	33 750
		Ville de Saint-Raymond	3 825
		Ville de Saint-Rémi	4 740
		Ville de Saint-Sauveur	3 175
		Ville de Salaberry-de-Valleyfield	12 067
		Ville de Schefferville	4 375
		Ville de Sept-Îles	3 704
		Ville de Shawinigan	6 825
		Ville de Témiscaming	1 250
		Ville de Témiscouata-sur-le-Lac	5 970
		Ville de Thetford-Mines	47 042
		Ville de Thurso	8 663
		Ville de Valcourt	5 823
		Ville de Vaudreuil-Dorion	12 000
		Ville de Victoriaville	7 000
		Ville de Waterloo	5 231
		Ville de Waterville	2 900
	Programme de partenariat pour les milieux naturels		5 850 000 \$
		Agro	25 000
		Amis des Jardins de Métis inc.	25 000
		Association pour la protection des milieux humides de la Cumberland	25 000
		Boisé des douze	25 000
		Centre de conservation de la nature du Mont-St-Hilaire	25 000
		Centre d'interprétation de la nature du Lac Boivin inc.	25 000
		Centre d'interprétation du milieu écologique du Haut-Richelieu	25 000
		Centre écologique de Port-au-Saumon	25 000
		Comité régional pour la protection des falaises	25 000
		Conservation de la Nature - Québec	25 000
		Corporation de conservation du boisé de Johnville inc.	25 000
		Corridor appalachien	25 000
		Éco-Nature	25 000
		Fiducie de conservation de Massawippi	25 000
		Fiducie de conservation des écosystèmes de Lanaudière	25 000

Entité	Nom du programme	Nom du bénéficiaire	Subvention paroyée
		Fiducie foncière de la Vallée Ruitier (FFVR)	25 000
		Fondation de la faune du Québec	625 000
		Fondation québécoise pour la protection patrimoine naturel	25 000
		Fondation Trois-Rivières pour un développement durable	25 000
		Héritage Plein air du Nord	25 000
		Héritage Saint-Bernard inc.	25 000
		Municipalité de L'Île d'Anticosti	250 000
		Nature Action Québec	25 000
		Société canadienne pour la conservation de la nature	4 375 000
		Société de conservation, d'interprétation et de recherche de Berthier et ses îles (SCIRBI)	25 000
		Société Provancher	25 000
		Terravie - Fonds foncier communautaire	25 000
Programme de réhabilitation	des terrains contaminés - Montréal		1 584 522 \$
		Ville de Montréal	1 584 522
Programme de réhabilitation	des terrains contaminés - Autres		1 647 125 \$
		Ville de Laval	81 695
		Ville de Montréal	422 974
		Ville de Québec	122 877
		Ville de Repentigny	86 662
		Ville de Saint-Lambert	76 041
		Ville de Shawinigan	323 068
		Ville de Sorel-Tracy	104 916
		Ville de Thetford-Mines	74 941
		Ville de Trois-Rivières	353 952
Programme d'interactions communautaires			184 694 \$
		Association forestière des Deux-Rives	44 361
		Comité ZIP Jacques-Cartier	12 000
		Comité ZIP du Sud-de-l'Estuaire	68 661
		Fondation québécoise pour la protection patrimoine naturel	5 322
		Groupe d'éducation et d'écovsurveillance de l'eau [G3E]	7 000
		Groupe environnemental Uni-Vert - région de Matane	(3 900)
		Regroupement Québécoiseaux	30 000
		Société canadienne pour la conservation de la nature	21 250
Programme pour la mise en oeuvre de plans directeur de l'eau			485 372 \$
		Agence de bassin versant des Sept	9 015
		Association du Lac la Retenue	12 426
		Association du lac Lamoureux	12 685
		Association du Mont Rougemont	13 986
		Association de protection de l'environnement du Lac à l'Anguille inc. (A.P.E.L.A.)	5 967
		Bassin Versant Saint-Maurice [BVSM]	11 740
		Bureau d'écologie appliquée	27 158
		Comité ZIP du Haut St-Laurent	45 350
		Conseil de l'eau de Gaspésie Sud	18 645
		Conseil régional de l'environnement - région de la Capitale-Nationale	84 058
		Corporation du bassin de la Jacques-Cartier	8 852
		Culture Saint-Casimir	10 416
		Groupe de concertation des bassins versants de la zone Bécancour [GROBEC]	94 364
		Organisme de bassin versant de la Baie Missisquoi	37 382
		Organisme de bassins versants des rivières du Loup et Yamachiche	25 584
		Organisme de bassins versants des rivières Rouge, Petite Nation et Saumon	40 557
		Organisme des bassins versants de la Capitale	16 617
		Ville de Mont-Laurier	10 550
Soutenir la responsabilité élargie des producteurs			4 400 000 \$
		Recyc-Québec	4 400 000
Soutien à la lutte aux plantes exotiques envahissantes			1 250 000 \$
		Fondation de la Faune du Québec	1 250 000
Soutien au financement des CRE et du RNCREQ			3 550 000 \$
		Conseil régional de l'environnement - région de la Capitale Nationale	200 000
		Conseil régional de l'environnement de Chaudière-Appalaches	200 000
		Conseil régional de l'environnement de la Côte-Nord	200 000
		Conseil régional de l'environnement de la Gaspésie et des Îles	200 000
		Conseil régional de l'environnement de la Mauricie	200 000
		Conseil régional de l'environnement de la Montérégie	200 000
		Conseil régional de l'environnement de l'Abitibi-Témiscamingue	200 000
		Conseil régional de l'environnement de Lanaudière	200 000
		Conseil régional de l'environnement de Laval	200 000
		Conseil régional de l'environnement de l'Estrie inc.	200 000
		Conseil régional de l'environnement de Montréal	200 000
		Conseil régional de l'environnement des Laurentides	200 000
		Conseil régional de l'environnement du Bas-Saint-Laurent	200 000
		Conseil régional de l'environnement du Centre-du-Québec	200 000
		Conseil régional de l'environnement et développement durable de l'Outaouais	200 000
		Conseil régional de l'environnement et du développement durable du Saguenay-Lac-St-Jean	200 000
		Regroupement national des conseils régionaux de l'environnement du Québec	350 000
Soutien aux municipalités régionales de comté à la protection des milieux humides et hydriques			1 582 700 \$
		Municipalité régionale de comté d'Abitibi-Ouest	83 300
		Municipalité régionale de comté d'Acton	83 300
		Municipalité régionale de comté de Bonaventure	83 300
		Municipalité régionale de comté de Caniapiscau	83 300
		Municipalité régionale de comté de Joliette	83 300
		Municipalité régionale de comté de la Haute-Gaspésie	83 300
		Municipalité régionale de comté de la Matapédia	83 300
		Municipalité régionale de comté de la Mitis	83 300
		Municipalité régionale de comté de la Vallée-de-la-Gatineau	83 300
		Municipalité régionale de comté de la Vallée-de-l'Or	83 300
		Municipalité régionale de comté de Minganie	83 300
		Municipalité régionale de comté de Papineau	83 300
		Municipalité régionale de comté de Pierre-de Saurel	83 300
		Municipalité régionale de comté de Pontiac	83 300
		Municipalité régionale de comté de Portneuf	83 300

Entité	Nom du programme	Num du bénéficiaire	Subvention déployée
		Municipalité régionale de comté du Haut-Saint-Laurent	83 300
		Municipalité régionale de comté du Rocher-Percé	83 300
		Ville de Mirabel	83 300
		Ville de Québec	83 300
	Subventions discrétionnaires - Cabinet		271 250 \$
		33 hectares	5 000
		Action Saint-François	1 000
		Activité éducative "Un Arbre - Une Vie"	2 000
		Amis de la Bibliothèque de Montréal	1 000
		Amis de la Forêt la Blanche	5 000
		Amis de la réserve nationale de faune du Lac-Saint-François	1 000
		Association des étudiantes et étudiants en Droit [U.de.M] - A.E.D. inc.	1 000
		Association des étudiantes des cycles supérieurs en sciences de l'environnement (AECSSE)	1 000
		Association québécoise de lutte contre la pollution atmosphérique [AQLPA]	5 000
		Association québécoise des retraité[e]s des secteurs public et parapublic	500
		Assemblée parlementaire des étudiants du Québec inc.	2 000
		Association de protection du lac à la truite d'Irlande	1 000
		Association des propriétaires du Lac Quenouille	1 000
		Association des riverains du lac Pierre-Paul inc.	500
		Association du Lac des Trois Frères	2 500
		Association du Lac William inc.	2 000
		Aux bonheurs des aînés Lanaudière	2 000
		Cabaret Lion d'Or	3 000
		CÉGEP de la Gaspésie et des Îles	2 000
		Centre de services scolaire des Chênes	5 000
		Comptoir Recyc-Dons	5 000
		Conseil de bassin de la Rivière du Cap-Rouge	1 000
		Conseil régional de l'environnement Mauricie	2 500
		Corporation de la conservation du patrimoine de Saint-Simon-les-Mines inc.	2 000
		Corporation de l'aqueduc de la Vallée autrichienne	5 000
		Corporation des boisés et des parcs naturels de la Ville de Deux-Montagnes	8 000
		Corporation P.A.R.C. Bas-Saint-Laurent	2 500
		Corridor appalachien	2 500
		Déclic Action	3 500
		Développement expertise et solidarité internationale [DESI]	1 500
		Développement Ornithologique Argenteuil	1 500
		Éco-corridors laurentiens	500
		École des Jolis-Vents (Centre de services scolaire du Fleuve-et-des-Lacs)	2 000
		École polyvalente des Monts (Centre de services scolaire des Laurentides)	2 000
		École St-Hugues-St-Marcel (Centre de services scolaire de Saint-Hyacinthe)	5 000
		École Wilfrid-Léger (Centre de services scolaire du Val-des-Cerfs)	5 000
		Entreprise-école recypro d'Argenteuil	5 000
		Exploramer	1 000
		Fondation "Willie Deraspe" pour le centre d'interprétation du phoque	500
		Fondation des écoles de la Haute-Beauce	5 000
		Fondation des Parlementaires Québécois - Cultures à partager	10 000
		Fondation Le Pilier	6 000
		Fondation Monique-Fitz-Back	5 000
		Friperie communautaire Huntingdon	2 000
		Front commun québécois pour une gestion écologique des déchets (FCQGED)	5 000
		Garde-Manger pour tous	1 000
		GRAMÉ	2 500
		Grand Potager	1 250
		Grenier aux Trouvailles [Partage Sans Faim]	2 500
		Groupe d'éducation et d'écovigilance de l'eau [G3E]	5 000
		Groupe Écosphère	5 000
		Héritage Saint-Bernard inc.	5 000
		Jardins de Doris	5 000
		Laval en Transition	500
		Le Peuplier	1 000
		Loisirs de Sherrington	2 000
		Loisirs Duvernay St-Vincent	1 000
		Loisirs Renaud/Coursol	1 000
		Maison des Jeunes FRAD d'Amos inc.	1 000
		Manne de l'Île	500
		Marché Bio-Local	2 000
		Municipalité de Sainte-Rose-de-Watford	5 000
		Municipalité de Sainte-Ursule	5 000
		Musée du Fjord	5 000
		Opération Père Noël	2 500
		Parade des jouets inc.	1 000
		Parc de la Rivière-des-Mille-Îles	2 500
		Parlement Jeunesse du Québec	2 000
		Polyvalente Deux-Montagnes (Centre de services scolaire de la Seigneurie-des-Mille-Îles)	5 000
		Recyclo-Centre inc.	5 000
		Regroupement des récupérateurs et recycleurs de matériaux de construction et de démolition du Québec (3RMCDQ)	10 000
		Regroupement des propriétaires du marais de Grondines	5 000
		Réseau Environnement inc.	5 000
		Sentier urbain	1 000
		Service des Loisirs du Bon Pasteur	1 000
		Société beauceronne de gestion faunique inc.	5 000
		Société d'aide au développement des collectivités (S.A.D.C.) / M.R.C. de Maskinongé	5 000
		Suco inc. (Solidarité - Union - Coopération)	1 000
		Table regroupement provincial des organismes communautaires et bénévoles [Secteur SSS]	500
		Twin Oaks Elementary School (Centre de services scolaire Sir-Wilfrid-Laurier)	3 000
		Université de Sherbrooke	5 000
		Valoristes, coopérative de solidarité	10 000
		Ville de Dolbeau-Mistassini	15 000
		Ville de Montmagny	2 000
		Ville de Plessisville	2 000

Entité	Nom du programme	Nom du bénéficiaire	Subvention octroyée
Fonds de protection de l'environnement et du domaine hydrique de l'Etat			43 031 713 \$
FPEDHÉ	PQGM - PA19-24 - Stratégie de valorisation de la matière organique (Recyc-Québec)		7 500 000 \$
		Recyc-Québec	7 500 000
	PQGM - Soutien en territoire nordique (action 25)		60 000 \$
		Municipalité de Saint-Augustin	60 000
	Programme d'aide aux municipalités dévitalisées		21 086 \$
		Municipalité de la paroisse de Lac-aux-Sables	1 384
		Municipalité de la paroisse de Saint-Alexis-des-Monts	692
		Municipalité de la paroisse de Sainte-Françoise	2 686
		Municipalité de la paroisse de Sainte-Jeanne-D'Arc	692
		Municipalité de Les Hauteurs	2 488
		Municipalité de Portneuf-sur-Mer	692
		Municipalité de Saint-Louis-de-Gonzague (Les Etchemins)	692
		Ville de Chandler	2 755
		Ville de Huntingdon	692
		Ville de Louiseville	2 768
		Ville de Mont-Joli	692
		Ville de Percé	1 391
		Ville de Sainte-Anne-des-Monts	3 462
	Programme de traitement de matières organiques par biométhanisation et compostage		1 895 839 \$
		Société d'économie mixte d'énergie renouvelable de la région de Rivière-du-Loup	1 895 839
	Programme sur la redistribution aux municipalités des redevances pour l'élimination des matières résiduelles		33 379 288 \$
		Bande indienne des Algonquins de Kitigan Zibi Anishinabeg	4 440
		Canton d'Amherst	4 925
		Canton de Arundel	2 149
		Canton de Bedford	1 515
		Canton de Chichester	919
		Canton de Cleveland	8 518
		Canton de Cloridorme	1 565
		Canton de Dundee	977
		Canton de Godmanchester	5 156
		Canton de Gore	7 935
		Canton de Ham-Nord	3 826
		Canton de Hampden	632
		Canton de Harrington	956
		Canton de Hatley	12 649
		Canton de Havelock	2 188
		Canton de Hemmingford	8 053
		Canton de Hope	2 746
		Canton de Lingwick	1 544
		Canton de Lochaber Partie Ouest	3 777
		Canton de Low	3 286
		Canton de Marston	3 033
		Canton de Melbourne	4 640
		Canton de Pottou	8 414
		Canton de Ristigouche-Partie-Sud-Est	460
		Canton de Roxton	5 814
		Canton de Sainte-Edwidge-de-Clifton	2 974
		Canton de Stanstead	4 750
		Canton de Stratford	3 083
		Canton de Wentworth	1 758
		Canton de Westbury	4 077
		Cantons Unis de Stoneham et Tewkesbury	43 928
		Conseil de la nation Anishnabe (Lac-Simon)	1 102
		Conseil de la nation huronne-wendat	8 041
		Conseil de la Première Nation Abitibiwinni	2 048
		Conseil des Mohawks de Kahnawake	41 876
		Corporation municipale d'Aumond	2 882
		Innu Takuaikan Uashat Mak Mani-Utenam	1 243
		Municipalité d'Adstock	7 636
		Municipalité d'Alberville	1 239
		Municipalité d'Alleyne-et-Cawood	129
		Municipalité d'Ascot Corner	17 196
		Municipalité d'Audet	4 307
		Municipalité d'Austin	8 724
		Municipalité de Baie-des-Sables	2 157
		Municipalité de Barnston Ouest	3 203
		Municipalité de Barraute	6 611
		Municipalité de Batiscan	3 213
		Municipalité de Beaulac-Garthby	3 556
		Municipalité de Berry	2 785
		Municipalité de Berthier-sur-Mer	8 008
		Municipalité de Béthanie	1 688
		Municipalité de Blue Sea	1 973
		Municipalité de Boileau	1 183
		Municipalité de Boischatel	32 135
		Municipalité de Bois-Franc	704
		Municipalité de Bolton-Est	5 773
		Municipalité de Bolton-Ouest	3 439
		Municipalité de Bonsecours	3 361
		Municipalité de Bouchette	1 582
		Municipalité de Bowman	1 630
		Municipalité de Brigham	11 620
		Municipalité de Bristol	1 726
		Municipalité de Bryson	2 678
		Municipalité de Bury	3 624
		Municipalité de Cacouna	5 234
		Municipalité de Campbell's Bay	1 517
		Municipalité de Cantley	64 839
		Municipalité de Caplan	6 210
		Municipalité de Cap-Saint-Ignace	4 655
		Municipalité de Cascapédia-Saint-Jules	2 663
		Municipalité de Cayamant	2 651
		Municipalité de Champlain	7 071

Entité	Nom du programme	Nom du bénéficiaire	Subvention octroyée
		Municipalité de Champneuf	753
		Municipalité de Charette	3 310
		Municipalité de Chartierville	1 105
		Municipalité de Chelsea	42 489
		Municipalité de Chénéville	1 868
		Municipalité de Chertsey	12 673
		Municipalité de Chesterville	4 381
		Municipalité de Chute Saint-Philippe	4 477
		Municipalité de Clarendon	1 146
		Municipalité de Compton	17 716
		Municipalité de Courcelles	2 600
		Municipalité de Déléage	7 385
		Municipalité de Denholm	1 602
		Municipalité de Dixville	4 019
		Municipalité de Dudswell	9 199
		Municipalité de Duhamel	439
		Municipalité de Durham-Sud	4 388
		Municipalité de East Broughton	7 534
		Municipalité de Egan-Sud	1 681
		Municipalité de Escuminac	1 937
		Municipalité de Fassett	1 812
		Municipalité de Ferme-Neuve	13 019
		Municipalité de Franklin	2 140
		Municipalité de Frelighsburg	5 811
		Municipalité de Frontenac	7 663
		Municipalité de Grande-Vallée	2 824
		Municipalité de Grand-Métis	844
		Municipalité de Grand-Remous	3 361
		Municipalité de Grenville-sur-La-Rouge	10 465
		Municipalité de Ham-Sud	1 172
		Municipalité de Hatley	3 729
		Municipalité de Hinchinbrooke	7 138
		Municipalité de Hope Town	1 538
		Municipalité de Howick	2 423
		Municipalité de Kazabazua	3 238
		Municipalité de Kiamika	3 644
		Municipalité de Kinnear's Mills	1 306
		Municipalité de La Bostonnais	1 827
		Municipalité de La Conception	6 515
		Municipalité de La Corne	2 463
		Municipalité de La Macaza	5 324
		Municipalité de La Minerve	5 232
		Municipalité de La Morandière	772
		Municipalité de La Motte	1 608
		Municipalité de la paroisse de Brébeuf	4 464
		Municipalité de la paroisse de Disraeli	5 365
		Municipalité de la paroisse de La Rédemption	2 192
		Municipalité de la paroisse de la Trinité-des-Monts	982
		Municipalité de la paroisse de Lac-aux-Sables	2 739
		Municipalité de la paroisse de Notre-Dame-des-Pins	6 366
		Municipalité de la paroisse de Notre-Dame-des-Sept-Douleurs	95
		Municipalité de la paroisse de Notre-Dame-du-Mont-Carmel	23 305
		Municipalité de la paroisse de Plessisville	10 915
		Municipalité de la paroisse de Saint-Adelme	1 880
		Municipalité de la paroisse de Saint-Adelphe	3 170
		Municipalité de la paroisse de Saint-Alexandre-des-Lacs	1 449
		Municipalité de la paroisse de Saint-Alexis-des-Monts	8 494
		Municipalité de la paroisse de Saint-Anaclet-de-Lessard	15 277
		Municipalité de la paroisse de Saint-Antoine-de-l'Isle-aux-Grues	227
		Municipalité de la paroisse de Saint-Arsène	5 416
		Municipalité de la paroisse de Saint-Augustin-de-Woburn	2 717
		Municipalité de la paroisse de Saint-Barnabé	3 555
		Municipalité de la paroisse de Saint-Barthélemy	7 977
		Municipalité de la paroisse de Saint-Bernard-de-Lacolle	4 228
		Municipalité de la paroisse de Saint-Charles-Garnier	1 103
		Municipalité de la paroisse de Saint-Christophe-d'Arthabaska	12 679
		Municipalité de la paroisse de Saint-Cléophas	1 901
		Municipalité de la paroisse de Saint-Cyrille-de-Lessard	2 433
		Municipalité de la paroisse de Saint-Damase	1 326
		Municipalité de la paroisse de Saint-Damien	7 588
		Municipalité de la paroisse de Saint-Didace	1 956
		Municipalité de la paroisse de Saint-Donat	3 977
		Municipalité de la paroisse de Sainte-Anne-de-la-Pocatière	7 304
		Municipalité de la paroisse de Sainte-Anne-des-Lacs	19 646
		Municipalité de la paroisse de Sainte-Apolline-de-Patton	1 923
		Municipalité de la paroisse de Sainte-Christine	3 672
		Municipalité de la paroisse de Saint-Edmond-de-Grantham	3 923
		Municipalité de la paroisse de Sainte-Flavie	3 591
		Municipalité de la paroisse de Sainte-Geneviève-de-Batiscan	3 269
		Municipalité de la paroisse de Sainte-Irène	1 570
		Municipalité de la paroisse de Sainte-Jeanne-D'Arc	1 477
		Municipalité de la paroisse de Sainte-Louise	2 764
		Municipalité de la paroisse de Sainte-Marie-Madeleine	16 050
		Municipalité de la paroisse de Sainte-Marie-Salomé	6 166
		Municipalité de la paroisse de Sainte-Praxède	536
		Municipalité de la paroisse de Sainte-Séraphine	1 686
		Municipalité de la paroisse de Saint-Étienne-des-Grès	11 585
		Municipalité de la paroisse de Saint-Eugène-de-Ladrière	1 897
		Municipalité de la paroisse de Saint-Fabien	7 009
		Municipalité de la paroisse de Saint-Fabien-de-Panet	3 810
		Municipalité de la paroisse de Saint-Frédéric	3 471
		Municipalité de la paroisse de Saint-Hilaire-de-Dorset	364
		Municipalité de la paroisse de Saint-Jacques-le-Majeur-de-Wolfestown	868
		Municipalité de la paroisse de Saint-Jean-de-Cherbourg	622
		Municipalité de la paroisse de Saint-Joachim	5 416
		Municipalité de la paroisse de Saint-Jules	2 133
		Municipalité de la paroisse de Saint-Léandre	1 318
		Municipalité de la paroisse de Saint-Léon-le-Grand (Maskinongé)	2 315
		Municipalité de la paroisse de Saint-Léon-le-Grand (Matapédia)	5 089
		Municipalité de la paroisse de Saint-Liguori	9 275

Entité	Nom du programme	Nom du bénéficiaire	Subvention octroyée
		Municipalité de la paroisse de Saint-Majorique-de-Grantham	7 423
		Municipalité de la paroisse de Saint-Marc-de-Figuery	3 851
		Municipalité de la paroisse de Saint-Marcellin	1 577
		Municipalité de la paroisse de Saint-Martin	7 847
		Municipalité de la paroisse de Saint-Maurice	13 710
		Municipalité de la paroisse de Saint-Moise	3 009
		Municipalité de la paroisse de Saint-Narcisse	4 673
		Municipalité de la paroisse de Saint-Narcisse-de-Rimouski	4 978
		Municipalité de la paroisse de Saint-Nazaire-d'Acton	4 633
		Municipalité de la paroisse de Saint-Norbert	2 545
		Municipalité de la paroisse de Saint-Octave-de-Métis	2 762
		Municipalité de la paroisse de Saint-Odilon-de-Cranbourne	3 895
		Municipalité de la paroisse de Saint-Paul-de-la-Croix	1 516
		Municipalité de la paroisse de Saint-Pie-de-Guire	2 268
		Municipalité de la paroisse de Saint-Pierre-Baptiste	2 318
		Municipalité de la paroisse de Saint-Pierre-de-la-Rivière-du-Sud	3 309
		Municipalité de la paroisse de Saint-René	3 123
		Municipalité de la paroisse de Saint-Roch-de-Mékinac	871
		Municipalité de la paroisse de Saint-Sévère	704
		Municipalité de la paroisse de Saint-Séverin (Chaudière-Appalaches)	919
		Municipalité de la paroisse de Saint-Séverin (Mauricie)	3 133
		Municipalité de la paroisse de Saint-Siméon	3 876
		Municipalité de la paroisse de Saint-Tharcisius	2 392
		Municipalité de la paroisse de Saint-Valérien	3 565
		Municipalité de la paroisse de Saint-Zénon-du-Lac-Humqui	1 558
		Municipalité de la paroisse de Très-Saint-Sacrement	4 809
		Municipalité de la paroisse des Saints-Martyrs-Canadiens	1 014
		Municipalité de la paroisse d'Hérouxville	4 841
		Municipalité de la paroisse du Sacré-Coeur-de-Jésus	2 007
		Municipalité de la paroisse du Saint-Rosaire	2 009
		Municipalité de La Patrie	2 242
		Municipalité de La Pêche	31 384
		Municipalité de La Présentation	13 537
		Municipalité de La Visitation-de-l'Île-Dupas	2 141
		Municipalité de Labelle	10 931
		Municipalité de Lac-au-Saumon	6 981
		Municipalité de Lac-Beauport	42 581
		Municipalité de Lac-des-Ecorces	13 533
		Municipalité de Lac-des-Plages	1 103
		Municipalité de Lac-Drolet	4 521
		Municipalité de Lac-du-Cerf	2 006
		Municipalité de Lac-Edouard	169
		Municipalité de Lacolle	3 967
		Municipalité de Lac-Sainte-Marie	1 470
		Municipalité de Lac-Saint-Paul	2 239
		Municipalité de Lac-Simon	2 051
		Municipalité de Lac-Supérieur	9 155
		Municipalité de Lambton	4 270
		Municipalité de l'Ange-Gardien (Capitale-Nationale)	12 930
		Municipalité de l'Ange-Gardien (Outaouais)	27 207
		Municipalité de Lanoraie	16 763
		Municipalité de Lantier	4 227
		Municipalité de L'Ascension	4 223
		Municipalité de L'Ascension-de-Patapédia	619
		Municipalité de Laurierville	5 033
		Municipalité de Les Cèdres	32 890
		Municipalité de Les Coteaux	25 878
		Municipalité de Les Méchins	2 505
		Municipalité de L'Île-du-Grand-Calumet	2 967
		Municipalité de L'Isle-aux-Allumettes	4 823
		Municipalité de l'Islet	5 678
		Municipalité de l'Isle-Verte	3 817
		Municipalité de Litchfield	1 357
		Municipalité de Lyster	5 422
		Municipalité de Maddington Falls	2 195
		Municipalité de Mandeville	5 793
		Municipalité de Mansfield-et-Pontefract	6 617
		Municipalité de Maria	8 277
		Municipalité de Maricourt	1 890
		Municipalité de Martinville	2 489
		Municipalité de Maskinongé	6 659
		Municipalité de Matapédia	2 259
		Municipalité de Mayo	2 845
		Municipalité de Messines	6 158
		Municipalité de Milan	1 193
		Municipalité de Mille-Isles	6 022
		Municipalité de Montcalm	2 586
		Municipalité de Montcerf-Lytton	1 662
		Municipalité de Montebello	2 861
		Municipalité de Montpellier	3 280
		Municipalité de Mont-Saint-Grégoire	14 750
		Municipalité de Mont-Saint-Michel	2 749
		Municipalité de Morin-Heights	22 359
		Municipalité de Mulgrave-et-Derry	1 101
		Municipalité de Namur	1 870
		Municipalité de Nantes	5 695
		Municipalité de Napierville	6 148
		Municipalité de New Carlisle	4 865
		Municipalité de Newport	2 791
		Municipalité de Nominougue	10 163
		Municipalité de Notre-Dame-de-Bonsecours	897
		Municipalité de Notre-Dame-de-Ham	2 040
		Municipalité de Notre-Dame-de-la-Merci	3 914
		Municipalité de Notre-Dame-de-la-Paix	2 020
		Municipalité de Notre-Dame-de-la-Salette	2 875
		Municipalité de Notre-Dame-de-Pontmain	3 339
		Municipalité de Notre-Dame-des-Bois	4 373
		Municipalité de Notre-Dame-de-Stanbridge	3 673
		Municipalité de Notre-Dame-du-Laus	5 880
		Municipalité de Notre-Dame-du-Portage	5 667

Entité	Nom du programme	Nom du bénéficiaire	Subvention allouée
		Municipalité de Nouvelle	5 823
		Municipalité de Noyan	5 328
		Municipalité de Padoue	1 232
		Municipalité de Papineauville	9 811
		Municipalité de Petite-Vallée	667
		Municipalité de Piedmont	15 040
		Municipalité de Pike River	2 919
		Municipalité de Piopolis	1 734
		Municipalité de Plaisance	5 868
		Municipalité de Pointe-à-la-Croix	4 835
		Municipalité de Pointe-Calumet	28 502
		Municipalité de Pontiac	26 660
		Municipalité de Port-Daniel-Gascons	9 183
		Municipalité de Preissac	1 483
		Municipalité de Racine	7 121
		Municipalité de Rawdon	46 966
		Municipalité de Ripon	6 507
		Municipalité de Rivière-Beaudette	5 054
		Municipalité de Rivière-Ouelle	4 297
		Municipalité de Rochebaucourt	622
		Municipalité de Saint-Adalbert	2 013
		Municipalité de Saint-Adolphe-D'Howard	16 751
		Municipalité de Saint-Adrien	2 698
		Municipalité de Saint-Adrien-d'Irlande	1 530
		Municipalité de Saint-Aimé-du-Lac-des-Iles	2 725
		Municipalité de Saint-Albert	8 043
		Municipalité de Saint-Alexandre	10 146
		Municipalité de Saint-Alexandre-de-Kamouraska	18 679
		Municipalité de Saint-Alexis	4 247
		Municipalité de Saint-Alexis-de-Matapedia	1 928
		Municipalité de Saint-Alfred	2 175
		Municipalité de Saint-Alphonse	2 848
		Municipalité de Saint-Alphonse-Rodriguez	16 746
		Municipalité de Saint-André-Avellin	11 856
		Municipalité de Saint-André-d'Argenteuil	11 362
		Municipalité de Saint-André-de-Restigouche	496
		Municipalité de Saint-Anicet	7 390
		Municipalité de Saint-Antonin	20 234
		Municipalité de Saint-Armand	6 258
		Municipalité de Saint-Aubert	5 522
		Municipalité de Saint-Barnabé-Sud	4 417
		Municipalité de Saint-Benoît-Labre	4 511
		Municipalité de Saint-Bernard-de-Michaudville	3 166
		Municipalité de Saint-Blaise-sur-Richelieu	8 444
		Municipalité de Saint-Bonaventure	2 366
		Municipalité de Saint-Boniface	20 365
		Municipalité de Saint-Calixte	17 742
		Municipalité de Saint-Chrysostome	9 585
		Municipalité de Saint-Claude	6 250
		Municipalité de Saint-Cléophas-de-Brandon	968
		Municipalité de Saint-Clet	7 377
		Municipalité de Saint-Côme	5 352
		Municipalité de Saint-Côme-Linière	12 777
		Municipalité de Saint-Cuthbert	6 798
		Municipalité de Saint-Cyprien (Rivière-du-Loup)	4 111
		Municipalité de Saint-Cyprien-de-Napierville	7 903
		Municipalité de Saint-Cyrille-de-Wendover	25 175
		Municipalité de Saint-Damase	5 473
		Municipalité de Saint-Damase-de-l'Islet	2 167
		Municipalité de Saint-Denis-de-Brompton	24 387
		Municipalité de Saint-Dominique	11 047
		Municipalité de Saint-Dominique-du-Rosaire	2 423
		Municipalité de Saint-Donat	14 028
		Municipalité de Sainte-Angèle-de-Mérici	4 313
		Municipalité de Sainte-Angèle-de-Prémont	1 298
		Municipalité de Sainte-Anne-de-la-Pérade	4 948
		Municipalité de Sainte-Anne-de-la-Rochelle	3 150
		Municipalité de Sainte-Anne-du-Lac	2 548
		Municipalité de Sainte-Aurélie	2 347
		Municipalité de Sainte-Barbe	3 750
		Municipalité de Sainte-Béatrix	8 695
		Municipalité de Sainte-Brigide-d'Iberville	5 304
		Municipalité de Sainte-Catherine-de-Hatley	14 981
		Municipalité de Sainte-Cécile-de-Whitton	4 814
		Municipalité de Sainte-Clotilde	5 237
		Municipalité de Sainte-Clotilde-de-Beauce	873
		Municipalité de Sainte-Clotilde-de-Horton	5 986
		Municipalité de Saint-Edouard	2 964
		Municipalité de Saint-Edouard-de-Maskinongé	994
		Municipalité de Sainte-Élisabeth	6 074
		Municipalité de Sainte-Élisabeth-de-Warwick	1 820
		Municipalité de Sainte-Émélie-de-l'Énergie	5 203
		Municipalité de Sainte-Félicité	3 650
		Municipalité de Sainte-Félicité (L'Islet)	1 475
		Municipalité de Sainte-Florence	1 697
		Municipalité de Sainte-Geneviève-de-Berthier	11 064
		Municipalité de Sainte-Gertrude-Manneville	3 644
		Municipalité de Sainte-Hélène-de-Bagot	8 965
		Municipalité de Sainte-Hélène-de-Chester	2 008
		Municipalité de Sainte-Julienne	51 281
		Municipalité de Sainte-Justine-de-Newton	4 218
		Municipalité de Saint-Elie-de-Caxton	5 944
		Municipalité de Sainte-Luce	12 167
		Municipalité de Sainte-Lucie-des-Laurentides	6 746
		Municipalité de Saint-Elzéar (de-Bonaventure)	1 684
		Municipalité de Sainte-Marcelline-de-Kildare	6 883
		Municipalité de Sainte-Marguerite-Marie	892
		Municipalité de Sainte-Marthe	2 323
		Municipalité de Saint-Emile-de-Suffolk	1 383
		Municipalité de Sainte-Paule	884

Entité	Nom du programme	Nom du bénéficiaire	Subvention octroyée
		Municipalité de Sainte-Perpétue	5 654
		Municipalité de Saint-Ephrem-de-Beauce	6 627
		Municipalité de Saint-Epiphanie	3 724
		Municipalité de Sainte-Sabine	2 394
		Municipalité de Sainte-Sophie	79 408
		Municipalité de Sainte-Sophie-d'Halifax	2 439
		Municipalité de Saint-Esprit	5 267
		Municipalité de Sainte-Thècle	8 314
		Municipalité de Sainte-Thérèse-de-Gaspé	4 256
		Municipalité de Sainte-Thérèse-de-la-Gatineau	1 753
		Municipalité de Saint-Étienne-de-Bolton	4 249
		Municipalité de Saint-Eugène	5 358
		Municipalité de Sainte-Ursule	4 297
		Municipalité de Saint-Evariste-de-Forsyth	1 358
		Municipalité de Saint-Faustin-Lac-Carré	19 602
		Municipalité de Saint-Félix-de-Dalquier	3 681
		Municipalité de Saint-Félix-de-Kingsey	5 982
		Municipalité de Saint-Félix-de-Valois	29 279
		Municipalité de Saint-Ferdinand	6 668
		Municipalité de Saint-Ferréol-les-Neiges	12 060
		Municipalité de Saint-Fortunat	1 290
		Municipalité de Saint-François-d'Assise	3 155
		Municipalité de Saint-François-de-la-Rivière-du-Sud	6 434
		Municipalité de Saint-François-Xavier-de-Brompton	12 570
		Municipalité de Saint-François-Xavier-de-Viger	1 273
		Municipalité de Saint-Gabriel-de-Brandon	12 888
		Municipalité de Saint-Gabriel-de-Rimouski	5 790
		Municipalité de Saint-Gabriel-de-Valcartier	6 542
		Municipalité de Saint-Gabriel-Lalemant	3 566
		Municipalité de Saint-Gédéon-de-Beauce	7 192
		Municipalité de Saint-Georges-de-Clarenceville	3 028
		Municipalité de Saint-Georges-de-Windsor	2 980
		Municipalité de Saint-Germain-de-Grantham	26 080
		Municipalité de Saint-Herménégilde	3 974
		Municipalité de Saint-Hippolyte	47 781
		Municipalité de Saint-Honoré-de-Shenley	4 598
		Municipalité de Saint-Hubert-de-Rivière-du-Loup	6 471
		Municipalité de Saint-Hugues	3 981
		Municipalité de Saint-Ignace-de-Loyola	9 979
		Municipalité de Saint-Ignace-de-Stanbridge	4 122
		Municipalité de Saint-Isidore-de-Clifton	3 254
		Municipalité de Saint-Jacques	18 650
		Municipalité de Saint-Jacques-de-Leeds	2 131
		Municipalité de Saint-Jacques-le-Mineur	6 252
		Municipalité de Saint-Jean-de-Brébeuf	1 592
		Municipalité de Saint-Jean-de-Matha	18 513
		Municipalité de Saint-Jean-Port-Joli	10 115
		Municipalité de Saint-Joseph-de-Coleraine	5 332
		Municipalité de Saint-Joseph-de-Lepage	2 775
		Municipalité de Saint-Joseph-des-Érables	1 523
		Municipalité de Saint-Joseph-du-Lac	36 589
		Municipalité de Saint-Jude	7 145
		Municipalité de Saint-Julien	1 633
		Municipalité de Saint-Just-de-Bretenières	2 584
		Municipalité de Saint-Justin	3 071
		Municipalité de Saint-Lambert-de-Lauzon	30 717
		Municipalité de Saint-Liboire	12 786
		Municipalité de Saint-Louis	1 557
		Municipalité de Saint-Louis-de-Blandford	4 042
		Municipalité de Saint-Luc-de-Vincennes	1 905
		Municipalité de Saint-Lucien	8 148
		Municipalité de Saint-Ludger	4 971
		Municipalité de Saint-Malo	2 533
		Municipalité de Saint-Marcel	1 454
		Municipalité de Saint-Marcel-de-Richelieu	2 759
		Municipalité de Saint-Mathieu-d'Harricana	4 125
		Municipalité de Saint-Mathieu-du-Parc	4 227
		Municipalité de Saint-Michel	8 943
		Municipalité de Saint-Michel-des-Saints	5 517
		Municipalité de Saint-Modeste	1 917
		Municipalité de Saint-Norbert-d'Arthabaska	6 109
		Municipalité de Saint-Omer	901
		Municipalité de Saint-Onésime-d'Ixworth	2 981
		Municipalité de Saint-Pacôme	7 559
		Municipalité de Saint-Patrice-de-Sherrington	2 945
		Municipalité de Saint-Paul-de-l'Île-aux-Noix	5 768
		Municipalité de Saint-Paulin	5 456
		Municipalité de Saint-Philibert	1 402
		Municipalité de Saint-Pierre-de-Broughton	3 716
		Municipalité de Saint-Placide	6 752
		Municipalité de Saint-Polycarpe	9 534
		Municipalité de Saint-Prosper	13 253
		Municipalité de Saint-Prosper-de-Champlain	1 754
		Municipalité de Saint-Rémi-de-Tingwick	2 037
		Municipalité de Saint-René-de-Matane	3 606
		Municipalité de Saint-Robert-Bellarmin	3 069
		Municipalité de Saint-Roch-de-l'Achigan	17 521
		Municipalité de Saint-Roch-des-Aulnaies	2 706
		Municipalité de Saint-Roch-Ouest	1 397
		Municipalité de Saint-Romain	1 866
		Municipalité de Saint-Samuel	3 843
		Municipalité de Saint-Sébastien (Estrie)	3 026
		Municipalité de Saint-Sébastien (Montérégie)	2 549
		Municipalité de Saint-Simon	7 022
		Municipalité de Saint-Simon-les-Mines	2 517
		Municipalité de Saint-Sixte	1 897
		Municipalité de Saint-Stanislas	3 325
		Municipalité de Saint-Télesphore	3 733
		Municipalité de Saint-Théodore-d'Acton	7 760
		Municipalité de Saint-Théophile	2 418

Entité	Nom du programme	Nom du bénéficiaire	Subvention allouée
		Municipalité de Saint-Tite-des-Caps	5 709
		Municipalité de Saint-Ulric	4 796
		Municipalité de Saint-Valentin	1 506
		Municipalité de Saint-Valère	6 236
		Municipalité de Saint-Valérien-de-Milton	7 101
		Municipalité de Saint-Venant-de-Paquette	549
		Municipalité de Saint-Vianney	2 208
		Municipalité de Saint-Victor	6 309
		Municipalité de Saint-Zacharie	6 398
		Municipalité de Saint-Zénon	2 748
		Municipalité de Saint-Zotique	35 096
		Municipalité de Sayabec	8 221
		Municipalité de Shawville	2 507
		Municipalité de Sheenboro	90
		Municipalité de Shigawake	1 069
		Municipalité de Stanbridge East	4 878
		Municipalité de Stanbridge station	1 191
		Municipalité de Stanstead Est	3 210
		Municipalité de Stoke	14 008
		Municipalité de Stornoway	2 706
		Municipalité de Terrasse-Vaudreuil	6 977
		Municipalité de Thorne	1 680
		Municipalité de Tingwick	6 813
		Municipalité de Tourville	2 361
		Municipalité de Très-Saint-Rédempteur	4 406
		Municipalité de Trois-Rives	294
		Municipalité de Val-Brillant	4 470
		Municipalité de Val-des-Bois	2 165
		Municipalité de Val-des-Lacs	3 238
		Municipalité de Val-des-Monts	52 413
		Municipalité de Val-Joli	9 349
		Municipalité de Val-Morin	12 581
		Municipalité de Val-Racine	588
		Municipalité de Venise-en-Québec	4 935
		Municipalité de Villeroy	1 570
		Municipalité de Waltham	382
		Municipalité de Weedon	7 071
		Municipalité de Wentworth-Nord	5 909
		Municipalité de Wotton	6 823
		Municipalité de Yamachiche	2 165
		Municipalité d'East Farnham	3 354
		Municipalité d'East Hereford	1 367
		Municipalité d'Eastman	10 556
		Municipalité d'Elgin	1 507
		Municipalité d'Entrelacs	4 745
		Municipalité des Grosses-Roches	1 213
		Municipalité d'Esprit-Saint	1 586
		Municipalité d'Henryville	2 576
		Municipalité d'Huberdeau	3 443
		Municipalité d'Invermess	3 889
		Municipalité d'Irlande	3 683
		Municipalité d'Ivry-sur-le-Lac	1 866
		Municipalité d'Ogden	3 796
		Municipalité d'Oka	24 455
		Municipalité d'Ormstown	4 677
		Municipalité d'Otter Lake	1 711
		Municipalité du Canton de Landrienne	3 449
		Municipalité du Canton de Launay	949
		Municipalité du Canton de Lochaber	2 341
		Municipalité du Canton de Saint-Camille	2 933
		Municipalité du Canton de Saint-Godefroi	1 266
		Municipalité du Canton de Trécesson	5 130
		Municipalité du Canton de Valcourt	5 830
		Municipalité du Canton d'Orford	22 635
		Municipalité du Lac-des-Seize-Iles	574
		Municipalité du Lac-Frontière	481
		Municipalité du village d'Ayer's Cliff	6 076
		Municipalité du village de Grandes-Piles	1 453
		Municipalité du village de Hemmingford	1 016
		Municipalité du village de la Guadeloupe	8 364
		Municipalité du village de Lac-Saguay	2 131
		Municipalité du village de Lawrenceville	2 576
		Municipalité du village de North Hatley	2 880
		Municipalité du village de Notre-Dame-du-Bon-Conseil	6 314
		Municipalité du village de Pointe-des-Cascades	8 106
		Municipalité du village de Pointe-Fortune	3 216
		Municipalité du village de Price	8 994
		Municipalité du village de Sainte-Madeleine	10 681
		Municipalité du village de Saint-Noël	2 079
		Municipalité du village de Tring-Jonction	5 076
		Municipalité du village de Val-David	29 286
		Municipalité d'Ulverton	2 126
		Municipalité d'Upton	9 533
		Municipalité les Hauteurs	2 199
		Municipalité les Iles-de-la-Madeleine	64 688
		Municipalité régionale de comté d'Abitibi	500
		Municipalité régionale de comté d'Abitibi-Ouest	74 072
		Municipalité régionale de comté de Beauharnois-Salaberry	196 431
		Municipalité régionale de comté de Bellechasse	167 711
		Municipalité régionale de comté de Charlevoix	50 830
		Municipalité régionale de comté de Charlevoix Est	46 417
		Municipalité régionale de comté de Joliette	266 492
		Municipalité régionale de comté de La Haute-Gaspésie	36 637
		Municipalité régionale de comté de la Haute-Yamaska	415 333
		Municipalité régionale de comté de la Nouvelle-Beauce	76 681
		Municipalité régionale de comté de la Vallée-de-l'Or	99 125
		Municipalité régionale de comté de la Vallée-du-Richelieu	335 905
		Municipalité régionale de comté de l'Assomption	637 443
		Municipalité régionale de comté de l'Île-d'Orléans	30 850
		Municipalité régionale de comté de Lotbinière	108 120

Entité	Nom du programme	Nom du bénéficiaire	Subvention octroyée
		Municipalité régionale de comté de Manicouagan	65
		Municipalité régionale de comté de Marguerite-D'Youville	305 856
		Municipalité régionale de comté de Matawinie	461
		Municipalité régionale de comté de Minganie	10 604
		Municipalité régionale de comté de Pierre-de Saurel	214 792
		Municipalité régionale de comté de Roussillon	591 734
		Municipalité régionale de comté de Rouville	134 855
		Municipalité régionale de comté de Sept-Rivières	175
		Municipalité régionale de comté de Témiscamingue	64 413
		Municipalité régionale de comté La Haute-Côte-Nord	35 687
		Municipalité régionale de comté les Basques	29 297
		Paroisse de Notre-Dame-de-Lourdes	2 479
		Pekuakamiulnuatsh Takuhikan	7 403
		Régie de gestion des matières résiduelles de Manicouagan	86 829
		Régie de gestion des matières résiduelles du Bas-Saint-François	47 138
		Régie de gestion des matières résiduelles du Lac-Saint-Jean	366 570
		Régie intermunicipale de gestion intégrée des déchets de Bécancour-Nicolet-Yamaska	90 950
		Régie intermunicipale des déchets de Témiscouata (Dégelis)	62 072
		Régie régionale de gestion des matières résiduelles de Portneuf	313 239
		Village d'Abercorn	1 851
		Village de Brome	1 415
		Village de Fort-Coulonge	4 043
		Village de Grenville	6 955
		Village de Kingsbury	515
		Village de Lac-Poulin	499
		Village de Portage-du-Fort	446
		Village de Roxton Falls	4 217
		Village de Senneville	2 130
		Village de Stukely Sud	5 878
		Village de Vaudreuil-sur-le-Lac	5 481
		Ville d'Acton Vale	21 111
		Ville d'Amos	53 276
		Ville d'Amqui	26 764
		Ville d'Asbestos	19 656
		Ville de Baie-d'Urfé	8 031
		Ville de Barkmere	158
		Ville de Beaconsfield	114 435
		Ville de Beauceville	7 254
		Ville de Beaufort	12 027
		Ville de Bedford	5 549
		Ville de Berthierville	8 899
		Ville de Blainville	273 894
		Ville de Boisbriand	81 135
		Ville de Bois-des-Filion	42 554
		Ville de Bonaventure	7 100
		Ville de Boucherville	90 583
		Ville de Bromont	27 961
		Ville de Brossard	308 891
		Ville de Brownsburg-Chatham	34 099
		Ville de Carleton-sur-Mer	12 529
		Ville de Causapscal	10 467
		Ville de Chambly	124 410
		Ville de Chandler	35 318
		Ville de Chapais	5 653
		Ville de Château-Richer	14 180
		Ville de Chibougamau	17 791
		Ville de Coaticook	40 997
		Ville de Cookshire-Eaton	14 828
		Ville de Coteau-du-Lac	24 721
		Ville de Côte-Saint-Luc	175 188
		Ville de Cowansville	44 095
		Ville de Danville	19 613
		Ville de Daveluyville	8 891
		Ville de Deux-Montagnes	91 319
		Ville de Disraeli	5 864
		Ville de Dollard-des-Ormeaux	234 153
		Ville de Dorval	41 033
		Ville de Drummondville	311 802
		Ville de Dunham	20 190
		Ville de East Angus	18 399
		Ville de Farnham	38 829
		Ville de Gaspé	52 933
		Ville de Gatineau	1 586 606
		Ville de Gracefield	3 994
		Ville de Grande-Rivière	16 218
		Ville de Hampstead	37 045
		Ville de Hudson	14 685
		Ville de Huntingdon	5 451
		Ville de Kingsey Falls	3 135
		Ville de Kirkland	97 646
		Ville de La Pocatière	15 955
		Ville de La Tuque	32 660
		Ville de Lac-Brome	22 426
		Ville de Lac-Delage	3 866
		Ville de Lachute	31 994
		Ville de Lac-Mégantic	13 413
		Ville de L'Ancienne-Lorette	21 560
		Ville de Laval	1 965 168
		Ville de Lavaltrie	54 383
		Ville de Lévis	731 956
		Ville de L'Île-Perrot	51 416
		Ville de Longueuil	932 832
		Ville de Lorraine	52 357
		Ville de Louiseville	10 758
		Ville de Magog	122 763
		Ville de Maniwaki	8 682
		Ville de Mascouche	255 801
		Ville de Matane	39 834
		Ville de Métis-sur-Mer	2 560

Entité	Nom du programme	Nom du bénéficiaire	Subvention octroyée
		Ville de Mirabel	273 609
		Ville de Mont-Joli	23 867
		Ville de Mont-Laurier	61 508
		Ville de Montmagny	32 213
		Ville de Montréal	7 012 811
		Ville de Montréal-Est	8 215
		Ville de Montréal-Ouest	10 826
		Ville de Mont-Royal	84 220
		Ville de Mont-Tremblant	24 381
		Ville de Murdochville	1 586
		Ville de New Richmond	10 921
		Ville de Notre-Dame-de-l'Île-Perrot	58 456
		Ville de Paspébiac	10 973
		Ville de Percé	14 484
		Ville de Pincourt	72 113
		Ville de Plessisville	17 364
		Ville de Pointe-Claire	146 261
		Ville de Port-Cartier	9 856
		Ville de Prévost	67 523
		Ville de Princeville	19 053
		Ville de Québec	2 043 818
		Ville de Richmond	11 524
		Ville de Rigaud	25 050
		Ville de Rimouski	245 179
		Ville de Rivière-du-Loup	71 895
		Ville de Rivière-Rouge	20 936
		Ville de Rosemère	59 127
		Ville de Rouyn-Noranda	141 256
		Ville de Saguenay	637 516
		Ville de Saint-Augustin-de-Desmaures	23 464
		Ville de Saint-Basile-le-Grand	88 031
		Ville de Saint-Bruno-de-Montarville	126 127
		Ville de Saint-Colomban	93 187
		Ville de Sainte-Adèle	62 692
		Ville de Sainte-Agathe-des-Monts	44 258
		Ville de Sainte-Anne-de-Beaupré	5 806
		Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue	18 347
		Ville de Sainte-Anne-des-Plaines	64 425
		Ville de Sainte-Brigitte-de-Laval	42 614
		Ville de Sainte-Marguerite-du-Lac-Masson	14 385
		Ville de Sainte-Marthe-sur-le-Lac	91 075
		Ville de Sainte-Thérèse	144 066
		Ville de Saint-Eustache	127 099
		Ville de Saint-Gabriel	10 620
		Ville de Saint-Georges	115 928
		Ville de Saint-Hyacinthe	172 384
		Ville de Saint-Jean-Sur-Richelieu	310 706
		Ville de Saint-Jérôme	261 095
		Ville de Saint-Joseph-de-Beauce	17 182
		Ville de Saint-Lambert	114 377
		Ville de Saint-Lazare	109 769
		Ville de Saint-Lin-Laurentides	85 809
		Ville de Saint-Pamphile	6 771
		Ville de Saint-Pascal	27 222
		Ville de Saint-Pie	14 516
		Ville de Saint-Rémi	10 192
		Ville de Saint-Sauveur	36 606
		Ville de Saint-Tite	10 109
		Ville de Scotstown	1 717
		Ville de Sept-Îles	98 370
		Ville de Shawinigan	178 039
		Ville de Sherbrooke	809 826
		Ville de Stanstead	14 203
		Ville de Sutton	20 918
		Ville de Terrebonne	500 578
		Ville de Thetford-Mines	107 601
		Ville de Thurso	10 213
		Ville de Trois-Rivières	487 040
		Ville de Valcourt	5 886
		Ville de Vaudreuil-Dorion	128 208
		Ville de Victoriaville	218 383
		Ville de Warwick	18 420
		Ville de Waterville	3 647
		Ville de Westmount	113 157
		Ville de Windsor	21 934
		Ville d'Estérel	445
		Ville d'Île-Cadieux	508
	Soutien aux comités nordiques		175 500 \$
		Comité consultatif pour l'environnement de la Baie-James	175 500
Total général			116 420 469 \$

Données au 28 février 2021

Note : Les programmes négatifs s'expliquent par le remboursement de subventions versées l'année précédente, par le reclassement de subventions déjà versées ou par le renversement d'estimés.

Document produit le 29 mars 2021

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2020-2021 :

- a) le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques;
- b) le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques;
- c) le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilé par instances ou organismes.
- d) Le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2020-2021 au sein de la direction des communications. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.
- e) Le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2020-2021 au sein du cabinet du ministre. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.

Le Ministère comptait, au 28 février 2021, **32 employés-es** affectés-es aux communications et/ou aux affaires publiques.

Pauline Boissinot	Véronique Lalande
Amélie Fournier	Geneviève Lebel
Sophie DesGagné-Laflamme	Stéphane Rioux
Marie-Ève Lesieur	Andrée Carrier
Laurie-Ann Cowan	Sophie Gauthier
Nathalie L'Italien	Frédéric Fournier
Andrée Boulanger	Daniel Messier
Lise Lacasse	Blaise Carrier-Chouinard
Sylvain Dumont	Caroline Cloutier
Chantale Tremblay	Anthony Doucet
Anne Trudel	Clément Falardeau
Anne-Marie Martineau	Manon Galerneau
Josée Guimond	Sophie Galerneau
Eveline Mongrain	Mario Bolduc
Marie-Ève Després	Stéphane Cantin
Valérie McNicoll	Julie Tremblay

Montant dépensé par la direction :

Le montant dépensé par la direction des communications en date du 28 février 2021 est de **198 410,64 \$**.

Rencontres tenues

Indéterminé.

Montants dépensés en veille médiatique :

Le montant dépensé par la direction des communications entre le 1^{er} avril 2020 et le 28 février 2021 est de **64 898,76 \$**.

Fournisseur	Service	Coût
CEDROM SNI	Abonnement à Eureka (veille)	8 200,00 \$
I.C.I Influence communication inc.	Revue de presse électronique	34 121,64 \$
I.C.I Influence communication inc.	Revue de presse écrite	22 577,12 \$
Total – veille média		64 898,76 \$

Montants dépensés en veille médiatique au sein du cabinet du ministre :

Aucune dépense en veille médiatique au sein du cabinet du ministre.

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, le total et la ventilation des créances et/ou amendes à recouvrer pour 2020-2021, l'âge de ces créances (ventilé par années) et les moyens entrepris pour les recouvrer.

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES	
REVENUS AUTONOMES DU MINISTÈRE	
VENTILATION DES COMPTES CLIENT	
	Au 28 février 2021
Form. parten.-Sécrit. comités nordiques (CFD)	141 200 \$
Entente avec Hydro-Qc - Projet La Romaine (CFD)	194 100 \$
Formation Urgence environnement (CFD)	6 000 \$
Coûts espèces en péril - Transfert fédéral (CFD)	50 000 \$
Entente St-Laurent - Transfert fédéral (CFD)	450 000 \$
GRAND TOTAL	841 300 \$

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, le total et la ventilation des créances et/ou amendes à recouvrer pour 2020-2021, l'âge de ces créances (ventilé par années) et les moyens entrepris pour les recouvrer.

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES					
REVENUS AUTONOMES DU MINISTÈRE					
ÂGE DES COMPTES CLIENT					
	Courant	30 jours	60 jours	90 jours et plus	Total
Exercice 2020-2021	841 300 \$	- \$	- \$	- \$	841 300 \$

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, le total et la ventilation des créances et/ou amendes à recouvrer pour 2020-2021, l'âge de ces créances (ventilé par années) et les moyens entrepris pour les recouvrer.

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES		
REVENUS AUTONOMES DU MINISTÈRE		
RECouvreMENT		
Activités du processus de recouvrement	Détail	Livrables
Comptes à fin déterminée CFD		Une facture est produite et le client paye dans les 30 à 60 jours suivants
		Facture

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, le total et la ventilation des créances et/ou amendes à recouvrer pour 2020-2021, l'âge de ces créances (ventilé par années) et les moyens entrepris pour les recouvrer.

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES	
FONDS DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DOMAINE HYDRIQUE DE L'ÉTAT	
VENTILATION DES COMPTES CLIENT	
Au 28 février 2021	
Droits et permis	
Autorisations environnementales	1 927,11
Attestations d'assainissement (PRRI)	5 279 250,00
Régimes des eaux	368 111,84
Accréditation de laboratoires privés et municipaux	554 993,00
Sécurité des Barrages	171 813,60
Droits relatifs à la protection de l'environnement (Pesticides)	4 555,23
Terrains et bâtisses ^A	108 116,39
Locations et concessions	197 821,40
Formulaire, documentation et information	2 423,12
Analyses et matériaux de référence CEAEQ	497 574,87
Entente avec la Société du Plan Nord	200 000,00
Location du domaine hydrique - fins aquicoles	17 871,19
Gestion des barrages publics	436 505,89
Redevance - Matières résiduelles	26 784 400,43
Redevance - Eau	3 264 597,18
Total droits et permis	37 889 961,25
Intérêts, recouvrement et amendes	
Intérêts	509 319,75
Recouvrements divers	0,00
Amendes, SAP, Art 115.0.1 & BIA	6 766 298,90
Total intérêts, recouvrement et amendes	7 275 618,65
Transfert du gouvernement fédéral	
Revenu reporté Barrages fédéraux	66 783,69
Pâtes et papiers et SENV	67 561,35
Total transfert du gouvernement fédéral	134 345,04
Autres revenus	
Autres revenus	21 433,75
Taxe sur les produits et services	11 784,70
Taxe de vente du Québec	4 167,85
Autres revenus	37 386,30
TOTAL	45 337 311,24

A - Il s'agit de ventes de lots de grève, selon l'article 35 du Règlement sur le domaine hydrique de l'État.

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, le total et la ventilation des créances et/ou amendes à recouvrer pour 2020-2021, l'âge de ces créances (ventilé par années) et les moyens entrepris pour les recouvrer.

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES					
FONDS DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DOMAINE HYDRIQUE DE L'ÉTAT					
ÂGE DES COMPTES CLIENT					
	Courant	30 jours	60 jours	90 jours et plus	Total
Exercice 2020-2021	9 338 424 \$	129 748 \$	298 718 \$	35 570 421 \$	45 337 311 \$

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, le total et la ventilation des créances et/ou amendes à recouvrer pour 2020-2021, l'âge de ces créances (ventilé par années) et les moyens entrepris pour les recouvrer.

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES FONDS DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DOMAINE HYDRIQUE DE L'ÉTAT RECouvreMENT		
Activités du processus de recouvrement	Détail	Livrables
Revenus provenant de la loi sur la qualité de l'environnement (LQE)		
Avis de réclamation ou facture	Envoi d'un avis de réclamation ou facture. Le débiteur dispose de 30 jours pour payer sa créance.	Avis de réclamation
États de compte	Envoi mensuel d'état de compte.	État de compte
Émission du certificat de recouvrement	Le débiteur est considéré en défaut de paiement 30 jours après l'envoi de la facture, de l'avis de réclamation, de la décision rendue par le Bureau de réexamen des sanctions administratives pécuniaires ou de la décision rendue par le Tribunal administratif du Québec. Un certificat de recouvrement est émis.	Certificat de recouvrement
Compensation Revenu Québec	Après un délai de 30 jours de l'émission du certificat de recouvrement, la créance est transmise à Revenu Québec afin que tout remboursement dû au débiteur par le ministre du Revenu puisse faire l'objet d'une retenue aux fins du paiement du montant visé par le certificat de recouvrement.	
Dépôt du certificat de recouvrement au greffe	Dépôt du certificat de recouvrement au greffe du tribunal par la Direction des affaires juridiques. Ceci dans le but de prolonger de délais de prescription à 10 ans.	Certificat de recouvrement
Procédures d'exécution	Saisie, vente en justice, etc.	
Revenus provenant hors de la loi sur la qualité de l'environnement (LQE)		
États de compte	Envoi mensuel d'état de compte.	État de compte
Lettre 1 ^{er} avis :	Après un délai de 60 jours, une lettre personnalisée est transmise au créancier. Cette lettre insiste fortement sur un règlement rapide pour les sommes dues.	Lettre 1er avis

Lettre 2 ^e avis :	Après un délai de 90 jours, une lettre personnalisée est transmise au créancier. Cette lettre insiste fortement sur un règlement rapide pour les sommes dues.	Lettre 2e avis
Lettre 3 ^e avis :	Après un délai de 120 jours, une lettre de dénonciation d'intention de transmettre le dossier à la Direction des affaires juridiques est transmise. Cette lettre est transmise par courrier recommandé.	Lettre 3e avis
Transfert du dossier à la Direction des affaires juridiques et transmission d'une mise en demeure	Après le 3 ^e avis, si la créance est de plus de 575\$, le dossier est transmis à la Direction des affaires juridiques pour l'envoi d'une mise en demeure au créancier.	Mise en demeure
Transfert du dossier au contentieux du MJQ pour recours légaux	Après le délai de la mise en demeure, le dossier est éventuellement transmis au Contentieux du Ministère de la Justice pour recours légaux (si créance de plus de 575\$). Des actions appropriées sont alors intentées (ex. : cours du Québec).	

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, le total et la ventilation des créances et/ou amendes à recouvrer pour 2020-2021, l'âge de ces créances (ventilé par années) et les moyens entrepris pour les recouvrer.

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES		Au 28 février 2021
FONDS VERT/FONDS D'ÉLECTRIFICATION ET DE CHANGEMENTS CLIMATIQUES		
VENTILATION DES COMPTES CLIENT		
Droits et permis		
Droit d'émission GÉS	0 \$	
Redevance - Changements climatiques	9 857 455 \$	
Total droits et permis	9 857 455 \$	
Intérêts, recouvrement et amendes		
Intérêts	3 037 711 \$	
Recouvrements divers	0 \$	
Total intérêts, recouvrement et amendes	3 037 711 \$	
Transfert du gouvernement fédéral		
Programme de traitement des matières organiques par biométhanisation et compostage	9 935 545 \$	
Fonds du leadership du gouvernement du Canada	41 581 198 \$	
Entente bilatérale intégrée relative au programme d'infrastructure investir dans le Canada (EBI)	200 000 \$	
Total transfert du gouvernement fédéral	51 716 743 \$	
TOTAL	64 611 909 \$	

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, le total et la ventilation des créances et/ou amendes à recouvrer pour 2020-2021, l'âge de ces créances (ventilé par années) et les moyens entrepris pour les recouvrer.

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES					
FONDS VERT/FONDS D'ÉLECTRIFICATION ET DE CHANGEMENTS CLIMATIQUES					
ÂGE DES COMPTES CLIENT					
	Courant	30 jours	60 jours	90 jours et plus	Total
Exercice 2020-2021	52 342 440 \$	8 693 \$	20 015 \$	12 240 761 \$	64 611 909 \$

Pour l'année 2020-2021, les délais moyens et médians annuels pour la délivrance des certificats d'autorisation en vertu de l'article 22 de la Loi sur la qualité de l'environnement.

Différents délais en jours concernant la délivrance des autorisations ministérielles par la
Direction générale de l'analyse et de l'expertise régionale
en vertu de l'article 22 de la LQE*

	Délai moyen du ministère**	Délai total moyen	Délai moyen attribuable au requérant	Délai total médian
2020-2021	187	267	80	188

Différents délais en jours concernant la délivrance des autorisations ministérielles par la
Direction générale de l'évaluation environnementale et stratégique
en vertu de l'article 22 de la LQE*

	Délai moyen du ministère**	Délai total moyen	Délai moyen attribuable au requérant	Délai total médian
2020-2021	47	101	54	74

* La LQE entrée en vigueur le 23 mars 2018 introduit l'autorisation unique. Le nouvel article 22 rapatrie ainsi plusieurs autres types de documents légaux qui se trouvaient à d'autres articles de la LQE. En conséquence, le nouvel article 22 comprend depuis 2018, non seulement, les certificats d'autorisation, mais également, les autorisations, permis et permissions sous un même vocable, soit l'autorisation ministérielle.

Le nouveau régime d'autorisation de la LQE introduit également l'autorisation évolutive. Celle-ci se traduit par une autorisation ministérielle qui évolue au gré des changements qui sont apportés au projet. L'autorisation ministérielle et ses modifications ultérieures sont toujours délivrées en vertu de l'article 22. Les données colligées depuis 2018-2019 reflètent cette réalité.

** Le délai du ministère correspond au nombre de jours de travail à l'interne du Ministère. Le nombre de jours que le requérant prend pour répondre aux demandes d'information en provenance du ministère n'est pas comptabilisé dans ce délai.

Liste des formations internationales en environnement effectuées par les employés du MELCC en 2020-2021.

- a. la liste des missions;
- b. le nombre de participants pour chacune des missions;
- c. les mandats pour chacune des missions;
- d. la liste des stages;
- e. les revenus et/ou frais encourus pour chacune des missions/formations/stages.

Participation du CCEQ le 25 mars 2021 à un webinaire du Réseau international des Organismes de Bassin (RIOB) dont le siège social est situé à Paris. Le RIOB regroupe 192 organismes-membres et observateurs permanents dans 88 pays. Le sujet du webinaire est *Faire respecter les réglementations du secteur de l'eau : nécessité et fonctions d'une police de l'eau*. Le sous-ministre adjoint responsable du CCEQ présente le modèle en vigueur au Québec pour l'application de la loi en matière environnementale incluant l'eau. L'évènement se fait via l'application ZOOM et est à coût nul. La contribution du CCEQ à cet évènement se fait dans le cadre plus large de collaboration avec le RIOB, à la demande de celui-ci, pour la rédaction d'un Manuel sur la Police de l'eau dont le lancement est prévu en mars 2022 au forum de Dakar.

Des employés du Bureau de coordination des urgences (BCU) ont participé aux formations/webinaires internationaux gratuits suivants en 2020-2021 :

Titre	Organisateur (pays)	Date	Nombre de participants
Les conteneurs	CEDRE (France)	23 mars 2021	1
Technology Workshop for Oil Spill Response*	Office of Spill Prevention and Response, California Department of Fish and Wildlife et Chevron Corporation (États-Unis)	22-26 février 2021	2
Virtual Open House on Refugio Beach Oil Spill Restoration Proposals	Ventura Fish and Wildlife Office (États-Unis)	13 mai 2020	1

*Les participants du BCU ont assisté uniquement à certaines parties du webinaire.

Dans le cadre de la formation *Intervention d'urgence lors d'incidents maritimes* coordonnée par le BCU à laquelle 111 personnes ont participé (DR du CCEQ et représentants d'autres ministères des gouvernements provinciaux et fédéraux et d'organismes internationaux impliqués dans le domaine maritime), certains conférenciers provenaient de l'international (FIPOL, Angleterre et CEDRE, France). Il n'y a eu aucun frais associés à ces participations.

Participation de deux employés du Ministère afin de connaître les orientations mondiales en matière d'évaluation et d'accréditation à distance dans le contexte de la COVID-19. La formation a été offerte sous forme de webinaire par ISO/UNIDO en Suisse.

Participation de trois employés du Ministère à un Workshop en hydrométrie qui aurait dû avoir lieu en Écosse et où il y avait plus de 20 pays représentés. La séance de travail a eu lieu en ligne et aucuns frais ne sont liés à la participation à l'activité.

Participation de sept employés du Ministère à une formation spécialisée sur les méthodes de vérifications de prévisions d'ensembles données par Deltares, un institut indépendant pour la recherche appliquée sur le domaine de l'eau et de l'eau souterraine. La séance de travail a eu lieu en ligne et les coûts d'inscriptions s'élevaient à près de 780\$.

Participation d'une employée du Ministère au colloque annuel de la SETAC North America afin d'acquérir des nouvelles connaissances en chimie environnementale, écotoxicologie aquatique et terrestre ainsi que l'évaluation du risque. Ce colloque était transmis virtuellement et les coûts d'inscription s'élevaient à 584 \$.

Participation d'une employée du Ministère au *Great Lakes Virtual PFAS Summit* qui avait pour objectif de fournir les données scientifiques et politiques les plus récentes et les plus fiables, de faciliter la mise en réseau et le partage d'informations et d'explorer les sujets de recherche actuels et futurs liés au PFAS. Les coûts pour participer à ce sommet virtuel étaient de 50 \$ US.

Participation de quatre employés du Ministère au webinaire organisé en France ayant comme sujet la gestion des effluents non domestiques, notamment les activités industrielles et les rejets dans le réseau pluvial les 25 juin et 26 juin 2020.

Participation d'un employé du Ministère à une formation en webinaire intitulée *COVID-19 et eau potable* offerte par WRF aux États-Unis. Cette formation d'une durée de deux heures s'est tenue le 16 avril 2020. Coût : gratuit.

Participation d'un employé du Ministère à une formation en webinaire intitulée *COVID-19 et eau usées* offertes par WRF aux États-Unis. Cette formation d'une durée de deux heures s'est tenue le 30 avril 2020. Coût : gratuit.

Participation d'un employé du Ministère à une formation en webinaire intitulée *Drinking water Microbes 101* offerte par l'EPA aux États-Unis. Cette formation d'une durée d'une heure s'est tenue le 19 mai 2020. Coût : gratuit.

Participation d'un employé du Ministère à une formation en webinaire intitulée *EPA Webinar – AWIA Risk and resilience* offerte par l'EPA aux États-Unis. Cette formation d'une durée d'une heure et demie s'est tenue le 28 juillet 2020. Coût : gratuit.

Participation d'un employé du Ministère à une formation en webinaire intitulée *QGIS for water Utility Management: Getting started with GIS for Free* offerte par l'Environmental Finance Center Network aux États-Unis. Cette formation d'une durée d'une heure s'est tenue le 5 août 2020. Coût : gratuit.

Participation de deux employés du Ministère à une formation en webinaire intitulée *Integrated DNAPL Site Characterization* offerte par l'Interstate Technology Regulatory Council (ITRC) aux États-Unis. Cette formation d'une durée de deux heures et quart s'est tenue le 20 août 2020. Coût : gratuit.

Participation de deux employés du Ministère à une formation en webinaire intitulée *Characterization and Remediation of Fractured Rock* offerte par l'ITRC aux États-Unis. Cette formation d'une durée de deux heures et quart s'est tenue le 25 août 2020. Coût : gratuit.

Participation d'un employé du Ministère à une formation en webinaire intitulée *Session 3B – Source & Treatment II: Source water quality and Protection* offerte par l'EPA et l'ASDWA aux États-Unis. Cette formation d'une durée de deux heures s'est tenue le 1^{er} septembre 2020. Coût : gratuit.

Participation d'un employé du Ministère à une formation en webinaire intitulée *Hydrology in the Supercomputing Age: How Computational Advances Have Revolutionized Our Field, And What Big Data and Massively Parallel Simulations Mean for the Future of Hydrologic Discovery* offerte par l'ITRC aux États-Unis. Cette formation d'une durée d'une heure s'est tenue le 21 septembre 2020. Coût : gratuit.

Participation d'un employé du Ministère à une formation en webinaire intitulée *EPA – Wildfires and Resulting impacts to Water Bodies Used as Drinking Water Sources* offerte par l'EPA aux États-Unis. Cette formation d'une durée d'une heure et demie s'est tenue le 29 septembre 2020. Coût : gratuit.

Participation d'un employé du Ministère à une formation en webinaire intitulée *Remediation Management of Complex Sites* offerte par l'ITRC aux États-Unis. Cette formation d'une durée de deux heures et quart s'est tenue le 8 octobre 2020. Coût : gratuit.

Participation d'un employé du Ministère à une formation en webinaire intitulée *Addressing Groundwater Resilience under Climate Change* offerte par l'International Water Resource Association aux États-Unis. Cette formation d'une durée de vingt heures s'est tenue du 28 au 30 octobre 2020. Coût : gratuit.

Participation d'un employé du Ministère à une formation en webinaire intitulée *Geospatial Analysis for Optimization at Environmental Sites* offerts par l'ITRC aux États-Unis. Cette formation d'une durée de deux heures et quart s'est tenue le 17 novembre 2020. Coût : gratuit.

Participation d'un employé du Ministère à une formation en webinaire intitulée *Abiotic Degradation of Chlorinated Solvents in Subsurface Environments* offerte par l'ITRC aux États-Unis. Cette formation d'une durée s'est tenue le 19 novembre 2020. Coût : gratuit.

Participation d'un employé du Ministère à une formation en webinaire intitulée *Legionella et eau potable* offerte par NASEM aux États-Unis. Cette formation d'une durée de deux heures s'est tenue le 10 décembre 2020. Coût : gratuit.

Participation de deux employés du Ministère à deux formations organisées le 4 novembre 2020 et le 15 décembre 2020 par le Conseil régional des ressources en eaux des Grands Lacs et du fleuve Saint-Laurent. Les formations en ligne présentaient des projets américains et canadiens pour mieux comprendre l'utilisation de l'eau sur le territoire de l'Entente.

Le 28 mai 2020, lors d'une table ronde virtuelle du *International Carbon Action Partnership (ICAP)*, un forum international pour les gouvernements et les pouvoirs publics ayant mis en œuvre ou envisageant des systèmes d'échange de quotas d'émission pour les GES, un employé a donné une présentation sur la question de l'élargissement de la portée des systèmes de plafonnement et d'échanges de droits d'émission (SPEDE) par la couverture des carburants.

Le 10 mars 2021, un autre employé a donné une présentation dans le cadre d'un webinaire virtuel sur l'utilisation des revenus du marché du carbone, également organisé par ICAP.

Le 21 octobre 2020 (en virtuel), un employé a fait une présentation et agi comme modérateur d'une session de l'assemblée annuelle du *Partnership for Market Readiness (PMR)*, une branche de la Banque mondiale, intitulée *Mettre en place une politique de tarification du carbone*. Cette session était dédiée à échanger sur les éléments fondamentaux à considérer et les pièges à éviter pour mettre en place un projet de politique de tarification du carbone.

Le directeur du marché du carbone a participé aux ateliers virtuels de l'Emission Trading Systems (ETS) Academy de Mexico, le 20 août 2020, où il a donné une présentation ayant pour titre *What challenges can be expected in the Mexican Pilot – lessons and recommendations from ETS in operation in other jurisdictions*. Ces ateliers étaient organisés conjointement par ICAP, PMR, le ministère de l'Environnement et des Ressources naturelles du Mexique (SEMARNAT) et GIZ Mexico.

Le sous-ministre adjoint à la lutte contre les changements climatiques a participé à un panel sur les ajustements carbone à la frontière *Border Carbon Adjustments (BCAs): Key Hurdles and Design Questions*, le 12 novembre 2020 dans le cadre d'un événement coorganisé par ICAP et l'International Emissions Trading Association (IETA) intitulé *Carbon Markets Virtual Pavillon*.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 15

Le nombre d'emplois actifs (pour lesquels une paie a été émise, hormis les absences ou postes non comblés) chez les inspecteurs en environnement dans le ministère au 31 mars 2021. Fournir une ventilation régionale en matière d'ETC. Fournir également les prévisions de ventilation pour 2021-2022.

Pour 2020-2021, la moyenne d'inspecteurs actifs est de 307.

Pour 2020-2021, le nombre d'étudiant(e)s embauché(e)s pour effectuer de la sensibilisation, de la promotion de conformité et une détection de lieux potentiellement problématiques. Fournir également le nombre d'interventions effectuées par des étudiants dans le cadre des programmes de contrôle du CCEQ ou de la DGCEsb.

Nombre d'étudiant(e)s en 2020-2021

Nombre d'étudiants embauchés
44

Nombre d'interventions effectuées par des étudiants en 2020-2021

Terrain	Hors site	Total
1 073	1 189	2 262

Nombre d'interventions effectuées par des étudiants dans le cadre des programmes de contrôle du CCEQ du 1^{er} avril 2020 au 28 février 2021

Programmes où des interventions étudiantes ont été réalisées	Terrain	Hors site	Total
Contrôle de l'eau des piscines et autres bassins artificiels	188	10	198
Contrôle des entreprises et activités non visées par le PRRI	20	0	20
Contrôle des exploitations agricoles	0	0	0
Contrôle des pesticides	258	140	398
Contrôle des sols contaminés	59	38	97
Contrôle des systèmes de distribution d'eau destinée à des fins d'hygiène personnelle : Installations se prévalant de l'affichage de pictogrammes eau non potable (PENP)	63	49	122
Contrôle alternatif des systèmes de distribution d'eau potable	0	25	25
Contrôle environnemental des ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées (OMAE)	2	0	2
Déclaration des prélèvements d'eau et de la redevance sur l'eau	16	233	249
Environnement - Plage	293	0	293
Interventions visant l'équilibre de phosphore	0	570	570
Sensibilisation aux milieux humides et hydriques	172	4	176
Suivi du dépôt des déclarations des grossistes en pesticides	0	6	6
Certains programmes régionaux	4	0	4
Total	1 073	1 189	2 262

QUESTION PARTICULIÈRE N° 17

Nombre d'inspections effectuées en 2020-2021 par des inspecteurs en environnement à la suite de l'intervention d'un(e) étudiant(e). Ventilé par activité ou programme de contrôle.

Nous vous référons à la réponse de la question n° 16 des renseignements particuliers de l'opposition officielle pour le nombre d'étudiants embauchés et le nombre d'interventions qu'ils ont effectué.

Nous vous référons à la réponse de la question n° 18 des renseignements particuliers de l'opposition officielle pour le bilan des inspections en environnement réalisées en 2020-2021.

Nous vous référons à la réponse de la question n° 15 des renseignements particuliers de l'opposition officielle pour le nombre d'employés dans le corps d'emploi d'inspecteur en environnement.

Le bilan des inspections en environnement réalisées en 2020-2021, ventilées par type d'activité ou de programme de contrôle. Décliner le nombre d'inspections par programme de contrôle national.

Nombre d'inspections (terrain et hors site) réalisées du 1^{er} avril 2020 au 28 février 2021

Inspections reliées à des plaintes	3 300
Inspections reliées à des programmes nationaux	11 630
Inspections régionales	486
Inspections de conformité	1 183
Inspections pour suivi de manquement	1 944
Inspections pour suivi d'urgence	310
Interventions d'urgence-environnement (terrain)	452
Surveillance aérienne	212
TOTAL	19 517

**Inspections réalisées par le CCEQ dans le cadre d'un programme provincial
du 1^{er} avril 2020 au 28 février 2021**

Inspections réalisées par le CCEQ dans le cadre d'un programme de contrôle	Inspections réalisées au 28 fév. 2021	Inspections terrain réalisées au 28 fév. 2021	Inspection hors site réalisées au 28 fév. 2021
Secteur hydrique et naturel			
H-3 : Activités de contrôle des piscicultures	28	10	18
H-7 : Surveillance des aires protégées	89	85	4
H-8: Sensibilisation aux milieux humides et hydriques	178	174	4
Secteur municipal			
M1 : Contrôle des lieux d'élimination de matières résiduelles	630	141	489
M-1F : Contrôle des lieux d'élimination de matières résiduelles fermés	62	33	29
M-2 : Contrôle de certains lieux de valorisation de matières résiduelles	87	44	43
M2 CRD : Contrôle lié aux matériaux de construction, rénovation et démolition	112	88	24
M-3A : Contrôle des fréquences et résultats d'analyse d'eau potable	879	0	879
M-3C : Contrôle des systèmes de distribution d'eau potable ou destinée à des fins d'hygiène personnelle	409	220	189
M-3F : Contrôle hors-site des systèmes de distribution d'eau potable présentant des problématiques de non-respect des normes de qualité	356	2	354
M-5 : Environnement - Plage	345	345	0
M-6 : Contrôle environnemental des ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées (OMAE)	863	65	798
M-8 : Contrôle des installations septiques de plus de 3 240 litres par jour	112	60	52
M-14: Programme de contrôle et de sensibilisation sur le règlement sur la qualité de l'eau des piscines et autres bassins artificiels (RQEPABA)	376	246	130
G-3 : Contrôle des déclarations de prélèvement d'eau et d'utilisation de l'eau à des fins de redevances	351	32	319
G-4 DC : Contrôle des déclarations de conformité	211	107	104

Secteur agricole			
A-2 : Contrôle des exploitations agricoles	725	508	217
A-3 : Atteinte de l'équilibre en phosphore	686	42	644
A-5 : Contrôle aléatoire des épandages de déjections animales	145	143	2
Secteur pesticides			
P-1 : Contrôle des pesticides	427	275	152
P-2 : Contrôle des titulaires de permis d'utilisation de pesticides – spécifiquement les firmes d'extermination	33	18	15
P-3 : Contrôle des pulvérisations agricoles de pesticides	32	32	0
P3-REA : Contrôle spécifique aux pesticides jumelé au programme A-2, A-5 et plaintes agricoles	271	260	11
P-5 : Suivi des déclarations annuelles des titulaires de permis A "Permis de vente en gros" et des titulaires de "Permis de vente au détail"	38	0	38
Secteur industriel			
I-3 : Contrôle des sols contaminés	658	450	208
I-4 : Établissements industriels visés par le PRRI	1 253	250	1003
I-5 : Entreprises et activités non visées par le PRRI	2 274	604	1670
I-10 REP : Contrôle lié à la responsabilité élargie des producteurs	0	0	0
TOTAL	11 630	4 234	7 396

QUESTION PARTICULIÈRE N° 19

La programmation pour l'inspection en 2021-2022, ventilée par type d'activité ou de programme de contrôle. Décliner le nombre d'inspections par programme de contrôle national.

Planification annuelle de Centre de contrôle environnemental du Québec 2021-2022

I - Activités à réaliser dans toutes les régions		
Traitement des plaintes	2487	734
Suivi de manquement	1729	843
Suivi de conformité	876	473
Surveillance aérienne (autre que H-7)	433	0
Intervention d'urgence-environnement	562	N/A
Suivi d'urgence-environnement	161	187
Total activités provinciales	6248	2237
II - Programmes à réaliser dans toutes les régions concernées		
Agricole	Terrain	Hors site
A-2 Contrôle des exploitations agricoles	644	117
A-3 Programme d'intervention visant l'équilibre en phosphore en milieu agricole	94	720
A-5 Contrôle des épandages de matières fertilisantes	170	0
Total Programmes Agricole	908	837
Hydrique et naturel	Terrain	Hors site
H-7 Surveillance des aires protégées (inspections)	79	9
H-7 Surveillance des aires protégées (surveillance aérienne)	37	N/A
H-8 Sensibilisation aux milieux humides et hydriques	233	6
Total Programmes Hydrique et naturel	349	15
Industriel	Terrain	Hors site
I-3 Contrôle des sols contaminés	642	325
I-4 Contrôle des établissements industriels visés par le PRRI	212	1054
I-5 Contrôle des établissements industriels ou commerciaux non visés par le PRRI	981	1745
Total Programmes Industriel	1835	3124
Municipal	Terrain	Hors site
M-1 Contrôle des lieux d'élimination de matières résiduelles	200	539
M-1F Contrôle des lieux d'élimination de matières résiduelles fermés	31	18
M-2 Contrôle de certains lieux de valorisation de MR	74	35
M-2 CRD Contrôle lié aux matériaux de construction, rénovation et démolition	128	37
M-3A Contrôle des fréquences et des résultats d'analyse de l'eau potable	N/A	1000
M-3C Contrôle des systèmes de distribution d'eau potable ou destinée à des fins d'hygiène personnelle	301	133
M-3F Contrôle des systèmes de distribution d'eau potable présentant des problématiques de non-respect des normes de qualité	0	832
M-5 Programme environnement plage	381	0
M-6 Contrôle des ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées (OMAEU)	109	1174
M-8 Contrôle des installations septiques de plus de 3 240 litres	62	60
M-14 Contrôle de la qualité de l'eau des piscines et autres bassins artificiels	276	60
Total Programmes Municipal	1562	3888

Pesticides	Terrain	Hors site
P-1 Contrôle des pesticides	852	168
P-2 Contrôle des entreprises ayant un permis d'utilisation des pesticides	36	0
P-3 Contrôle des pulvérisations de pesticides en milieu agricole	57	0
P-3-REA Contrôle spécifique aux pesticides jumelé aux interventions agricoles	553	0
P-4 Golf Contrôle des plans de réduction des pesticides (golf)	21	205
P-5 Suivi du dépôt des déclarations d'achat et de vente des titulaires de permis	3	183
Total Programmes Pesticides	1522	556
Général	Terrain	Hors site
G-3 Contrôle des déclarations des prélèvements d'eau et de la redevance sur l'eau	81	505
G-4 DC Contrôle des déclarations de conformité	365	240
G5 RPEP Contrôle des aires de protection des puits d'eau potable	61	599
Total Programmes Généraux	507	1344
III - Programmes régionaux et activités régionales	Terrain	Hors site
Hydrique et naturel	10	0
Municipal	28	42
Agricole	0	0
Pesticides	0	0
Industriel	35	14
Total activités régionales	73	56
Total des activités de contrôle planifiées par catégorie	13004	12057
Total des activités de contrôle planifiées	25061	

Le nombre et la liste des programmes de contrôle et activités d'inspection basées sur le risque en 2020-2021. Fournir les prévisions pour 2021-2022.

La prise en compte du concept de risque permet au CCEQ d'être plus efficient en favorisant les inspections dans des secteurs à plus forte probabilité de non-conformité et d'agir dans les secteurs où les impacts environnementaux sont les plus importants.

L'approche de risque est utilisée dans plusieurs programmes, aussi bien en ce qui concerne la sélection des cibles qu'en ce qui a trait au choix des fréquences d'inspection.

Pour 2020-2021, le CCEQ a mis en œuvre 13 programmes de contrôle intégrant les notions de risque sur un ou l'autre de ces aspects.

- M-1F : Contrôle des lieux d'élimination de matières résiduelles fermés.
- M-1 : Contrôle des lieux d'élimination de matières résiduelles.
- M-2 : Contrôle de certains lieux de valorisation de matières résiduelles.
- M-3C : Contrôle des systèmes de distribution d'eau potable ou destinée à des fins d'hygiène personnelle.
- M-8 : Contrôle des installations septiques de plus de 3 240 litres par jour.
- M-14 : Contrôle de la qualité de l'eau des piscines et autres bassins artificiels.
- A-2 : Programme de contrôle des exploitations agricoles.
- A-3 : Atteinte de l'équilibre en phosphore.
- I-3 : Contrôle des sols contaminés.
- I-4 : Contrôle des établissements industriels visés par le PRRI.
- I-5 : Contrôle des entreprises et activités non visées par le PRRI.
- H-8 : Sensibilisation aux milieux humides et hydriques et documentation de leurs états.
- G-4DC : Contrôle des déclarations de conformité

En 2020-2021, fournir les éléments suivants concernant les dossiers d'infraction :

- a. Nombre d'inspections effectuées
Voir la réponse fournie à la QP 18.

- b. Nombre de notifications de manquement expédiées par le Centre de contrôle environnemental du Québec

En 2020-2021
Nombre : 2 591

- c. Nombre de dossiers d'infraction pour lequel une sanction administrative pécuniaire en vertu de l'article 115.23 LQE a été imposée (et le montant total imposé)

En 2020-2021	
Nombre : 0	Montant total imposé : 0 \$

- d. Nombre de dossiers d'infraction pour lequel une sanction administrative pécuniaire en vertu de l'article 115.24 LQE a été imposée (et le montant total imposé)

En 2020-2021	
Nombre : 12	Montant total imposé : 28 000 \$

- e. Nombre de dossiers d'infraction pour lequel une sanction administrative pécuniaire en vertu de l'article 115.25 LQE a été imposée (et le montant total imposé)

En 2020-2021	
Nombre : 57	Montant total imposé : 225 000 \$

- f. Nombre de dossiers d'infraction pour lequel une sanction administrative pécuniaire en vertu de l'article 115.26 LQE a été imposée (et le montant total imposé)

En 2020-2021	
Nombre : 17	Montant total imposé : 170 000 \$

BILAN TOTAL DES SAP

En 2020-2021– Bilan total	Nb de SAP imposées	Montants imposés
Loi sur la qualité de l'environnement	86	423 000 \$
Règlements découlant de la LQE	47	245 500 \$
Total	133	668 500 \$

g. Nombre de dossiers d'infraction pour lequel une poursuite pénale est intentée

En 2020-2021
Nombre : 29

h. Nombre de dossiers d'infraction pour lequel une sanction pénale en vertu de l'article 115.29 LQE a été imposée (et le montant total imposé)

En 2020-2021	
Aucune amende imposée en vertu de l'article 115.29 LQE (depuis la Loi 89)	Montant total imposé : 0 \$
Aucune amende imposée en vertu des anciens articles (avant la Loi 89)	Montant total imposé : 0 \$

i. Nombre de dossiers d'infraction pour lequel une sanction pénale en vertu de l'article 115.30 LQE a été imposée (et le montant total imposé)

En 2020-2021		
16 amendes imposées en vertu de l'article 115.30 LQE (depuis la Loi 89)	Montant total imposé : 130 000 \$	130 000 \$
0 amende imposée en vertu de l'article 123.1 LQE (avant la Loi 89)	Montant total imposé : 0 \$	

j. Nombre de dossiers d'infraction pour lequel une sanction pénale en vertu de l'article 115.31 LQE a été imposée (et le montant total imposé)

En 2020-2021		Total
25 amendes imposées en vertu de l'article 115.31 LQE (depuis la Loi 89)	Montant total imposé : 383 000 \$	383 000 \$
0 amende imposée en vertu des articles 22, 33, 48 et 66 LQE (avant la Loi 89)	Montant total imposé : 0 \$	

k. Nombre de dossiers d'infraction pour lequel une sanction pénale en vertu de l'article 115.32 LQE a été imposée (et le montant total imposé)

En 2020-2021		Total
3 amendes imposées en vertu de l'article 115.32 LQE (depuis la Loi 89)	Montant total imposé : 31 483 \$	31 483 \$
0 amende imposée en vertu de l'article 20 LQE (avant la Loi 89)	Montant total imposé : 0 \$	

BILAN TOTAL SANCTIONS PÉNALES

En 2020-2021		
Sanctions pénales imposées suite à une infraction perpétrée en vertu de la LQE depuis la Loi 89	Montant total imposé: 544 483 \$	544 483 \$
Sanctions pénales suite à une infraction perpétrée en vertu de la LQE avant la Loi 89	Montant total imposé : 0,00 \$	

I. Total des amendes imposées (jugements 2020-2021 au 28 février 2021)

En 2020-2021		Montant total imposé
Loi sur la qualité de l'environnement	544 483 \$	656 983 \$
Règlements découlant de la LQE	99 000 \$	
Loi sur les pesticides et ses règlements	10 500 \$	
Loi sur les espèces menacées ou vulnérables	1 000 \$	
Loi sur la sécurité des barrages	2 000 \$	

QUESTION PARTICULIÈRE N°22

Pour chacun des articles suivants, indiquer le nombre de cas où le ministre s'est prévalu des dispositions en matière de mesures administratives et pénales de la Loi sur la qualité de l'environnement en 2020-2021. Préciser aussi la personne physique ou morale visée :

Ordonnances

- a. Article 114
- b. Article 115.2
- c. Article 115.3

Refus, modifications, suspensions et révocations d'autorisations

- d. Article 115,5
- e. Article 115.7
- f. Article 115.10

Année 2020-2021 :

Ordonnances		Personne physique ou morale visée
Article 114	9	• Jean-Pierre Chenail • Les Excavations St-Patrice Ltée • 2775328 Canada inc. • Oriens Technologies inc. • Lux Biologics Limitée • Le Maraîcher A. Barbeau et Fils inc. • 9267-1551 Québec inc. • 9324-7534 Québec inc • Michel Paillé
Article 115.2	0	----
Article 115.3	0	----
Refus, modifications, suspensions et révocations d'autorisations		Personne physique ou morale visée
Articles 115.5	1	• G & R Recyclage S.E.N.C.
Article 115.7	0	----
Article 115.10	0	----

Le registre des ordonnances émises par le MELCC peut être consulté à l'adresse suivante :

<http://www.registres.environnement.gouv.qc.ca/ordonnances/index.htm>

Indiquer le nombre de condamnations et les montants obtenus (sanctions administratives pécuniaires et sanctions pénales) par le ministère pour les manquements aux règlements découlant de la Loi sur la qualité de l'environnement en 2020-2021. Ventiler selon le règlement.

Sanctions administratives pécuniaires imposées en vertu d'un règlement adopté en vertu de la Loi sur la qualité de l'environnement :

En 2020-2021		
Règlements	Nombre	Montants imposés
Règlement relatif à l'application de la Loi sur la qualité de l'environnement	1	3500 \$
Règlement sur la déclaration obligatoire de certaines émissions de contaminants dans l'atmosphère	1	3500 \$
Règlement sur la qualité de l'eau des piscines et autres bassins artificiels	7	25500 \$
Règlement sur la qualité de l'eau potable	11	54500 \$
Règlement sur la récupération et la valorisation de produits par les entreprises	1	3500 \$
Règlement sur l'assainissement de l'atmosphère	3	14000 \$
Règlement sur le stockage et les centres de transfert de sols contaminés	1	10000 \$
Règlement sur l'enfouissement des sols contaminés	3	22000 \$
Règlement sur l'enfouissement et l'incinération de matières résiduelles	2	12500 \$
Règlement sur les carrières et sablières	3	22500 \$
Règlement sur les exploitations agricoles	7	28000 \$
Règlement sur les fabriques de pâtes et papiers	2	12500 \$
Règlement sur les matières dangereuses	3	13500 \$
Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées	2	20000 \$
TOTAL	47	245 500 \$

Total des SAP imposées

En 2020-2021 – Bilan total	Nombre de SAP imposées	Montants imposés
Loi sur la qualité de l'environnement	86	423 000 \$
Règlements découlant de la LQE	47	245 500 \$
Total	133	668 500 \$

Sanctions pénales imposées en vertu d'un règlement adopté en vertu de la LQE

En 2020-2021		
Règlements	Nombre	Montants imposé
Règlement sur les exploitations agricoles	3	14 000 \$
Règlement sur les matières dangereuses	2	43 500 \$
Règlement sur la qualité de l'eau potable	10	22 000 \$
Règlement sur les lieux d'élimination de neige	1	15 000 \$
Règlement sur les normes applicables aux véhicules lourds	2	4 000 \$
Règlement sur le prélèvement des eaux et leur protection	1	500 \$
TOTAL	19	99 000 \$

Total des amendes pénales imposées

En 2020-2021		Montant total imposé
Loi sur la qualité de l'environnement	544 483 \$	656 983 \$
Règlements découlant de la LQE	99 000 \$	
Loi sur les pesticides	10 500 \$	
Loi sur les espèces menacées ou vulnérables	1 000 \$	
Loi sur la sécurité des barrages	2 000 \$	

Indiquer l'évolution des budgets régionaux ou dévolus aux bureaux régionaux du ministère et ses organismes en 2020-2021.

Exercice 2020-2021 Direction générale / région	Dépenses au 28 février 2021 (en k\$)
Centre de contrôle environnemental du Québec (CCEQ)	
Bureau du SMA au contrôle environnemental et à la sécurité des barrages	793,2
Bas St-Laurent, Gaspésie, Îles-de-la-Madeleine	1 789,2
Saguenay/Lac-Saint-Jean	1 501,8
Capitale-Nationale et Chaudière-Appalaches	4 253,9
Mauricie et Centre-du-Québec	8 784,6
Estrie et Montérégie	10 524,3
Montréal, Laval, Lanaudière et Laurentides	3 452,7
Outaouais	922,6
Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	764,2
Côte-Nord	840,3
Total Centre de contrôle environnemental du Québec (CCEQ)	33 626,8
Évaluations et autorisations environnementales	
Bureau de la SMA aux évaluations et autorisations environnementales	605,3
Bas St-Laurent, Gaspésie, Îles-de-la-Madeleine	1 609,9
Saguenay/Lac-Saint-Jean	1 208,0
Capitale-Nationale et Chaudière-Appalaches	4 783,0
Mauricie et Centre-du-Québec	2 512,1
Estrie et Montérégie	5 015,4
Montréal, Laval, Lanaudière et Laurentides	3 788,5
Outaouais	678,8
Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	1 456,0
Côte-Nord	1 094,3
Total Évaluations et autorisations environnementales	22 751,3
Total général	56 378,1

Indiquer la liste de tous les comités interministériels, comités de direction, comités de suivi, comités conjoints, comités-conseils, comités consultatifs, comités de vigilance et autres comités ou groupes de travail auxquels ont participé le ministère et ses organismes en 2020-2021. Indiquer, pour chacun :

- a. le(s) mandats(s);
 - b. la liste des membres (incluant les membres externes, observateurs ou provisoires);
 - c. les rencontres tenues en 2020-2021;
 - d. les résultats détaillés des rencontres tenues en 2020-2021;
 - e. les rencontres prévues en 2021-2022 avec l'objet et l'échéancier.
-

Comités	Mandats	Liste des membres
Comité interministériel – Fonderie Horne	Assurer le suivi et superviser la mise en œuvre du plan d'action de la Fonderie Horne et assurer des communications transparentes avec la population. Comité mis en place le 1 ^{er} novembre 2019, suite à la divulgation des résultats de l'étude de biosurveillance menée par la direction régionale de santé publique de l'Abitibi-Témiscamingue. 5 rencontres ont eu lieu en 2019 et 17 rencontres ont eu lieu en 2020. Les rencontres ont pour but d'évaluer le plan d'action présentée par la fonderie Horne pour réduire les émissions d'arsenic. Le rapport du comité interministériel sur le plan d'action a été rendu public le 26 mars dernier. Il contient 32 recommandations que le gouvernement entend mettre en place avec les différents ministères impliqués afin de poursuivre les efforts de réduction à la source des émissions.	MELCC, MEI, MSSS, MAMH
Forum d'action sur l'eau	Le Forum d'action sur l'eau est un lieu de concertation dont la mission principale est de favoriser la cohérence et la complémentarité des actions entre les instances gouvernementales et les principaux intervenants de la gouvernance de l'eau au Québec. La première rencontre a eu lieu le 16 mars 2021.	MELCC, MAMH, MSP, MAPAQ, MFFP, MERN, ROBQ, TCR, RNCREQ, Ouranos, Osmoz, UMQ, FQM, Réseau Environnement, CPEQ, UPA
Comité de coordination des experts	Assurer la coordination de l'élaboration du rapport synthèse annuel sur la mise en œuvre du Cadre pancanadien sur la croissance propre et les changements climatiques. Le résultat des travaux 2019-2020, soit le troisième rapport synthèse annuel n'a pas encore été publié par le gouvernement fédéral. Quatre rencontres ont eu lieu en 2019-2020. Quelques rencontres sont aussi à prévoir en 2020-2021, la première aura lieu au courant de l'été.	Présidé par le gouvernement fédéral (ECCC), ministères de l'environnement des provinces et territoires canadiens (sous-ministres adjoints)
Comité de gestion du programme sur la redistribution aux municipalités des redevances pour l'élimination de matières résiduelles	Veiller au bon fonctionnement du Programme de subvention, proposer les critères applicables au calcul des subventions, décider des réclamations litigieuses quant à l'admissibilité aux subventions et quant au respect des conditions de versement des subventions, approuver, sur la base des critères du Programme, le quantum des subventions du Programme et voir au suivi et à l'évaluation de celui-ci. Le comité de gestion s'est rencontré le 30 novembre 2020. Cette rencontre a permis de recommander les critères applicables aux versements des aides financières en décembre 2020. En 2021-2022, des rencontres auront lieu au début de l'été et à l'hiver.	MELCC, RECYC-QUÉBEC, FQM, UMQ, CMM, Ville de Montréal MAMH (observateur)

Comité technique du programme sur la redistribution aux municipalités des redevances pour l'élimination de matières résiduelles	Soutient, par ses travaux, le Comité de gestion du programme de subvention. Le comité technique s'est rencontré les 4 et 22 février 2021 et le 17 mars 2021. Cette rencontre a permis de recommander les critères applicables aux versements des aides financières en décembre 2020. En 2021-2022, des rencontres auront lieu au début de l'été et à l'hiver.	MELCC, RECYC-QUÉBEC, FQM, UMQ, CMM, Ville de Montréal MAMH (observateur)
Comité de gestion des ententes Canada-Québec concernant les projets de biométhanisation financés dans le cadre du Fonds pour l'infrastructure verte	Assurer le suivi des ententes de financement Canada-Québec dans le cadre du Programme de traitement des matières résiduelles par biométhanisation et compostage (PTMOBC). Deux rencontres ont eu lieu, soit le 7 octobre 2020 et le 16 février 2021. Ces rencontres ont permis de partager l'état de la situation des projets de biométhanisation financés conjointement par le gouvernement fédéral et le Québec. En 2021-2022, des rencontres auront lieu, mais les dates sont à déterminer.	MELCC, Infrastructure Canada
Comité de suivi concernant les cibles de distribution du gaz naturel renouvelable	Le Comité met en commun la connaissance des participants et élabore des moyens d'action afin de répondre à l'atteinte des cibles présentées dans le règlement concernant la quantité de gaz naturel renouvelable (GNR) devant être livrée par un distributeur ainsi que d'assurer une complète intégration du GNR au gaz naturel distribué au Québec. Deux rencontres ont eu lieu, soit le 30 avril 2019 et le 17 décembre 2019. En 2020-2021, des rencontres auront lieu au début de l'été et à l'hiver.	MELCC, MERN, MAPAQ, TEQ, MAMH, Énergir, Gazifère, AQPER, CIFIQ, Coop fédérée, UPA, MEI, Association des consommateurs industriels de gaz (ACIG)
Comité de liaison du Plan d'action 2019-2024 de la Politique québécoise de gestion des matières résiduelles	Le comité de liaison a notamment le mandat d'assurer le suivi de la mise en œuvre du Plan d'action 2019-2024, de réaffecter, si nécessaire, le budget attribué pour les actions et d'établir les orientations. La fréquence des rencontres est convenue entre les représentants des parties, minimalement deux rencontres par année. Sept rencontres ont eu lieu, soit le 1er avril 2020, le 26 août 2020, le 30 septembre 2020, le 20 novembre 2020, le 18 décembre 2020, le 5 février 2021 et le 15 mars 2021. Deux rencontres sont prévues le 3 mai 2021 et le 7 juin 2021 et les autres seront déterminées ultérieurement.	MELCC, RECYC-QUÉBEC

Groupe de travail sur la gestion des matières résiduelles au Nunavik	Le Groupe de travail se veut un lieu d'échange et de discussion pour rechercher des solutions adaptées au contexte du Nunavik. Il ne réalise pas de projets ni de projets-pilotes et n'émet pas de recommandations aux autorités du MELCC, mais il partage plutôt les informations pertinentes pour l'ensemble des participants. La participation est volontaire et chaque participant peut se retirer du Groupe de travail s'il le désire. Le Groupe de travail se réunit au moins quatre fois par an. Des rencontres supplémentaires pourraient avoir lieu pour des besoins ou des questions spécifiques.	MELCC, RECYC-QUÉBEC, ARK, CCEK, SPN, PENM, DÉEPNM, MAMH, DAQA
Comité interministériel sur la stratégie gouvernementale pour la réduction et la gestion écoresponsable des plastiques	Comité interministériel établi en 2019 pour contribuer au développement de la Stratégie québécoise pour la réduction et la gestion écoresponsable des plastiques	MELCC, MEI, MF, MAPAQ, MFFP, MAMH
Comité technique sur le Plan québécois sur les minéraux critiques et stratégiques (Orientation 3) du MERN	Contribuer à l'élaboration des mesures et aux réflexions en lien avec l'orientation 3 de ce plan, soit "Contribuer à la transition vers une économie durable" pour les métaux critiques et stratégiques	MERN, MELCC et autres M/O
Conseil canadien des ministres de l'environnement (CCME) - Comité sur la réduction, la récupération et la valorisation des matières résiduelles	Ce comité pancanadien a pour mandat de développer et de coordonner diverses démarches et outils en lien avec la gestion des matières résiduelles. En plus des travaux du grand comité, le MELCC co-dirige le groupe de travail sur les plastiques à usage unique et de courte vie et est membre du groupe de travail sur la responsabilité élargie des producteurs (REP) pour les plastiques.	Représentants de tous les ministères de l'environnement du fédéral, des 10 provinces et 3 territoires
Comité de travail sur les travaux législatifs et réglementaires relevant de la Loi sur la protection du consommateur (LPC) pour intégrer les principes de durabilité et de réparabilité pour certains produits de consommation (obsolescence planifiée	L'Office de la protection des consommateurs a demandé la collaboration du MELCC dans le cadre de la révision de sa loi afin d'y introduire des éléments visant à favoriser une meilleure écoconception de certains produits. La Direction des matières résiduelles et le Bureau de coordination du développement durable contribuent à ces travaux.	OPC, MELCC
Comité aviseur sur une étude de la grappe Propulsion-Québec sur la responsabilité élargie des producteurs (REP) appliquée aux batteries de véhicules électriques	Cette étude vient compléter le portrait de l'évolution des véhicules électriques, la composition des batteries, le potentiel et les modes de recyclages et les débouchés. Elle s'inscrit notamment dans les travaux de révision du Règlement sur la récupération et la valorisation de produits par les entreprises et la désignation de nouveaux produits.	MELCC, Représentants de tous les ministères de l'environnement du fédéral, des 10 provinces et 3 territoires MERN, MEI, Grappe Propulsion-Québec, RECYC-QUÉBEC, Lithion

Comité aviseur du Groupe d'action pour les plastiques circulaires (GAPC)	Ce comité suit et commente les travaux d'une initiative de certaines entreprises dans le secteur des contenants et emballages alimentaires qui vise à développer de nouvelles façons de faire pour améliorer la circularité de ces produits post-consommation.	MELCC, RECYC-QUÉBEC, ÉEQ, Institut EDDEC, Réseau-Environnement, CPEQ, CTTÉI, CETEQ, MRC Roussillon, Innovation logistique
Comité de travail sur le renouvellement des attestations d'assainissement du secteur de l'aluminium	Comité de travail afin de définir les orientations à suivre pour la deuxième attestation d'assainissement pour le secteur des alumineries. Les travaux ont été complétés en octobre 2020 avec l'approbation du document par les autorités. Formation d'un sous-comité découlant de ces travaux au printemps 2021 sur l'harmonisation des déclarations des temps d'arrêt des équipements d'épuration. Rencontres à prévoir.	MELCC, Association de l'aluminium du Canada (AAC)
Comité conjoint MELCC – Association canadienne des carburants (ACCarburants)	Le mandat des comités conjoints est de consolider et encadrer formellement les relations du Ministère avec les regroupements des clientèles industrielles corporatives. En 2020-2021, une rencontre a été tenue le 3 février 2021. Rencontre prévue en 2021-2022 : À déterminer.	Différentes compagnies membres de ACCarburants MELCC, MERN
Comité conjoint MELCC – Association canadienne du ciment (ACC)	Le mandat des comités conjoints est de consolider et encadrer formellement les relations du Ministère avec les regroupements des clientèles industrielles corporatives. En 2020-2021, une rencontre a été tenue le 2 décembre 2020. Rencontre prévue en 2021-2022 : À déterminer.	Différentes compagnies membres de l'ACC MELCC
Comité conjoint MELCC – Conseil des entreprises en technologies environnementales du Québec (CETEQ)	Le mandat des comités conjoints est de consolider et encadrer formellement les relations du Ministère avec les regroupements des clientèles industrielles corporatives. En 2020-2021, aucune rencontre n'a été tenue. Rencontre prévue en 2021-2022 : À déterminer.	CETEQ, MELCC, MEI, RECYC-QUÉBEC
Comité conjoint MELCC – Regroupement des récupérateurs et des recycleurs de matériaux de construction et de démolition du Québec (3R MCDQ)	Le mandat des comités conjoints est de consolider et encadrer formellement les relations du Ministère avec les regroupements des clientèles industrielles corporatives. En 2020-2021, aucune rencontre n'a été tenue. Rencontre prévue en 2021-2022 : À déterminer.	3R MCDQ, MELCC, RECYC-QUÉBEC, MERN, MFFPQ

Comité multipartite sur les matières résiduelles fertilisantes	Action 3 de la Table de concertation sur le recyclage des matières organiques – « Poursuivre les discussions et les démarches sur les problématiques et les pistes de solution (aspects agronomiques/professionnels et aspects administratifs) par rapport à l'émission des certificats d'autorisation et appuyer l'allègement des mesures administratives en cours pour le recyclage des matières résiduelles fertilisantes par épandage agricole et en sites dégradés (incluant le stockage) ».	MELCC, RECYC-QUÉBEC, Réseau Environnement, MAPAQ, Ordre des agronomes du Québec
Comité de travail pour la mise en œuvre de la Stratégie québécoise de développement de l'aluminium 2015-2025	Mise en œuvre de l'action 22 : « Étude sur le potentiel de valorisation des extrants de la production d'aluminium ».	MEI, MELCC, Association de l'aluminium du Canada (AAC), CRIQ
Comité de liaison air santé (CLAS)	Comité conjoint MSSS-MELCC-INS PQ visant l'échange d'information sur la qualité de l'air, les émissions atmosphériques, le réseau de surveillance de la qualité de l'air et les études en cours en lien avec la qualité de l'air. Le comité se rencontre deux fois par année. Aucune rencontre a eu lieu en 2020-2021.	MELCC, MSSS, INSPQ
Comité de travail fédéral, provincial et territorial (FPT) sur la nouvelle norme fédérale sur les « combustibles propres » à faible teneur en carbone (Depuis janvier 2017)	Le gouvernement fédéral consulte les provinces et les territoires, ainsi qu'en parallèle les communautés autochtones, les industries et les organisations non gouvernementales, pour élaborer une norme sur les « combustibles propres » à faible teneur en carbone. La Colombie-Britannique copréside le comité FPT.	Environnement et Changement Climatique Canada (ECCC), MERN, MELCC Provinces et territoires
Comité de travail sur les piscines et autres bassins artificiels	Créé au printemps 2014 dans la foulée du Rapport sur l'opportunité de mettre à jour le Règlement sur la qualité de l'eau des piscines et autres bassins artificiels, ce comité est chargé du développement d'outils de gestion et d'actions de promotion de la qualité de l'eau. Une rencontre en 2020-2021.	MELCC, MSSS, MAMH, INSPQ Société de sauvetage, Association des responsables aquatiques du Québec, Ville de Montréal, Ville de Québec
Commission de planification de la régularisation de la rivière des Outaouais - CPRRO	Assurer la régularisation intégrée des principaux réservoirs du bassin versant de la rivière des Outaouais afin de protéger contre les inondations, les riveains de la rivière des Outaouais, de ses affluents et de la région de Montréal.	MELCC, HQ, OPG, SPAC, MPO, ECCC, MNRF-Ontario

Comité interministériel de concertation Baie Missisquoi du Lac Champlain	Coordonner la mise en œuvre du Plan d'action sur la réduction des charges de phosphore dans le bassin versant de la Baie Missisquoi (lac Champlain) dans le cadre de l'Entente Vermont/Québec. Aucune rencontre en 2020-2021.	MELCC, MERN, MAMH, MAPAQ, MSP, MTQ, MSSS, MFQ
Comité interministériel - Nouvelles technologies environnementales	Mise à jour des programmes et des projets de nouvelles technologies environnementales afin d'avoir une vue d'ensemble du financement dans ce secteur.	MELCC, MFQ, MAPAQ, MERN, MTQ
Comité interministériel sur les mesures pour minimiser les impacts des inondations rivière Richelieu et lac Champlain	Évaluer les propositions de la CMI sur les mesures proposées et accompagner les groupes techniques de la CMI.	MELCC, MERN, MAMH, MAPAQ, MSP, MTQ, MSSS, MFQ
Conseil de gestion de l'Approche de coopération en réseau pour l'information l'Approche de coopération en réseau pour l'information géographique (ACRIgéo)	Assumer la gestion courante de la coopération interministérielle en vue de mettre en application les décisions de la Table gouvernementale de coopération en information géographique et du Comité stratégique de la géomatique.	MERN, MDFFP, MTQ, MAMH, MELCC, MAPAQ, MDG, MSP, MELS, DGEQ
Table gouvernementale de coopération en information géographique	Partage d'une vision commune de l'information géographique entre tous les acteurs gouvernementaux. Réseau interministériel de partage et de diffusion des données géographiques. Réseau interministériel de partage et de diffusion des données géographiques.	MERN, MFFP, MTQ, SQ, MSP, MAMH, MELCC, FADQ, CPTAQ, MAPAQ, DGEQ, ISQ, MÉES, MTESS, MSSS, MF, MT, MSG, CSPQ, Service Québec, Commission de toponymie, SHQ, etc.
Comité directeur GRHQ	Assurer la gestion du projet de production d'une nouvelle Géobase du réseau hydrographique du Québec (GRHQ) haute résolution à partir du Lidar	MELCC, MERN, MFFP
Comité interministériel sur l'hydrographie	Groupe de travail afin de définir les méthodologies de production de la nouvelle Géobase du réseau hydrographique du Québec (GRHQ) haute résolution à partir du Lidar	MELCC, MERN, MFFP
Centre de données du patrimoine naturel du Québec (CDPNQ) - Comité de coordination et de direction du CDPNQ - Présidence	Favoriser la concertation et les échanges entre les différents partenaires du CDPNQ. En 2020-2021 : Six rencontres (trois du comité de direction et trois du Comité de coordination). Prévisions 2021-2022 : huit rencontres (quatre du comité de direction et quatre du comité de coordination).	MELCC, MFFP, Environnement Canada (EC)

Groupe de travail interministériel sur les Objectifs d'Aichi - Présidence

Faire un portrait des actions gouvernementales au regard des objectifs d'Aichi, établir les mesures à mettre en place en vue de doter le Québec de cibles spécifiques, faire rapport au Comité directeur sur la diversité biologique, partager son expérience et son expertise au sein du Comité consultatif des gouvernements infranationaux pour la biodiversité.

En : 2020-20201 : Six rencontres ont eu lieu en collaboration avec le Groupe de travail interministériel sur la préparation du Québec au post-2020. Un document présentant la contribution du Québec à la mise en œuvre des Objectifs d'Aichi et les principales recommandations du Québec pour la mise en œuvre du prochain outil stratégique en biodiversité au Québec d'ici 2030 a été produit. Un sous-groupe de travail a également été créé et a travaillé sur un plan de communication en vue de la publication du rapport au printemps 2021.

Prévisions 2021-2022 : Au moins deux rencontres sont prévues pour ce comité afin de finaliser le rapport pour sa publication.

MELCC, MAMH, MAPAQ, MÉES, MRIF, MFFP, MERN, MEI

Groupe de travail interministériel sur la préparation du Québec au post-2020 - Présidence	Informers les ministères et organismes de la teneur des discussions internationales en vue de positionner le gouvernement du Québec en tant que province au sein du Canada et en tant que gouvernement infranational au sein de la CDB; échanger en vue de déterminer les meilleures options de restructuration et de reformulation des Objectifs d'Aichi actuels pour le Québec; faciliter l'établissement d'une position gouvernementale dans le cadre des négociations internationales, tant sur la place qui sera donnée aux gouvernements infranationaux dans le prochain cadre mondial de la biodiversité, qu'en ce qui concerne la position canadienne et les engagements du gouvernement fédéral; discuter de la vision des M/O pour la mise en œuvre d'un outil de planification stratégique au Québec en matière de biodiversité. En 2020-2021 : Six rencontres ont eu lieu en collaboration avec le Groupe de travail interministériel sur les Objectifs d'Aichi. Un document présentant la contribution du Québec à la mise en œuvre des Objectifs d'Aichi et les principales recommandations du Québec pour la mise en œuvre du prochain outil stratégique en biodiversité au Québec d'ici 2030 a été produit (publication en printemps 2021). Des travaux visant à répertorier les stratégies, politiques et plans d'action en cours au Québec ont également eu lieu. Prévisions 2021-2022 : Au moins trois rencontres sont prévues pour ce comité afin d'alimenter la réflexion sur la réponse du Québec au prochain Cadre mondial sur la biodiversité qui sera adopté par la Convention sur la diversité biologique en 2021.	MELCC, MAMH, MAPAQ, MRIF, MFFP, MERN, MEI, MCE - SAA
Groupe bilatéral sur les aires marines protégées – Québec (Présidence-SMA)	Préparer des positions québécoises dans le dossier des aires marines protégées.	MELCC, MAPAQ, MFFP, MERN, MCE (SQRC, SAA), Secrétariat de la stratégie maritime
Groupe de travail interministériel sur l'accès aux ressources génétiques et le partage des avantages (APA) – Présidence	Faciliter le partage des informations sur l'APA; traiter à une même table des actions des différents ministères et organismes concernés; élaborer la position du Québec eu égard à un éventuel cadre de référence canadien et aux négociations canadiennes et internationales sur l'APA. En 2020-2021 : Aucune activité. Prévisions 2021-2022 : Au moins une rencontre est prévue pour finaliser les deux rapports du groupe de travail qui seront ensuite présentés au Comité directeur sur la diversité biologique. Ce dernier déterminera la suite du mandat pour ce groupe de travail.	MELCC, MAPAQ, MERN, MCE (SAA, SQRC), MRIF, MFQ

Comité interministériel sur les organismes génétiquement modifiés – Co-présidence	Faciliter le partage de l'information sur les OGM, la consultation sur des positions et des actions à prendre, élaborer des avis et des positionnements québécois sur les enjeux environnementaux, sociétaux et économiques associés aux OGM. En 2020-2021 : Aucune activité. Prévisions 2021-2022 : Aucune activité.	MELCC, MAPAQ, MERN, MRIF, MFQ, MCE (SQRC), MSSS, CEST, MFFP
Groupe de travail interministériel sur les espèces exotiques envahissantes – Présidence	Favoriser la concertation et le maillage au sein du gouvernement du Québec en matière de lutte contre les EEE qui représentent une menace pour la biodiversité. En 2020-2021 : 5 rencontres ont eu lieu. Un plan de travail a été présenté au Comité directeur. Trois sous-groupes de travail ont été mis sur pied. Prévisions 2021-2022 : 5-6 rencontres sont prévues	MELCC, MFFP, MAPAQ, MERN, MTQ, MEI, MRIF
Northeast Aquatic Nuisance Species Panel	À l'échelle de la Nouvelle-Angleterre, faciliter la collaboration et l'échange d'information sur les espèces aquatiques envahissantes floristiques et fauniques, marines et d'eau douce. Développe des outils communs de communication, de détection et de contrôle des EEE. Le Québec est représenté par le MELCC et le MFFP. Une concertation est faite avec le MAPAQ et Pêches et Océans Canada en ce qui a trait aux espèces marines. En 2020-2021 : Communications par courriel uniquement. Prévisions 2021-2022 : Communications par courriel uniquement.	États de la Nouvelle-Angleterre, le Québec et les provinces canadiennes des Maritimes.
Comité national (fédéral-provincial-territorial) sur les espèces exotiques envahissantes	Renforcer les cadres de politiques pour le dossier des EEE; coordonner des études et des analyses nationales; encourager la collaboration et les partenariats. En 2020-2021 : Huit conférences téléphoniques. Prévisions 2021-2022 : Huit conférences téléphoniques et possiblement une rencontre.	Ministères de l'environnement des provinces et territoires canadiens (professionnels) et ECCC
Groupe de travail sur les espèces aquatiques envahissantes du Conseil des gouverneurs et des premiers ministères des États et des provinces des Grands Lacs (AIS Task Force on Aquatic nuisance species of the Council of the Great Lakes Governors)	Mise en œuvre des engagements pris par les gouverneurs et les premiers ministres pour lutter contre les EAE, mise en œuvre de l'entente d'aide mutuelle. En 2020-2021 : Une conférence téléphonique. Prévisions 2021-2022 : Maintien des activités.	Professionnels des provinces et États des Grands Lacs, environnement et faune : Québec (MELCC et MFFP), Illinois, Indiana, Michigan, Minnesota, New York, Ohio, Ontario, Pennsylvanie, Wisconsin.

Comité national sur les espèces aquatiques envahissantes	Favoriser l'échange d'informations, améliorer la coopération et la coordination des activités nationales et intergouvernementales sur les espèces aquatiques envahissantes. En 2020-2021 : Onze conférences téléphoniques et une rencontre en février 2021 (à distance). Prévisions 2021-2022 : Maintien des activités.	Professionnels des provinces et territoires, environnement et faune, MPO. Pour le Québec, MELCC, MFFP et MAPAQ participent.
Groupe directeur sur la conservation, la faune et la biodiversité (SMA)	Structure intergouvernementale sous la co-présidence d'ECCE et d'une province ou territoire qui traite des dossiers transversaux sur la biodiversité, notamment les espèces en péril, les espèces exotiques envahissantes, les objectifs internationaux de conservation de la biodiversité et les dossiers fauniques. En 2020-2021 : Cinq rencontres en ligne. Prévisions 2021-2022 : Au moins 6 rencontres en ligne.	MELCC, MFFP, ECC, autres provinces et territoires
Groupe fédéral-provincial territorial sur la biodiversité	Structure intergouvernementale sous la co-présidence d'ECCE et d'une province ou territoire qui traite des dossiers transversaux sur la biodiversité, notamment les objectifs internationaux de conservation de la biodiversité. En 2020-2021 : Six rencontres en ligne. Prévisions 2021-2022 : Une rencontre en ligne par mois.	Professionnels du MELCC, ECC, autres provinces et territoires, et autres ministères fédéraux (MPO, AAC, RNC, Parcs Canada, etc.)
Comité directeur (SMA) et groupe de travail (professionnels) sur l'avenir de la Biosphère	Favoriser les échanges concernant l'avenir de la Biosphère En 2020-2021 : Une rencontre du groupe de travail au niveau professionnel et quelques échanges (courriels, Teams/téléphoniques) du comité directeur. Prévisions 2021-2022 : Au moins deux rencontres en ligne.	SMA, directeurs et professionnels du MELCC, ECC, Ville de Montréal, Société du Parc Jean-Drapeau
Groupe de travail de la Conférence des gouverneurs de la Nouvelle-Angleterre et des premiers ministres de l'Est du Canada (CGNA-PMEC) sur la connectivité écologique	Sous la co-présidence de l'État du Vermont et du MFFP, ce groupe de travail vise la collaboration des organismes gouvernementaux de chaque côté des frontières dans les efforts de planification territoriale et de protection qui contribuent à la connectivité écologique ainsi qu'à la gestion durable des terres privées et publiques et des systèmes aquatiques. Le MFFP préside le Comité interministériel qui soutient les travaux du Groupe de travail.	MFFP, MTQ, MRIF, MELCC, Gouvernements des Maritimes et États de la Nouvelle-Angleterre et du Vermont

Comité directeur interministériel sur la diversité biologique (SMA) – Présidence	Le mandat du CDDB vise à mettre en œuvre les orientations gouvernementales, à partager les actions ministérielles en lien avec la diversité biologique et à faire le portrait des actions gouvernementales au regard des objectifs d'Aichi de la Convention sur la diversité biologique (CDB) en vue de conseiller le gouvernement sur les mesures à prendre pour être au rendez-vous de 2020. En 2020-2021 : Trois rencontres en ligne. Le CDDB a formalisé le Groupe de travail interministériel sur les espèces exotiques envahissantes et a approuvé le rapport sur la contribution du Québec aux Objectifs d'Aichi. Prévisions 2021-2022 : Au moins trois rencontres, notamment pour continuer les travaux du Comité en vue de la préparation de la réponse du Québec au prochain cadre mondial sur la biodiversité post-2020.	MELCC, MERN, MCC, MFFP, MAMH, MAPAQ, MRIF, MCE – SAA, MÉES, MEI
Espèces menacées ou vulnérables - Comités de gestion (DG) et de coordination (professionnels) Canada-Québec – Loi sur les espèces en péril - Coprésidence	Assurer une mise en œuvre efficace de l'Entente de collaboration Canada-Québec pour la protection et le rétablissement des espèces en péril au Québec par l'établissement, notamment, de programmations communes annuelles. En 2020-2021, les rencontres suivantes ont été tenues: Comité de Gestion de l'entente (CGE) : 6 rencontres Comité de Coordination de l'entente (CCE): 6 rencontres Comité de Mise en œuvre du rétablissement: 3 conférences téléphoniques Prévisions 2021-2022 : 4-6 rencontres pour chacun des comités	MELCC, MFFP, MAPAQ, ECCC, MPO et Agence Parcs Canada
Espèces menacées ou vulnérables - Comité directeur de l'Entente MELCC-MFFP, espèces menacées ou vulnérables (DG) - Coprésidence	Approbation du plan d'action annuel élaboré par les comités et les sous-comités de l'entente et des mesures de protection à mettre en œuvre sur le territoire forestier public à l'égard de certaines espèces menacées ou vulnérables. En 2020-2021 : Une rencontre. Prévisions 2021-2022 : 2 rencontres.	MELCC, MFFP

Espèces menacées ou vulnérables – Comité de coordination et sous-comité flore de l'Entente MELCC-MFFP (professionnels) - Coprésidence	Assurer le bon fonctionnement de l'entente administrative en établissant et en mettant en œuvre un plan d'action annuel. Comité de coordination : 2020-2021 : 3 rencontres. 2021-2022 : 3 rencontres. Sous-comité flore : En 2020-2021 : 2 réunions en 2020 et 1 en 2021. Poursuite de la préparation d'un guide sur les espèces floristiques menacées ou vulnérables forestières, leurs habitats et les saines pratiques de gestion. Planification des inventaires et vérification des nouveaux sites de protection pour 2021.	MELCC, MFFP
Comité de travail interministériel sur la certification de terrains industriels	Sous la présidence du MEI, voir à développer les critères et modalités d'un programme de certification de terrains industriels.	MEI, MELCC, MERN, MAMH, MTQ, MFFP
Groupe de travail pour la planification des aires protégées au Nunavik - Présidence	Identifier les opportunités de conservation et de développement économique, ainsi que les contraintes et les solutions à la mise en place de mesures de conservation au Nunavik.	MELCC, MERN, MFFP, Administration régionale Kativik
Groupe de travail technique sur la mise en œuvre de l'annexe C de l'Entente Baril-Moses	Documenter les enjeux et les potentiels dans le secteur de l'annexe C et de l'article 24 de l'Entente pour résoudre le différend forestier Baril-Moses et élaborer une proposition gouvernementale d'aire protégée en réponse à l'annexe C et aux préoccupations de la communauté de Waswanipi. Les travaux du groupe de travail ont démontré que ce secteur avait un très fort intérêt de conservation, mais également possiblement un potentiel minier intéressant. Afin de documenter ce potentiel minier, une campagne d'acquisition de connaissance géologique a été organisée à l'été 2019 par Géologie Québec. L'analyse des résultats est toujours en cours.	MELCC, MFFP, MERN, SAA
Groupe bilatéral (Canada –Québec) sur les aires marines protégées Canada–Québec - Coprésidence	Favoriser l'établissement d'aires marines protégées dans le milieu marin québécois. Un projet d'entente-cadre est entré en vigueur à cette fin le 19 mars 2018 ainsi qu'un projet d'accord intergouvernemental pour la désignation d'une aire marine protégée conjointe au Banc-des-Américains, en Gaspésie début mars 2019.	MELCC, MAPAQ, MFFP, MERN, MPO, PC, ECCC

Groupe de mise en œuvre des aires protégées en lien avec le rétablissement du caribou forestier - Coordination	Deux rapports ont été produits; un portant sur la création d'aires protégées en forêt aménagée, et l'autre sur la création d'une ou deux aires protégées, principalement au nord de la limite nordique des forêts attribuables. Mandat en cours : réalisation de l'analyse de connectivité et identification de secteurs prioritaires pour le maintien de la connectivité.	MELCC, MERN, MFFP, Conseil de l'industrie forestière du Québec, Grand Conseil des Cris, Nature Québec, Première Nation innue de Mashteuiatsh, SNAP Québec
Comité connaissance sur le territoire nordique québécois – Présidé par le MERN	Assurer la coordination des activités de connaissance et d'acquisition et de diffusion des données géographiques à référence.	MERN, MELCC, MTESS, MCC, MTQ, MFFP, MAPAQ, MAMH, MTO, MÉES
Comité directeur sur les aires protégées – Présidé par le MELCC	Concertier le MELCC, le MERN et le MFFP dans la réalisation des orientations stratégiques du Québec en matière d'aires protégées pour atteindre les cibles gouvernementales.	MELCC, MFFP, MERN, SÉPAQ
Comité directeur pour la mise en œuvre des mesures d'écoconditionnalité du bilan de phosphore	Assurer la mise en œuvre des mesures d'écoconditionnalité applicables au respect des dispositions du bilan de phosphore dans le respect du Règlement sur les exploitations agricoles (REA) dans les programmes de la FADQ et du MAPAQ.	MELCC, MAPAQ, FADQ
Comité interministériel pour l'inscription d'Anticosti au patrimoine mondial	Assurer la coordination des actions gouvernementales visant à soutenir la préparation du dossier de proposition d'inscription de l'île d'Anticosti et effectuer les représentations nécessaires auprès du gouvernement canadien afin que le dossier soit déposé, en priorité, auprès de l'UNESCO en vue de son évaluation et de son inscription à la Liste du patrimoine mondial de l'UNESCO.	MELCC, MRIF, MAMH, MCC, MT, MFFP, MERN, SAA et SÉPAQ

Table UNESCO Anticosti	Favoriser par la concertation des acteurs de l'île d'Anticosti, le développement d'une vision commune du bien et un sentiment de responsabilité partagée pour sa préservation future et la mise en valeur. La Table vise à : • Mettre en place un réseau d'échange et d'information entre les parties prenantes; • Discuter, analyser et faire des recommandations quant à la désignation du bien, sa protection, sa gestion et sa gouvernance; Diffuser l'information relative au contenu et à l'état d'avancement du projet au sein des organisations respectives.	Promoteurs de la candidature : • Maire de la municipalité de l'île-d'Anticosti • Responsable scientifique • Nature Québec Premières nations : • Ekuanitshit • Nutashkuan Ministères : MRIF, MELCC, MFFP, MERN, MAMH, MCC, MTO, SAA Autres : • MRC Minganie • Tourisme Côte-Nord • Pourvoyeurs • SÉPAQ Représentant des résidents
------------------------	--	---

Comité directeur interministériel sur la simplification administrative de l'écoconditionnalité	Le comité directeur interministériel a été mis en place pour s'assurer de la mise en œuvre des recommandations élaborées par le Groupe de travail sur la simplification administrative de l'écoconditionnalité. Le mandat du Groupe de travail s'est terminé avec ces recommandations et le Comité directeur interministériel a pris le relais. Le mandat du comité directeur est le suivant : • Mettre en œuvre les propositions du Groupe de travail sur la simplification administrative de l'écoconditionnalité, soit : - o L'extension de la période de mise en conformité aux situations liées au bilan de phosphore; - o La hausse des seuils d'assujettissement au plan agroenvironnemental de fertilisation (PAEF); - o L'intégration des principes de gestion de risques environnementaux; - o L'adoption de la méthode du bila alimentaire comme outil d'estimation de la charge fertilisante; - o La production d'un guide d'estimation de la charge de phosphore; - o La mise à jour de l'information sur le système clicSÉQUR dans le guide et le site internet du MDDELCC; - o Le déplacement possible de la date des travaux informatiques requis par Revenu Québec afin de rendre le système clicSÉQUR accessible lors de la période intensive des dépôts des bilans de phosphore. • Déterminer les orientations appropriées pour la mise en œuvre des propositions; • Instaurer au besoin des sous-comités techniques formés d'experts qui soumettront le résultat de leurs analyses au Comité directeur interministériel quant à la faisabilité de certaines des propositions retenues par le groupe de travail; • Assurer le suivi des propositions du Groupe de travail; • Déposer un plan de travail décrivant les principales étapes nécessaires à la réalisation et au suivi des cinq propositions retenues, ainsi que les échéanciers; • Informer les représentants de l'industrie des progrès réalisés;	MELCC, MAPAQ, MEI, FADQ, Revenu Québec
--	---	--

	• faire rapport au Comité-conseil sur l'allègement réglementaire et administratif de l'état d'avancement des travaux et de la mise en œuvre des mesures. Ce mandat découle de la mesure 9 du Plan d'action gouvernemental 2016-2018 en matière d'allègement réglementaire et administratif – Bâtir l'environnement d'affaires de demain.	
--	---	--

Comité interministériel du développement durable (CIDD) – Présidé par le MELCC

Présidé par le sous-ministre adjoint au développement durable du MELCC, le CIDD est formé de gestionnaires de haut niveau (sous-ministres adjoints ou adjointes, sous-ministres associés ou associées ou leur équivalent), qui accompagnent le Ministère dans la réalisation des mandats que lui confie la Loi sur le développement durable.

Mandat :

- Établir des orientations communes pour la poursuite de la démarche gouvernementale de développement durable.
- Participer à la mise en œuvre de la Stratégie gouvernementale de développement durable et à son suivi en contribuant, notamment, à l'élaboration et à la validation d'indicateurs, de même qu'à la production et à l'approbation des états d'avancement périodiques et des rapports de mise en œuvre requis par la Loi sur le développement durable.
- Déterminer ou suivre des mesures pour favoriser une meilleure harmonisation et la complémentarité des interventions menées dans l'administration publique afin de créer une convergence à un haut niveau pour atteindre les cibles gouvernementales fixées.
- Déterminer des mesures pour favoriser l'intégration du développement durable et de ses principes dans les politiques, les plans et les programmes du gouvernement, en considérant les contextes administratifs et financiers dans lesquels évoluent les ministères et organismes.
- Informer les membres des nouveaux enjeux liés au développement durable, définir des actions structurantes d'envergure gouvernementale ou soutenir leur mise en œuvre, afin d'agir au besoin au-delà des thèmes véhiculés dans la Stratégie.
- Contribuer à la promotion de la démarche gouvernementale de développement durable aux échelles nationale et internationale dans le cadre des interventions du gouvernement.
- Jouer un rôle-conseil à l'égard du Forum des sous-ministres sur des sujets stratégiques qui requièrent des décisions de haut niveau.

Tous les MO suivants :		
Ministères (20)	Organismes (34)	
MELCC	BAnQ	OPC
MCC	BAPE	OPHQ
MFA	CAG	RAMQ
MJQ	CCQ	RBQ
MSSS	CNESST	ARQ
MSP	CPTAQ	Recyc- Qc
MAPAQ	CCQF	Retrait e-Qc
MEI	FADQ	SAAQ
MÉES	FRQ (3)	SAQ
MTESS	HydroQc	SÉPA Q
MERN	Invest- Qc	STQ
MIFI	ISQ	SHQ
MAMH	INESSS	SCCQ
MFQ	Loto-Qc	SPN
MFFP	Régie Énergie	SQI
MRIF		SQDC
MTQ		TEQ
MCE		
MTOU		
SCTMAMH		

Comité de pilotage STRADDAQ – Comité sous la responsabilité du MAPAQ	Assurer le suivi de la Stratégie québécoise de développement durable de l'aquaculture en eau douce au Québec (STRADDAQ) et de la réalisation ainsi que de la conformité des travaux par les piscicultures participantes. Aucune rencontre en 2019-2020 entre les trois partenaires. Des échanges sont prévus en 2020-2021 (finalisation et dépôt du Bilan l'Entente de la STRADDAQ 2004-2016).	MAPAQ, MELCC, AAQ
Groupe d'experts interministériel en bruit environnemental (GEIBE)	Partager les connaissances, accroître la collaboration entre les ministères en vue de proposer des orientations gouvernementales et développer des documents de références ou outils de sensibilisation visant à atténuer les effets nuisibles du bruit environnemental sur la santé, la sécurité et la qualité de vie. Environ une fois/mois.	MSSS, MELCC, MTQ, MAMH, MERN, INSPQ, DSP-Montréal
Table d'accompagnement-conseil des entreprises pour le développement durable (TACEDD) Co-présidé par le MELCC	Concertier, développer l'expertise des ministères et organismes et les outils nécessaires afin d'aider les entreprises québécoises à prendre le virage du développement durable.	MEI – présidence, MELCC, MFQ, RQ, IQ, RECYC-QUÉBEC, CCQ, SHQ, MCC, MTO, SPN, MFFP, CRIQ, FADQ, MFA, MTESS, CNESST, MAPAQ, MTESS – Emploi Québec, MERN, Loto-QC, MRIF, MTO
Table d'accompagnement-conseil des organismes municipaux (TACOM) Co-présidé par le MELCC	Favoriser l'adoption par les organismes municipaux de démarches intégrées de développement durable.	MAMH – présidence, MELCC-collaborateur, ADGMQ - Association des directeurs généraux des municipalités du Québec, ADGMRCQ - Association des directeurs généraux des MRC du Québec ADMQ - Association des directeurs municipaux du Québec, COMAQ - Corporation des officiers municipaux agréés du Québec, FQM - Fédération québécoise des municipalités, UMQ - Union des municipalités du Québec, Ville de Montréal, Ville de Québec

Table d'accompagnement-conseil du réseau de l'éducation (TASCO)
Co-présidé par le MELCC

Faciliter l'émergence de solutions novatrices aux problèmes soulevés par le développement durable dans le milieu scolaire, et permet la mise en place de nouvelles initiatives qui viennent à appuyer celles déjà en cours dans le réseau de l'éducation, en matière de pratiques de gestion et de pédagogie.

MÉES – présidence, MELCC, Membres 2019-11-26
ACCPQ Association des conseillers et des conseillers pédagogiques du Québec
ACSAQ Association des commissions scolaires anglophones du Québec
ADIGES (Association des directions générales des commissions scolaires),
ADGCSAQ (Association des directions générales des commissions scolaires anglophones du Québec),
AMDES Association montréalaise des directions d'établissement scolaire
AQCS Association québécoise des cadres scolaires du Québec
AQPDE Association québécoise du personnel de direction des écoles
(FCSQ) Fédération des commissions scolaires du Québec
FQDE Fédération québécoise des directions d'établissement
FEED (Fédération des établissements d'enseignement privés),
Participation occasionnelle de certain MO identifiés selon les besoins, partenaires du milieu, experts du milieu universitaire.

Conseil régional des ressources en eaux des Grands Lacs et du fleuve Saint-Laurent	Assurer la mise en œuvre de l'Entente sur les ressources en eaux durables du bassin des Grands Lacs et du fleuve Saint-Laurent. Deux rencontres en visioconférence en juin et décembre 2020 et quelques rencontres téléphoniques de suivi. Des webinaires organisés par le comité scientifique de l'Entente ont eu lieu en 2020	Les Parties signataires de l'Entente, c'est-à-dire les huit États américains (Minnesota, Wisconsin, Illinois, Indiana, Ohio, Michigan, Pennsylvanie, New York), l'Ontario et le Québec
Groupe d'accompagnement-conseil du réseau de la santé et des services sociaux (GACRSS) – Co-présidé par le MELCC	Soutenir par la création et l'adaptation d'outils les établissements du RSSS dans divers domaines ayant trait au développement durable et pour lesquels un besoin est exprimé. Les membres se prononcent sur l'identification des besoins et sur les moyens pour y répondre. Dans le but de planifier les activités de soutien du RSSS, le GACRSSS élabore et mets en œuvre un plan d'action triennal. 12 rencontres ont eu lieu au cours de l'année 2020-2021.	MSSS, MELCC, CIUSSS de l'Estrie - CHUS, CHU de Québec - Université Laval, CIUSSS de l'Ouest-de-l'Île-de-Montréal, CHU St-Justine, CIUSSS de la Côte-Nord
Conseil international du lac Ontario et du fleuve Saint-Laurent	Assurer le suivi de la gestion opérationnelle du lac Ontario afin de s'assurer du respect du Plan 2014 portant sur la régularisation du lac Ontario et du fleuve Saint-Laurent. Contribuer à la réalisation de mandats spécifiques du Conseil. Siéger sur des sous-comités techniques. Participer aux rencontres régulières du Conseil (4 par année).	MELCC, CMI, ECCC, OPG, HQ, NYPA, USACE, Voie Maritime.
Comité de gestion adaptative des Grands Lacs et du fleuve Saint-Laurent	Planifier, suivre et réaliser l'évaluation environnementale du plan 2014. Contribuer à la réalisation de mandats spécifiques du Comité. Siéger sur des sous-comités techniques. Évaluer à long terme l'efficacité du plan de gestion 2014. Participer aux rencontres régulières du Conseil (4 par année).	MELCC, MRNF-Ontario, CMI, ECCC, MPO, OPG, HQ, NYPA, USACE, NOAA, EPA, DEC-NY

Entente Canada-Québec sur le Saint-Laurent 2011-2026 / Plan d'action Saint-Laurent (PASL) Comité directeur de l'Entente (CDE)	Assurer la mise en œuvre et la gestion de l'entente. Une rencontre en décembre 2020 pour l'année 2020-2021.	MELCC, MAMH, MERN, MAPAQ, MTQ, MSSS, MTO, MSP, ECCC, MPO (Pêches et Océans Canada), AAC (Agriculture et Agroalimentaire Canada), ACÉE (Agence canadienne d'évaluation environnementale), PC (Parcs Canada), ASPC (Agence de la santé publique du Canada), SC (Santé Canada), TC (Transports Canada), SPAC (Services publics et Approvisionnement Canada)
Comité exécutif de l'Entente (PASL)	Rendre opérationnel les décisions prises par le CDE et de régler les questions administratives. Il assure un suivi des actions déterminées par le CDE et effectue un suivi de la planification annuelle des produits et activités de communication. Deux rencontres ont eu lieu en 2020-2021, soit en juin et en novembre 2020.	Les coprésidents de l'Entente (un pour le Québec et un pour le gouvernement fédéral), deux secrétaires et deux représentants du Secrétariat responsables de la coordination de l'Entente (l'un provenant d'ECCC et l'autre du MELCC)
Secrétariat de l'Entente (PASL)	Assure la coordination du PASL. Il appuie le CDE et le CE dans leurs responsabilités et offre un soutien logistique aux comités de suivi et aux groupes de travail. Il fait le suivi en continu de l'avancement des actions conjointes prévues aux annexes du PASL. Deux rencontres ont eu lieu en 2020-2021, soit en septembre et en novembre 2020.	Membres provenant du bureau de coordination du PASL d'ECCC et du MELCC : deux co-secrétaires, deux responsables de la coordination de l'Entente (un fédéral et un provincial), les coordonnateurs des comités de suivi et des groupes de travail et deux conseillers en communication.

Comité de suivi Amélioration de la qualité de l'eau (PASL)	Suivre l'avancement des projets inscrits sous l'enjeu amélioration de la qualité de l'eau et effectuer la reddition de compte auprès du Comité directeur de l'Entente (CDE). Une rencontre en octobre 2020.	MELCC, MFFP MERN, MAPAQ, MSP, MSSS, ECCC, MPO, SC, ASPC, APC, AAC
Comité de suivi Conservation de la biodiversité (PASL)	Suivre l'avancement des projets inscrits sous l'enjeu biodiversité et effectuer la reddition de compte auprès du CDE. Au moins deux rencontres par année (avril et octobre).	MELCC, MFFP, MERN, MAPAQ, ECCC, MPO, APC, AAC
Comité de suivi Pérennité des usages (PASL)	Suivre l'avancement des projets inscrits sous l'enjeu usages et effectuer la reddition de compte auprès du CDE. Une rencontre a eu lieu en octobre 2020.	MELCC, MERN, MTQ, MTO, MAMH, MSP, ECCC, MPO, TC, ASC, TPSGC, ACÉE, APC
Groupe de travail Suivi de l'état du Saint-Laurent (PASL)	Assurer la mise en œuvre de la programmation du groupe de travail SÉSL et effectuer la reddition de compte auprès du CDE. Deux rencontres ont eu lieu en avril et octobre 2020.	MELCC, MFFP, ECCC, MPO, APC, Stratégies Saint-Laurent
Comité de coordination du projet PASL sur le suivi de la biodiversité dans les aires protégées le long du fleuve Saint-Laurent	Assurer la mise en œuvre du projet et effectuer la reddition de compte auprès du CDE. Une rencontre a eu lieu en octobre 2020.	MELCC, MFFP, ECCC
Groupe de travail Prévision numérique environnementale (PASL)	Assurer la mise en œuvre de la programmation du groupe de travail et effectuer la reddition de compte auprès du CDE. Une rencontre a eu lieu en octobre 2020.	MELCC, ECCC, MFFP, MPO
Comité de concertation sur les changements climatiques (PASL) co-présidence	Identifier les principaux enjeux et les besoins en matière de recherche relatifs aux impacts des changements climatiques, aux vulnérabilités et aux options d'adaptation et favoriser le partage d'expertise dans ce domaine.	MELCC, ECCC

Comité de concertation sur la navigation (CNN) (PASL)	Le CCN a pour but de poursuivre et d'accroître l'efficacité et la qualité de la concertation entre les intervenants touchés par les questions de navigation sur le fleuve Saint-Laurent en adéquation avec les principes de développement durable. Entre trois et cinq rencontres par année.	MTQ et TC (coprésidence) MELCC, MFFP, MTO, ECCC, MPO, Fédération de la voile du Québec, Escadrilles canadiennes de plaisance, Association maritime du Québec, Fédération maritime du Canada, Stratégie Saint-Laurent, Société du développement économique du Saint-Laurent, Alliance Verte, Administration portuaire de Montréal, Armateurs du Saint-Laurent, Corporation des pilotes du Bas-Saint-Laurent, Corporation des pilotes du Saint-Laurent central, Administration de pilotage des Laurentides, Réseau d'observation des mammifères marins, Nature Québec, Alliance des villes des Grands Lacs et du Saint-Laurent
Comité sur la gestion intégrée du dragage et des sédiments (CGIDS) (PASL)	Le CGIDS se préoccupe de la gestion intégrée du dragage des sédiments, l'un des enjeux majeurs de la Stratégie de navigation durable issue du Comité de concertation navigation du PASL. Le CGIDS a ainsi pour mandat d'améliorer la gestion des activités de dragage au Québec afin d'assurer une protection adéquate des écosystèmes et de la santé publique, tout en permettant le développement de la navigation sur le Saint-Laurent. Deux à quatre réunions par année.	MELCC-présidence, MFFP, ECCC, MPO, TC, SPAC, ONG & SSL Administration portuaire de Montréal (APM)
- Comité sur les technologies de traitement d'eaux usées - Comité sur les technologies de traitement en eau potable - Comité directeur sur les technologies de traitement de l'eau (Note : ces trois comités contribuent au même mandat avec les mêmes entités)	Valider la performance des nouvelles technologies de traitement des eaux afin de s'assurer que les installations de traitement autorisées par le MELCC sont en mesure de respecter les exigences du Règlement sur la qualité de l'eau potable ou les exigences relatives aux rejets pour les ouvrages d'assainissement et, pour le MAMH, de s'assurer de la pérennité des installations de traitement subventionnées. Le MAMH ne siège plus aux comités directeurs et techniques. Plusieurs rencontres tenues en 2019-2020.	MELCC, BNQ

Comité de mise en œuvre de l'Entente de collaboration concernant les infrastructures municipales d'eau potable et d'eaux usées	Préciser les mécanismes d'échanges et de collaboration entre les deux ministères relativement à l'entente administrative. Ce comité vise à assurer la collaboration entre le MELCC et le MAMH sur les dossiers traitant des infrastructures d'eau potable et d'eaux usées. Deux rencontres ont été tenues en 2019-2020. Aucune rencontre prévue en 2020-2021.	MELCC, MAMH
Comité directeur interministériel de la Stratégie québécoise sur l'eau	Assurer la coordination interministérielle dans le cadre de l'élaboration de la mise en œuvre, du suivi et de la reddition de compte de la Stratégie québécoise de l'eau. Deux rencontres tenues en 2020 (mai et septembre).	MELCC, MAMH, MFFP, MEI, SAM, MSP, MAPAQ, MRI, MERN, MSSS, MTQ
Comité de liaison MELCC – MAMH - Emploi-Québec – Formation et certification des opérateurs en eaux usées	Assurer le développement du programme de certification concernant la compétence des opérateurs de stations d'épuration municipale selon les nouvelles exigences du Règlement sur les ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées et voir à l'ajustement des programmes de formation. Aucune rencontre tenue en 2019-2020.	MELCC, MAMH Emploi-Québec
Comité interministériel/Groupe de travail sur les solutions alternatives	Le mandat du groupe de travail consiste à discuter de solutions alternatives, permanentes ou temporaires, pour assurer un approvisionnement adéquat en eau potable dans un contexte de petits réseaux de distribution pour lesquels les solutions usuelles ne sont pas financièrement viables. Aucune rencontre en 2020-2021.	MELCC, MAMH, MSSS
Comité de liaison eau santé	Information, concertation et coordination concernant : • Les problématiques de qualités des eaux potables, souterraines et récréatives (en plans d'eau naturels ou en bassins artificiels); • La réalisation de projets en découlant Aucune rencontre en 2020-2021.	MELCC MSSS-INSPQ
Comité interministériel MERN - MELCC sur la coordination des actions dans le domaine minier	Coordonner les actions des deux ministères dans le domaine minier et échanger sur la progression des dossiers d'intérêt commun. Convenir, au besoin, de moyens et d'échéanciers permettant de favoriser la progression des actions et de ces dossiers pour répondre aux besoins d'une ou des deux parties.	MERN, MELCC

Comité directeur de SAgE pesticides	Assurer la mise en œuvre de l'Entente de partenariat 2018-2023 relative à SAgE pesticides, à la base de données sur les caractéristiques des pesticides d'usage agricole, à l'indicateur de risque des pesticides du Québec-IRPeQ et à l'IRPeQ express. Deux rencontres ont eu lieu soit le 23 octobre 2020 et le 25 mars 2021.	MELCC, MAPAQ INSPQ (MSSS)
Table québécoise sur la saine alimentation (TQSA)	Amener les acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux à se concerter afin de renforcer la cohésion entre les organisations dont l'intervention auprès de la population québécoise contribue à la promotion, à l'adoption et au maintien d'une saine alimentation; contribuer à l'identification de mesures structurantes ainsi qu'à la planification et à la mise en œuvre de projets conjoints prometteurs en matière de saine alimentation. En 2018-2019, des rencontres de la Table se sont tenues le 24 mai 2018, le 20 septembre 2018 et le 15 novembre 2018 ainsi que le 14 février 2019. En 2019-2020, des rencontres sont prévues le 23 mai 2019, le 19 septembre 2019 et le 19 novembre 2019.	MSSS, MELCC, MAMH, MAPAQ, MEES, MTESS, MFA, MCEMAMH
Comité interministériel MERN-MELCC sur les projets d'exploitation de tourbe	Établir un mécanisme de concertation interministérielle pour le traitement des dossiers d'exploitation de la tourbe. Produire un formulaire spécifique aux demandes d'autorisation pour des projets d'exploitation de tourbe.	MERN, MELCC, APTHQ
Comité expert sur la rivière Chaudière – sous la responsabilité du MELCC	Proposer un plan de gestion de la contamination résiduelle par les hydrocarbures pétroliers dans la rivière Chaudière à la suite de l'accident ferroviaire à Lac-Mégantic et coordonner sa mise en œuvre. Comité en veilleuse jusqu'à la reprise du suivi environnemental de la rivière Chaudière en 2022. Aucune réunion en 2019-2020 et 2020-2021.	MELCC, MFFP
Comité interministériel du Plan d'action 2020-2025 de la Stratégie Québec maritime	Coordonné par le Secrétariat à la stratégie maritime du ministère des Transports du Québec, le mandat du comité est d'assurer le suivi du développement de la nouvelle vision maritime du Québec et du Plan d'action 2020-2025, ainsi que la cohérence des actions et mesures proposées. En 2019-2020, le comité s'est rencontré à cinq reprises.	MTQ, MCC, MERN, MELCC, MAMH, MAPAQ, MTESS, MCE, MEI, MÉES, MRIF, MFQ, MFFP, MSP, MTO, Société du Plan Nord

Comité externe - Table de travail pour favoriser la valorisation des résidus miniers	Objectif : - Favoriser la valorisation de résidus miniers dans l'optique de réduire l'empreinte environnementale des activités industrielles des établissements miniers. Résultats atteints : - Le document Guide explicatif – Droits annuels exigibles des titulaires d'attestation d'assainissement en milieu industriel a été modifié en janvier 2016.	MELCC, AMQ, MERN, IRME-UQAT
Comité sur l'Environnement de la Conférence des gouverneurs de la Nouvelle-Angleterre et des premiers ministres de l'Est du Canada (CGNA-PMEC)	Le comité sur l'environnement supervise tous les travaux du Comité directeur sur les changements climatiques, du Groupe de travail sur la connectivité des habitats et de celui sur l'adaptation aux changements climatiques. Participation à quatre conférences téléphoniques en 2019-2020.	MELCC, États de la Nouvelle-Angleterre et Provinces maritimes
Comité directeur sur les changements climatiques de la Conférence des gouverneurs de la Nouvelle-Angleterre et des premiers ministres de l'Est du Canada (CGNA-PMEC)	Sous la responsabilité du Comité sur l'environnement, assurer la coordination et la mise en œuvre du plan d'action régional contre les changements climatiques et des décisions/résolutions des premiers ministres et des gouverneurs concernant les changements climatiques. Participation à quatre conférences téléphoniques en 2019-2020 pour le suivi de la mise en œuvre du plan régional sur le transport et qualité de l'air	MELCC, MERN, États de la Nouvelle-Angleterre et Provinces maritimes
Comité directeur sur le transport et la qualité de l'air de la CGNA-PMEC	Assurer la coordination et la mise en œuvre du plan d'action régional sur le transport et la qualité de l'air et des décisions/résolutions des premiers ministres et des gouverneurs concernant les transports et la qualité de l'air. Participation à quatre conférences téléphoniques en 2019-2020 pour le suivi de la mise en œuvre du plan régional sur le transport et qualité de l'air	MELCC, États de la Nouvelle-Angleterre et Provinces maritimes
Comité directeur de la Coalition Under2/The Climate Group - Secrétariat	Proposer des initiatives pour favoriser des échanges de meilleures pratiques en matière de changements climatiques et développer des initiatives de la Coalition à l'international dont le Fonds pour l'avenir de la Coalition.	MELCC, MRIF, 240 États fédérés et villes

RegionsAdapt (nrg4sd) – Groupes de travail sur l'adaptation aux changements climatiques dans les thèmes : biodiversité, eau, impacts économiques, résilience et gestion des risques, ressources en eau	Participer à la promotion, la coopération et le partage des meilleures pratiques et expériences en adaptation aux changements climatiques.	MELCC, INSPQ, MFFP, MAPAQ, MEI, Ouranos, Autres États
Comité directeur de l'International Carbon Action Partnership (ICAP)	Le Partenariat International d'Action sur le Carbone (ICAP) est un forum international pour les gouvernements et les pouvoirs publics ayant mis en œuvre ou envisageant des systèmes d'échange de quotas d'émission (ETS) pour les émissions de gaz à effet de serre. Les membres ont la possibilité de discuter en profondeur des questions relatives au développement et à la mise en œuvre d'un ETS et de questions de compatibilité entre ETS, ainsi que de partager les meilleures pratiques, en vue de créer un marché mondial du carbone efficace. Le partenariat compte des autorités nationales, infranationales et supranationales des quatre continents. Le Québec est co-président de cet organisme.	MELCC (pour le Québec), Autres gouvernements participants
Comité directeur du Consortium de recherche dédié à l'eau	Le MELCC co-préside le comité de direction du Consortium de recherche dédié à l'eau. Il siège également au comité de gestion. Le Consortium vise à accroître la concertation et les partenariats entre le gouvernement, le milieu de la recherche et les principaux acteurs de l'eau concernant les enjeux et les besoins liés à la gouvernance et à la gestion de l'eau, dans le but d'acquérir de nouvelles connaissances et d'en faire la diffusion.	MELCC, Université Laval, douze autres institutions académiques, organismes partenaires.
Comité scientifique du Consortium de recherche dédié à l'eau	Participation du MELCC à ce comité qui a pour objectif de : - Réaliser la planification de l'animation scientifique du Consortium; - Préparer des outils nécessaires à l'évaluation des dossiers de candidature pour les subventions de recherche; Soutien le MELCC pour toutes les questions relatives à l'eau.	MELCC, Université Laval, institutions académiques, organismes partenaires.
Conseil d'administration du consortium Ouranos	Gestion des activités courantes prévisionnelles du Consortium Ouranos	MELCC, MTQ, MSP, MSSS, Hydro-Québec, Universités (3), Environnement et changement climatique Canada (ECCC), 2 partenaires externes

Comité directeur MELCC-Ouranos dans le cadre de l'entente concernant le financement de projets en adaptation en soutien à la mise en œuvre du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques	Évaluer et approuver pour financement les projets jugés pertinents et prioritaires pour le gouvernement du Québec, dans le cadre du PACC 2013-2020 et de la Stratégie gouvernementale d'adaptation aux changements climatiques 2013-2020. Veiller à ce que les sommes versées par le MELCC soient utilisées aux fins prévues. 3 réunions en 2020-2021 et 2-3 autres prévues en 2021-2022.	MELCC, Ouranos
Unité de vigilance permanente sur les hydrocarbures	L'unité de vigilance s'assure pour l'ensemble des projets d'infrastructures de transport de pétrole et de gaz au Québec : • Du maintien des relations avec les communautés concernées en effectuant un suivi régulier des opérations; • Que toute l'information relative à la sécurité et à la protection de l'environnement est transmise aux acteurs directement concernés; • Que la formation donnée aux intervenants d'urgence est adaptée aux besoins; • Que des mesures de protection des plans d'eau appropriées sont appliquées; • Que les entreprises disposent de plans d'urgence et environnementaux complets et adéquats.	MERN, MELCC, MAPAQ, MFQ, MAMH, MSP, RBQ, Compagnies pétrolières lorsque requis, Canadien National si requis, Armateur si requis
Groupe d'étude international du Lac Champlain et de la rivière Richelieu de la Commission mixte internationale (CMI) Canada et États-Unis	Mettre en œuvre un plan de travail pour atténuer les impacts des inondations du lac Champlain et de la rivière Richelieu et en encadrer la réalisation.	MELCC, ECCC, US- NWS, USGS, LCBP, CMI, Vermont-DEC, NY State-DEC
Table nationale des administrateurs de réseau hydrométrique	Fournir une orientation aux activités du Programme hydrométrique au Canada en se concentrant sur les questions d'intérêt commun.	MELCC, ECCC, Provinces et territoires canadiens
Comité des coordonnateurs du programme national de relevés hydrométriques	Assurer la mise en œuvre du Programme national d'hydrométrie pour lequel le Québec entretient une entente de collaboration avec Environnement Canada concernant la surveillance hydrométrique sur le territoire québécois.	MELCC, ECCC, Provinces et territoires canadiens
Comités de programme d'Ouranos / Comités de priorité	L'objectif de ces comités est de favoriser le développement des connaissances et de solutions d'adaptation dans ces domaines, en concertations avec les acteurs impliqués et le milieu. Une rencontre s'est tenue en 2020-2021.	Ouranos (responsable), MELCC, Plusieurs dizaines de MO et partenaires externes

Comité intersectoriel sur la contamination environnementale dans l'arrondissement Limoilou	Réduire à la source les émissions de contaminants dans l'air ambiant provenant de l'arrondissement La Cité-Limoilou. Mettre en place des mesures de mitigation appropriées et réalistes qui permettront de réduire la contamination dans l'air ambiant.	MELCC, Direction régionale de santé publique de la Capitale-Nationale, Conseil régional de l'environnement de la Capitale-Nationale (CRE), MTQ, Papier White Birch, Ville de Québec, AIM, Arrimage Saint-Laurent (ASL), Administration portuaire de Québec
Comité directeur du Plan de conservation des habitats de l'Est (PCHE)	Assurer la planification et la vision du PCHE en établissant les objectifs et priorités de conservation des habitats de la sauvagine et en coordonnant l'élaboration de programmes de conservation. Le comité soutient aussi la démarche de propositions des partenaires en lien avec le financement disponible au Conseil du PCHE (États-Unis).	MELCC, MFFP, SCF, Canards Illimités Canada, Fondation de la Faune, Conservation de la Nature Canada
Comité consultatif de l'environnement Kativik	Surveiller le régime de protection de l'environnement et du milieu social s'appliquant au Nunavik.	Québec, Canada Administration régionale Kativik
Comité consultatif pour l'environnement de la Baie-James	Surveiller le régime de protection de l'environnement et du milieu social s'appliquant au territoire de la Baie-James. Conseiller les gouvernements concernant l'élaboration de politiques, de lois et de règlements pouvant affecter l'environnement ou les communautés sur les territoires de la Baie-James.	Québec, Canada Gouvernement de la Nation crie
Négociation territoriale globale avec les Attikameks	Rédiger une entente de principe avec les trois communautés attikameks et le gouvernement fédéral.	Québec (SAA, MELCC, MFFP, MERN, SQRC), Canada Attikamek
Négociation territoriale globale avec les Innus	Rédiger un traité avec trois communautés innues et le gouvernement fédéral.	Québec (SAA, MELCC, MFFP, MERN, SQRC) ; Canada ; Innus (Essipit, Mashteuiatsh, Nutashkuan)
Groupe interministériel de soutien à la consultation autochtone	Conseiller les ministères sur la consultation des communautés autochtones. Établir les balises et les documents d'orientation.	SAA, MELCC, MFFP, MERN, MCC, MAMH, MTQ

Comité sur les relations avec les Autochtones – aires protégées et biodiversité	Échanger de l'information sur les relations autochtones en lien avec les mandats des équipes concernées. 2017-2018 : Quatre réunions tenues. 2018-2019 : Quatre à six réunions à prévoir.	MELCC, MFFP-Parcs
Comité directeur de la Géobase du réseau hydrographique du Québec (GRHQGRH)	Coordonner les approches relatives à la cartographie du réseau hydrographique du Québec et à la mise en œuvre de l'entente de partenariat pour la mise en place de la GRHQ. Une rencontre par année.	MERN, MELCC
Comité de pilotage de la Géobase du réseau hydrographique du Québec (GRHQ)	Assurer la production, le maintien et la mise à jour des données comme convenu dans l'entente de partenariat pour la mise en place de la GRHQ. 2017-2018 : Trois rencontres. 2018-2019 : Trois rencontres à prévoir.	MELCC
Comité sur la situation des espèces en péril au Canada (COSEPAC)	Évaluer la situation des espèces sauvages menacées de disparition au Canada en vue de leur désignation comme espèces en péril au Canada en vertu de la Loi sur les espèces en péril (LEP). En 2020-2021 : 2 rencontres virtuelles. Prévisions 2021-2022 : 2 rencontres dont au moins une virtuelle.	Québec (MELCC, MFFP), ECCC, MPO, Parcs Canada, Musée canadien de la Nature, représentants des gouvernements provinciaux et territoriaux, experts sur les groupes d'espèces, ONG
Équipe de rétablissement des espèces canadiennes en péril (RESCAPÉ)	Veiller au rétablissement des espèces en péril au Canada. En 2020-2021 : Aucune rencontre Prévisions 2021-2022 : plusieurs conférences téléphoniques- participation à confirmer.	Québec (MELCC, MFFP), MPO, Parcs Canada, représentants des gouvernements provinciaux et territoriaux, Conseils de gestion de la faune, ONG
Groupe de mise en œuvre pour le rétablissement du ginseng à cinq folioles	Réaliser le rétablissement du ginseng à cinq folioles, une espèce menacée au Québec. En 2020-2021 : aucune rencontre Prévisions 2021-2022 : Deux conférences téléphoniques	MELCC, ECCC, Biodôme, experts, ONG
Groupe de mise en œuvre pour le rétablissement de la polémoine de van Brunt	Élaborer, coordonner et réaliser diverses activités afin de contribuer au rétablissement de la polémoine de Van Brunt au Québec. En 2020-2021 : aucune rencontre Prévisions 2021-2022 : 1 ou 2 conférence(s) téléphonique(s).	MELCC, ECCC, ONG

Équipe de rétablissement de la flore menacée de l'estuaire d'eau douce du Saint-Laurent	Favoriser le rétablissement des plantes en situation précaire de l'écosystème de l'estuaire d'eau douce du Saint-Laurent, notamment de la gentiane de Victorin et de la cicutaire de Victorin. En 2020-2021 : aucune rencontre Prévisions 2021-20212: 1 ou 2 conférence(s) téléphonique(s)	MELCC, ECCC, experts, ONG
Groupe de travail sur la protection des espèces menacées ou vulnérables en forêt privée	Améliorer la protection des espèces menacées ou vulnérables (EMV) dans le contexte des aménagements forestiers en forêt privée. Mandat de courte durée : 2020-2021- une dizaine de rencontres Prévisions 2021-2022: aucune rencontre-mandat terminé	MELCC, MFFP
Comité de liaison MELCC - Fédération des producteurs forestiers du Québec - Groupements Forestiers Québec	Faciliter la collaboration et la concertation entre les ministères et les organismes représentant les propriétaires de boisés privés autour d'enjeux communs. Examiner les problématiques spécifiques aux propriétaires de boisés privés en lien avec les enjeux environnementaux et le cadre réglementaire en vigueur. Échanger et alimenter la réflexion sur les orientations gouvernementales futures. En 2020-2021 : 1 rencontre Prévisions : 2021-2022 : 1 rencontre	MELCC, MFFP, Fédération des producteurs forestiers du Québec (FPFQ), Groupements Forestiers Québec (GFQ)
Comité de liaison MELCC-CPTAQ	Le mandat de ce comité consiste à trouver une solution pour des dossiers qui sont dans une impasse administrative en raison d'une problématique liée à la présence de milieux humides et hydriques et leur compensation en zone agricole. Il vise aussi à établir des procédures de collaboration servant à traiter les dossiers à venir et à appliquer au Programme de restauration et de création de milieux humides et hydriques (PRCMHH), dans le but d'éviter l'opposition entre la protection du territoire agricole et la conservation des milieux humides et hydriques. En 2020-2021 : 5 rencontres Prévisions 2021-2022 : 5 rencontres	MELCC-CPTAQ
Comité technique sur le suivi de conformité et d'efficacité de mesures de protection pour les EMV fauniques et floristiques prévues dans le cadre d'activités d'aménagement forestier	Évaluer l'atteinte des objectifs visés par les mesures de protection ciblées et ajuster au besoin les mesures de protection actuelles (amélioration continue). En 2020-2021: Aucune rencontre Prévisions 2021-2022: À déterminer.	MELCC, MFFP

Comité de travail sur le plan d'action intégré pour les espèces en péril sur le territoire de la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM)	Élaborer et réaliser un plan d'action intégré visant la conservation des habitats essentiels des espèces fauniques et floristiques en péril sur le territoire de la CMM; En 2020-2021 : quelques conférences téléphoniques. Prévisions 2021-2022 : quelques conférences téléphoniques.	EECC, MELCC, MFFP, CMM, consultante externe
Comité interministériel sur la création d'un parc régional aux Îles-de-la-Madeleine	Ce comité interministériel a pour mandat d'enclencher le processus d'analyse et de discussion avec la Communauté maritime des Îles-de-la-Madeleine en vue de la création d'un parc régional éclaté sur les terres publiques de l'archipel madelinot et d'élaborer un plan de travail pour l'année 2020-2021. En parallèle, travail sur une entente de délégation de gestion des habitats floristiques des IDLM entre le MELCC et la CMIM. En 2020-2021 : 6 rencontres Prévisions 2021-2022 : rencontres mensuelles prévues, sauf suspension durant la période estivale.	MAMH, MELCC, MERN, MTQ, MAPAQ, MCC et CMIM (Communauté maritime des Îles-de-la-Madeleine)
Groupe de travail sur la situation générale des espèces sauvages au Canada	Le groupe de travail détermine les rangs de priorité de l'ensemble des espèces sauvages au Canada. Il est responsable devant le Comité des directeurs canadiens de la faune et, en définitive, devant le Conseil canadien, pour la conservation des espèces en péril, qui regroupe tous les ministres de la faune au Canada. Les rencontres ont généralement lieu par conférences téléphoniques ou sont associées aux rencontres du COSEPAC.	Québec (MELCC, MFFP), EECC, MPO, Parcs Canada, représentants des gouvernements provinciaux et territoriaux, représentants des centres de données sur la conservation.
Comité aviseur sur la flore menacée ou vulnérable	Évaluer la situation des espèces floristiques en vue de l'attribution d'un statut légal de protection en vertu de la Loi sur les espèces menacées ou vulnérables au Québec (LEMV). En 2020-2021 : aucune rencontre. Prévisions 2021-2022 : une rencontre (probablement virtuelle).	MELCC, Agriculture Canada, IRBV, Parc Canada, Jardin Botanique
Comité d'accréditation des laboratoires d'analyse et Comité d'accréditation d'échantillonnage environnemental	Évaluer les dossiers des laboratoires et des entreprises concernant les demandes d'accréditation, d'extension de la portée et de maintien de l'accréditation. Le Comité transmet ses recommandations au ministre pour décision. Aucune rencontre physique en 2019-2020, mais consultations régulières par voie électronique	MELCC, Ordre des chimistes du Québec, Association des microbiologistes du Québec, Association des consultants et des laboratoires experts, Ordre des agronomes du Québec, UPA, MAPAQ, IRSST

Comité d'accréditation du programme d'accréditation des établissements d'analyse des émissions des véhicules lourds

Le Comité est consulté sur les questions relatives aux modifications des orientations du Programme.
Aucune rencontre en 2019-2020.

MELCC,
Comité sectoriel de main-d'œuvre de l'industrie du transport routier du Québec (Camo-Route),
CAA-Québec,
Comité paritaire de l'industrie des services automobiles de la région de Montréal

Comité permanent de liaison Environnement / Municipalités (COPLEM)

Le COPLEM est un mécanisme d'échange d'information, de consultation et de concertation à l'égard des dossiers environnementaux touchant l'ensemble des municipalités.
Co-présidé par le MELCC, le COPLEM d'orientation est de niveau sous-ministres et directeurs généraux. Relevant de ce COPLEM, le COPLEM technique, sous la responsabilité du MELCC, approfondit les dossiers sous l'angle technique et administratif.
COPLEM d'orientation : une rencontre en mai 2019 et une rencontre en janvier 2020.
COPLEM technique : une rencontre en avril 2019 et une rencontre en octobre 2019.
COPLEM spécial : Plusieurs rencontres thématiques se sont tenues en 2019-2020.

MELCC, MAMH, FQM, UMQ,
Ville de Québec, Ville de Montréal

Comité consultatif du Plan de protection du territoire face aux inondations	Comité dont le mandat est de conseiller, au besoin et sur demande, le comité directeur sur les orientations que ce dernier doit prendre pour mettre en œuvre les mesures du Plan. Dates des rencontres : 21 janvier 2020 (Québec) 21 août (Virtuel) 3 décembre 2020 (Virtuel)	MAMH, MERN, MELCC Association des aménagistes régionaux du Québec (AARQ) Association des directeurs généraux des municipalités du Québec (ADGMQ) Association des directeurs généraux des MRC du Québec (ADGMRCQ) Association des directeurs municipaux du Québec (ADMQ) Association des gestionnaires régionaux des cours d'eau du Québec (AGRCQ) Association de géomatique municipale du Québec (AGMQ) Communauté métropolitaine de Montréal (CMM) Communauté métropolitaine de Québec (CMQ) Fédération québécoise des municipalités (FQM) Union des municipalités du Québec (UMQ) Ville de Gatineau Association des ingénieurs municipaux du Québec Institut national de la recherche scientifique Centre Eau Terre Environnement Hydro-Québec Ordre des urbanistes du Québec Ouranos Regroupement des organismes de bassins versants du Québec
---	---	---

		Rio Tinto Union des producteurs agricoles Université Concordia Université Laval Université de Montréal Université du Québec à Montréal Université du Québec en Outaouais Vivre en ville
Comité consultatif sur l'élaboration d'un nouveau cadre normatif en zones inondables	Ce comité est un sous-comité du Comité consultatif du PPTFI, et est composé de cinq membres issus du comité municipal et cinq membres issus du comité scientifique. Il est mis en place afin de soutenir le gouvernement dans le cadre des travaux visant l'élaboration d'un nouveau cadre normatif en zones inondables. Ce comité est sous la présidence du MELCC. Rencontres : 27 août 2020 (virtuel) 16 octobre 2020 (virtuel) 11 novembre 2020 (virtuel) 17 décembre 2020 (virtuel) 23 février 2021 (virtuel) 25 février 2021 (virtuel)	Union des municipalités du Québec Fédération québécoise des municipalités Communauté métropolitaine de Montréal Communauté métropolitaine de Québec Ville de Gatineau Université du Québec en Outaouais Ouranos Université de Montréal Université Laval Regroupement des organismes de bassins versants du Québec
Comité conjoint MELCC/ACRGQTQ	L'Association des constructeurs de routes et de grands travaux du Québec (ACRGQTQ) regroupe les principaux entrepreneurs dans le domaine de la construction de routes et d'ouvrages civils ainsi que des exploitants de carrières et sablières. Le Comité conjoint vise à échanger sur les dossiers d'intérêt commun, dans une perspective de développement durable de ce secteur et d'amélioration des pratiques environnementales. Une rencontre tenue en 2019.	MELCC, ACRGTQ

Comité conjoint MELCC/AMQ	L'Association minière du Québec (AMQ) regroupe des entreprises productrices de métaux, minéraux et métallurgiques. Le Comité conjoint vise à échanger sur les dossiers d'intérêt commun, dans une perspective de développement durable de ce secteur et d'amélioration des pratiques environnementales. Une rencontre tenue en 2019.	MELCC, AMQ
Comité conjoint MELCC/CIFQ	Le Conseil de l'industrie forestière du Québec (CIFQ) regroupe des entreprises dans les secteurs du bois de sciage ainsi que dans la production de panneaux, de pâtes, de papier et de carton. Le Comité conjoint vise à échanger sur les dossiers d'intérêt commun, dans une perspective de développement durable de ce secteur et d'amélioration des pratiques environnementales. Une rencontre tenue en 2019.	MELCC, CIFQ
Comité conjoint avec l'Association canadienne de l'industrie de la chimie (ACIC)	Le mandat des comités conjoints est de consolider et encadrer formellement les relations du Ministère avec les regroupements des clientèles industrielles corporatives. L'ACIC regroupe des représentants de l'industrie de la chimie organique et inorganique au Québec.	MELCC, ACIC
Comité conjoint avec l'Association de l'aluminium du Canada (AAC)	Le mandat des comités conjoints est de consolider et encadrer formellement les relations du Ministère avec les regroupements des clientèles industrielles corporatives. L'AAC regroupe les trois compagnies productrices d'aluminium au Québec : Alcoa Canada, Aluminerie Alouette et Rio Tinto Alcan. Ces trois compagnies exploitent huit alumineries distinctes et différentes usines connexes ou en support à la production d'aluminium.	MELCC, AAC et des représentants de chacune des compagnies productrices d'aluminium au Québec
Comité conjoint avec l'Industrie de la métallurgie du Québec (IMQ)	Le mandat des comités conjoints est de consolider et encadrer formellement les relations du Ministère avec les regroupements des clientèles industrielles corporatives. L'IMQ regroupe des représentants de l'industrie de la métallurgie au Québec. Une rencontre s'est tenue en 2020-2021.	MELCC, IMQ, Regroupement des représentants de certaines industries de la métallurgie
Comité conjoint avec le Regroupement de l'industrie des composites du Québec (RICQ)	Le mandat des comités conjoints est de consolider et encadrer formellement les relations du Ministère avec les regroupements des clientèles industrielles corporatives. Une rencontre s'est tenue en 2018-2019.	MELCC, RICQ (regroupement de l'industrie des composites)

Conseil d'administration et comité directeur de l'organisme Western Climate Initiative (WCI Inc.)	L'organisme WCI Inc. a pour mandat d'offrir des services techniques et administratifs afin de supporter la mise en œuvre conjointe des Systèmes de plafonnement et d'échange de droits d'émission de GES de ses membres, notamment : registre de détention des droits d'émission de GES, plateforme de vente aux enchères, services financiers relatifs à la tenue de ventes aux enchères, service à la clientèle, surveillance du marché, etc.	MELCC, California Air Resources Board (CARB) et California Environmental Protection Agency (Cal-EPA), Nova Scotia Environment, WCI Inc.
Groupes de travail WCI, inc. - Tracking system Working Group - Monitoring Working Group - Auction Monitoring Working Group	Groupes de travail dont le mandat est d'assurer la coordination des opérations techniques en support à la mise en œuvre du marché du carbone (notamment pour ce qui concerne les ventes aux enchères).	MELCC, California Air Resources Board (CARB) et California Environmental Protection Agency (Cal-EPA), Nova Scotia Environment, WCI Inc., Autres fournisseurs de service au besoin (ex : GDIT, Markit, Monitoring Analytics)
Comité conjoint MELCC-Hydro-Québec	Suivi des dossiers réglementaires ou des politiques en cours et autres grands dossiers d'intérêt pour HQ. Des problématiques techniques particulières peuvent être abordées à ce comité, à l'occasion.	MELCC, Hydro-Québec
Comité de travail sur la gestion parasitaire	Proposer et réaliser des actions afin d'assurer la protection de la santé de la population et des travailleurs en matière d'utilisation de pesticides à des fins de gestion parasitaire en haussant le niveau de professionnalisme des entreprises de gestion parasitaire et des titulaires de certificats de sous-catégorie CD5 « Application pour extermination ». Aucune rencontre en 2020-2021.	CNESST, MSSS, MELCC, MEES, Association québécoise de la gestion parasitaire (AQGP), Commission scolaire des Premières Seigneuries (CSPS), Fédération des commissions scolaires du Québec (FCSQ), Office de la protection du consommateur (OPC), Programme de conformité des pesticides de Santé Canada, Société de formation à distance des commissions scolaires du Québec (SOFAD), Ville de Montréal

Comité fédéral, provincial et territorial sur la lutte antiparasitaire et les pesticides (Comité FPT et sous-comité)	Ce comité rassemble des représentants d'organismes fédéraux, provinciaux et territoriaux pour l'échange d'information et d'expertise. Le comité FPT conseille et oriente les gouvernements sur les programmes, les politiques et les questions concernant les pesticides, et recherche activement des solutions à des problèmes communs grâce à l'activité de ses groupes de travail. Des progrès sont réalisés pour améliorer les pratiques de lutte antiparasitaire durable au Canada et harmoniser, partout où c'est possible, les programmes et les politiques touchant aux pesticides, des gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux. Annuellement, huit rencontres téléphoniques sont prévues pour le comité FPT et le sous-comité ainsi qu'une rencontre annuelle. Aucune rencontre annuelle du Comité FPT en 2020. Une rencontre annuelle du sous-comité tenue en visioconférence en juin 2020.	MELCC, MAPAQ, Santé Canada, Représentants des provinces canadiennes et des territoires
Comité opérationnel Hydro-Québec – MELCC (PEI-DMDP-DPRRILC)	Assurer le suivi et la mise en œuvre du plan d'action Hydro-Québec MELCC concernant les matières dangereuses et les lieux contaminés. Rencontres tenues les 20 mai 2020 et 24 octobre 2020. Prochaine rencontre le 11 mai 2021.	MELCC (Pôle d'expertise industriel, BEC, Direction des matières dangereuses et des pesticides, Direction du Programme de réduction des rejets industriels et des lieux contaminés), Hydro-Québec
Comité opérationnel Hydro-Québec - PEHN	Suivi et mise en œuvre du plan d'action d'Hydro-Québec concernant les travaux en milieu hydrique et naturel. Rencontres tenues les 6 mai 2020 et 22 octobre 2020. Prochaine rencontre: mai 2021.	MELCC (PEHN et CCEQ), Hydro-Québec
Comité de suivi de la mise en œuvre des exigences réglementaires relatives à la justification et à la prescription agronomiques	Prendre connaissance et analyser les données des partenaires relatives à la mise en œuvre de la justification et de la prescription agronomiques, permettant notamment de documenter l'indépendance professionnelle des agronomes. Rencontres : avril 2020, décembre 2020 et mars 2021.	MELCC, Ordre des agronomes du Québec, ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec, Union des producteurs agricoles, Équiterre, Apiculteurs et apicultrices du Québec, Fondation David Suzuki.

Comité consultatif pour la mise en œuvre des exigences réglementaires relatives à la justification et à la prescription agronomiques

Le comité consultatif, coordonné par le MELCC, a pour principal mandat de diffuser auprès des partenaires les résultats des travaux issus du comité de suivi de la mise en œuvre des exigences réglementaires relatives à la justification et à la prescription agronomiques.

Rencontre annuelle le 27 avril 2020.

MAPAQ; MELCC; OAQ; UPA; Office des professions du Québec; Association des conseillers en agroenvironnement du Québec ; Association des marchands de semences; Association des producteurs de fraises et framboises du Québec; Association des producteurs maraîchers du Québec; Association professionnelle en nutrition des cultures; Conseil des vins du Québec; CropLife Canada; Équiterre; Apiculteurs et apicultrices du Québec ; Fédération des producteurs de pommes de terre du Québec; Fondation David Suzuki; La Coop fédérée; Ordre des technologues professionnels du Québec; Pôle d'excellence en lutte intégrée; Producteurs de grains du Québec; Synagri
Pôle d'expertise en services-conseils agricoles

Groupe de travail sur l'affectation prioritaire de 30 % du territoire du Plan Nord voué à la protection de l'environnement, à la sauvegarde de la biodiversité et à la mise en valeur de divers types de développement	Dans le cadre du Plan Nord, le 8 avril 2015, le gouvernement du Québec a confirmé son engagement à mettre 50 % du territoire situé au nord du 49^e parallèle à l'abri d'activités industrielles d'ici 2035. Pour ce faire, il vise à ce que 20 % de ce territoire soit constitué d'aires protégées d'ici 2020 et s'est engagé à mettre en place un mécanisme d'affectation prioritaire du 30 % résiduel du territoire qui sera voué à la protection de l'environnement, à la sauvegarde de la biodiversité et à la mise en valeur de divers types de développement (Gouvernement du Québec, 2015). Le mandat du groupe de travail est de proposer au gouvernement du Québec un mécanisme d'affectation prioritaire de 30 % du territoire du Plan Nord dédié à la protection de l'environnement, à la sauvegarde de la biodiversité et à la mise en valeur de divers types de développement qui serait mis en œuvre en 2020.	Co-présidence : Société du Plan Nord et MELCC Membres : MERN, MFFP, MCE (SAA) Institut nordique du Québec ARK, Société Makivik Gouvernement de la nation crie Nation Naskapi, Communauté innue GREIBJ, AEMQ, AMQ, CIFQ, FEDECP Hydro-Québec
Groupe de travail ECCC/MELCC/MFFP sur la protection des espèces en péril et de leurs habitats au Québec	Identifier des pistes de solutions et mettre en place des façons de faire à court terme et à moyen termes pour éviter les situations qui pourraient requérir l'utilisation des différents décrets prévus par la LEP (articles 34, 61 et 80) pour protéger les espèces terrestres en péril au Québec sur les terres non domaniales fédérales. 2018-2019 : aucune activité; travaux complétés en 2016.	ECCC, MELCC, MFFP
Comité sur la Conservation des espèces en péril dans les Basses-terres du Saint-Laurent	Comité formé pour développer une approche intégrée de conservation des espèces en péril et de leurs habitats sur le territoire des Basses-Terres-du-Saint-Laurent dans le cadre du programme du Fonds de la nature du Canada. 2020-2021 : Rencontres téléphoniques et une rencontre en personne. 2021-2022 : conférences téléphoniques, au besoin.	ECCC, MELCC, MFFP

Comité de planification de l'Atlas des territoires d'intérêt pour la conservation des Basses-Terres du Saint-Laurent	L'objectif principal de ce comité est de coordonner la réalisation de l'Atlas des territoires d'intérêt pour la conservation des Basses-Terres du Saint-Laurent. Ce comité veille également à favoriser la diffusion de cet Atlas auprès de public-cibles incluant notamment les municipalités, les MRC, les organismes de conservation ainsi que les ministères concernés. Basés sur les données les plus récentes et visant 5 grandes cibles de conservation (massifs forestiers, milieux humides, milieux ouverts, écosystèmes aquatiques et tronçons fluvial), cet atlas se veut comme un important outil d'aide à l'aménagement du territoire. Quatre réunions ont été tenues en 2018-2019. Les résultats pour l'ensemble des Basses-Terres du Saint-Laurent à l'exception de l'Outaouais ont été diffusés cette année accompagnés d'un rapport méthodologique.	MELCC • Direction des aires protégées • Direction de la connaissance écologique • Direction de la protection des espèces et des milieux naturels MFFP Environnement et changements climatiques Canada
Comité de coordination du réseau québécois de suivi de la biodiversité	Coordonner la mise en œuvre du projet de réseau de suivi de la biodiversité dans un contexte de changements climatiques (PACC 2013-2020 et PEV 2021-2026) En 2020-2021 : environ 40 rencontres en ligne. Prévisions 2021-2022 : une rencontre en ligne ou en personne par semaine.	MELCC, MFFP
Comité élargi sur la révision de la gouvernance des barrages publics	Un Comité élargi a été créé à la demande du sous-ministre du MELCC afin de proposer au gouvernement un projet de révision de la gouvernance des barrages publics. Les ministères et organismes susceptibles d'être affectés par une révision de la gouvernance des barrages publics sont présents sur le comité.	MELCC, MTQ, MAMH, MERN, Hydro-Québec, Revenu Québec, expert externe (ancien haut gestionnaire du SCT)
Forum de coopération environnementale Québec-Ontario	Superviser la mise en œuvre de l'Entente Québec-Ontario concernant la coopération en matière d'environnement (2016) et les travaux des comités sectoriels conjoints qui relèvent de l'Entente. Aucune rencontre en 2019-2020.	MELCC Ministère de l'Environnement et de la Protection de la nature et des Parcs de l'Ontario

Comité sectoriel conjoint Ontario-Québec d'échange d'information et de ressources entre laboratoires	Comité découlant de l'Entente gouvernementale Québec-Ontario concernant la coopération en matière d'environnement (2016). Comité ayant pour mandat de partager des connaissances, expertises et des pratiques en matière d'échantillonnages, d'analyses, de contrôles de la qualité, de permis et d'accréditations ainsi que de déploiement de laboratoires mobiles. Il a également pour mandat d'explorer la possibilité que chaque partie serve de laboratoire d'appoint pour l'autre partie pour assurer le maintien des activités en situation d'urgence (plan de continuité des opérations). Aucune rencontre de coordination en 2020-2021. Cependant, plusieurs échanges dynamiques sur des thèmes spécifiques concernant entre autres les méthodes d'analyse, les systèmes qualité et le plan de continuité des opérations ont eu cours tout au long de l'année.	MELCC Ministère de l'Environnement, de la Protection de la nature et des Parcs de l'Ontario
Comité conjoint Ontario-Québec sur la gestion de l'eau	Promouvoir et faciliter la coopération entre les Parties; • Permettre l'établissement d'un forum de discussion sur les politiques et les programmes de chacun des ministères; • Rechercher des solutions communes pour la gestion des bassins versants partagés par les Parties ou pour tout autre enjeu d'intérêt commun dans le domaine de l'eau. Depuis 2016, ce comité relève de l'Entente Québec-Ontario concernant la coopération en matière d'environnement. Aucune rencontre en 2020.	MELCC Ministère de l'Environnement et de l'Action en matière de changement climatique
Comité conjoint Québec-Ontario sur les urgences environnementales	Coopérer en matière de prévention et d'intervention en cas d'urgence environnementale transfrontalière. Mettre en place et faire le suivi d'une procédure de déclaration des événements environnementaux transfrontaliers. Partager les connaissances et les meilleures pratiques.	MELCC
Comité de gestion de l'eau (CGE) du CCME	Le CGE a pour mandat de coordonner les démarches intergouvernementales dans le domaine de l'eau au Canada. Il recommande des priorités de collaboration sur des enjeux existants et émergents dans le domaine de l'eau et coordonne l'exécution des activités prévues dans le cadre de la vision stratégique du CCME pour l'eau. Plusieurs conférences téléphoniques/visio conférences en 2020-2021.	Un représentant par juridiction au Canada Pour le Québec : MELCC

Sous-comité du CGE (CCME) sur les débits environnementaux (EFN)	Sous-comité ayant pour objet d'améliorer la capacité des autorités compétentes à évaluer les impacts cumulatifs de l'allocation et des prélèvements d'eau de surface et d'eau souterraine. Le mandat du comité a pris fin en-2019.	Un représentant par juridiction au Canada Pour le Québec : MELCC
Comité ad hoc sur l'analyse de sols en laboratoire	Étudier et valider la préparation et la granulométrie des échantillons de sols pour l'analyse Mehlich 3 en vue d'une recommandation à la Commission chimie et fertilité des sols et en vue d'un suivi auprès de la direction responsable de l'accréditation des laboratoires au MELCC. Aucune rencontre en 2019-2020.	CRAAQ, MELCC, IRDA MAPAQ, Université Laval et de nombreux laboratoires du milieu agricole
Comité conjoint MELCC-ROBVQ	Ce comité vise à partager de l'information sur les travaux du MELCC et du Regroupement des organismes de bassins versants du Québec (ROBVQ). Une rencontre s'est tenue décembre 2020.	MELCC, ROBVQ
Comité de suivi et de concertation ainsi que de mise en œuvre de la Stratégie phytosanitaire québécoise en agriculture 2011-2021	Le Comité de suivi et de concertation supervise l'ensemble de la démarche de mise en œuvre de la SPQA et s'assure de l'atteinte des résultats et cibles visées. Le MAPAQ en assume la coordination. Comité de mise en œuvre : mettre en œuvre les orientations et objectifs fixés par le Comité de suivi et de concertation selon le calendrier établi. Aucune rencontre du comité de suivi et du comité de mise en œuvre en 2020-2021.	MAPAQ, MELCC, UPA, MSSS, INSPQ, Agriculture et Agroalimentaire Canada, Financière agricole, Fédération des producteurs de cultures commerciales du Québec, Fédération des producteurs de pommes du Québec, Fédération des producteurs maraîchers du Québec, Fédération québécoise des producteurs de fruits et légumes de transformation, Conseil québécois de l'horticulture, CropLife Canada

Comité provincial pour la protection de l'eau souterraine	Comité découlant de la Stratégie phytosanitaire québécoise en agriculture 2011-2021 Le comité a pour mandats de : • Dresser un portrait de la contamination des eaux souterraines par les pesticides; • Établir des critères de vulnérabilité des eaux souterraines, tels que la vulnérabilité des nappes et la localisation des aires d'alimentation et de protection autour d'un puits; • Promouvoir un choix de pratiques agricoles souhaitables pour protéger l'eau souterraine de la contamination par les pesticides; • Réévaluer les exigences du Code de gestion des pesticides concernant les distances d'éloignement à respecter par rapport aux puits et aux installations de captage d'eau souterraine; • Assurer la diffusion d'outils de sensibilisation, de promotion et de formation pour les producteurs agricoles et les conseillers, en ce qui a trait aux impacts de l'usage des pesticides sur les nappes d'eau souterraine, et en développer de nouveaux au besoin. • Une rencontre 2020-2021.	MELCC, UPA, INSPQ, MAPAQ
Comité interministériel chargé d'étudier les situations conflictuelles entre les producteurs agricoles et la protection des sources d'eau potable	Comité établi en 2014 à la demande du MAPAQ en lien avec l'adoption du Règlement sur le prélèvement des eaux et leur protection. Le comité fournirait des avis sur d'éventuels conflits entre des municipalités et des producteurs agricoles dans le cadre des mesures de protection des captages d'eau potable. Résultat : Les membres de ce comité, auquel se sont joints pour l'occasion des représentants de l'UPA et de la FQM, ont contribué à la mise à jour du <i>Guide sur les principes d'indemnisation des producteurs agricoles relativement aux puits municipaux</i> publié en 2006. Rencontres prévues au besoin seulement. Aucune rencontre en 2020-2021.	MELCC, MAPAQ, MAMH

Comité de coordination de l'Entente administrative relative aux modalités d'application des dispositions réglementaires en matière de qualification des opérateurs chargés du fonctionnement des installations de captage, de traitement et de distribution de l'eau potable	Le mandat de ce comité est de donner suite à l'entente signée entre les deux ministères en 2005 et de traiter les situations qui requièrent des décisions conjointes. Le Programme de qualification des opérateurs en eau potable a été mis sur pied par Emploi-Québec pour assurer la qualification des opérateurs d'installations d'eau potable qui doivent se conformer à l'article 44 du Règlement sur la qualité de l'eau potable. Aucune rencontre formelle en 2020-2021. Des discussions sur neuf sujets ont toutefois été nécessaires.	MELCC, Emploi-Québec
Comité interministériel sur la Stratégie québécoise d'économie d'eau potable	Comité de soutien au MAMH dans la mise en œuvre de la Stratégie québécoise d'économie d'eau potable lancée en 2011. Mandats : • Commenter les documents techniques produits dans le cadre de la Stratégie; • Faire le suivi de l'atteinte des objectifs et proposer, si requis, des ajustements au plan d'Action pour la mise en œuvre de la Stratégie; • Diffuser les meilleures pratiques au sein de chaque organisation; • Partager les expériences acquises; • Commenter et diffuser les outils disponibles; • Valider les modèles de tarification adéquate proposés; • Valider et diffuser les rapports périodiques.	MAMH, MELCC, RBQ, MEL, MSSS, MEES, SQI
CCME-Groupe de travail sur les recommandations pour la qualité des sols du Conseil canadien des ministres de l'environnement (CCME)	Le Groupe de travail sur les recommandations pour la qualité des sols (GTRQS) met ses connaissances techniques sur les lieux contaminés au service des initiatives du CCME dans les domaines du développement de critères de qualité des sols et de la caractérisation, et la gestion des terrains contaminés.	Un représentant par juridiction au Canada Pour le Québec : MELCC, DPRRLC, CCME Voyage du 24-27 septembre 2018 à Saskatoon

CCME – Groupe de travail sur les urgences environnementales	Améliorer la planification, la préparation ainsi que l'intervention lors d'urgences environnementales : • Rôles et responsabilités des organismes d'intervention et de gestion des ressources; • Glossaire des urgences environnementales; • Entente interministérielle pour la prestation d'aide mutuelle; • Mise en commun des possibilités de formation; • Système de commandement des incidents; • Conseils pour les premiers intervenants.	Un représentant par juridiction au Canada Pour le Québec : MELCC (BCU), CCME
Conseil canadien des ministres de l'environnement (CCME) - Groupe de travail sur les effets cumulatifs	Le Groupe de travail sur les effets cumulatifs (GTEC) a pour mandat d'élaborer des orientations et des outils à l'intention des gouvernements pour les aider à évaluer, à surveiller et à gérer les effets cumulatifs. En 2014, le GTEC a développé un ensemble de définitions et de principes pancanadiens pour les effets cumulatifs. Les travaux de 2017 à 2020 du GTEC consistaient à déterminer, en se basant sur ces définitions et principes, les éléments clés pour orienter la gouvernance de l'évaluation, de la surveillance et de la gestion des effets cumulatifs. En 2020-2021, le GTEC souhaiterait développer des outils pour faciliter la prise en compte des données relatives aux effets cumulatifs dans les décisions gouvernementales. Le CCME priorise toutefois d'autres travaux pour le moment.	Un représentant par juridiction au Canada Pour le Québec : MELCC (Direction générale des évaluations environnementales et stratégiques) CCME
Comité directeur de la stratégie québécoise de gestion des sels de voirie	Assurer le suivi de la mise en œuvre de la Stratégie québécoise de gestion des sels de voirie. Le résultat attendu de ce comité est l'élaboration du bilan de la Stratégie. En 2018-2019, une rencontre a été tenue le 30 octobre 2018. En 2019-2020, des rencontres sont à déterminer.	MTQ, MAMH, MELCC, UMQ, FQM
Comité de vigilance de la Société de gestion des huiles usagées (SOGHU)	Comité de consultation de la SOGHU, l'organisme de gestion reconnu (OGR) pour les huiles usées constitué dans le cadre de l'application du Règlement sur la récupération et la valorisation des produits par les entreprises. En 2019-2020 : une rencontre a été tenue le 14 mai 2019. En 2020-2021 : une rencontre a été tenue le 19 novembre 2020	FCQGED, SOGHU, RECYC-QUÉBEC, UMQ CQCD, MELCC, CAA-Québec Campor Environnement Inc. Solva-Rec Environnement Inc.

Comité de vigilance conjoint (CVC) des autres organismes de la responsabilité élargie des producteurs (reconnus par RECYC QUÉBEC)

Le CVC est investi d'un pouvoir de consultation et de recommandation auprès des organismes (OGR). De ce fait, il ne peut prendre de décisions exécutoires qui lieraient les OGR. Les membres du CVC partagent leurs connaissances afin de permettre aux OGR de relever les défis et les enjeux de l'application de la réglementation et de faire évoluer les programmes en termes de performance. Les membres ont pour rôle de participer activement, de partager leurs connaissances et leurs compétences quant aux défis soulevés par les OGR. Le CVC est en soi un forum où l'échange des points de vue se fait, selon les règles déterminées entre l'ensemble des intervenants désignés dans la Réglementation. Les membres du CVC suivent l'état d'avancement de la mise en oeuvre des programmes des OGR, plus précisément en ce qui concerne : la collecte, le transport et la gestion en fin de vie utile des matières visées et ce, dans le respect de la hiérarchie des 3R-VE.

En 2018-2019 : une rencontre a été tenue le 30 octobre 2018.

En 2019-2020 et 2020-2021 : aucune rencontre n'a été tenue. La prochaine rencontre pourrait se tenir à l'automne 2021.

- Organismes :
Éco-Peinture,
ARPE-Québec,
Appel à Recycler,
RecycFluo
- Membres :
Ville de Montréal,
Réseau Québécois des CFER,
GEEP
CPEQ,
AOMGMR,
FQM
Option Consommateurs
- Membres observateurs :
MELCC
RECYC-QUÉBEC

Comité sur la réduction et la récupération de matières résiduelles du Conseil canadien des de l'environnement (CCME)	Le Groupe de travail sur la gestion des matières résiduelles est responsable des travaux du CCME sur la gestion des matières résiduelles. Les priorités actuelles sont : • Développer une stratégie et un plan d'action pancanadiens visant l'atteinte du zéro déchet plastique, selon une approche visant à favoriser l'économie circulaire; • Élaborer des outils et des bonnes pratiques pour réduire considérablement les matières résiduelles acheminées à l'élimination, tant dans le secteur résidentiel que dans les secteurs institutionnel, commercial et industriel (ICI) et dans le secteur de la construction, de la rénovation et de la démolition (CRD), afin d'atteindre l'objectif pancanadien ambitieux adopté en 2018; identifier des indicateurs et explorer des options pour évaluer les progrès accomplis dans l'amélioration du bilan du Canada en matière de réduction et de recyclage des matières résiduelles et développer un mécanisme de communication des résultats obtenus au fil du temps; • Collaborer avec ses partenaires issus du monde des affaires, du gouvernement des municipalités et des collectivités; • Continuer à progresser dans la mise en œuvre du Plan d'action pancanadien pour la responsabilité élargie des producteurs (PAPREP), notamment en travaillant avec les intervenants pour accroître la cohérence des principaux éléments des programmes de REP. Pour les années 2018-2019 et 2019-2020, le Québec agit comme co-président de ce comité, ce qui implique une participation accrue dans les divers travaux et rencontres. En 2018-2019 : Des rencontres ont été tenues en 2018 le 10 octobre (Calgary) et le 23 novembre (Ottawa) et en 2019, le 5 février (Paris) et le 18 février (Toronto). En 2019-2020 : Les dates de tenue de rencontre sont à déterminer.	MELCC Un représentant du gouvernement fédéral et de chaque province et territoire
---	--	---

Groupe de travail sur la gestion des matières résiduelles en milieu nordique au Nunavik	- Favoriser les échanges entre les différentes parties prenantes interpellées par la gestion des matières résiduelles sur le territoire du Nunavik. - Examiner les possibilités d'amélioration à apporter dans la gestion des matières résiduelles (MR) pour les villages nordiques. Lors des rencontres tenues en 2018-2019, le groupe de travail s'est notamment doté d'un mandat et d'un mode de fonctionnement. Les principaux enjeux en GMR au Nunavik ont été présentés et discutés. Les dernières rencontres se sont déroulées les 16 avril 2018, 24 avril 2018 et 17 janvier 2019. La prochaine rencontre est prévue le 16 avril 2019.	MELCC (DMR, DPQA, PENM, DÉEPNM) Société du Plan Nord Administration régionale Kativik RECYC-QUÉBEC, MAMH, CCEK
Comité sur la valorisation énergétique des matières résiduelles à Kuujuaq	Projet pilote pour l'évaluation et l'implantation d'un incinérateur à Kuujuaq, pouvant libérer de l'énergie pour le chauffage. La dernière rencontre du groupe de travail s'est déroulée le 2 octobre 2020.	Société du Plan Nord MELCC Village nordique de Kuujuaq Administration régionale Kativik Corporation foncière Nayumivik SOGHU, RECYC-QUÉBEC Éco Entreprises Québec
Comité interministériel - Plan d'action nordique 2020-2023	Première rencontre tenue le 20 janvier 2021.	Coordonné par SPN Participants : plusieurs ministères et organismes, dont le MELCC et RECYC-QUÉBEC
Comité sur les politiques d'adaptation du Conseil canadien des ministres de l'environnement (CCME)	Ce groupe de travail favorise la concertation en matière d'adaptation aux impacts des changements climatiques. Les priorités actuelles sont : - Les indicateurs en adaptation; - Les analyses de risques; - Les infrastructures naturelles.	MELCC Un représentant du gouvernement fédéral et de chaque province et territoire

Communauté de pratique pancanadienne pour le leadership climatique du Conseil canadien des ministres de l'environnement (CCME)	Ce groupe de travail vise à favoriser l'échange de bonnes pratiques en matière d'exemplarité de l'État.	MELCC Un représentant du gouvernement fédéral et de chaque province et territoire
Équipe de rétablissement du caribou forestier au Québec	Élaboration et mise à jour des plans de rétablissement du caribou forestiers au Québec; mise en œuvre et suivi des actions identifiées pour favoriser le maintien et le rétablissement de cet écotype vulnérable.	MELCC, MERN, MFFP, Conseil de l'industrie forestière du Québec, Grand Conseil des Cris, Nature Québec, Première Nation innue, SNAP Québec, U. Laval, etc.
Comité conseil des nations du Nunavik (co-présidence)	Faire en sorte que les nations du Nunavik (Inuits, Cris, Naskapis) puissent travailler en collaboration avec l'Administration régionale Kativik et le MELCC à la planification des aires protégées au Nunavik.	MELCC, ARK, Cris, Naskapis, Inuits
Table Cris-Québec sur l'environnement et les aires protégées (présidence)	Échanger au sujet de la planification des aires protégées à la Baie-James, de même que sur d'autres sujets environnementaux d'actualité.	MELCC Gouvernement de la nation crie
Table de discussion spécifique (Waswanipi)	Échanger sur les enjeux spécifiques relatifs à la proposition d'aire protégée nommée « Mishigamish », située en Eeyou Istchee Baie-James.	MELCC Gouvernement de la nation crie Communauté de Waswanipi
Conseil canadien des aires écologiques	Représenter le Québec sur ce comité portant sur les bonnes pratiques en matière de création et de gestion des aires protégées à l'échelle canadienne.	MELCC (pour le gouvernement du Québec Autres provinces et territoires du Québec Fédéral Experts

Comité canadien de l'Union internationale pour la Conservation de la Nature (UICN)	Le MELCC est devenu membre de ce comité au cours de l'année 2019. L'objectif du Comité canadien de l'UICN consiste à orienter le soutien fourni à l'UICN par les organisations canadiennes membres. À cette fin, il : • Assure la communication et la coordination les plus complètes possible entre les membres canadiens de l'UICN, ainsi que la communication entre l'UICN et le Canada, et vice-versa; • Mobilise les compétences scientifiques et professionnelles, ainsi que l'expérience pratique et les données des organismes canadiens officiels et bénévoles nécessaires pour appuyer les démarches ci-dessus; • Stimule et favorise la conservation et les recherches nécessaires à cette fin; • Agit à titre de centre d'échange en vue de la diffusion d'information provenant de l'UICN; publie et diffuse l'information pertinente afin de contribuer à établir les points de vue canadiens sur les questions soulevées par l'UICN, et ce, sans porter préjudice au droit des organisations individuelles d'exprimer un point de vue indépendant ni à celui des organismes gouvernementaux canadiens d'exprimer le point de vue scientifique et professionnel officiel en matière de conservation; • Appuie les activités nationales et internationales de conservation.	Ministères de l'Environnement de différentes provinces canadiennes Fédéral Experts Universitaires ONG de conservation Premières nations
Table de coordination des ressources financières – Fonds vert – Plan d'action sur les changements climatiques et Fonds d'électrification et de changements climatiques (FECC) – Plan de mise en œuvre 2021-2026 (PMO) du Plan pour une économie verte 2030 (PEV-2030)	Table de coordination des directeurs de ressources financières pour assurer une coordination des dossiers financiers et budgétaires reliés à la gestion du volet PACC 2013-2020 du Fonds vert et du FECC pour le PMO-PEV 2030.	MELCC Tous les ministères et organismes partenaires au Plan d'action sur les changements climatiques et du PMO-PEV 2030

Comité régional Chalk River Outaouais	Produire et mettre à jour un plan des mesures d'urgence nucléaire externe (PMUNE-LCR) afin de répondre efficacement à toute situation d'urgence nucléaire susceptible d'avoir une incidence en dehors des limites du site des LCR-LNC à Chalk River, sur le territoire québécois. Ce plan constitue, en cas de situation d'urgence, la base d'une intervention coordonnée entre les organisations nationales, provinciales, régionales et locales concernées par la réponse au sinistre. Le PMUNE-LCR s'inscrit en complémentarité du Plan national de sécurité civile (PNSC).	CCSN, LNC (Chalk River) Santé Canada, EMO Ontario MSP, DSP, CISSSO, MAMH MAPAQ, MELCC, MTQ MFFP, Service Québec SQ, ville de Gatineau MRC Pontiac
Comité interministériel sur la mэрule pleureuse	À la suite de la médiatisation de quelques cas de mэрule pleureuse (<i>Serpula lacrymans</i>) qui ont affecté l'habitation de citoyens et constatant le peu d'informations disponibles sur l'ampleur du phénomène, les mesures de prévention, le diagnostic et les techniques de décontamination, la Société d'habitation du Québec a annoncé, le 8 juillet 2016, la mise sur pied d'un comité interministériel chargé d'analyser les problématiques engendrées par la mэрule pleureuse. Son mandat consiste principalement à documenter la situation des bâtiments contaminés par la mэрule pleureuse et à émettre des recommandations au gouvernement. Les principales actions de ce comité doivent permettre de produire : • Un portrait des politiques publiques des cas de mэрule au Québec, au Canada et à l'échelle internationale; • Une évaluation des impacts du champignon sur la santé et l'environnement; • Une précision des rôles et des responsabilités des différents intervenants; • Une identification des approches préconisées pour l'éradication et l'élimination des matériaux contaminés par la mэрule; • Une définition des bonnes pratiques de construction et de rénovation; • La détermination et la mise en place d'un mécanisme de suivi de la situation.	SHQ, INSPQ, MAMH, MELCC, MSSS, PSP, RBQ

Groupe de travail FPT sur les secteurs industriels à forte intensité d'émissions qui sont exposés aux échanges commerciaux	Étudier les pratiques exemplaires pour répondre aux risques potentiels liés à la compétitivité et aux fuites de carbone pour des secteurs à forte intensité d'émissions qui sont exposés aux échanges commerciaux (FIEEEC) résultant de l'application de la tarification du carbone. Aucune rencontre en 2019-2020.	MELCC (co-président) Environnement et Changement Climatique Canada (ECCC, co-président) Ministère des Finances du Canada Ministères de l'Environnement de différentes provinces canadiennes
Groupe de travail du CCME portant sur la reconnaissance des Résultats d'atténuations transférés au niveau international (RATI)	Représenter les intérêts du Québec, notamment à titre de co-président, au groupe de travail interprovincial portant sur la reconnaissance des RATI et leurs implications dans les règles de fonctionnement du marché du carbone Québec-Californie.	MELCC -co-président, ECCC, Autres provinces participantes
Comité directeur de l'Alliance internationale sur les véhicules zéro émission	Partager des informations avec les autres membres de l'Alliance en matière de politiques publiques sur l'électrification des transports, commenter les études, rapports produits et planifier des événements publics pour faire valoir les bénéfices de l'électrification des transports comme moyen de lutte contre les changements climatiques.	MELCC, MTQ, MERN, TEQ, MRIF, MEI, Autres gouvernements participants – 15 gouvernements nationaux et infranationaux
Comité directeur de l'initiative Instruments collaboratifs pour une action climatique ambitieuse (Nations Unies)	Faire la promotion de mécanismes de tarification carbone (marchés du carbone, taxe carbone, etc.) auprès de gouvernements d'économies émergentes et de pays en développement.	MELCC, MRIF
Comité directeur de Regions4 (anciennement NRG4SD)	Assurer la concertation des gouvernements d'États fédérés et des régions et la promotion de leur rôle ainsi que de leurs actions dans les domaines de la lutte contre les changements climatiques, du développement durable et de la protection de la biodiversité.	MELCC, MRIF Autres gouvernements participants
Comité consultatif des gouvernements infranationaux pour la biodiversité	Voix officielle des gouvernements infranationaux auprès de la Convention sur la diversité biologique (CDB) des Nations-Unies – S'assurer de la prise en compte et de la reconnaissance des gouvernements infranationaux dans la mise en œuvre des objectifs et des cibles de la CDB En 2020-2021 : trois rencontres en ligne. Prévisions 2021-2022 : au moins une rencontre en personne lors de la 15 ^e Conférence des Parties à la CDB en octobre 2021, et au moins trois rencontres en ligne.	MELCC, MRIF, autres gouvernements infranationaux participants

Groupe des gouvernements infranationaux leaders dans l'atteinte des Objectifs d'Aichi	S'assure de la prise en compte et de la reconnaissance des gouvernements infranationaux dans la mise en œuvre des objectifs et des cibles de la CDB En 2020-2021 : une rencontre en ligne. Prévisions 2021-2022 : au moins deux rencontres en ligne et une rencontre en personne lors de la 15^e Conférence des Parties à la CDB en octobre 2021.	MELCC, MRIF, autres gouvernements infranationaux participants
Plateforme d'apprentissage des gouvernements infranationaux pour la biodiversité	Favoriser les échanges concernant les bonnes pratiques et les défis rencontrés par les gouvernements infranationaux en matière de politiques et d'actions en biodiversité En 2020-2021 : une rencontre en ligne. Prévisions 2021-2022 : au moins trois rencontres en ligne et potentiellement une en personne lors de la 15^e Conférence des Parties à la CDB en octobre 2021.	MELCC, MRIF, autres gouvernements infranationaux participants
Comité de l'Alliance sur l'acidification des océans	Établir et contribuer à la mise en œuvre du plan de travail de l'Alliance pour la prochaine année.	MELCC, MRIF (collaboration) Autres États membres
Conseil canadien des ministres de l'Environnement (CCME)	Principal forum permettant aux gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux (FPT) de mener une action concertée face à des dossiers environnementaux d'intérêt pancanadien et international. Privilégiant une approche par consensus, chaque gouvernement demeure responsable de mettre en œuvre les critères, les standards, les stratégies et les objectifs environnementaux développés conjointement et mutuellement convenus au CCME dans le respect de ses compétences. La prochaine rencontre aura lieu en juillet 2020.	MELCC Ministres de l'Environnement de toutes les provinces et territoires et du gouvernement fédéral.
Comité des sous-ministres du CCME	Le Comité des sous-ministres est le conseil d'administration officiel du CCME. Il précise les orientations stratégiques en fonction des priorités identifiées par les ministres. Trois téléconférences en 2019-2020. Trois téléconférences sont à prévoir en 2020-2021.	MELCC Sous-ministres des gouvernements provinciaux, territoriaux et fédéral

Comité de planification et de protection de l'environnement (CPPE) du CCME	Sous la direction stratégique du Comité des sous-ministres, le CPPE élabore des plans d'action, des stratégies et des approches pour résoudre des questions et des problèmes environnementaux d'intérêt pancanadien, conformément aux priorités identifiées par les ministres. Le comité élabore et recommande des lignes directrices, des objectifs et des guides sur les meilleures pratiques dans les domaines prioritaires préalablement déterminés. Une rencontre en personne à Toronto en mars 2019. Cinq téléconférences en 2019-2020. Une rencontre en personne (à confirmer) et cinq à six téléconférences sont à prévoir en 2020-2021.	MELCC Sous-ministres adjoints/ Directeurs généraux des gouvernements provinciaux, territoriaux et fédéral
Comité sur les changements climatiques (CCC) du CCME	Le CCC a comme mandat de : • Favoriser une coopération fédérale-provinciale-territoriale pour soutenir la mise en œuvre du Cadre pancanadien sur la croissance propre et les changements climatiques; • Réaliser des études et des analyses à la demande des comités supérieurs du CCME en vue de formuler des recommandations et de proposer des initiatives; • Promouvoir une action complémentaire, harmonisée et, s'il y a lieu, collective de la part de certains ou de l'ensemble des gouvernements pour atteindre les objectifs en matière de changements climatiques.	MELCC Représentants des gouvernements provinciaux, territoriaux et fédéral
Groupe de travail sur les sources mobiles (GTSM)	Vise à améliorer la collaboration dans le développement et l'implantation de mesures de réduction des émissions provenant des sources mobiles. Il a été mis sur pied par le CCME et est un sous-groupe lié au Comité de gestion de l'air (CGA) qui supervise des démarches intergouvernementales sur des questions de qualité de l'air au Canada. Le GTSM a pour but de partager de l'information et identifier les axes d'intérêts entre les provinces afin de partager des initiatives permettant la réduction de la pollution atmosphérique et des émissions de gaz à effet de serre. Les priorités actuelles sont l'étude de stratégies afin de réduire les émissions des véhicules lourds de transport (marchandise, autobus urbains et scolaires), et celles des équipements et véhicules hors routes (commercial et résidentiels). Fréquence des rencontres : Quatre par année.	MELCC, MTQ Environnement et Changement Climatique Canada (ECCC) Ministère des transports de l'Ontario Ressources naturelles Canada Santé Canada Transport Canada Ministères de l'environnement des provinces et territoires, Metro Vancouver

Partnership for market readiness - Banque mondiale	Partenariat mondial, le PMR, lancé en 2011, rassemble de nombreux acteurs - pays, organisations et experts – qui collaborent pour permettre aux pays participants (19) de faire un choix éclairé en matière de tarification du carbone et de développer les infrastructures nécessaires pour une future implantation. Le programme serait officiellement terminé au cours de 2021.	MELCC et 8 autres partenaires techniques 13 participants contributeurs 19 pays participants
Partnership for Market Implementation - Banque mondiale	Le PMI, toujours sous l'égide de la Banque mondiale, prendra la relève du PMR en 2021. Le PMI aidera les juridictions participantes à franchir les étapes nécessaires à l'implantation d'un système de tarification du carbone. Le Québec, partenaire technique du PMR depuis 2014, poursuivra son engagement à ce titre au sein du PMI.	Les autres partenaires techniques ne nous sont pas connus pour l'instant. Les participants contributeurs ne sont pas connus pour l'instant, mais le Canada en est. Le budget visé est de 250 millions USD 30 pays et juridictions participants, la liste n'est pas publique encore.
Carbon pricing in the Americas	La CPA est une initiative régionale fondée en 2018. Le groupe compte une quinzaine de membres qui ont tous signé la Déclaration sur la tarification du carbone dans les Amériques dans laquelle ils annoncent souhaiter partager des connaissances et des ressources pour promouvoir des initiatives de tarification carbone et encourager leur alignement dans les Amériques. L'initiative compte également des partenaires non gouvernementaux tels que l'ICAP, IETA, UNEP, EDF, etc. En relève au Canada, le Québec a été nommé, le 19 octobre 2020, co-président de la CPA pour un mandat de 2 ans (2020-2022) avec le Chili.	Canada, Colombie, Costa Rica, Chili Mexique, Californie, Washington, Alberta, Colombie-Britannique, Nouvelle-Écosse, Ontario, Québec.
Groupes de travail de la Carbon Pricing Leadership Coalition - Banque mondiale	La Coalition réunit des dirigeants de l'ensemble du gouvernement, du secteur privé et de la société civile afin de partager leur expérience en matière de tarification du carbone et d'élargir les bases factuelles des systèmes et politiques de tarification du carbone les plus efficaces.	MELCC, MRIF 34 gouvernements nationaux et subnationaux >164 entreprises >85 partenaires stratégiques représentant la société civile, des institutions académiques et des organisations non gouvernementales

Groupe de travail Québec-Mexique relatif au renforcement de la coopération en matière d'environnement et de changements climatiques.	Le Groupe de travail met en œuvre le plan d'action conjoint avec le Mexique visant à renforcer la coopération en matière d'environnement et de changements climatiques afin d'opérationnaliser l'Entente sur le même sujet (octobre 2015).	MELCC Secrétariat Secrétariat de l'environnement et des ressources naturelles des États-Unis mexicains Californie
Conseil d'orientation du Programme de coopération climatique internationale (PCCI)	Le conseil d'orientation a pour mandat de soutenir et de conseiller le gouvernement pour tout ce qui touche l'élaboration et la mise en œuvre du PCCI, notamment les objectifs, les grandes orientations, les modalités, le choix des thématiques sectorielles et les lignes directrices.	MELCC, MRIF, MEI Henriette Dumont, Jean Lemire, Jean-Paul David, Jimmy Royer, Nathalie Noel
Comité interministériel pour l'analyse des conclusions du BAPE sur la filière uranifère	Examiner les recommandations du BAPE dans le but de proposer des orientations au Gouvernement du Québec.	MELCC, MERN, MFFP, MEI MSP, MSSS, MAMH, MTQ SAA, Société du Plan Nord Société de développement de la Baie-James

Comité de vigilance des activités portuaires (CVAP)	Proposer des recommandations quant aux améliorations à apporter aux activités portuaires et sur les mesures pour en atténuer les impacts négatifs.	Administration portuaire de Québec CIUSSS de la Capitale-Nationale Ville de Québec Conseil régional de l'Environnement et du Développement durable de la Capitale-Nationale MELCC Arrondissement de La Cité-Limoilou Conseil de quartier de Maizerets Conseil de quartier de Lairet Conseil de quartier du Vieux-Limoilou Conseil de quartier Saint-Jean-Baptiste Conseil de quartier du Vieux-Québec–Cap-Blanc–Colline parlementaire Conseil de quartier de Saint-Roch
Comité de vigilance environnementale - Sanimax aci inc.	Améliorer la qualité de l'air ambiant dans le secteur et diminuer les effets négatifs de l'entreprise sur la qualité de vie des résidents. Aucune rencontre en 2019-2020.	Sanimax, MELCC, MAPAQ Ville de Lévis Député de Chutes-de-la-chaudière à l'assemblée nationale (ou son représentant) Représentants des citoyens

Organisation de sécurité civile du Québec (OSCCQ)	Planification gouvernementale en matière de sécurité civile et mise en œuvre du plan national de sécurité civile (PNSC) lorsqu'une situation le requiert. Coordination par le MSP.	Bureau du Coroner, CSPQ, CNESST, HQ, MAMH, MAPAQ, MCE, MCC, MELCC, MEI, MEES, MERN, MFQ, MFA, MIDI, MJQ, MRIF, MSP, MSSS, MTO, MTQ, MTESS, MFFP, RBQ, REVENU QUÉBEC, SAA, SCT, SHQ, SQ
Table des responsables de mission (TRM)	Échange et la concertation entre les responsables de mission du plan national de sécurité civile (PNSC). Ce comité assure la planification de la réponse gouvernementale en adoptant une approche tout risque. De plus, elle développe, maintient à jour et révisé le PNSC, les missions, les plans spécifiques ou tout autre projet en lien avec le PNSC et la sécurité civile, à la demande de l'OSCCQ. Coordination par le MSP.	MAMH, MAPAQ, MELCC (BCU), MERN, MEI, MSP, MSSS, MTESS, MTQ, HQ, SHQ, SCT, CSPQ, SQ
Sous-comité sur le plan d'action national de la Politique québécoise de sécurité civile 2014-2024	Établir le plan d'action national et en assurer le suivi au cours des dix années à venir. Ce plan doit interpellé tous les acteurs de la société, du citoyen aux ministères et organismes (MO), en passant par les municipalités locales et régionales ainsi que les organisations et entreprises de toutes natures. Coordination par le MSP.	MAMH, MAPAQ, MCE, MELCC (BCU), MTESS, MRIF, MERN, MSSS, MSP, MTQ, SQ, HQ, MEIE, SCT
Sous-comité de l'OSCCQ sur les Feux de forêt	Formuler des recommandations à l'OSCCQ afin d'assurer une gestion intégrée des risques associés à l'aléa feux de forêt. Coordination : MFFP Codirection : MSP	HQ, MAMH, MAPAQ, MELCC (BCU), MFFP, MERN, MSSS, MTQ, SAA, Services Québec, SQ
Comité conjoint Québec-Nouveau-Brunswick sur les événements environnementaux transfrontaliers	Établir, dans le respect des lois, règlements et procédures du Québec et du Nouveau-Brunswick, des mécanismes d'échanges, de coopération et de concertation en matière de répercussions environnementales transfrontalières entre le Québec et le Nouveau-Brunswick. Aucune rencontre en 2019-2020.	MELCC (DR01-11) Ministère de l'Environnement et des Gouvernements locaux du Nouveau-Brunswick
Comité maritime – comité d'experts internes	Étudier et émettre des avis sur les enjeux environnementaux liés aux risques de déversements d'hydrocarbures et autres matières dangereuses en milieu marin. Comité convoqué lorsqu'un enjeu particulier est soulevé.	MELCC (BCU)

Comité permanent sur la gestion opérationnelle des incidents maritimes au Québec (MPO-MSP-MELCC)	Définir clairement le rôle et les responsabilités de chacune des organisations gouvernementales impliquées lors d'incidents maritimes afin que les actions entreprises soient pleinement efficaces, et ce dans les intérêts de la population, de l'environnement et de l'économie. Permettre l'analyse et la réflexion nécessaire au développement d'outils et d'opportunités d'apprentissage pour les intervenants impliqués dans la préparation et la gestion des interventions. De trois à quatre rencontres par année.	MELCC (BCU), MSP, MPO (GCC)
Comité directeur fédéral-provincial sur la gestion opérationnelle des incidents maritimes au Québec (GCC-MSP-MELCC)	Décider des initiatives visant l'amélioration de l'état de préparation des intervenants face aux incidents maritimes au Québec et orienter les travaux du comité permanent sur la gestion opérationnelle des incidents maritimes au Québec. Deux rencontres par année.	MELCC (BCU), MPO, MSP, CEGRIM
Centre d'expertise sur la gestion des risques d'incidents maritimes (CEGRIM)	Dans le cadre de la Stratégie maritime, mettre en place un centre d'expertise sur la gestion des risques d'incidents maritimes aux Îles-de-la-Madeleine, ayant comme mandat principal de fournir un support-conseil de pointe pour permettre au gouvernement du Québec et aux municipalités locales d'assurer la sécurité de la population et des biens ainsi que de préserver l'écosystème fragile du Saint-Laurent en agissant dans les champs de compétence propres au Québec et en complémentarité avec le système de réglementation fédéral.	MELCC, MSP, MAMH, MAPAQ, MERN, MFFP, MTQ
Comité interministériel de coordination maritime – comité des sous-ministres adjoints et associés des ministères (CEGRIM)	Coordonner l'établissement des grandes orientations ainsi que la priorisation et le suivi des différents projets réalisés par le CEGRIM. Deux rencontres par année.	MELCC, MSP, MAMH, MAPAQ, MERN, MFFP, MTQ, MCE
Comité interministériel de coordination maritime – Comité des directeurs (CEGRIM)	Approuver et faire le suivi du plan d'action du CEGRIM.	MELCC, MSP, MAMH, MAPAQ, MERN, MFFP, MTQ, MCE
Comité Cadre de référence intervention pipelines (CRIP)	Fournir un cadre de référence afin que les actions entourant la gestion des mesures d'urgence suite à un incident impliquant un pipeline sur le territoire québécois soient rapides, concertées et basées sur un partage clair des rôles et responsabilités de l'ensemble des acteurs impliqués et ce, jusqu'au rétablissement de la situation. Quatre rencontres par année.	MELCC, MSP, SPC, ONÉ, MERN, RBQ, Ville de Terrebonne

Comité intersectoriel d'experts pour la gestion des risques associés au transport ferroviaire des hydrocarbures	Consolider l'état de préparation des différents partenaires, dont le CN et les autorités municipales, à faire face à un sinistre majeur impliquant des wagons-citernes transportant des hydrocarbures.	MELCC, MSP, INSPQ, MSSS DSP (régions 01, 05, 06, 16) MTQ, Ville de Longueuil, Ville de Rimouski
Comité interministériel MAPAQ-MELCC-MEI sur le traitement des demandes d'autorisation à des fins de recherche et d'expérimentation	Comité en lien avec la modernisation de la LQE. Ce comité a pour mandat d'opérationnaliser le traitement des demandes d'autorisation à des fins de recherche et d'expérimentation afin d'en assurer le traitement dans des délais optimaux.	MAPAQ, MEI, MELCC, TEQ, RECYC-QUÉBEC
Comité directeur pour le programme de mise en valeur du saumon Atlantique sur la Côte-Nord – Présidé par le MELCC-DÉEPI	Dans le cadre du projet d'aménagement hydroélectrique du complexe la Romaine, Hydro-Québec s'est engagé, notamment, à déboursé un montant pour la mise en place d'un programme pour la valorisation du saumon atlantique sur la Côte-Nord comme mesure d'atténuation. Le comité directeur évalue les projets déposés par différents promoteurs qui désirent obtenir une subvention pour faire un aménagement faunique pour le saumon atlantique ou encore un programme de recherche. Le comité directeur se rencontre environ deux fois par année et une visite de terrain est prévue aux deux ans environ. Pour des décisions mineures, les communications courrielles sont privilégiées.	MELCC, MFFP, Hydro-Québec, FQSA
Groupe de travail de l'Évaluation stratégique des changements climatiques	Ce groupe de travail a pour principal objectif de fournir une vue d'ensemble et permettre une discussion sur l'Évaluation stratégique des changements climatiques (ÉSCC) et ses composantes en cours d'évaluation par Environnement et changement climatique Canada.	MELCC, ECCC, Représentants des autres gouvernements provinciaux Représentants de l'industrie
Comité interministériel sur la modernisation de la Procédure d'évaluation et d'examen des impacts sur l'environnement (PEEIE) et sur l'optimisation des délais associés à celle-ci – Présidé par le MELCC	Examiner comment la PEEIE pourrait être davantage optimisée, notamment afin de réduire de manière significative les délais de la procédure et d'identifier des options de réduction des délais de traitement afin que les délais gouvernementaux d'analyse des dossiers ne dépassent pas dix mois. Les conclusions du Comité permettront au MELCC de déterminer si des mesures d'optimisation supplémentaires doivent être mises en place et si des ajustements doivent être apportés au règlement sur l'évaluation et l'examen des impacts sur l'environnement. Une rencontre de suivi a eu lieu en novembre 2018.	MELCC, MERN, MFFP, MEI, MFQ, SAA, MSSS, MTQ

Comité interministériel central de l'Entente administrative concernant l'autorisation générale découlant de l'article 128.8 de la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune et la délivrance du certificat d'autorisation découlant de l'article 22 de la Loi sur la qualité de l'environnement	• Veiller à la mise en œuvre et au suivi de l'entente administrative et produire un rapport annuel à ce sujet. • Assurer la formation et l'information des intervenants régionaux liés à l'interprétation et à l'application de l'entente. • Traiter les problèmes d'application de l'entente.	MELCC, MTQ, MFFP
Comité directeur sur le Règlement sur l'aménagement durable des forêts	• Réviser l'entente administrative RNI en lien avec l'entrée en vigueur du RADF. • Veiller à la mise en œuvre et au suivi de l'entente administrative. • Assurer la formation et l'information des intervenants régionaux liés à l'interprétation et à l'application de l'entente. • Traiter les problèmes d'application de l'entente.	MELCC, MFFP
Comité directeur de l'entente de guichet unique avec le MFFP	• Réviser l'entente administrative en lien avec la modernisation de la LQE. • Veiller à la mise en œuvre et au suivi de l'entente administrative. • Assurer la formation et l'information des intervenants régionaux liés à l'interprétation et à l'application de l'entente. • Traiter les problèmes d'application de l'entente.	MELCC, MFFP
Comité interministériel de Route Verte	• Assurer l'harmonisation des différents programmes gouvernementaux afin de faciliter la réalisation du projet de la Route verte. • Analyser et accepter les tracés et les ajouts proposés par les régions. • Recommander au gouvernement du Québec les mesures ou les programmes de même que les dépenses susceptibles d'assurer la réalisation du projet de la Route verte, sa promotion et sa mise en marché.	MTQ, MELCC, MTO, MEES, MAMH, Vélo Québec, MAPAQ, MERN, MEIE, MCE, MFFP
Table de coordination interministérielle de l'affectation des terres publiques	Suivi et mise en œuvre des Plans d'affectation des terres publiques au Québec (PATP).	MERN, MTQ, MFFP, MSP, Hydro-Québec, MAMH, MAPAQ, MCC, MÉS

Comité de suivi : Projet climatique et hydrologique en région Eeyou Istchee Baie-James et Nunavik	Développer des scénarios climatiques et hydrologiques futurs dans les régions d'Eeyou Istchee Baie-James (EIBJ) et du Nunavik (pour certains extrêmes) en soutien à l'adaptation aux changements climatiques.	MTQ Administration régionale Kativik COMEX, MAMH Gouvernement de la nation crie CCEBJ, Ouranos
Comité d'orientation de la Chaire de recherche CRSNG-UQAT sur la biodiversité nordique	Suivi des projets de recherche visant à comprendre et à diminuer l'empreinte écologique reliée à l'activité minière.	UQAT, MFFP, MELCC Représentants de l'Industrie minière Abitibiwinni, Ouranos Gouvernement de la nation crie
Comité sur le Programme volontaire d'autogestion	Assurer le suivi annuel du programme volontaire d'autogestion des terrains contaminés sous la responsabilité de la compagnie Irving Oil Limited.	MELCC, Irving Oil Limited
Dans le cadre de l'Entente de coopération pour la gestion du lac Champlain Comité directeur Comité technique Comité exécutif	Mettre en œuvre un l'entente et le plan d'action du lac Champlain. Participation à 6 rencontres en 2020-2021.	MELCC (regional) LCBP, Vermont-DEC NY State-DEC
Comité directeur de l'entente Québec-Vermont sur le lac Memphrémagog et Comité technique de l'entente Québec-Vermont sur le lac Memphrémagog	Découlent de l'entente de collaboration entre le Québec et l'état du Vermont sur les enjeux touchant le lac Memphrémagog et son bassin hydrographique. Le comité technique se penche davantage sur les aspects scientifiques. L'enjeu québécois est qu'il s'agit de la source d'eau potable d'environ 200 000 citoyens. Deux rencontres en 2020-2021.	MELCC, VTDEC, VTFWS, VTAAFM, MAPAQ, USDA, CMI Office of US Senator Patrick Leahy, Villes limitrophes et Ville de Sherbrooke, MRC Memphrémagog, Groupes environnementaux

Comité de suivi du site d'enfouissement de Coventry à Newport au Vermont	Assurer le suivi des activités d'exploitation du lieu d'enfouissement technique (LET) de Coventry et la minimisation des impacts de l'exploitation sur la qualité de l'eau du lac Memphrémagog. Partage de connaissances avec les différents partenaires, principalement américains, sur la gestion des matières résiduelles et la protection de l'environnement.	MELCC Bureau du député d'Orford New England Waste Services of Vermont Inc. Cassella Waste systems Vermont Agency of Natural Resources MRC Memphrémagog Ville de Sherbrooke Memphremagog Watershed Association Memphremagog conservation inc.
--	--	---

Comité consultatif pancanadien « Initiative de recherche à partenaires multiples en cas de déversement d'hydrocarbures du plan de protection des océans (PPO) »	Établir un programme de recherche intégrée qui permettra de faire progresser la recherche sur les déversements de pétrole au Canada et améliorer le niveau de préparation et la capacité d'intervention en cas de déversement d'hydrocarbures au Canada. Première rencontre en janvier 2018 pour présenter les besoins et priorités de recherche en matière d'hydrocarbures pour le MELCC. Échanges et priorités de recherche établis pour les méthodes alternatives d'intervention en cas de déversement d'hydrocarbures. Deuxième rencontre en janvier 2019 : état d'avancement des projets initiés au cours de l'année financière. (Frais 2019 : 780 \$).	MELCC Pêche et Océan Canada Ministère de l'Environnement de l'Alberta, de la Colombie-Britannique, de l'Île-du-Prince-Édouard, du Manitoba, du Nouveau-Brunswick, de la Nouvelle-Écosse, du Nunavut, de Terre-Neuve-et-Labrador Congress of Aboriginal People Inuit Tapiriit Kanatami Women of Metis Nation University of Alberta, Queens University Memorial University SIMEC, Point Tupper Marine Services, Atlantic Emergency Response Team, Western Canada Marine Response, United States Environmental Protection Agency National Oceanic and Atmospheric Administration SINTEF Ocean Triox
Comité fédéral, provincial et territorial de gestion de l'air (AMC)	Le mandat de l'AMC est de gérer les approches intergouvernementales en matière de qualité de l'air notamment l'implantation du système pancanadien de gestion de qualité de l'air incluant la gestion par zones et bassins atmosphériques, le développement des normes canadiennes de qualité de l'air ambiant et l'implantation des exigences de base relatives aux émissions industrielles (EBEI). Fréquence des rencontres : Cinq à sept rencontres par année. Quatre rencontres ont eu lieu en 2020-2021.	Santé Canada Environnement et Changements Climatiques Canada (ECCC) MELCC Ville de Montréal Metro Vancouver Provinces et territoires

Groupe de travail fédéral, provincial et territorial sur l'élaboration et l'examen des normes canadiennes de qualité de l'air ambiant (CDRWG)	Les provinces et les territoires (FPT) avec le gouvernement fédéral collaborent, ainsi qu'en parallèle les communautés autochtones, les industries et les organisations non gouvernementales, à l'élaboration des normes canadiennes de qualité d'air ambiant. Fréquence des rencontres : Cinq à sept rencontres par année.	Santé Canada Environnement et Changements Climatiques Canada (ECCC) MELCC Metro Vancouver Provinces et territoires New Brunswick Lung Association Clean Air Partnership (by-phone) Canadian Association of Petroleum Producers Canadian Fuels Association David Suzuki Foundation Canadian Public Health Association Prairie Acid Rain Coalition Rio Tinto Canadian Electricity Association Maritime Aboriginal Peoples Council Cement Association of Canada Forest Products Association of Canada
--	---	---

Groupe de travail fédéral, provincial et territorial consultatif des intervenants (SAG)	Le SAG a pour mandat de consulter les secteurs industriels et les organismes à but non lucratif concernés par le SGQA. Le SAG révisé la documentation produite à l'AMC et agit à titre de conseiller à l'application du SGQA concernant l'implantation des CAAQS, la publication du State of the Air reports. Fréquence des rencontres : Trois rencontres par année.	Santé Canada Environnement et Changements Climatiques Canada (ECCC) MELCC Metro Vancouver Provinces et territoires Canadian Association of Petroleum Producers Canadian Electricity Association Canadian Fuels Association Cement Association of Canada Chemistry Industry Association of Canada Forest Products Association of Canada Clean Air Hamilton Clean Air Partnership Wapole Island First Nation New Brunswick Lung Association Prairie Acid Rain Coalition
Groupe de travail fédéral, provincial et territorial sur les émissions (EWG)	Le mandat du EWG est de s'assurer que les inventaires d'émissions de GES soient disponibles pour le système pancanadien de gestion de qualité de l'air, de partager les meilleures pratiques et de travailler en collaboration sur des projets permettant de perfectionner l'inventaire des contaminants. Fréquence des rencontres : Quatre rencontres par année.	Santé Canada, ECCC, MELCC, Provinces et territoires
Groupe de travail MELCC-ECCC sur l'harmonisation de la réglementation pour le secteur industriel	Le Québec et le fédéral collaborent à la signature d'une entente d'équivalence visant à éviter les doubléments réglementaires entre le Règlement multisectoriel des polluants atmosphériques (RMSPA) et le Règlement sur l'assainissement de l'atmosphère (RAA).	ECCC, MELCC

Comité de la qualité de l'air Canada-États-Unis	Le Canada et les États-Unis ont signé l'Accord Canada - États-Unis sur la qualité de l'air en vue de lutter contre la pollution atmosphérique transfrontalière. Les deux pays échangent de l'information et participent à la rencontre annuelle du Comité de la qualité de l'air de l'Accord Canada-États-Unis sur la qualité de l'air. Fréquence des rencontres : Une rencontre par année. Une rencontre a eu lieu le 17 novembre 2020.	ECCC, Quelques Provinces et territoires US EPA
Comité de suivi de l'entente de 1981 entre la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM), anciennement la Communauté urbaine de Montréal, et le gouvernement du Québec portant sur la gestion de la qualité de l'air sur le territoire de l'île de Montréal	Le comité de suivi de l'entente définit les modalités de mise en œuvre de l'entente et formule des recommandations en ce qui a trait à l'amélioration de l'efficacité de celle-ci. Actuellement, le comité œuvre à la réalisation d'un exercice de comparaison réglementaire et à la modernisation des modalités de reddition de compte. Une rencontre a eu lieu le 3 novembre 2020.	CMM, MELCC
Comité de gestion interministériel en bruit environnemental (CGIBE)	• Approuver le plan de travail et les échéanciers proposés par le Groupe d'experts interministériel en bruit environnemental (GEIBE). • Définir les enjeux, orientations stratégiques et priorités liés à la mise en œuvre du plan de travail du GEIBE. • Assurer l'encadrement de la mise en œuvre du plan de travail du GEIBE. Il y a de trois à quatre rencontres annuelles.	MSSS, MELCC, MTQ, MAMH, MERN, INSPQ, DSP-Montréal
Comité fédéral-provincial territorial sur l'eau potable	Ce comité regroupe des représentants de toutes les provinces et de tous les territoires ainsi que des représentants de Santé Canada et d'autres ministères fédéraux concernés par la production d'une eau potable sécuritaire. Les rencontres de travail permettent d'élaborer et de proposer des recommandations relativement à la qualité de l'eau potable au Canada. Les recommandations produites sont utilisées par le Québec comme base scientifique afin de mettre à jour les normes et exigences de contrôle de la qualité édictées par son Règlement sur la qualité de l'eau potable. Habituellement, deux réunions en présentiel par année. En 2020-2021, six conférences téléphoniques ou visioconférences.	MELCC, Santé Canada, Représentants des provinces canadiennes et des territoires

Groupe de travail « Eau souterraine » du Comité de gestion de l'eau du Conseil canadien des ministres de l'environnement	Ce groupe de travail rassemble des représentants d'organismes fédéraux, provinciaux et territoriaux pour l'échange d'information et d'expertise. Il conseille et oriente les gouvernements sur les programmes, les politiques et les questions concernant les eaux souterraines, et recherche activement des solutions à des problèmes communs grâce à l'activité de ses groupes de travail. Aucune rencontre en 2020-2021.	MELCC Environnement et Changement climatique Canada Représentants des provinces canadiennes et des territoires
Comité interministériel sur la gestion des matières résiduelles aux Îles-de-la-Madeleine	Ce comité de travail a été constitué à la demande de la Communauté maritime des Îles-de-la-Madeleine (CMIM) qui fait face à une importante problématique de gestion des matières résiduelles principalement liée au caractère insulaire de ce territoire; l'impact financier est très important pour la CMIM. L'objectif de la CMIM est de trouver des solutions réalistes, financièrement acceptables, qui permettront d'envisager des solutions durables.	Municipalité des Îles-de-la-Madeleine, MELCC, MAMH, RECYC-QUÉBEC
Dialogue national sur les eaux souterraines	Mis en place par la Commission géologique du Canada en absence de réunions du groupe de travail Eau souterraine du CCME. Rassemble des représentants d'organismes fédéraux, provinciaux, et territoriaux pour échanger des informations en matière de connaissance et gestion des eaux souterraines.2-3 rencontres/année depuis 2019.	MELCC Commission géologique du Canada Représentants des provinces canadiennes et des territoires
Rencontre réseau des TCR	Rencontre coordonnée par le MELCC (DGIE) avec les organismes coordonnateurs des TCR, dont les objectifs sont : • Échanger sur les attentes du ministère en lien avec la gestion intégrée du Saint-Laurent; • Informer et outiller les organismes coordonnateurs dans la réalisation de leurs activités; • Prendre connaissances des enjeux propres à chaque zone du Saint-Laurent. Deux rencontres en 2019 et également deux rencontres en 2020 en mai et en novembre.	MELCC et les organismes coordonnateurs des TCR

Comité interministériel sur l'opérationnalisation du traitement des demandes d'autorisation à des fins de recherche et d'expérimentation (article 29 LQE) afin d'en assurer le traitement approprié	Dans la foulée de la publication du projet de RAMDCME les objectifs sont : • Cerner la portée de l'objectif recherché par l'autorisation à des fins de recherche et d'expérimentation et échanger des données factuelles sur le traitement des dossiers d'autorisation pour ce type de projets; • Exposer les problématiques vécues par les initiateurs de projets ainsi que leurs enjeux et attentes face aux travaux du comité; • Faire des propositions de mesures d'optimisation supplémentaires d'ordre réglementaire et/ou administratif qui pourraient être mises de l'avant. Ces mesures doivent respecter et être conséquentes avec les dispositions de la LMLQE déjà adoptée; • Émettre des recommandations au MELCC sur les actions à mener afin d'améliorer et de baliser le traitement des demandes d'autorisation à des fins de recherche et d'expérimentation.	MELCC, MEI, MAPAQ Se sont joints en cours de travaux : TEQ, RECYC-QUÉBEC
Table de travail interministérielle régionale pour la gestion des résidus miniers	Cette table de travail a pour objectif de chercher des solutions régionales à la problématique des résidus miniers contenant des fibres d'amiante et notamment pour leur gestion lorsqu'excavés.	MELCC (direction régionale), MEI, CNESST, DSP (MSSS)
Comité interministériel pour l'analyse des conclusions du BAPE sur la valorisation des résidus miniers amiantés.	Examiner les recommandations du BAPE dans le but de proposer des orientations au Gouvernement du Québec.	MELCC, MEI, MSSS, CNESST, MERN, MAMH, SQI, MTQ

Comité de liaison avec la communauté de Valero	Ce comité est un véhicule pour permettre un échange et une collaboration entre Énergie Valero et la communauté. Plus précisément, les mandats des membres du comité sont : • Faire part de leurs attentes sur les mesures de sécurité et de contrôle; • Partager les préoccupations et plaintes des citoyens; • Transmettre les renseignements obtenus par Valero aux citoyens et aux représentants d'organismes du milieu; • Échanger sur les meilleurs moyens de transmettre l'information.	Énergie Valero Transfert Environnement MDDELCC (direction régionale) Ville de Lévis Chambre de commerce de Lévis Conseil bassin rivière Etchemin CRECA GIRAM Nature Québec UPA Kennedy Amis Boisés Auberivière CISSS Chaudière-Appalaches Port de Québec Représentants de citoyens
Comité interministériel central de l'Entente MTQ-MFFP-MELCC	Suivi de l'Entente MTQ-MFFP-MELCC. Rencontre annuelle tenue en visioconférence.	MELCC, MFFP, MTQ
Comité de vérification et d'évaluation de programme (CVEP)	Les objectifs du CVEP sont : • D'aider le sous-ministre à s'acquitter de ses responsabilités en matière de vérification interne et d'évaluation de programme; • De favoriser l'indépendance des fonctions de vérification interne et d'évaluation de programme; • D'assurer la crédibilité et la qualité des travaux de vérification et d'évaluation; • De contribuer à renforcer le système de contrôle interne au Ministère. Le comité ne s'est pas réuni en 2019-2020.	MELCC Membres externes : Serge Hamel (retraité, spécialiste en évaluation de programme) Sylvie Laflamme (retraitée, spécialiste en vérification) – Fin de contrat : mai 2019

Forum des responsables en vérification interne (FRVI)	Le FRVI vise à favoriser une gestion efficace dans les ministères et les organismes par l'exercice et la promotion de la vérification interne. Il vise également à renforcer et soutenir les responsables de la vérification interne dans la pratique professionnelle. De plus, il soumet aux organismes centraux du gouvernement, particulièrement lors de consultations, des avis sur des sujets relevant de son champ de compétence.	Gestionnaires responsables de la vérification interne du MELCC et de différents autres ministères et organismes.
Comité technique –Méthodes d'essais en géotechnique CAN/BNQ 2501	La gestion des travaux du comité de normalisation sur les méthodes d'essais en géotechnique relève de l'autorité de la direction du BNQ. Le mandat du comité de normalisation est d'élaborer et de maintenir à jour les normes de la série 2501 portant sur des méthodes d'essai des sols utilisées dans le domaine de la géotechnique. Le comité de normalisation est chargé d'élaborer le contenu technique des normes. Une fois les normes publiées, le comité est également chargé de contribuer au maintien à jour du contenu technique des normes. En 2020-2021, deux réunions ont été tenues par ce Comité (28 avril 2020 et 6 mai 2020). Pour le moment, aucune réunion n'est planifiée pour 2021-2022.	Membres catégorie « concepteurs de projets » : • Stantec experts-conseils • MTQ, • Hydro-Québec Membres catégorie « laboratoires d'essais » : • MTQ • Ville de Montréal • SNC-Lavalin, Englobe Corp. Membres catégorie « experts » : • École Polytechnique de Montréal • MELCC – Direction générale des barrages Ministère des Ressources naturelles du Canada – Commission géologique du Canada
Projet de recherche d'Ouranos visant l'adaptation au changement climatique de la conception et l'entretien de barrages	Fournir des orientations concernant l'influence des changements climatiques sur la détermination des valeurs des crues de récurrence de 1000 ans et 10 000 ans utilisées comme paramètre de conception pour la construction et la mise aux normes des barrages et digues.	MELCC, Ouranos, Hydro-Québec Rio Tinto, Manitoba-Hydro, Ontario-Power Generation (OPG)

Comité-conseil sur l'allègement réglementaire et administratif	Ce comité a notamment pour mandat de : • Conseiller le gouvernement sur les mesures à mettre en œuvre afin d'alléger le fardeau réglementaire et administratif des entreprises; • D'identifier les problèmes et les besoins des entreprises en ce qui a trait au fardeau imposé par la réglementation et les formalités administratives; • Suggérer des domaines réglementaires et administratifs à traiter en priorité; • Effectuer le suivi et la mise en œuvre des recommandations et des mesures des plans d'action, des stratégies ou des rapports adoptés par le gouvernement et matière d'allègement réglementaire et administratif des entreprises; • Proposer des moyens de diffuser les résultats atteints auprès de la population, en particulier à la communauté des affaires, en ce qui a trait à la réduction du fardeau imposé aux entreprises par la réglementation et les formalités administratives qui s'y rattachent; • Faire rapport annuellement au Conseil des ministres de l'état d'avancement des travaux du Comité-conseil.	MEI, MCE, MELCC, MTESS, Revenu Québec, SCT, Fédération canadienne de l'entreprise indépendante Conseil du patronat du Québec Conseil québécois du commerce de détail Fédération canadienne de l'entreprise indépendante Fédération des chambres de commerce du Québec Manufacturiers et Exportateurs du Québec
Comité interministériel de l'examen de la norme du nickel du Règlement de l'assainissement de l'atmosphère (RAA)	Mandater des experts indépendants pour réaliser une analyse comparative de l'encadrement réglementaire de l'industrie du nickel et proposer des modifications au RAA, le cas échéant.	MEI et MELCC coprésidents, MSSS, MERN, Secrétariat aux affaires autochtones, Société du Plan Nord
Mon environnement, ma santé – Volet Qualité de l'air extérieur	Analyser l'impact de la qualité de l'air ambiant sur la santé respiratoire et cardiaque de la population de Limoilou, de Vanier et la Basse-Ville de Québec par l'implication des parties prenantes à un Comité conseil et du soutien d'un Comité scientifique.	DSP Capitale-Nationale Ville de Québec MELCC Membres du CICEL désignés Représentants de conseils de quartiers Organismes communautaires et environnementaux Représentants du secteur industriel

Sous-comité sur la qualité des eaux à usage récréatif du Comité fédéral-provincial territorial sur la santé et l'environnement	Groupe de travail ayant pour objet de réviser les recommandations canadiennes sur la qualité des eaux récréatives de 2012. Conférences téléphoniques sporadiques : Une en 2018-2019. Prévue en 2019-2020 : Une.	Santé Canada et un représentant par juridiction au Canada Pour le Québec : MELCC
Comité interministériel régional des mollusques du Québec	Comité fédéral qui gère et coordonne la prestation régionale du Programme canadien de contrôle de la salubrité des mollusques pour la région du Québec. Le représentant du MELCC est présent à titre de collaborateur externe. Deux rencontres en 2018-2019. Rencontres prévues en 2019-2020 : Deux.	Environnement Canada (EC), Pêches et Océans Canada (MPO), Agence canadienne d'inspection des aliments (ACIA) Pour le Québec : MELCC et MAPAQ
Sous-comité du Comité de gestion de l'eau (CGE) du CCME sur les recommandations pour la qualité de l'eau	Équipe de travail ayant pour l'objet d'élaborer les recommandations pour la qualité de l'eau (nommés critères de la qualité de l'eau de surface au Québec). 2019-2020 : deux-trois conférences téléphoniques et une rencontre informelle à Québec dans le cadre d'un colloque. Rencontre hors Québec non prévue.	Un représentant par juridiction au Canada Pour le Québec : MELCC
Réseau de référence en radioprotection intégré du Québec (R ³ IQ)	Réseau interministériel et regroupant différentes associations professionnelles ayant pour objet d'assurer une radioprotection rigoureuse, efficiente et cohérente pour l'ensemble des citoyens du Québec au sein des milieux clinique, du travail, populationnel et environnemental. Piloté par le MSSS. 2018-2019 : Une rencontre en personne (entre une et deux par an).	MSSS, INSPQ, CNESST, MSP, MERN, MAPAQ, OIQ, Ass. québécoise des physiciens médicaux (AQPMC), Ass. des physiciens et ingénieurs biomédicaux du Québec (APIBQ), Ass. Des technologues en génie biomédical (ATGBM), Ass. Des radiologistes du Québec (ARQ), Association des radio-oncologues du Québec (AROQ) Pour le MELCC : Un représentant

Comité de normalisation pour l'élaboration de la norme BNQ 0413-500 Amendements organiques - Digestats de biométhanisation	Élaboration d'une norme consensuelle sur la qualité environnementale des digestats issus de la biométhanisation de résidus organiques. Plusieurs rencontres ont eu lieu en 2019-2020 et certaines en 2020-2021 afin d'établir les exigences et les critères de qualité pour le projet de norme.	MELCC, Ordre des agronomes du Québec, Front commun québécois pour une gestion écologique des déchets (FCQGED), MAPAQ, RECYC-QUÉBEC, Centre de recherche industrielle du Québec (CRIQ), Solinov inc., Société d'économie mixte d'énergie renouvelable de la région de Rivière-du-Loup (SÉMER), Ville de Gatineau, Ville de Saint-Hyacinthe, Ville de Québec, Union des producteurs agricoles (UPA), Institut de recherche et de développement en agroenvironnement (IRDA), Producteurs de grains du Québec (PGQ), Conseil canadien du compost (CCC), BiogasWorld Media, Englobe, Bureau de normalisation du Québec
Comité de normalisation sur Amendements calciques ou magnésiens provenant de procédés industriels (BNQ 0419-090)	Révision de la norme pour évaluer la possibilité d'accepter d'autres produits.	MELCC, Bureau de normalisation du Québec, Agro-100, Graymont, Les minéraux Harso, Agrinova, Conseil de l'industrie forestière du Québec (CIFQ), Union des producteurs agricoles (UPA), MAPAQ, Producteur de grains du Québec, Université Laval, Ordre des agronomes de Québec, Agriculture et Agroalimentaire Canada

Comité de normalisation BNQ 3009-610 Contamination des habitations par la mэрule — Évaluation de la contamination — Décontamination et réhabilitation du bâtiment	Développement d'une nouvelle norme pour évaluer la contamination d'un bâtiment par la mэрule pleureuse, suivi de la décontamination et de la réhabilitation du bâtiment	MELCC, Expert bâtiment, ACE Laboratoires, Associations des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec (APCHQ), Ordre des technologues professionnels du Québec (OTPG), Fongix, Association des consommateurs pour la qualité dans la construction (ACQC), Mэрule pleureuse Québec, Société d'habitation du Québec, Ville de Montréal, Office de la protection du consommateur, Université Laval, Association des microbiologistes du Québec (AMQ), Régie du bâtiment du Québec (RBQ)
Comité sur les travaux intersessions de la convention de Minamata	Assurer le suivi de la mise en œuvre de la convention. Rencontres tenues les 7 novembre 2018 et 22 janvier 2019. Le MELCC y a fait connaître les pratiques du Québec en matière de gestion du mercure. Rencontres prévues en 2019-2020 : À déterminer.	Environnement et changements climatiques Canada (ECCC), MELCC et autres provinces et territoires du Canada
Comité interministériel sur la gestion des enrobés amiantés	Établir des critères de valorisation du fraisat amianté stabilisé dans les emprises routières gérées par le MTQ. Rencontres tenues les 29 janvier, 26 février et 14 mars 2019. Les travaux ont permis d'identifier les modifications à apporter aux Lignes directrices relatives à la gestion de béton, de brique et d'asphalte issus des travaux de construction et de démolition et des résidus du secteur de la pierre de taille. Rencontres prévues en 2019-2020 : À déterminer.	MSSS, MTQ, MELCC
Comité multipartite sur le régime de compensation pour la collecte sélective municipale	Forum de discussions et d'échanges techniques entre les différentes parties prenantes liées au régime de compensation concernant la réalisation d'études.	MELCC, RECYC-QUÉBEC, MAMH, UMQ, FQM, Ville de Québec, Ville de Montréal, CMM, CMQ, RecycleMédias, ÉEQ, MEI, AOMGMR

Groupe interministériel sur l'économie circulaire (GIEC)	Contribuer à la mise en œuvre du Chantier gouvernementale en économie circulaire à son suivi. Mandats : - Établir des orientations communes pour la poursuite de la démarche gouvernementale en économie circulaire; - Favoriser le partage d'information, la concertation et la complémentarité des actions réalisées par les ministères et organismes qui soutiennent des projets contribuant à l'économie circulaire; - Mieux cerner le rôle que les ministères et organismes souhaitent jouer pour favoriser le déploiement de l'économie circulaire; - Informer les membres des nouveaux enjeux liés à l'économie circulaire, soutenir la mise en œuvre d'actions structurantes gouvernementales visant à déployer le modèle d'affaire au Québec.	Coordonné par RECYC-QUÉBEC avec la collaboration du MELCC MEI, CRIQ, MFFP, ISQ, MERN, MAPAQ, MAMH, SPN, TEQ, MTQ, IQ, MRIF.
Pôle québécois de concertation sur l'économie circulaire	Ce Pôle, coordonné par le CERIEC, vise à mobiliser et fédérer les acteurs du Québec, tout en créant les conditions favorables à une transition vers l'économie circulaire. 4 rencontres en 2020-2021 Environ 4 rencontres prévues en 2021-2022	MEI, RECYC-QUÉBEC, CTTÉI, Fondation CSN, FAQDD, UMQ, CPEQ, MELCC, CERIEC, MERN, EEQ, RNCREQ, autres
Groupe de travail : Association des constructeurs de routes et de grands travaux du Québec (ACRGQTQ) / MELCC	Suivi de l'étude de stockage des résidus d'asphalte en milieu contrôlé.	MELCC, ACRGTQ
Groupe de travail interministériel visant à identifier et à proposer des mesures d'accompagnement de l'industrie pour l'appuyer dans sa transition énergétique	Proposer des mesures d'accompagnement pour les établissements assujettis au SPEDE dans le but de maximiser leur réduction de GES et maintenir leur compétitivité dans le contexte du SPEDE.	MEI, MELCC, MFQ, SPN, MFFP, MERN
Comité sur la modulation des allocations gratuites de droits d'émission de GES	Déterminer les règles d'allocation gratuite de droits d'émissions de GES des grands émetteurs industriels pour la période 2024 à 2030.	MFQ, MELCC, MERN, MEI, MFFP, SPN

Comité directeur sur les mesures d'accompagnement du secteur industriel et la modulation des allocations gratuites de droits d'émission de GES	Formuler des orientations sur les règles d'allocation gratuite de droits d'émission de GES des grands émetteurs industriels pour la période 2024 à 2030. Formuler des orientations sur les mesures d'accompagnement des grandes entreprises industrielles dans la réduction des émissions de GES.	MFQ, MELCC, MERN, MEI, MFFP, SPN
Comité de direction – Chantier sur le financement de la mobilité	Pérenniser les sources de financement, et ce, pour chacun des acteurs de la mobilité durable et dans le respect des réalités régionales. Ce comité est une initiative de la Politique de mobilité durable – 2030.	MTQ, MAMH, MELCC, TEQ, CGFV
Comité mixte municipal-industriel (CMMI) de Varennes	Mandat : • Connaître les risques inhérents au milieu; • Créer et maintenir des liens avec les partenaires et les générateurs de risques; • Informer les membres des CMMI de leurs responsabilités en vertu de la législation que fait appliquer le Ministère; • Informer les membres des CMMI du rôle et des responsabilités d'Urgence-Environnement; • Améliorer sa réponse dans le cadre d'une urgence environnementale. Rencontres tenues en 2019-2020 : Cinq rencontres, soit 2 avril 2019, 3 avril 2019, 14 mai 2019, 12 juin 2019, 20 janvier 2020.	MELCC – Coordonnateur régional d'Urgence-Environnement Environnement et Changements climatiques Canada (ECCC) CISSS de la Montérégie-Est Ministère de la Sécurité publique (MSP) Direction de la santé publique (DSP) Ministère des Transports (MTQ) Régie intermunicipale de police Richelieu Saint-Laurent (RIPRSL) Conseil pour la réduction des accidents industriels majeurs (CRAIM) Industries (Dow Chemical, Péтромont, Praxair, Kronos, etc.) Ville de Varennes

CMMI de l'Agglomération de Longueuil	Mandat : - Connaître les risques inhérents au milieu; - Créer et maintenir des liens avec les partenaires et les générateurs de risques; - Informar les membres des CMMI de leurs responsabilités en vertu de la législation que fait appliquer le Ministère; - Informar les membres des CMMI du rôle et des responsabilités d'Urgence-Environnement; - Améliorer sa réponse dans le cadre d'une urgence environnementale. Rencontres tenues en 2019-2020 : six rencontres, soit 25 mars 2019, 29 mai 2019, 12 juin 2019, 4 sept 2019, 18 sept 2019, 7 nov. 2019.	MELCC – Coordonnateur régional d'Urgence-Environnement Ministère de la Sécurité publique (MSP) Sûreté du Québec (SQ) Direction de la santé publique (DSP) Transports Canada (TC) CISSS de la Montérégie-Ouest Industries (Agropur, Olymel, Bridor, Aryzta, Congebec) Villes de Boucherville, de Brossard, de Longueuil, de Saint-Bruno-de-Montarville et de Saint-Lambert
Groupe de travail – Comité <i>ad hoc</i> dossier Aryzta	Mandat : - Mise en commun de l'information avec les divers partenaires qui seraient impliqués lors d'une fuite d'ammoniac chez l'entreprise Aryzta; - Présentation de l'avis juridique obtenu par la DSP; pouvoirs en découlant; - La DSP est dans l'obligation de s'assurer que la population est bien informée sur les risques et les mesures de protection à mettre en place et doit s'assurer de diminuer les effets de cette menace à la santé de la population; - Menace appréhendée d'une fuite d'ammoniac provenant d'un réservoir de plus de quatre tonnes pouvant impacter un quartier résidentiel situé à proximité; - Déterminer les paramètres à mettre de l'avant pour réduire les conséquences sur la population environnante. Rencontres tenues en 2019-2020 : 29 mai 2019.	MELCC – Coordonnateur régional d'Urgence-Environnement Environnement et Changements climatiques Canada (ECCC) Ministère de la Sécurité publique (MSP) Direction de la santé publique (DSP) Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST) Régie du bâtiment du Québec (RBQ) Ville de Longueuil

Comité de liaison Pipeline St-Laurent / Valéro Montérégie Est	Mandat : - Comme pour les comités de liaison en phase construction, Énergie Valero désire maintenir des communications et des relations harmonieuses avec les communautés touchées par Pipeline Saint-Laurent. Mécanisme d'information et d'échanges avec les populations concernées; - Meilleure compréhension mutuelle, cette approche vise à faciliter la communication sur les risques inhérents aux activités reliées à l'exploitation du pipeline, sur les mesures de prévention et d'urgence; - En améliorant aussi la diffusion de l'information de nature environnementale et en la rendant accessible, l'entreprise veut continuer à démontrer son grand intérêt à établir avec la communauté des liens sociaux, basés sur le respect et la confiance. Rencontres tenues en 2019-2020 : 11 février 2020.	MELCC – Coordonnateur régional d'Urgence-Environnement Ministère de la Sécurité publique (MSP) Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (MERN) Union des producteurs agricoles (UPA) MRC de Marguerite-d'Youville Ville de Saint-Mathieu-de-Beloeil Énergie Valero Représentants du bureau du député des Patriotes-Verchères et du bureau du député de Borduas
Comité sur les habitats de poisson	Mandat : Coordonner les actions dans les dossiers communs touchant les travaux en littoral et dans l'habitat du poisson. Rencontres tenues en 2018-2019 : Trois rencontres se sont tenues en 2018-2019 par visioconférence. Résultats : dossiers réglés en grande partie. Rencontres prévues en 2019-2020 : Les rencontres sont fixées selon les besoins.	MELCC MFFP – Direction de la protection de la faune MFFP – Direction générale de la faune – Analyse
Comité de surveillance Écoservices Tria	Mandat : Comité de surveillance mis sur pied selon les exigences du décret 638-96 (condition 20) et de la réglementation (REIMR) régissant le lieu d'enfouissement d'Écoservices Tria inc. Rencontres tenues en 2018-2019 : Une rencontre tenue le 14 juin 2018. Résultats : Le Ministère a informé les autorités municipales des vérifications et des constats faits, afin que la population des deux municipalités soit tenue au courant. Rencontres prévues en 2019-2020 : Selon le besoin.	MELCC Direction de la santé publique (DSP) Conseil régional de l'environnement de la Montérégie (CREM) Villes de Candiac et de La Prairie Écoservices Tria

Comité 2M Ressources	Mandat : Comité mis sur pied par la DSP pour assurer la mise en commun des informations et des moyens d'action concernant les des plaintes à caractère environnemental provenant du quartier St-Gérard à St-Jean-sur-Richelieu. Rencontres tenues en 2018-2019 : 28 septembre, 16 novembre et 13 décembre 2018 (avec 2M), 11 janvier (avec les représentants des citoyens) et 14 février 2019 (2M et RECYC-Québec). Résultats : Un plan d'action conjoint (DSP-Ville-MELCC) a été produit. La DSP a effectué un sondage auprès des citoyens du secteur pour mesurer l'impact psychosocial des nuisances. Les résultats du sondage ont été présentés à 2M et aux représentants des citoyens. Un état de situation a aussi été présenté à RECYC-QUÉBEC afin d'identifier les leviers à leur disposition pour mettre en place des solutions. Suivi du plan d'action de 2M. Rencontres prévues en 2019-2020 : Selon le besoin.	MELCC Direction de la santé publique (DSP) CISSS-Montérégie Ouest Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu 2M Ressources Citoyens et RECYC-QUÉBEC à l'occasion
Comité Minéraux Mart	Mandat : Comité de suivi auprès des citoyens de Sainte-Victoire-de-Sorel, concernant la présence de poussières contenant du manganèse dans le sol et l'air. Rencontres tenues en 2018-2019 : 12 juin et 29 août 2018. Résultats : Le Ministère a rappelé à l'entreprise les correctifs à mettre en place et l'échéancier afin de se conformer aux recommandations de la DSP. Rencontres prévues en 2019-2020 : Une ou deux rencontres selon le besoin, pour le suivi de la qualité de l'air ambiant et la mise en œuvre du plan correcteur.	MELCC Municipalité de Sainte-Victoire-de-Sorel Citoyens Minéraux Mart

Comité de suivi – Lagunes de Mercier et UTES 2	Mandat : Suivre l'évolution des travaux de construction d'une nouvelle usine de traitement des Lagunes de Mercier. Rencontres tenues en 2018-2019 : 12 décembre 2018. Résultats des rencontres tenues en 2018-2019 : Le suivi de la qualité de l'eau souterraine de la région et l'état d'avancement des étapes prévues en 2018 ont été présentés (revue de littérature sur les technologies disponibles, les travaux préparatoires au plan de caractérisation et la structuration de l'effort de recherche. Pour répondre à la volonté des villes, le Ministère a mis en ligne sur son site Internet cette documentation et les a informées dès que la page WEB a été disponible soit en février 2019. Aucune rencontre tenue en 2020-2021.	MELCC – DR, DEPEs, DEPE Villes de Mercier et de Châteauguay Représentant du cabinet du ministre
Comité de suivi élargi – Lagunes de Mercier et UTES 2	Mandat : Suivre l'évolution des travaux de construction d'une nouvelle usine de traitement des Lagunes de Mercier. Rencontres tenues en 2018-2019 : 12 décembre 2018. Résultats des rencontres tenues en 2018-2019 : Le suivi de la qualité de l'eau souterraine de la région et l'état d'avancement des étapes prévues en 2018 ont été présentés (revue de littérature sur les technologies disponibles, les travaux préparatoires au plan de caractérisation et la structuration de l'effort de recherche. Pour répondre à la volonté des villes, le Ministère a mis en ligne sur son site Internet cette documentation et les a informées dès que la page WEB a été disponible soit en février 2019. Aucune rencontre tenue en 2020-2021.	MELCC – DR, DEPEs, DEPE Villes de Sainte-Martine, Saint-Isidore et Saint-Urbain-Premier Représentant du cabinet du ministre

Comité directeur sur le passif environnemental	Afin de répondre aux recommandations formulées au gouvernement par le VGQ dans son rapport du 13 juin 2018 quant à la coordination gouvernementale du passif environnemental de l'État, le Conseil des ministres a approuvé, le 20 juin 2018, la mise en place d'un Comité directeur pour la coordination, la planification, la priorisation et le suivi des travaux effectués dans le cadre des terrains inscrit à l'inventaire du passif environnemental de l'État. Le comité directeur est composé des sous-ministres des principaux ministères concernés. Ce comité s'est rencontré à quatre reprises au courant de l'année 2018-2019. Trois rencontres ont eu lieu en 2019-2020 et, enfin, deux rencontres du comité directeur ont été tenues en 2020-2021. Ces rencontres ont permis la transmission des mandats aux sous-comités ainsi que d'approuver les documents produits par ces derniers en réponse au rapport du VGQ. Rencontres prévues en 2021-2022 : Dates à déterminer, selon l'avancement des travaux et les approbations nécessaires.	MELCC, MERN, MFQ, MEI, MES, MEQ, MTQ, SCT
Sous-comité technique sur le passif environnemental	Le Sous-comité technique a été formé afin d'appuyer le Comité directeur dans ses travaux. Ce comité, piloté par le MELCC, regroupe les principaux ministères et organismes concernés par le passif environnemental. Les mandats du sous-comité sont l'élaboration et la mise en œuvre d'un plan d'action répondant aux recommandations du VGQ et l'émission de recommandations quant au maintien ou à l'adoption d'un nouvel objectif gouvernemental concernant la gestion du passif environnemental de l'État. Cinq rencontres se sont tenues en 2018-2019. Quatre rencontres ont eu lieu en 2019-2020 et, enfin, trois rencontres du sous-comité techniques ont été tenues en 2020-2021. Ces rencontres ont permis d'élaborer un plan d'action, un plan de travail détaillé, ainsi qu'une recommandation de nouvel objectif gouvernemental. Tous ces documents ont été approuvés par le Comité directeur et ont été acheminés pour commentaires auprès du VGQ, lequel s'est montré favorable aux documents présentés. Rencontres prévues en 2021-2022 : Dates à déterminer, selon l'avancement des travaux.	MELCC (DEPE), SCT, SQI, MEI, MES, MEQ, CSSDM, MERN, MFQ (CF), MSSS, MTQ

Sous-comité administratif sur le passif environnemental	Le Sous-comité administratif a été formé afin d'appuyer le Comité directeur dans ses travaux. Ce comité, piloté par le Contrôleur des Finances du MFQ, regroupe les principaux ministères et organismes concernés par le passif environnemental. Les mandats de ce sous-comité sont de collaborer à l'élaboration d'un plan de travail détaillé ainsi que d'un plan d'action répondant aux recommandations du VGQ et de transmettre une reddition de compte au Secrétariat du Conseil du trésor concernant les sommes investies à la réhabilitation des terrains contaminés sous la responsabilité de l'État. Cinq rencontres se sont tenues en 2018-2019. Deux rencontres ont eu lieu en 2019-2020 et, enfin, 2 rencontres ont été tenues en 2020-2021. Ces rencontres ont permis de collaborer à l'élaboration d'un plan d'action, d'un plan de travail détaillé et de la recommandation d'un nouvel objectif gouvernemental au nom du Comité directeur. Rencontres prévues en 2021-2022 : Dates à déterminer, selon l'avancement des travaux.	MELCC (DEPE), SCT, SQI, MEI, MES, MEQ, MERN, MFQ (CF), MSSS, MTQ
Comité consultatif – Élaboration d'un cadre de référence pour la gestion des terrains contaminés sous la responsabilité de l'État	Ce comité a été formé pour l'élaboration d'un cadre de référence pour la gestion des terrains contaminés de l'État. Il est appuyé dans ses travaux par un prestataire de services externe. Il a comme principale responsabilité de s'assurer que les documents produits par le prestataire de services répondent aux réalités des ministères et organismes impliqués. Une rencontre s'est tenue en 2019-2020. Cette rencontre a permis d'expliquer les mandats du comité et d'élaborer une méthode de travail pour les rencontres futures. Depuis l'automne 2020, des rencontres du comité ont été tenues aux deux semaines et se poursuivront en 2021-2022 jusqu'à ce que le cadre de référence pour la gestion des terrains contaminés sous la responsabilité de l'État soit établi.	MELCC (DEPE), MEI, MES, MEQ, CSSDM, MERN, MFQ (CF), MSSS, MTQ Consultant externe (SNC-Lavalin)

Comité directeur sur le passif environnemental	Afin de répondre aux recommandations formulées au gouvernement par le VGQ dans son rapport du 13 juin 2018 quant à la coordination gouvernementale du passif environnemental de l'État, le Conseil des ministres a approuvé, le 20 juin 2018, la mise en place d'un Comité directeur pour la coordination, la planification, la priorisation et le suivi des travaux effectués dans le cadre des terrains inscrits à l'inventaire du passif environnemental de l'État. Le comité directeur est composé des sous-ministres des principaux ministères concernés. Ce comité s'est rencontré à quatre reprises au courant de l'année 2018-2019. Trois rencontres ont eu lieu en 2019-2020. Ces rencontres ont permis la transmission des mandats aux sous-comités ainsi que d'approuver les documents produits par ces derniers en réponse au rapport du VGQ. Rencontres tenues en 2020-2021 : Dates à déterminer, selon l'avancement des travaux et les approbations nécessaires.	MELCC, MERN, MFQ, MEI, MEES, MTQ, SCT
Sous-comité technique sur le passif environnemental	Le Sous-comité technique a été formé afin d'appuyer le Comité directeur dans ses travaux. Ce comité, piloté par le MELCC, regroupe les principaux ministères et organismes concernés par le passif environnemental. Les mandats du sous-comité sont l'élaboration et la mise en oeuvre d'un plan d'action répondant aux recommandations du VGQ et l'émission de recommandations quant au maintien ou à l'adoption d'un nouvel objectif gouvernemental concernant la gestion du passif environnemental de l'État. Cinq rencontres se sont tenues en 2018-2019. Quatre rencontres ont eu lieu entre le 1^{er} avril 2019 et le 31 mars 2020. Ces rencontres ont permis d'élaborer un plan d'action, un plan de travail détaillé, ainsi qu'une recommandation de nouvel objectif gouvernemental. Tous ces documents ont été approuvés par le Comité directeur et ont été acheminés pour commentaires auprès du VGQ, lequel s'est montré favorable aux documents présentés. Rencontres tenues en 2020-2021 : Dates à déterminer, selon l'avancement des travaux.	MELCC (DEPE), SCT, SQI, MEI, MEES, CSDM, MERN, MFQ (CF), MSSS, MTQ

Sous-comité administratif sur le passif environnemental	Le Sous-comité administratif a été formé afin d'appuyer le Comité directeur dans ses travaux. Ce comité, piloté par le Contrôleur des Finances du MFQ, regroupe les principaux ministères et organismes concernés par le passif environnemental. Les mandats de ce sous-comité sont de collaborer à l'élaboration d'un plan de travail détaillé ainsi que d'un plan d'action répondant aux recommandations du VGQ et de transmettre une reddition de compte au Secrétariat du Conseil du trésor concernant les sommes investies à la réhabilitation des terrains contaminés sous la responsabilité de l'État. Cinq rencontres se sont tenues en 2018-2019. Deux rencontres ont eu lieu entre le 1^{er} avril 2019 et le 31 mars 2020. Ces rencontres ont permis de collaborer à l'élaboration d'un plan d'action, d'un plan de travail détaillé et de la recommandation d'un nouvel objectif gouvernemental au nom du Comité directeur. Rencontres tenues en 2020-2021 : Dates à déterminer, selon l'avancement des travaux.	MELCC (DEPE), SCT, SQI, MEI, MEES, MERN, MFQ (CF), MSSS, MTQ
Comité consultatif – Élaboration d'un cadre de référence pour la gestion des terrains contaminés sous la responsabilité de l'État	Ce comité a été formé pour l'élaboration d'un cadre de référence pour la gestion des terrains contaminés de l'État. Il sera appuyé dans ses travaux par un prestataire de services externe. Il a comme principale responsabilité de s'assurer que les documents produits par le prestataire de services répondent aux réalités des ministères et organismes impliqués. Une rencontre s'est tenue en 2019-2020. Cette rencontre a permis d'expliquer les mandats du comité et d'élaborer une méthode de travail pour les rencontres futures. Une rencontre devrait se tenir mensuellement en 2020-2021 : Dates à déterminer, selon la progression des travaux.	MELCC (DEPE), MEI, MEES, CSDM, MERN, MFQ (CF), MSSS, MTQ
Comité consultatif pour le guide d'aménagement du territoire axé sur le risque d'inondations	Dans le cadre de la série : Guides d'orientation fédéraux sur la cartographie des zones inondables, Ressources naturelles Canada (RNCan), en collaboration avec Sécurité publique Canada (SP), élabore actuellement le Guide d'aménagement du territoire des terres axé sur le risque, qui met l'accent sur les risques d'inondations au Canada. Pour appuyer ce projet, RNCan recherche des planificateurs pour le comité consultatif qui souhaitent fournir des conseils et commentaires sur l'élaboration d'un document provisoire.	RN Canada, MAMH, MSP, MELCC, représentants des gouvernements provinciaux d'ailleurs au Canada, mandataire, Ouranos

Table gouvernementale aux affaires territoriales	La Table gouvernementale aux affaires territoriales pour mandat de favoriser la concertation entre les ministères et les organismes du gouvernement et la cohérence de leurs actions, particulièrement en matière d'occupation et de vitalité des territoires. La Table s'est réunie 4 fois en 2019-2020 : 3 juillet 2019, 30 octobre 2019, 5 décembre 2019, 27 février 2020	Tous les M/O, présidé par le MAMH
Table gouvernementale aux affaires territoriales – Stratégie occupation et vitalité du territoire	Soutenir les ambitions des régions du Québec. Aussi, le premier objectif de la Stratégie, et son objectif central, est d'exiger de l'administration gouvernementale qu'elle réponde aux priorités des régions et qu'elle travaille à faire avancer les dossiers prioritaires de chaque région. Le rôle principal des M/O est de produire un plan d'action répondant aux priorités régionales identifiées.	Tous les M/O
Comité sur la prévention de sinistres naturels – Groupe de travail inondation - MSP	Analyser les propositions de projets à subventionner (CPS et PACC 2013-2020). Une rencontre a eu lieu en 2018-2019.	MAMH, MELCC, MSP et MTQ
Comité sur la prévention de sinistres naturels – Groupe de travail érosion/submersion - MSP	Analyser les propositions de projets à subventionner (CPS et PACC 2013-2020).	MAMH, MELCC, MSP, MTQ
Comité sur la prévention de sinistres naturels – Groupe de travail glissement de terrain – MSP	Analyser les propositions de projets à subventionner (CPS et PACC 2013-2020)	MAMH, MTQ, MFFP, MERN, MSP, MELCC
Comités de liaison sur l'actualisation de la cartographie de zones inondables - MAMH	S'assurer de l'avancement des travaux dans le cadre de l'actualisation de la cartographie des zones inondables de huit communautés qui ont reçu une aide financière du MAMH (CMM, CMQ excluant la ville de Québec, Gatineau, Vaudreuil-Soulange, Estrie, Beauce, Maskinongé et Bonaventure). Les rencontres sont organisées de façon ponctuelle.	MAMH, MELCC, CMM, CMQ, Gatineau, Vaudreuil-Soulange, Estrie, Beauce, Maskinongé et Bonaventure
Comité directeur Ouranos – Convention d'aide financière en soutien au projet INFO-Crue	Veiller à la mise en œuvre et assurer le suivi efficace et diligent des budgets et de l'état d'avancement. Quatre rencontres ont eu lieu en 2020-2021.	MELCC
Groupe de travail interministériel spécifique au développement de normes et d'exigences provinciales en matière de production de cannabis par l'industrie du Québec	Comité responsable de discuter des enjeux associés à la production de cannabis non médical au Québec et de fournir des recommandations pour l'élaboration d'un règlement à cet effet. 2018-2019 : Quatre rencontres.	MDDELCC, MSSS, MAPAQ, MAMH, MERN, MSP.

Groupe de travail MELCC-MAPAQ-TEQ-UPA	Ce groupe de travail examine les défis liés à la réduction des émissions de GES et à l'adaptation aux impacts des changements climatiques dans le secteur agricole et des programmes dans ce secteur. Les travaux ont débuté en juillet 2019 et se sont terminés en juin 2020.	MELCC, MAPAQ, TEQ, UPA
Comité de suivi de l'Entente Canada-Québec pour le Fonds du leadership pour une économie à faibles émissions de carbone	Mandat : • Élaborer et approuver le mandat du Comité; • Se réunir au moins deux fois par année; • Veiller au suivi administratif de la mise en œuvre de la présente Entente par rapport à ses modalités; • Produire une version consolidée de la présente Entente si les Parties font une modification conformément au sous-article 20.13; • Tenir lieu de tribune pour résoudre les problèmes éventuels et examiner les préoccupations; • Examiner et, au besoin, recommander aux Parties des modifications à l'Entente; • Surveiller la mise en œuvre de l'annexe C; • Approuver les plans de vérification et s'assurer qu'ils sont mis en application conformément à l'Entente; • Créer des sous-comités nécessaires à l'exécution de la présente Entente; • S'assurer que toutes les recommandations et décisions du Comité sont consignées par écrit; • Remplir toute autre fonction requise par l'Entente, y compris le suivi de tous enjeux éventuels associés aux composantes du Portefeuille.	Membres réguliers : • MELCC • Environnement Canada Membres partenaires : • TEQ • MFFP • MEI • MAPAQ
Comité de coordination de l'Entente concernant la mise en œuvre de l'Entente de financement pour le Fonds du leadership pour une économie à faibles émissions de carbone	Le comité de coordination a pour mandat de préciser les mécanismes de collaboration prévus à l'Entente et de faciliter les suivis nécessaires au respect des obligations de l'Entente FEFEC, notamment en ce qui a trait à la reddition de comptes. Il établit ses règles de fonctionnement et la fréquence de ses rencontres. Le comité de coordination peut également remplir toute autre fonction requise par l'Entente ou convenue mutuellement par les Parties.	MELCC, TEQ, MFFP, MEI, MAPAQ

Comité sur l'adaptation aux changements climatiques du Nunavik	Appuie le processus d'examen des propositions de projets au programme Se préparer aux changements climatiques dans le Nord d'Affaires autochtones et du Nord Canada (AANC). Une rencontre par année.	Société Makivik; Administration régionale Kativik; Association des chasseurs, des pêcheurs et des trappeurs du Nunavik; MELCC, Ouranos, AANC
Comité scientifique sur les zoonoses et l'adaptation aux changements climatiques	Le mandat du Comité scientifique sur les zoonoses et l'adaptation aux changements climatiques de l'Institut national de santé publique (INSPQ) est de fournir une expertise au niveau des méthodes d'analyse, de surveillance et de recherche en plus d'effectuer une évaluation des risques. Il est le lieu d'expertise-conseil de recherche et de communication dans le domaine des zoonoses liées au climat, en collaboration avec d'autres comités et instances. 2 rencontres statutaires par année (avril-octobre 2019), ainsi que des rencontres opérationnelles ponctuelles. Prochaine rencontre le 21 avril 2020. Observatoire multipartite québécois sur les zoonoses et l'adaptation aux changements climatiques.	MELCC, MAPAQ, MFFP, MSSS, INSPQ, Ouranos, Université de Montréal, CHU Ste-Justine, Bureau de la transition écologique et de la résilience de la Ville de Montréal
Comité de pilotage de l'élaboration du Plan pour une économie verte 2030 (PECC)	Afin d'assurer la supervision des travaux d'élaboration du PECC, un comité de pilotage a été mis en place. Ce comité est composé de neuf ministères et organismes. Porteurs de pans importants du Plan d'électrification et de changements climatiques (PECC), que ce soit par l'entremise de politiques/stratégies sectorielles, de programmes et d'interventions clés ou du financement. Ce comité est présidé par le ministère de l'Environnement et de la lutte contre les changements climatiques (MELCC). Le Comité s'est réuni à trois reprises : en septembre, octobre et décembre.	MELCC, MERN, MFFP, HQ, MEI, MTQ, MAMH, MFQ, TEQ
Comité de coordination interministériel de l'élaboration du Plan pour une économie verte 2030 (PECC)	Un comité de coordination interministériel composé des MO concernés par la transition climatique et présidé par le MELCC est mis en place afin d'assurer la coordination des travaux interministériels d'élaboration du PECC. Une vingtaine de ministères et organismes y participaient. Le Comité s'est réuni à trois reprises : en septembre, octobre et décembre.	MAPAQ, MAMH, MESS, MERN, MEI, MFFP, MFQ, MRIF, MSSS, MSP, MTQ, Ministère du Tourisme, MTESS, RBQ, TEQ, IQ, Recyc-Québec, SQI, SAJ, SCT, SPN

Sous-comité de gestion Canada-Québec pour l'entente bilatérale intégrée (EBI) relative au programme d'infrastructure investir dans le Canada (PIIC)- sous-volet atténuation des changements climatiques et du sous-volet adaptation, résilience et atténuation des catastrophes du volet infrastructure verte	Sous-comité de gestion Canada-Québec pour l'entente bilatérale intégrée (EBI) relative au programme d'infrastructure investir dans le Canada (PIIC)- sous-volet atténuation des changements climatiques et du sous-volet adaptation, résilience et atténuation des catastrophes du volet infrastructure verte	MELCC, Infrastructure Canada
Comité de suivi de la Norme véhicules zéro émission (VZE)	Ce comité vise à suivre l'évolution de la Norme VZE, notamment les résultats observés sur le terrain. Il est souhaité, notamment : d'étudier les résultats de sa mise en œuvre, de soulever de possibles enjeux dans son fonctionnement et de proposer des moyens de faciliter sa mise en œuvre. C'est un lieu d'échange pour les différents membres du comité afin de partager leurs activités respectives. Une rencontre a eu lieu le 4 mars 2021 pour discuter du dépôt du rapport sur la mise en œuvre de la norme VZE.	MELCC, Coalition zéro-émission Québec (CZEQ), Corporation des concessionnaires automobiles du Québec (CCAQ), Équiterre.
Groupe de travail sur le Règlement sur l'évacuation et le traitement des eaux usées des résidences isolées	Ce groupe de travail a pour mandat d'identifier les enjeux concernant l'application du Règlement sur l'évacuation et le traitement des eaux usées des résidences isolées, et d'échanger sur les pistes de solutions. En 2019-2020 : Deux rencontres ont eu lieu.	MELCC, MAMH UMQ, FQM Association des directeurs municipaux du Québec (ADMQ) Association des directeurs généraux des municipalités du Québec (ADGMQ) Association des directeurs généraux des MRC du Québec (ADGMRCQ) Ville de Québec, Ville de Rouyn-Noranda

Groupe de travail sur l'entretien des systèmes certifiés	Ce groupe de travail avait pour mandat d'identifier des solutions pour alléger le fardeau des citoyens concernés par les exigences relatives à l'entretien des systèmes de traitement du Règlement sur l'évacuation et le traitement des eaux usées des résidences isolées. En 2019-2020 : Quatre rencontres ont eu lieu. Ce mandat se poursuit au sein du Groupe de travail sur le Règlement sur l'évacuation et le traitement des eaux usées des résidences isolées.	MELCC, MAMH, UMQ, FQM, Ville de Rouyn-Noranda
Comité d'orientation du regroupement EcotoQ (Regroupement des écotoxicologues du Québec)	Fournir au comité de direction d'EcotoQ des avis sur sa programmation scientifique, ses axes de recherche, ses priorités budgétaires, ses stratégies de formation de personnel hautement qualifié, ses activités de communication et son rayonnement local et international. Fournir des conseils sur la participation des organismes d'appui et sur le transfert technologique et scientifique vers les utilisateurs privés et gouvernementaux	MELCC, INRS-Été, Université Laval, IRSTEA (France)
Comité en appui aux étudiants, mobilité et initiatives de recherche EcotoQ (Regroupement des écotoxicologues du Québec)	La représentante du MELCC coordonne ce comité qui gère plusieurs programmes d'aide à la recherche tel que les bourses d'excellence des étudiants.	MELCC, représentants de plusieurs universités (INRS-IAF, UdeM, UQAR, UQAM, McGill)
Comité Stratégique en agroenvironnement et en aquaculture	Il s'agit d'un lieu d'échange et de collaboration mis en place dans le contexte de la Politique bioalimentaire 2018-2025, <i>Alimenter notre monde</i>. Ce comité permettra aux deux ministères de coordonner leurs actions (ex. programmes vs demandes d'autorisation) et de trouver des avenues de solution sur des dossiers communs. En 2019-2020, deux rencontres ont eu lieu.	MAPAQ-MELCC

Comité de normalisation pour la révision de la norme CAN/BNQ 3680-600 Systèmes de traitement autonome des eaux usées résidentielles	Élaboration d'une norme consensuelle qui fixe les exigences quant au rendement des systèmes de traitement autonomes des eaux usées provenant des résidences isolées. En 2019-2020 : Quatre rencontres (13 juin 2019, 8-9 octobre 2019, 12-15 novembre 2019, 24-26 février 2020). Une rencontre est prévue en octobre 2020.	Bureau de normalisation du Québec, Alberta Wilbert Sales, DBO Expert, Premier Tech, Technologies Bionest, Waterloo Biofilter Systems. AGAT Laboratoires, Université de Dalhousie (Centre for Water Resources Studies), Université de Guelph (Ontario Rural Wastewater Centre), Ontario Onsite Wastewater Association, Western Canada Onsite Wastewater Management Association. Représentants des gouvernements des provinces canadiennes suivantes : Alberta, Manitoba, Nouvelle-Écosse, Saskatchewan, Terre-Neuve et Labrador, Québec.
Groupe de travail sur l'allégement et standardisation du processus d'octroi des forces hydrauliques du domaine de l'État	Clarifier les conditions de location de la force hydraulique et des terres du domaine de l'État incluant le domaine hydrique et de préciser les responsabilités des parties impliquées pour les renouvellements des contrats, et ce, afin d'alléger et de standardiser le processus et diminuer les délais.	MERN, MELCC

Comité interministériel de l'action communautaire (CIAC)	Le mandat du comité interministériel est de participer, en collaboration avec le Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales (SACAIS), aux divers travaux relatifs aux modes de soutien financier et à l'harmonisation et à la simplification des pratiques administratives au regard du soutien apporté aux organismes communautaires. Le Comité interministériel de l'action communautaire regroupe les ministères et les organismes gouvernementaux qui soutiennent les organismes communautaires pour la mise en œuvre de la politique. Rencontres du CIAC élargi : 3 avril 2019, 20 juin 2019 et 12 décembre 2019 Rencontre du CIAC : 2 mai 2019, 19 septembre 2019, 7 novembre 2019	MTESS, MEI, MEES, MIFI, MCC, MFA, MFFP, MJQ, MSSS, MSP, MAMH, MRIF, MCE, MELCC, MTESS, OPC, OPHQ, Secrétariat à la condition féminine, SCT, SHQ, SAAQ
Groupe de travail sur la gestion documentaire en mode infonuagique	Groupe de travail pour réfléchir aux nouvelles pratiques à mettre en place et à l'impact qu'à l'implantation de Microsoft 365 dans les différents M/O. Première rencontre prévue en juin 2020. Rythme prévue : une rencontre par mois.	RAMQ, MRI, MEI, Élections Québec, MTESS, Société des traversiers, CNESST, Caisse de dépôt et placement.
Table interministérielle en amélioration continue	Il s'agit d'une communauté de pratique dans le domaine qui rassemble les coordonnateurs et conseillers en amélioration continue des ministères et organismes du gouvernement du Québec. Le groupe se rencontre environ 4 fois par année.	94 membres répartis dans les ministères et organismes qui ont une démarche d'amélioration continue

Réseau du Mouvement québécois de la qualité	Il s'agit de communautés de pratique qui rassemblent les dirigeants et coordonnateurs d'organisations publiques et parapubliques. Les groupes se rencontrent 5 fois par année. Nous sommes membres de deux réseaux, un à Québec et un à Montréal.	Groupe Québec Ville de Québec Université Laval (sciences infirmières) Retraite Québec MSP Directeur des poursuites criminelles et pénales MTESS Société d'habitation du Québec Financière agricole Centre de gestion de l'équipement roulant SAAQ MERN CRIQ
Groupe des responsables en analyse et évaluation de programme (GRAEP)	Le GRAEP a pour mandat de favoriser le développement et la promotion de la fonction d'évaluation de programme dans les ministères et organismes du gouvernement du Québec. L'assemblée générale annuelle et le colloque sont l'occasion de suivre l'évolution de ses activités et de contribuer au renforcement des capacités de ses membres.	Tous les ministères et organismes du gouvernement du Québec.
Conseil canadien sur la surveillance météorologique et climatique (CWAC)	Ce comité fédéral, provincial, territorial a pour mandat le partage des normes, des pratiques exemplaires et la collaboration interrégionale dans le but d'améliorer la communication entre les organisations de surveillance de la météo et du climat. Ce comité se veut un lieu de partage des enjeux et des leçons apprises concernant la surveillance des conditions atmosphériques de surface et du climat au Canada. Une première rencontre a eu lieu en 2019-20. Rencontres mensuelles en 2020-2021.	MELCC, ECCC et représentants des provinces et territoires canadiens

Commission mixte internationale, groupe de travail sur la qualité de l'eau des Grands Lacs	Le conseil de la qualité de l'eau des Grands Lacs (CQEGL) conseille la Commission mixte internationale qui, elle-même, doit fournir des avis aux deux gouvernements fédéraux canadien et américain au sujet de la mise en œuvre de l'Accord relatif à la qualité de l'eau dans les Grands Lacs modifié par protocole en 2012. Le territoire du Québec n'est pas inclus dans l'Accord et le Québec a un statut d'observateur au CQEGL qui est chargé de la mise en œuvre de l'Accord. Le comité directeur a pour mandats : • D'échanger sur les enjeux et préoccupations des ministères en regard de la mise en œuvre des PRMHH; • D'approuver les rôles et les responsabilités des ministères dans le processus de consultation des projets de PRMHH; • D'approuver un mode de fonctionnement pendant la consultation des projets de PRMHH afin de faciliter les échanges entre les ministères. En 2020-2021 : 4 rencontres. Prévision 2021-2022 : À déterminer.	11 représentants canadiens (MELCC, ministère de l'environnement de l'Ontario et représentants de la communauté et 11 américains – états limitrophes et communauté
Comité directeur interministériel, accompagné d'un groupe de travail, sur les plans régionaux des milieux humides et hydriques – Présidence	Le mandat de ce comité consiste à transférer de l'information et des connaissances à la communauté de pratique et échanger sur certains enjeux des PRMHH. En 2020-2021, ce comité a organisé six webinaires incluant 150 participants en moyenne pour soutenir les MRC pour l'élaboration des PRMHH. En 2020-2021 : 4 rencontres. Prévision 2021-2022 : À déterminer.	MELCC, MAPAQ, MERN, MFFP, MAMH, MFFP
G6 – Groupe de travail sur la mise en œuvre des plans régionaux des milieux humides et hydriques	Le mandat de ce comité consiste à transférer de l'information et des connaissances à la communauté de pratique et échanger sur certains enjeux des PRMHH. En 2020-2021, ce comité a organisé six webinaires incluant 150 participants en moyenne pour soutenir les MRC pour l'élaboration des PRMHH. En 2020-2021 : 4 rencontres. Prévision 2021-2022 : À déterminer.	AGRCQ, ROBVQ, AARQ, stratégie st Laurent, RNCRE et MELCC
Comité exécutif des sous-ministres adjoints et associés sur le lac Saint-Pierre	Le comité exécutif suit et oriente les travaux associés à la Stratégie d'intervention pour l'avenir du lac Saint-Pierre. Il mandate le comité directeur sur le lac Saint-Pierre et oriente le comité directeur du Pôle d'expertise multidisciplinaire en gestion durable du littoral du lac Saint-Pierre. Ce comité s'est rencontré à 3 reprises en 2019-2020. Ces rencontres ont permis le suivi et de la mise en œuvre de la mesure budgétaire de 14 M\$ pour la conservation du lac Saint-Pierre annoncée au Plan économique 2017-2018 et de donner au comité directeur des orientations stratégiques dans ses travaux. Une fréquence de rencontre similaire est prévue pour 2019-2020.	MELCC, MAPAQ, MFFP

Comité directeur sur le lac Saint-Pierre	Le comité directeur a pour mandat la préparation, la mise en œuvre et le suivi d'un plan d'action interministériel et des différentes mesures budgétaires associées. Il est coordonné par le MELCC et relève du comité exécutif des sous-ministres adjoints et associés sur le lac Saint-Pierre. Ce comité s'est rencontré à six reprises en 2019-2020. Ces rencontres ont permis le suivi et la mise en œuvre concertée de la mesure d'aide à la conservation du lac Saint-Pierre de 14 M\$, soit le Programme pour la conservation du lac Saint-Pierre et le Pôle d'expertise multidisciplinaire en gestion durable du littoral du lac Saint-Pierre. Les rencontres ont également permis le développement d'un plan de communication interministériel. Il est prévu que le comité se rencontre à une fréquence similaire en 2020-2021 afin de poursuivre le suivi et la mise en œuvre des différents volets de la mesure budgétaire.	MELCC, MAPAQ, MFFP
--	---	--------------------

Comité directeur du Pôle d'expertise multidisciplinaire en gestion durable du littoral du lac Saint-Pierre	Le comité directeur du Pôle voit au respect et au suivi de l'Entente encadrant le Pôle d'expertise multidisciplinaire en gestion durable du littoral du lac Saint-Pierre ainsi que des projets qui lui sont directement associés. Coordonné par le MAPAQ, son mandat consiste à : • Veiller à ce que les sommes versées soient utilisées conformément aux fins prévues ; • Approuver les plans d'utilisation de l'aide financière ; • Suivre l'évolution des travaux de recherche et des projets réalisés dans le respect des objectifs visés par la mise en place du Pôle ; • Approuver la programmation annuelle des travaux proposés par le comité de coordination scientifique (trois chercheurs de l'UQTR, l'U. McGill et l'U. Laval). Ce comité s'est rencontré à cinq reprises en 2019-2020. Ces rencontres ont permis le suivi de l'entente, notamment prendre connaissance de l'état d'avancement de la programmation de recherche réalisée en mi-année, et approuver les principaux livrables tels que, le rapport annuel 2019-2020 et la programmation de recherche 2020-2021. Elles ont également permis d'organiser de manière concertée des rencontres de la Table des partenaires du Pôle. Deux rencontres annuelles sont prévues en vertu de l'entente. Des rencontres supplémentaires sont susceptibles d'être organisées au besoin en 2020-2021.	MAPAQ, MELCC, MFFP, Université du Québec à Trois-Rivières, Université Laval, Université McGill
--	--	--

Table des partenaires du Pôle d'expertise multidisciplinaire en gestion durable du littoral du lac Saint-Pierre	La Table des partenaires soutient le Comité directeur du Pôle d'expertise multidisciplinaire en gestion durable du littoral du lac Saint-Pierre. Composée des intervenants régionaux et gouvernementaux, la Table vise à : • Consulter les membres à propos de leurs attentes et préoccupations. • Informer les intervenants de la progression des travaux du Pôle et de ses orientations stratégiques. • Favoriser la collaboration des ressources régionales et nationales en matière de d'agriculture et d'environnement dans le secteur du lac Saint-Pierre. • Fournir une rétroaction sur la programmation de recherche du Pôle. La Table des partenaires s'est réunie une fois en 2019-2020 afin de présenter la programmation de recherche 2019-2022, l'état d'avancement des travaux, les outils de diffusion des informations et de prendre connaissance des projets des membres de la Table. Il est visé que la Table des partenaires se réunisse deux fois en 2020-2021.	MAPAQ, MELCC, MFFP, Université du Québec à Trois-Rivières, Université Laval, Université McGill, Agriculture et Agroalimentaire Canada, Environnement et Changement climatique Canada, Table de concertation régionale du lac Saint-Pierre, les organismes de bassins versant du territoire, Financière agricole du Québec, l'Union des producteurs agricoles (confédérations et 4 fédérations régionales), MRC de D'Autray, MRC de Maskinongé, MRC de Nicolet-Yamaska, MRC de Pierre-De Saurel, ville de Trois-Rivières, Grand conseil de la Nation Waban-Aki, Coopérative de solidarité de la Réserve de la biosphère du Lac-Saint-Pierre, Canards Illimités Canada, Comité ZIP du lac Saint-Pierre, les conseils régionaux de l'environnement du territoire, Conservation de la nature Canada, Fondation de la faune du Québec
Comité consultatif du Pôle d'expertise multidisciplinaire en gestion durable du littoral du lac Saint-Pierre	Le comité scientifique conseille le comité de coordination scientifique du Pôle d'expertise multidisciplinaire en gestion durable du littoral du lac Saint-Pierre. Il est composé de professionnels de trois ministères (MELCC, MAPAQ, MFFP) et de l'Ordre des agronomes du Québec. Ce comité consultatif soutient la mise en place des activités de recherche scientifique du Pôle. Ce comité s'est rencontré à 3 reprises en 2019-2020 et ont permis aux membres de s'informer mutuellement sur leurs projets et démarches dans le littoral du lac Saint-Pierre, d'apporter des recommandations et commentaires aux chercheurs du Pôle sur les projets de recherche et les protocoles.	Université du Québec à Trois-Rivières, MELCC, MAPAQ, MFFP, Ordre des agronomes du Québec

Comité directeur du projet « Cohabitation agriculture-faune en zone littorale du lac Saint-Pierre »	Le comité directeur assure le suivi de ce projet de l'Union des producteurs agricoles et de traiter toute situation problématique. Il est appuyé par une équipe de travail constituée de professionnels. Trois rencontres annuelles sont prévues.	Union des producteurs agricoles (confédération et 4 fédérations régionales), MAPAQ, MELCC, MFFP, Pôle d'expertise multidisciplinaire en gestion durable du lac Saint-Pierre
Sous-groupe de travail 30 % (SGT30)	Ce comité a pour mandat de fournir une recommandation au gouvernement quant au mécanisme à privilégier et de s'assurer que le développement du mécanisme s'insère dans une optique de développement durable et équilibré du territoire du Plan Nord en prenant en compte le développement communautaire et le potentiel économique de cette région.	MELCC, SPN, MERN, MFFP, Association minière du Québec (AMQ), Association de l'exploration minière du Québec (AEMQ), Conseil de l'industrie forestière du Québec (CIFQ), Hydro-Québec, Fédération québécoise des chasseurs et pêcheurs (FEDECP), Administration régionale Baie-James (ARBJ), Centre d'études nordiques, Nation Crie (observateur), Société Makivik (absent), Administration régionale Kativik (participant) et Nation Innue (observateur)
Chantier sur la lutte au gaspillage alimentaire	Proposer et mettre en place un plan de coordination concertée des initiatives des acteurs impliqués, tant gouvernementaux que sectoriels. Mandats : - Proposer une cible mesurable et réaliste de réduction du gaspillage alimentaire au Québec - Proposer des incitatifs ou initiatives nouvelles permettant d'accélérer le progrès - Produire un bilan des efforts de l'ensemble des acteurs incluant un suivi des progrès pour l'atteinte de la cible 2 livrables 2021 : - Étude de quantification du gaspillage alimentaire au Québec (tonnage et GES); -Portrait des initiatives pour lutter contre le gaspillage alimentaire au Québec	Responsables du chantier: MAPAQ, RQ, MELCC Autres MO collaborateurs : MRIF, MSP, MEQ, ITHQ, MSSS, MAMH, MFA, MTESS, Loto-Québec, Société du Palais des congrès de Montréal, TéléQc, SPN Collaborateurs externes : Comité de l'industrie de la transformation alimentaire (CTAQ, AQDFL, ADA, CCCD, ARQ, TQSA, UPA) Ville de Montréal Value Chain Management International

Groupe de travail sur la lutte contre le gaspillage alimentaire	Alimenter les travaux du chantier sur les pertes et le gaspillage alimentaire. · Proposer des orientations au gouvernement pour la période 2022-2027 en matière de lutte au gaspillage alimentaire. · Établir les mesures à prendre en lien avec ces orientations. Déterminer les rôles et responsabilités des ministères et organismes par le biais d'une feuille de route gouvernementale Rencontre(s) en 2020-2021 : 3 février 2021 Rencontres (s) en 2021-2022 : pas de rencontre encore prévue	Responsables du chantier: MAPAQ, RECYC-QUÉBEC Autres MO collaborateurs : MRIF, MSP, MEQ, ITHQ, MSSS, MAMH, MFA, MTESS, Loto-Québec, INSPQ, Société du Palais des congrès de Montréal, Société de télédiffusion du Québec, SPN.
Comité de modernisation de l'industrie de la récupération et du recyclage	Le comité a été mis sur pied afin de définir un nouveau partage des rôles et des responsabilités entre les différents acteurs de la chaîne de valeur, notamment les administrations municipales et l'industrie. Il travaille également à déterminer des mesures qui permettront d'accroître la performance actuelle du système afin d'apporter des solutions concrètes à l'enjeu global du recyclage. Plusieurs rencontres ont été tenues en 2020-2021 afin de mettre en œuvre certaines des actions prioritaires identifiées dans la feuille de route et à la suite de l'annonce le 11 février 2020 de la modernisation du système de collecte sélective fondée sur le principe de la responsabilité élargie des producteurs.	RECYC-QUÉBEC, AOMGMR, CETEQ, ÉEQ, UMQ, FQM, Fondation David Suzuki, RNCREQ, Sani-Éco, MELCC
Comité aviseur de l'industrie de la récupération et du recyclage	Le Comité est devenu un comité aviseur dans la transition vers une collecte sélective modernisée et il est souhaité qu'il demeure en place à la suite de la mise en œuvre de la REP, dans un souci d'amélioration continue du système. Le mandat central du comité est de discuter des enjeux du système de façon globale et de proposer des pistes d'action ou de réflexion au gouvernement. Rencontres tenues en 2020-2021 : 23 septembre 2020, 1^{er} décembre 2020 et 2 février 2021. Rencontres à venir en 2021-2022 : 20 avril 2021 et autres à planifier	Coordonné par RECYC-QUÉBEC Participants : AOMGMR, FQM, UMQ, ÉEQ, MELCC, RNCREQ, Fondation David-Suzuki, CETEQ, CQEA

Groupes de travail sur la modernisation de la collecte sélective	Afin de définir les paramètres du nouveau système de collecte sélective le ministre a souhaité que RECYC-QUÉBEC mette en place à compter de juin 2020 quatre groupes de travail. Ceux-ci portent sur : • Les centres de tri (sous la responsabilité de RECYC-QUÉBEC); • Les contrats municipaux (sous la responsabilité de RECYC-QUÉBEC); • L'adéquation entre mise en marché et tri/débouchés (sous la responsabilité d'Éco Entreprises Québec); • Changements légaux et réglementaires (sous la responsabilité du MELCC); En 2020-2021, ces groupes de travail se sont rencontrés à 34 reprises, en plus de différentes rencontres de sous-comités. Des diagnostics sont en cours de réalisation pour les centres de tri de la collecte sélective, les contrats municipaux de même que les marchés et débouchés pour les fibres. D'autres rencontres sont prévues en 2021-2022.	RECYC-QUÉBEC, représentants des organismes de gestion agréés actuellement (Éco Entreprises Québec et RecycleMédias) ou de leurs entreprises assujetties (producteurs ou associations les représentant), entreprises de collecte, de tri, de conditionnement/recyclage ou leurs représentants, représentants des associations municipales et/ou de leurs membres, représentants des organismes environnementaux/de recherche, MELCC, MAMH,
Comité R&D et innovation de Propulsion Québec (Grappe des transports électriques et intelligents)	Participation au comité et suivi de l'étude KPMG sur le recyclage des batteries ion-lithium au Québec	RECYC-QUÉBEC, MEI
Mobilité durable des employé(e)s de l'administration publique – pôles de déplacement prioritaire	Les pôles ont pour objectif de faciliter les échanges entre les organisations sur leurs réalités, enjeux et défis respectifs en matière de mobilité durable pour les employés(es). D'évaluer des mesures potentielles par organisation, par édifice et par pôle selon la pertinence et la faisabilité et d'établir une proposition de plan de mise en œuvre de mesures spécifiques (accompagnées de cibles/clientèles visées et d'échanges).	Pôle 301 : MELCC, INESS, Hydro-Québec, MACM, Loto-Québec, STAT, CNESST, MSSS, RAMQ, OQLF, MTESS, MCC, RECYC-QUÉBEC
Groupe de travail sur les achats publics locaux et écoresponsables	Caractériser le marché sur la base des achats actuels et des différentes options pouvant répondre aux besoins (fournisseurs, caractéristiques éco, aspects locaux, résultats et volume), de déterminer les politiques publiques qui peuvent s'appliquer et de recommander des cibles.	MCC, MELCC, MFFP, MSSS, MEES, RBQ, RECYC-QUÉBEC, SAQ, SCT, SQI, TEQ, ANQ, BAPE, CSPQ, MFA, MRIF, MTESS, RBQ, MEI, MAPAQ, Hydro-Québec, MERN, MTQ, SAAQ, SQ, AMF, CALQ, FRQ, IQ, MAMH, MEES, MRIF, OPHQ, Revenu Québec, RMAAQ, SEPAQ, SPCM

Groupe de travail des ODD sur les principes de développement durable	L'objectif est de renforcer la prise en compte des principes de développement durable par les ministères et organismes publics. Rencontre(s) en 2020-2021 : pas de rencontre Rencontre(s) en 2021-2022 : pas de rencontre encore prévue.	CSPQ, CALQ, MELCC, MAPAQ, Revenu Québec, MERN, BAPE, MSP, SAQ, MEI, SPN, MCE, SQI, RECYC-QUÉBEC.
Comité interministériel sur l'économie sociale	Collaborer à l'élaboration et à la mise en oeuvre du Plan d'action gouvernemental en économie sociale (PAGES) 2020-2025. Vingt-cinq mesures ont été élaborées afin de mieux répondre aux besoins des entreprises d'économie sociale et de favoriser leur développement. Celles-ci sont regroupées sous quatre grandes orientations : - l'accroissement de la connaissance de l'entrepreneuriat collectif - la réponse aux besoins des collectivités et aux enjeux sociétaux - l'acquisition de compétences spécifiques - l'investissement et l'innovation	Responsable : MEI Collaborateurs: MRIF, ISQ, MAPAQ, IQ, MELCC, SCN, SAA, SHQ, MCC, MSSS, MIDI, MFQ, MFFQ, MTQ, Recyc-qc, SJ, SCT, MT, MAMH, MTESS, SRQEA.
Groupe de travail sur la problématique de la gestion des textiles résiduels	Partager un état de situation du secteur des textiles et planifier l'arrimage d'éventuels programmes d'aide et de soutien pour cette industrie qui montre des signes d'essoufflement (surplus de vêtements usagés invendus, resserrement des critères par les pays importateurs, débouchés de recyclage en déclin, etc.) Une seule rencontre en 2019. Aucune autre rencontre par la suite.	RECYC-QUÉBEC, MEI, MELCC
Chaire de recherche en écologie industrielle et territoriale (CRÉIT) du CTTÉI	Effectuer le suivi des activités de la Chaire. Cinq rencontres en 2020-2021. Pas encore de rencontres prévues pour 2021-2022.	RECYC-QUÉBEC, Hydro-Québec, RTCMI, RTFT, Synergie Québec, Cégep Sorel-Tracy, Groupe Gagnon, Gersol, Desjardins, CTTÉI, CREDDO, Arcelor Mittal, Chamard, RTIT.

Comité des partenaires du projet du TIESS (territoires innovants en économie sociale et solidaire) : Économie sociale et économie circulaire : potentiels de synergie et modèles d'affaires porteurs	Le comité des partenaires est formé des partenaires qui souhaitent bénéficier rapidement des apprentissages faits en cours de projet et pouvant agir à titre de tête de réseau en lien avec une éventuelle stratégie de transfert des connaissances. Ce comité a pour fonction : - d'agir à titre consultatif lors d'étapes clés du projet ; - de favoriser la diffusion des connaissances, la consultation sur les besoins présents sur le terrain et le recrutement d'initiatives ou d'organisations en lien avec le projet ; - d'alimenter la réflexion sur la stratégie de transfert devant être mise en place pour que les connaissances issues du projet (modèles d'affaires porteurs, filières, stratégies structurantes pour le développement d'activités d'économie circulaire en économie sociale) puissent rejoindre et être utilisées par les publics cibles. Aucune rencontre en 2020-2021.	RECYC-QUÉBEC, CERMIM, Pôle d'économie sociale du Centre-du-Québec, économie circulaire Érable-Arhabaska, Architecture sans frontière, CQCM (Conseil québécois de la coopération et de la mutualité), Énergie
Comité parallèle canadien ISO/MC/TC 323 – Économie circulaire	Ce comité miroir vise à représenter les intérêts du Canada dans le cadre de l'établissement de la nouvelle norme technique internationale sur l'économie circulaire (ISO TC 323). Plus de 6 rencontres en 2020-2021. Environ 10 rencontres prévues pour 2021-2022.	RECYC-QUÉBEC, MELCC, Hydro-Québec Université McGill, CIRAIG, Ville de Vancouver, Canadian Tire Corp., Ville de Toronto, Canadian Stewardship Services Alliance, Strandberg Consulting, CSA Group, Raw Materials Company Inc., Public Interest, CTTÉI, Senior Environmental Soil Scientist/CEO (Industry), CSA Group, M.S. Grover & Associates, BC Government, President (Industry), COPOLCO, REfficient, Salvation Army, Corporate Policy Group, The Victoria Hailey Group Corporation, ECD Technology Ltd
Forum d'échanges interministériel sur la transformation du milieu de travail	Les participant(e)s seront invité(e)s à échanger avec les représentant(e)s du gouvernement sur différents thèmes (gestion du changement, technologies, gestion numérique de l'information, financement, santé et bien-être des personnes, espaces, etc.	SCT, SQI, BanQ, MELCC, BAPE, RAMQ, MTESS, MSP, UPAC, TEQ, MFA, MIDI, Revenu Québec, RACJ, Transport, MRI, AssNat, MERN, SAAQ, curateur, CSPQ, MCE

Table des conseillers en architecture d'entreprise (TCAE)	La TCAE regroupe les organisations gouvernementales intéressées par l'architecture d'entreprise. Ses membres remplissent généralement la fonction de conseillers en architecture d'entreprise, mais ils peuvent exercer dans d'autres secteurs de l'organisation. L'objectif de ce groupe est de fournir un lieu d'échange exclusif à ses membres pour partager leurs expériences et leurs documents. Environ 4 rencontres par années	Ouvert à tous les ministères et organismes
Comité de gouvernance des ressources informationnelles	Ce comité est présidé par la dirigeante principale de l'information. L'objectif de ce comité est de transmettre aux dirigeants de l'information et leurs entourages, les orientations gouvernementales et les différentes directives en lien avec la reddition de compte publique.	Tous les ministères
Comité client des services d'infrastructures technologiques	Comité des clients utilisant les services d'infrastructures technologiques du Centre des services partagés du Québec.	Tous les ministères utilisateurs
Forum des gestionnaires en technologies de l'information	Le Forum des gestionnaires en technologies de l'information est une table de concertation et de consultation qui regroupe les directeurs des technologies de l'information du gouvernement du Québec.	Tous les ministères et organismes
Table des Responsables organisationnels de la sécurité de l'information (ROSI)	Cette table a comme objectif le partage d'information en lien avec la sécurité de l'information. En vertu de l'article 8 a) de la Directive sur la sécurité de l'information gouvernementale, le sous-ministre ou le dirigeant d'un organisme public désigne un responsable organisationnel de la sécurité de l'information pour le représenter en matière de sécurité de l'information auprès de son organisation et auprès du dirigeant principal de l'information.	Tous les ministères et organismes
Comité sur la gouvernance des travaux interministériels sur la contribution du secteur forestier à la lutte contre les changements climatiques	Ce comité a pour but d'orienter les travaux financés par des fonds dédiés à la contribution du secteur forestier à la lutte contre les changements climatiques	MELCC, MFFP, MFQ
Comité interministériel sur la vitalité et l'avenir du secteur forestier	Ce comité a pour but d'accompagner le MFFP dans le cadre de la démarche d'élaboration de sa future stratégie industrielle pour le secteur forestier, participant aux consultations interministérielles sur le sujet.	Tous les ministères et organismes
Communauté de pratique en communication climatique au Québec	Ce groupe vise à améliorer collectivement l'impact et l'efficacité des activités de communication de manière à ce que les gouvernements, les collectivités, les institutions, les entreprises et les citoyens posent des gestes transformateurs importants qui permettront de réduire les émissions de gaz à effet de serre et, ultimement, d'atteindre les objectifs fixés.	MELCC, OBNL, villes, universités

Comité informatif avec la Commission de protection du territoire agricole (CPTA) concernant la gestion des sols contaminés	Une première présentation de la LQE et des règlements concernant les terrains contaminés a été tenue en mars 2021. Les prochaines rencontres seront déterminées ultérieurement.	MELCC, CPTA
Forum des sous-ministres - volet dossier développement durable	Nouveau mandat : le Forum des sous-ministres est l'instance de plus haut niveau responsable du dossier du développement durable. Il a pour mandat d'aborder le dossier deux fois par an et, au besoin, suivant le dépôt des rapports du commissaire au développement durable. Plus spécifiquement, ses responsabilités sont : - valider la programmation annuelle des travaux du Comité interministériel du développement durable / les thèmes prioritaires sur lesquels le comité travaillera ; - valider le bilan des travaux en fin d'année financière. Aucune rencontre tenue en 2020-2021 (mandat attribué en mars 2021)	Tous les ministères
Comité directeur du Comité interministériel du développement durable (Codir CIDD)	Nouveau comité : Présidé par le sous-ministre adjoint au développement durable du MELCC, le Codir CIDD est formé de gestionnaires de haut niveau (sous-ministres adjoints ou adjointes, sous-ministres associés ou associées ou leur équivalent) qui accompagnent le Ministère dans la réalisation des mandats que lui confie la Loi sur le développement durable. Mandat : - prendre des décisions de gouvernance et d'orientations gouvernementales ; - établir les mesures afin de donner suite aux recommandations du commissaire au développement durable ; - proposer au CIDD une programmation annuelle pour adoption -- sujets et travaux prioritaires. Deux rencontres statutaires par années sont tenues. Une rencontre tenue en 2020.	Bureau du Scientifique en chef MCE SCT MFQ Institut de la statistique du Québec
Comité interministériel de haut niveau sur l'exemplarité en construction bois (MFFP)	Présidé par le ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs, le Comité interministériel de haut niveau sur l'exemplarité en construction bois a pour mandat d'assurer le suivi de la mise en œuvre de la Politique d'intégration dans la construction auprès des donneurs d'ouvrage publics.	MFFP, SQI, MERN, MAMH, SHQ, MELCC, SCT, RBQ, MÉQ, SEPAQ, MFQ, MEI, MCC, MSSS, MTQ

Comité directeur sur la mesure de l'économie verte (MEI)	Développer les moyens de mesure de l'économie verte au Québec. Mandats : - Réalisation de l'Enquête québécoise sur le développement durable, les pratiques écoresponsables et les technologies propres : résultats prévus pour mai 2021; - Publication du rapport : Cadre conceptuel et indicateurs pour la mesure de l'économie verte publié en juin 2020; - Développement d'une douzaine d'indicateurs pour la mesure de l'économie verte dans le Tableau de bord pour la mesure de l'économie verte publié en février 2021; - Développement d'un indicateur de productivité des matières (en cours).	Responsables : MEI, ISQ, MELCC
Comité aviseur du projet Rapport sur l'écart en matière d'économie circulaire au Québec	Appuyer la réalisation du projet "Rapport sur l'écart en matière d'économie circulaire au Québec". Mandats : - Participation à la rencontre virtuelle de démarrage et d'alignement, le 7 octobre de 9h à 11h - Commenter la première version du rapport et participer à la deuxième rencontre virtuelle à ce sujet vers la fin novembre / début décembre - Appuyer le lancement du rapport au printemps 2021 à l'aide de leur réseau	Responsables : RECYC-QUÉBEC Contractuel : Circle Economy Membres du comité aviseur : Chantier économie sociale, ETS, CREDDO, CTTEi, Ville MTL, MERN, MEI, Cascades, CPEQ, The Lion Electric.
Pôle québécois de concertation sur l'économie circulaire	Mobiliser et fédérer les acteurs de l'économie circulaire au Québec. Mandat : - 3 comités de travail : cercle communication (plan et outils de communication), cercle réglementation (outils législatifs et réglementaires), cercle mis en oeuvre (outils et modes de déploiement) - Ce comité est à la base de la définition québécoise officielle de l'économie circulaire et de son schéma.	Porteur : ETS Membres : MELCC, CERIEC, RNCREQ, FTQ, FAQDD, ÉEQ, Association de l'aluminium du Canada, Chantier de l'économie sociale, CPEQ, Ecotech Québec, FCCQ, Réseau environnement, CTTEI, FONDATION, UMQ, RECYC-QUÉBEC, CQDD, CREDO, PME MTL, SADC, Lanaudière économique, CCICQ, FCM

Comité interministériel Responsabilité sociétal des entreprises - Plan d'action nordique 2020-2023 (LSP ADB ÉP)

Appuyer la SPN dans le développement et la mise en œuvre d'un plan d'intervention de responsabilité sociale propre à tout projet sur le territoire. Le comité RSE appuie également la SPN dans l'accompagnement des grandes entreprises en matière de responsabilité sociale sur le territoire.
la SPN, en collaboration avec les ministères et organismes concernés, souhaite renforcer la prise en compte des pratiques de responsabilité sociale des entreprises sur le territoire nordique par la mise en œuvre d'un plan d'intervention interministériel applicable à tous projets des secteurs public et privé.
Le budget 2020-2023 pour ce mandat est de 500 000 \$.
1er rencontre tenue le 15 mars 2021, 2e rencontre prévue le 12 avril 2021

Porteur: SPN
Collaborateurs : MEI, IQ, MERN, MFFP, MELCC, MAMH

Table d'accompagnement-conseil des entreprises pour le développement durable (MEI, MELCC) (LSP ADB)

Mandat de la TACEDD 2015-2020 • Proposer des orientations gouvernementales auxquelles les différents acteurs publics et privés sont invités à contribuer pour favoriser l'adoption de pratiques d'affaires écoresponsables par les entreprises. • Promouvoir une vision claire et commune du DD pour assurer la cohérence du discours entre les organisations gouvernementales et les acteurs qui accompagnent les entreprises sur le terrain. • Favoriser le partage d'informations et le co-développement de l'expertise des M/O afin de renforcer leur capacité d'intervention auprès de leur clientèle. • Mettre en commun l'expertise pour développer des outils adaptés aux besoins des entreprises et réaliser des projets en commun. • Proposer des solutions pour que les outils et programmes gouvernementaux soient développés en cohérence avec la définition du DD reconnue par le gouvernement et qu'ils incitent les entreprises à inscrire leurs activités dans une démarche de DD. • Mesurer la progression des entreprises québécoises en matière de DD Le gouvernement du Québec a défini une cible visant à accroître, d'ici 2020, de 30 % la proportion des entreprises québécoises qui ont amorcé une démarche de développement durable, y compris celles présentes à l'étranger. Afin d'évaluer l'atteinte de la cible de la TACEDD en 2020, un premier sondage a été réalisé en 2017, faisant suite à celui déjà réalisé en 2013. Plusieurs sondages ont été réalisés en 2013, en 2017 et le prochain portant sur l'année de référence 2019 devrait être conduit en 2020, sous réserve des mesures de santé publique dues à la crise sanitaire de la COVID-19 qui perdurent depuis mars 2020. Dernière rencontre (seulement MELCC et MEI) pour coordination le 5 mars 2020 et Consultation pour la relance des travaux de la TACEDD prévue le 16 avril 2020 (arrimage, nouveaux membres, secteurs prioritaires)
--

Porteurs: MELCC et MEI / Collaborateurs : MCC, MAPAQ, MERN, MFFP, MTO, MTESS, CCQ, ISQ, CNESST, IQ, FADQ, OPC, RQ, LOTOQC, SHQ, SPN, RECYC-QC
--

Comité consultatif sur les pratiques d'affaires écoresponsables (dans le secteur bioalimentaire), (LSP ADB)	Piloté par le MAPAQ: Dernière rencontre le : 09/03/2021 - travail effectué : • Retour sur les travaux effectués par les membres du comité consultatif – Grille d'analyse (document A) • Arrimage avec les cibles du Plan d'agriculture durable (PAD) • Modification ou retrait de certaines pratiques à la suite des commentaires recueillis • Revue des 2 grilles synthèses • Productions végétale et animale (document B1) • Transformation alimentaire (document B2) • Établissement de la cible Les pratiques d'affaires responsables correspondent aux pratiques des entreprises qui s'inscrivent dans un processus d'amélioration continue dans les domaines : Économique, Environnemental, Santé et bien-être des animaux, Social, Bonne gouvernance Un sondage a été réalisé au printemps 2019 auprès de 450 entreprises agricoles • 225 en production végétale, avec un chiffre d'affaires de plus de 50K\$ • 225 en production animale, avec un chiffre d'affaires de plus de 50K\$ • 400 entreprises de transformation alimentaire, avec un chiffre d'affaires de plus de 100K\$ 25 pratiques ont été analysées, dont : • 18 en production végétale • 20 en production animale • 16 en transformation alimentaire 24 mars 2021: Cible - Pratiques d'affaires responsables - Transformation alimentaire 31 mars 2021: Cible - Pratiques d'affaires responsables - Volet végétal et animal	Porteur: MAPAQ / Collaborateurs: MELCC, UPA, CTAQ, FADQ
Comité interministériel jeunesse (SAJ)	Comité chargé du renouvellement et du suivi de la Stratégie d'action jeunesse. Les membres sont des sous-ministres adjoints ou leur équivalent.	SAJ - présidence, collaborateurs - MELCC, MAMH, MAPAQ, MCC, MÉQ, MÉS, MEI, MFA, MFQ, MIDI, MRIF, MSSS, MTESS, MTQ, SCF, SCT, MCE, CNESST.

Équipe environnementale internationale (MRIF)	En cohérence avec les priorités de la VIQ relatives à l'action économique internationale dans le domaine de l'environnement, il est proposé que l'ÉEI ait le mandat de favoriser la création et la saisie d'opportunités économiques liées à la transition vers une économie faible en carbone et à la protection de l'environnement dans les secteurs suivants : Exportations - Contribuer aux efforts gouvernementaux permettant d'accroître les exportations québécoises dans les secteurs des technologies vertes et des énergies renouvelables; - Profiter des tribunes et forums internationaux pour mettre en valeur l'expertise québécoise, notamment par la tenue de missions commerciales en marge de ces événements; - En collaboration avec le réseau des représentations du Québec à l'internationale, contribuer au développement d'un programme d'activités (ex. vitrines sur les technologies propres) permettant de mettre en valeur les atouts du Québec en matière d'énergies renouvelables, technologies et innovations vertes. Innovation - Soutenir les partenariats et l'échange d'expertise à l'international concernant l'innovation entrepreneuriale en matière de lutte contre les changements climatiques (par ex. : incubateurs et accélérateurs d'entreprises, projets- pilotes, etc.); - Soutenir le développement de partenariats scientifiques internationaux en matière environnementale, en collaboration avec les organismes québécois concernés. Investissements verts - Contribuer aux efforts gouvernementaux visant à attirer les investissements étrangers au Québec dans le secteur des énergies renouvelables, des technologies vertes, et des ressources naturelles critiques pour la décarbonisation, notamment au sein des « zones d'innovation vertes »; Information stratégique - Faciliter le partage d'information stratégique sur les 1) technologies, innovations, expertises, politiques et meilleures pratiques québécoises à mettre en valeur sur la scène internationale et les grandes tendances mondiales susceptibles d'influencer la	MRIF, MELCC, MERN, MFFP, IQ.
--	--	-------------------------------------

	transition vers une économie sobre en carbone. Coopération internationale - Contribuer au développement d'une vision à l'horizon 2030 en matière en matière de coopération et de solidarité climatique internationale qui reflète les priorités de la VIQ et du Plan d'électrification et de changements climatiques; - Sensibiliser et mobiliser les entreprises québécoises pour favoriser leur participation au Programme de coopération climatique internationale, entre autres; - Évaluer les contributions potentielles à des fonds internationaux pour appuyer les pays vulnérables aux changements climatiques et à la perte de biodiversité.	
Comité interministériel de la Politique de prévention en santé (MSSS) (LSP DC)	Principale entité de direction pour l'opérationnalisation de la PGPS, le comité interministériel de la PGPS sera composé de gestionnaires des ministères et des organismes gouvernementaux concernés par la PGPS. Il sera appelé à prendre des décisions de planification et de gestion, notamment de nature budgétaire, relativement à la mise en œuvre et à l'évolution des engagements gouvernementaux. En plus d'assurer le suivi de la mise en œuvre des mesures et des chantiers, les membres auront pour responsabilité de favoriser la circulation de l'information sur la PGPS et l'appropriation de connaissances pertinentes par le personnel de leur organisation ou de leurs réseaux respectifs.	MSSS, MFA, MEES, MSP, MAPAQ, MFQ, MTQ, MEI, MIFI, MAMH, MCE, RBQ, SHQ, MELCC, MTESS
Réseau des répondant(e)s - Pauvreté et exclusion sociale (MTESS)	Dans le cadre de l'élaboration du troisième Plan d'action gouvernemental en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, les membres du Réseau des répondants sont responsables, au sein de leur organisation et avec l'appui de leur gestionnaire, de coordonner l'identification et l'élaboration de mesures structurantes jugées prioritaires et approuvées par leurs autorités.	MTESS, MEES, MAMH, MIFI, MFA, MFQ, MEI, MJQ, MERN, SHQ, MCE, OPHQ, SAA, SA, SCF, MAPAQ, MTQ, MCC, MTOUR, RQ, MSP, MELCC
Négociation d'une entente intérimaire avec la Première Nation Abitibiwinini	Rédaction d'une entente relative au processus de consultation en matière de création de nouvelles aires protégées	Québec (SAA, MELCC, MERN, MJQ), Première Nation Abitibiwinini

Comité de concertation pour l'étude de faisabilité pour l'aire marine protégée des Îles-de-la-Madeleine	Le comité a pour but de favoriser un dialogue continu entre les intervenants locaux et les coordonnateurs du projet et assurer une intégration harmonieuse des préoccupations et des intérêts de la communauté dans le projet d'aire marine protégée développé.	Liste de participants MELCC, Parcs Canada, Communauté maritime des îles de la Madeleine, Municipalité de Grosse-Île, Rassemblement des pêcheurs et pêcheuses des côtes des Îles, Association des pêcheurs propriétaires des Îles-de-la-Madeleine , Inshore Fishermen Association, Regroupement des pêcheurs professionnels des Îles-de-la-Madeleine , Regroupement des palangriers et pétonciliers uniques Madelinot, Madelipêche, Association des pétonciliers, Représentant aide-pêcheurs, AQIP, Regroupement des mariculteurs du Québec, Association de chasseurs de phoques intra-Québec, Pêcheurs et chasseurs sportifs, Comité ZIP des îles de la Madeleine, Attention Frag'Îles, Réseau muséal, Cégep de la Gaspésie et des Îles, Chambre de commerce des Îles-de-la-Madeleine, Tourisme Îles de la Madeleine, CTMA. Liste d'observateurs MPO secteur des Îles-de-la-Madeleine, MAPAQ Direction des Îles-de-la-Madeleine, Merinov, Centre de recherche sur les milieux insulaires et maritimes, Council for Anglophone Magdalen Islanders.
--	--	---

Grande alliance	Le gouvernement du Québec et la nation crie d'Eeyou Istchee ont établis une « Grande alliance » afin de promouvoir et consolider le développement durable et la collaboration en matière socioéconomiques entres les deux nations pour relier, développer et protéger la région d'Eeyou Istchee Baie-James. La mission de la Grande alliance est de développer des projets et des mécanismes afin de: • Promouvoir la prévisibilité et la stabilité du développement économique et social du Territoire et du Québec dans son ensemble; • Améliorer la qualité de vie et les perspectives d'emploi et de développement économique pour les Crie et les autres résidents du Territoire; • Faciliter le transport de personnes, de biens et de matériaux; • Augmenter la valeur et la rentabilité des projets liés aux ressources naturelles en réduisant les coûts de transport et d'énergie pour les projets de développement; • Garantir le développement durable et la protection à long terme du Territoire. La structure de la Grande alliance prévoit un comité sectoriel dédié aux dossiers environnementaux. Parmi les grands objectifs de ce comité, il est identifié, notamment la création d'un ou plusieurs corridors d'aires protégées reliées et la coordination du développement des ressources et des infrastructures avec la création d'aires protégées.	Gouvernement du Québec et Gouvernement de la Nation Crie
Groupe d'échange en gestion du changement	Animé par le SCT. Lieu d'échange sur les meilleures pratiques en gestion du changement, partage d'outils et des problématiques.	Tous les ministères et organismes
Groupe d'échange sur la transformation du milieu de travail	Animé par le SCT. Lieu d'échange sur la gestion du changement, plus spécifiquement pour la transformation des milieux de travail.	Tous les ministères et organismes
Table interministérielle en développement des compétences	Représenter le MELCC dans un groupe de travail animé par le SCT. Transmission d'information de la part de la Direction du Développement des compétences gouvernementales du SCT sur leurs différents mandats. Séance de partage sur des "appels à tous" faits par différent membre de la table de différents M/O en lien avec le développement des compétences.	Tous les ministères et organismes

Réseau portant sur la planification stratégique de la main-d'œuvre	Représenter le MELCC dans un groupe de travail animé par le SCT. Participer à des séances d'information, d'échange et à des ateliers portant sur les pratiques de travail en lien avec les enjeux d'attraction et de rétention des employés de la fonction publique.	Tous les ministères et organismes
Réseau portant sur la diversité et l'inclusion	Représenter le MELCC dans un groupe de travail animé par le SCT. Participer à des séances d'information et d'échange et des ateliers portant sur les pratiques de GRH inclusives et favorisant la diversité, dans l'objectif d'outiller les gestionnaires.	Tous les ministères et organismes
Réseau sur les saines habitudes de vie	Représenter le MELCC dans un groupe de travail animé par le SCT. Participer à des séances d'information et d'échange et des ateliers portant sur la promotion des saines habitudes de vie, dans l'objectif de soutenir les gestionnaires de l'organisation.	Tous les ministères et organismes
Réseau des répondants PAE	Animé par le SCT, il s'agit d'un groupe d'échanges et de partage en matière de soutien en santé psychologique des employés de la fonction publique.	Tous les ministères et organismes
Groupe de co-développement des répondants en harcèlement et conflit	Animé par le SCT à raison de six rencontres par année. Groupe d'échange et de partage concernant des problématiques associées au harcèlement psychologique. Analyse de situations à partir d'une approche de consultation et de résolution de problème.	Tous les ministères et organismes
Table interministérielle sur le développement des cadres	Animée par le SCT. Lieu d'échange sur les meilleures pratiques en développement des compétences des cadres des M/O	Tous les ministères et organismes
Conseil d'administration de l'Association paritaire pour la santé et la sécurité, secteur de l'administration provinciale (APSSAP)	Conseil d'administration sur lequel est représenté le MELCC à titre de représentant d'employeurs de l'administration provinciale. La mission est de favoriser la prise en charge paritaire de la prévention en matière de santé, de sécurité et d'intégrité physique des personnes du secteur de l'Administration provinciale.	MELCC, MSP, SCT, MERN, MFFP, MTESS, SQ, MTQ, SFPQ, SPGQ, FCCRQ, SAPSCQ, SCSGQ, APPQ, SPEQ.
Forum des directrices et directeurs des ressources humaines de la fonction publique du Québec	La mission du Forum est de promouvoir la concertation, l'échange et l'action dans le but d'améliorer l'efficacité et l'efficience de la gestion des ressources humaines dans la fonction publique du Québec.	Tous les ministères et organismes
Comité interministériel des coordonnateurs en gestion de la main-d'œuvre	Comité regroupant les coordonnateurs en gestion de la main-d'œuvre de plusieurs ministère et organismes. Lieu d'échange sur les meilleures pratiques en gestion de la main-d'œuvre des M/O.	Tous les ministères et organismes
Comité interministériel des gestionnaires en gestion de la main-d'œuvre	Comité regroupant les gestionnaires en gestion de la main-d'œuvre de plusieurs ministère et organismes. Lieu d'échange sur les meilleures pratiques en gestion de la main-d'œuvre des M/O.	Tous les ministères et organismes
Comité interministériel en assiduité	Comité regroupant les responsables en assiduité de plusieurs ministère et organismes. Lieu d'échange sur les meilleures pratiques en assiduité des M/O.	Tous les ministères et organismes

Comité de concertation - promotion des emplois de la fonction publique	Animé par le SCT. L'objectif de ce comité est de transmettre des informations pertinentes, partager les bonnes pratiques et à identifier des besoins de développement.	Tous les ministères et organismes
Groupe interministériel - Expérience employé	Comité regroupant les responsables d'une démarche expérience employé ou d'attraction/rétention de plusieurs ministères et organismes. Lieu d'échange sur les meilleures pratiques en la matière.	Tous les ministères et organismes
Table 4 modes	Groupe interministériel des M/O ayant comme responsabilité de la tenue de processus de qualification spécifiques. Lieu d'échange sur les meilleures pratiques.	Tous les ministères ayant la délégation de pouvoirs
Table interministérielle en classification	Animée par le SCT. Lieu d'information et d'échange sur la réglementation en matière de classification.	Tous les ministères et organismes
Groupe consultatif sur les modalités du cadre de gestion – refonte de la dotation des emplois au sein de la Fonction publique	Animé par le SCT. Lieu d'information et d'échange sur le projet de refonte de la dotation.	Tous les ministères et organismes
Groupe de travail avec les spécialistes en GMO – Refonte de dotation	Animé par le SCT. Ce groupe a pour objectif de définir l'opérationnalisation du processus de sélection et cerner les impacts qui en découlent avant l'entrée en vigueur de la nouvelle loi sur la fonction publique.	Tous les ministères et organismes
Comité interministériel en information de gestion RH	Groupe interministériel regroupant les analystes en information de gestion de divers M/O. Le but est de favoriser l'échange et la collaboration sur les sujets touchant l'information de gestion RH ; faciliter l'intégration et le suivi des nouveaux indicateurs de performances et échanger sur les problématiques d'exploitation de l'information en RH et des solutions disponibles.	Tous les ministères et organismes
Groupe interministériel sur les moyens d'évaluation	Animé par le SCT. Lieu d'information et d'échange sur la réglementation en vigueur en matière d'évaluation.	Tous les ministères et organismes
Comité directeur pour la mise en œuvre de la diffusion des cartes prévisionnelles des inondations	Assurer la mise en œuvre de la diffusion de la cartographie prévisionnelle des inondations de 50 bassins versants ciblés d'ici 2023 de la solution «INFO-Crue» du MELCC en collaboration avec le Ministère de la Sécurité publique (MSP) via le système «Vigilance» sur la base d'une entente administrative entre les deux ministères.	MELCC, MSP
Planification en DD dans la planification stratégique Coordonné par le MELCC	Réfléchir à l'arrimage et aux liens possibles entre la planification stratégique et le plan d'action de développement durable des organisations Rencontre(s) en 2020-2021 : 29 avril 2020 Rencontre(s) en 2021-2022 : pas de rencontre encore prévue.	MELCC, FADQ, SAQ, CNESST, MAPAQ, MEI, MERN, SCT, RECYC-QUÉBEC

Groupe de travail sur l'investissement et la finance durables Coordonné par le MELCC	Proposer des orientations au gouvernement pour la période 2022-2027 en matière d'écofiscalité et de finance durable dont le soutien financier. Établir les mesures à prendre en lien avec ces orientations. Déterminer les rôles et responsabilités des ministères et organismes. Élaborer un dossier d'opportunité en réponse aux recommandations du Vérificateur général du Québec en matière d'écofiscalité, écoconditionnalité et écoresponsabilité Rencontre(s) en 2020-2021 : 8 février 2021 Rencontres (s) en 2021-2022 : pas de rencontre encore prévue	MELCC Soutien financier durable : MAPAQ, MAMH, MEI, MFFP, MSSS, FADQ, SPN, MTO, MCE, HQ, MERN, ISQ, IQ, RECY-QUÉBEC Écofiscalité : MFQ, Revenu Qc Investissement durable (responsable) : MFQ, CDPQ, AMF, Retraite Qc, IQ et partenaire externe : Finance Montréal
Groupe de travail sur la prévention et la gestion des matières résiduelles Coordonné par le MELCC	Développer les moyens pour permettre aux MO de prévenir et gérer de manière optimale les matières résiduelles. Les travaux seront effectués dans le cadre d'une entente de services avec l'Université Laval. Rencontre(s) en 2020-2021 : 8 février 2021 Rencontres (s) en 2021-2022 : pas de rencontre encore prévue Rencontre(s) en 2020-2021 : 4 février 2021 Rencontres (s) en 2021-2022 : pas de rencontre encore prévue	MELCC, RECYC-QUÉBEC, SQI, SCT
Groupe de travail sur les réseaux parapublics et municipales Coordonné par le MELCC		BCDD, RECYC-QUÉBEC, MAMH, MEQ, MSSS, MFA
Comité consultatif conjoint du Fonds Écoleader et de Synergie Montréal	Objectifs: ○ Être en lien avec différents partenaires qui desservent un public cible commun d'entreprises pour former un continuum de services et d'accompagnement. ○ Se tenir au courant des différents programmes de financement ou de soutien disponibles pour les entreprises. ○ Apporter un meilleur éclairage sur les activités du Fonds Écoleader et de la symbiose industrielle. ○ Partager les bonnes pratiques et les faire rayonner auprès des entreprises. 2 rencontres en 2020-2021. Environ 2 ou 3 rencontres prévues en 2021-2022.	RECYC-QUÉBEC, Centech, Chambre de commerce du Montréal métropolitain, CTTÉI, Desjardins, ECPAR, Éco-Entreprises Québec, Écofuel, Énergir, ITEGA, MEI, Vestechpro, Ville de Montréal

Comité directeur du Plan de protection du territoire face aux inondations	Assume la gouvernance du Plan de protection du territoire face aux inondations, s'assure de l'avancement des travaux prévus au Plan et veille à la mise en œuvre des mesures. Une rencontre mensuelle depuis mai 2020. La poursuite de ces rencontres est prévue pour 2021-2022.	MAMH, MELCC, MERN, MSP
Comité de coordination du Plan de protection du territoire face aux inondations	Ce comité a pour mandat de mettre en œuvre les mesures du Plan de protection du territoire face aux inondations et de produire les livrables pour le comité directeur du Plan. Plus spécifiquement, le comité de coordination doit : • Élaborer et mettre à jour un tableau de suivi des mesures du Plan; • Mettre en œuvre le Plan; • Assurer la concertation interministérielle; • Soumettre au comité directeur les enjeux devant faire l'objet d'une décision; • Produire un bilan annuel de l'avancement des travaux du Plan. Une rencontre mensuelle depuis mai 2020. La poursuite de ces rencontres est prévue pour 2021-2022.	MAMH, MELCC, MERN, MSP
Comité interministériel sur l'élaboration d'un nouveau cadre normatif en rives, littoral et zones inondables	Le Comité interministériel sur l'élaboration d'un nouveau cadre normatif en rives, littoral et zones inondables est un sous-comité du Comité directeur du Plan de protection du territoire face aux inondations. Il a pour mandat de commenter les différents éléments qui seront abordés dans le cadre des travaux du cadre normatif, notamment du Comité consultatif. Il a également pour mandat de proposer des sujets à aborder et de proposer des pistes de solution. Une rencontre mensuelle, depuis décembre 2020. La poursuite de ces rencontres est prévue en 2021-2022.	MELCC, MAMH, MERN, MSP, MCC, MFFP, MAPAQ
Forum du Conseil canadien des normes (SCC Mirror Committee)	Forum permettant de commenter des normes ISO en révision, notamment les normes ISO/CEI 17011 (accréditation), ISO/CEI 17025 (analyse de laboratoire), ISO 17034 (production de matériaux de référence) et ISO/CEI 17043 (essais d'aptitude). Plateforme d'échanges.	CCN, MELCC, Gouvernement du Canada, BNQ, Conseil national de recherches Canada, PT Canada, Agence canadienne d'inspection des aliments, Agence de la santé publique du Canada, entreprises privées

Comité technique ISO/TC 334 sur les matériaux de référence	Ce comité a comme objectif de permettre aux experts canadiens du domaine des matériaux de référence de donner leur avis sur la révision des normes et de leurs révisions	MELCC, CCN, NRC, ACIA et autres organismes fédéraux et provinciaux
Comité national de révision de la norme ISO 17043 du Conseil Canadien des Normes	Ce comité regroupe les parties prenantes au Canada pour donner avis et expertises sur les enjeux de la révision de la norme internationale ISO 17043 <i>Évaluation de la conformité — Exigences générales concernant les essais d'aptitude.</i>	MELCC, CCN, INSPQ, Environnement Canada, NRC, ACIA, PTC,
Groupe de travail 57 ISO/CASCO	Ce comité regroupe des représentants de tous les organismes d'accréditation nationaux des pays membres d'ISO/CASCO	MELCC via le CCN et plus d'une soixante d'organismes d'accréditation à travers le monde.
Comité d'évaluation de la vulnérabilité de composantes biologiques du Saint-Laurent aux déversement d'hydrocarbure provenant de navire (eau douce)	Le comité est coordonné par une représentante du MELCC. Il vise à accroître les connaissances sur la vulnérabilité des différents niveaux trophiques présents en eaux douces dans l'objectif de documenter les espèces et les habitats à protéger en cas de déversement d'hydrocarbures dans la portion eau douce du fleuve Saint-Laurent.	MELCC, MFFP, Environnement et Changements Climatiques Canada
Sous-comité sur la gestion intégrée des risques pour les personnes et les biens liés aux feux de forêt	Formuler des recommandations à l'OSCQ afin d'optimiser la gestion intégrée des risques associés à l'aléa feux de forêt notamment en : - o Déterminant, pour les acteurs concernés, les enjeux et les priorités d'action; - o Précisant les rôles des différents intervenants locaux, municipaux, régionaux et provinciaux; - o Développant et mettant en place une approche concertée afin d'assurer la cohérence des actions des différents acteurs; - o Analysant les besoins en ressources humaines et financières.	MFFP, MSP, HQ, MAMH, MAPAQ, MELCC, MSSS, MTQ, SAA, MCE-Urgence Québec, SQ, au besoin autres MO de l'OSCQ
Comité pour le développement du DronexpAIR	Démontrer la performance et les diverses applications du système novateur d'échantillonnage et de mesure de la qualité de l'air ambiant assisté par drone lequel est équipé de différents capteurs et équipements de mesure ainsi que de systèmes d'échantillonnage automatisés. Pour ce faire des améliorations au prototype et plus 100 sorties sur divers types de sites industriels sont prévues. • Financé en grande partie par la Vitrine technologique de la Ville de Québec.	Investissement Québec (IQ-CRIQ), DRONEXPERTS INC., MELCC

Comité sur les remblais radioactifs	Étudier quels sont les outils permettant d'évaluer le risque à la santé de la population générale et des travailleurs lors de la réfection des routes en présence de silicates de calcium (scories) faiblement radioactifs en Montérégie.	CISSS Montérégie-Centre Santé au travail, CISSS Montérégie-Centre Santé environnementale, IRSST, Santé Canada, INSPQ, MELCC
Groupe de travail sur les PM2,5 des alumineries	Valider la méthode d'échantillonnage des particules fines de diamètre aérodynamique inférieur ou égal à 2,5 microns, émises à l'atmosphère par les salles de cuves des alumineries du Québec.	Environnement et changement climatiques Canada, Association de l'aluminium du Canada (AAC), MELCC
Équipe intersectorielle de soutien à l'intervention en cas de signalement et d'éclosion de légionellose	Suivi de l'état de la situation des légionelloses au Québec (environ 1 rencontre par mois pendant la saison forte : mai à octobre-novembre)	MELCC, MSSS, SQI, RBQ, MAPAQ
Comité directeur du Rapport sur l'état des ressources en eau et des écosystèmes aquatiques	Le comité directeur a comme but de convenir des coûts et des échéanciers et veiller à leur respect; d'assurer l'implication des directions dans la production du Rapport; de suivre l'évolution du projet, de valider les livrables avant leur présentation aux autorités du ministère et de contribuer à la promotion du Rapport sur l'état des ressources en eau et des écosystèmes aquatiques qui a été publié en décembre 2020. En 2020-21 deux rencontres ont eu lieu (octobre et février).	14 représentants du MELCC (DGPE, DGSÉE, DEH, DGCB, CCEAQ, CCEQ) et 2 représentants du MFFP
Comité organisateur Congrès annuel 2021 de l'Association canadienne des ressources hydriques (ACRH)	Ce comité organisateur comprend des membres de la section du Québec de l'ACRH et organise le congrès annuel de l'association qui aura lieu en ligne du 31 mai au 4 juin 2021. Plusieurs employés du MELCC feront des présentations lors du congrès qui porte sur la gestion des risques et des opportunités liés à l'eau : partage des connaissances et des expertises.	1 représentant du MELCC, des représentants des instituts de recherche du Québec, et un représentant d'Hydro Québec
Comité directeur du Consortium de recherche dédié à l'eau	Le Consortium vise à accroître la concertation et les partenariats entre le gouvernement, le milieu de la recherche et les principaux acteurs de l'eau concernant les enjeux et les besoins liés à la gouvernance et à la gestion de l'eau, dans le but d'acquérir de nouvelles connaissances et d'en faire la diffusion. Le MELCC co-préside le comité de direction du Consortium de recherche dédié à l'eau. Il siège également au comité de gestion. En 2020 – 2021, deux rencontres du comité de direction ont eu lieu ainsi qu'une rencontre du comité scientifique. Quant au comité de gestion, 7 rencontres ont eu lieu au cours de la même période.	MELCC, Université Laval, douze autres institutions académiques, organismes partenaires.

Comité directeur du réseau de recherche RIISQ	Générer de nouvelles connaissances, des solutions novatrices et des initiatives de politiques publiques autour de la gestion des risques liés aux inondations dans un contexte de changements climatiques.	Fédère 16 établissements universitaires et près de 50 partenaires – centres de recherche, municipalités, associations ou services gouvernementaux
Comité des anciennes carrières sur l'île de Montréal	Rencontres de concertation sur les interventions et suivis en cours par la Ville de Montréal ainsi que sur les projets en cours ou à venir sur ces anciens lieux d'élimination de matières résiduelles. 3 réunions en 2020-2021 et 3 prévues en 2021-2022.	Ville de Montréal, Direction régionale de Santé publique et MELCC (DRAE-06)
Comité paritaire de gestion du programme de subvention ClimatSol	Rencontres sur l'évaluation de la recevabilité d'avenants demandés aux contrats, par les demandeurs de subvention, en fonction du cadre normatif et des justifications communiquées. Prise de décision sur les avenants. 3 réunions en 2020-2021 et 2 prévues en 2021-2022.	Ville de Montréal et MELCC (DRAE-06 et PEI)
Comité d'orientation et de suivi de l'entente de décontamination de l'Est de Montréal (100 M\$)	Rencontres de concertation sur l'état d'avancement du programme et les enjeux liés aux exigences relatives à la gestion des terrains contaminés. 3 réunions en 2020-2021 et 2 à 3 prévues en 2021-2022.	Ville de Montréal, MEI, MAMH et MELCC (DRAE-06)
Processus de consultation concerté dans le secteur minier (Comité directeur)	Mandat : • Approuver un modèle de gouvernance et un plan de travail en vue de la signature de l'entente; • Déterminer le mandat du comité technique interministériel; • Approuver une entente sur le processus de coordination interministérielle découlant de la Politique de consultation des communautés autochtones propre au secteur minier; • Approuver un plan de formation pour la mise en œuvre de l'entente; résoudre les cas problématiques et exceptions.	MERN, MFFP, MCC, SAA, MELCC
Processus de consultation concerté dans le secteur minier (Comité technique)	Mandat : • Élaborer une proposition d'entente sur le processus de coordination interministérielle; • Élaborer un plan de formation afin de mettre en œuvre l'entente; suivre la mise en œuvre de l'entente.	MERN, MFFP, MCC, SAA, MELCC

Sous-comité sur l'OSCQ sur les feux de forêt	Les objectifs généraux du sous-comité de l'OSCQ sur les feux de forêt sont de déterminer, pour tous les acteurs concernés, les enjeux en matière de sécurité civile que peut présenter l'aléa, de préciser les rôles des différents intervenants locaux, régionaux et provinciaux ainsi que de développer et mettre en place une approche concertée et basée sur la gestion du risque assurant la cohérence des actions interministérielles ainsi que celle des différents acteurs concernés. Le MELCC a désigné une répondante en 2020-2021, mais aucune rencontre n'a eu lieu pour le moment.	OSCQ, MFFP
Groupe interministériel concernant les camps autochtones	Comité de réflexion entourant le concept de « camps autochtones ». Deux rencontres sur des enjeux de camps autochtones précis ont eu lieu en 2020.	MERN, SAA, MFFP et MELCC
Comité interministériel permanent sur les ententes en milieu nordique	Le mandat du comité est le suivant : • Développer des outils favorisant la pérennité de la mémoire institutionnelle et le partage des connaissances au regard des conventions et ententes en milieu nordique; • Conseiller les ministères et les organismes lorsqu'ils doivent adopter des mesures ou négocier et mettre en œuvre des conventions et ententes en milieu nordique; • Établir des positionnements gouvernementaux prenant appui sur l'interprétation de certaines dispositions des conventions et ententes en milieu nordique; • Assurer le respect des dispositions et des cadres mis en place par les ententes en milieu nordiques, par toutes les parties signataires; • Assurer la coordination et le partage d'information entre les ministères et organismes sur les dossiers de mise en œuvre actifs; • Contribuer à adapter ou à élaborer le programme de formation pour assurer le développement de la relève et la diffusion de la connaissance au sein du gouvernement du Québec.	SAA, MERN, MFFP et MELCC
Sous-comité interministériel de réflexion sur la consultation en milieu nordique	Mandat : • Procéder à une analyse des textes des conventions et des lois de mise en œuvre afin de dégager des compréhensions communes des mécanismes de consultation (i. e. les chapitres 22, 23 et 24 de la CBJNQ et le chapitre 14 de la CNEQ), de leurs implications et des obligations qui en découlent. • Rédiger des fiches de positionnement en matière de consultation en milieu nordique dont une fiche portant sur l'Obligation de consulter les Autochtones signataires des conventions en milieu nordique dans le contexte de l'élaboration d'une loi, d'un règlement ou d'une règle administrative par le gouvernement.	SAA, MERN, MFFP et MELCC

Comité sur l'accompagnement des promoteurs	Le comité vise à revoir et améliorer l'offre actuelle d'accompagnement des promoteurs en matière d'affaires autochtones. Le comité permettra notamment la refonte du Document d'information à l'intention des promoteurs et introduction générale aux relations avec les communautés autochtones dans le cadre de projets de mise en valeur des ressources naturelles publié par le Secrétariat aux affaires autochtones.	SAA, MERN, MFFP et MELCC
Comité de développement de la stratégie pour les caribous forestiers et montagnards – Intégration des principes de la stratégie au processus d'évaluation environnementale	Le comité vise à élaborer et à mettre en œuvre une stratégie visant à assurer la protection du caribou forestier et montagnard. De manière plus spécifique, les réunions à laquelle participe la DGEES visent à élaborer un cadre pour l'évaluation environnementale dans un contexte de territoires qui seraient retenus pour la stratégie.	MFFP, MERN, MELCC
Comité sur les enjeux environnementaux et sur la santé liée à l'exploration, à l'exploitation et à la transformation des minéraux critiques ou stratégiques (MCS)	Identifier les enjeux liés à la mise en valeur des MCS ayant des impacts sur l'environnement et la santé au Québec. Proposer et réaliser des études afin d'acquérir les connaissances manquantes pour l'analyse de certains impacts. Identifier des pistes d'améliorations administratives, légales ou réglementaires visant à encadrer les enjeux liés à la mise en valeur des MCS sur l'environnement et la santé.	MERN (responsable), MSSS, MELCC, MEI, MAMH, SPN
Comité interministériel sur l'acceptabilité sociale (CIMAS)	Formuler des recommandations en lien avec l'orientation 3 de la future Stratégie en acceptabilité sociale proposée par le MERN. Cette orientation a pour objet de « favoriser le développement d'une vision gouvernementale de l'acceptabilité sociale ».	MERN (responsable), MSSS, MFFP, MELCC, MAPAQ, MAMH, MTQ, MEI.
Comité érosion côtière aux Îles-de-la-Madeleine	Ce comité a pour objectif de cerner les enjeux ministériels et locaux en lien avec l'érosion côtière aux Îles-de-la-Madeleine, réaliser un document d'information global et favoriser une démarche concertée entre les différents acteurs impliqués. Il est piloté par le Bureau régional de coordination gouvernementale des Îles-de-la-Madeleine (BRCGI) (MAMH).	MAMH (responsable), MTQ, MELCC, MSP, MSSS, MFFP, HQ, UQAR, Municipalité des Îles-de-la-Madeleine.

Indiquer la liste des consultations menées par le Ministère et ses organismes auprès des communautés autochtones en 2020-2021. Ventiler par sous-ministériat et par organisme et indiquer pour chacun :

- a. l'objet des consultations;
- b. le moyen utilisé;
- c. les dates de rencontres;
- d. les communautés et les personnes consultées;
- e. les résultats des consultations;
- f. les montants afférents;
- g. les rencontres à venir au cours de l'exercice financier 2021-2022.

Note : Le Ministère a l'obligation de consulter et, s'il y a lieu d'accommoder, des communautés autochtones, pour tout projet susceptible d'avoir un effet préjudiciable sur un droit revendiqué ou établi, qui relève du principe de l'honneur de la Couronne. Ces consultations ont été effectuées selon le Guide intérimaire en matière de consultation des communautés autochtones. Considérant l'importance que mon ministère accorde aux affaires autochtones, il a créé, en décembre 2020, la Direction des affaires autochtones (DAA) afin de consolider, développer et partager l'expertise notamment en matière de consultation.

Les consultations suivantes ont été menées par le Sous-ministériat aux évaluations et aux autorisations environnementales du MELCC, soit par la DAA ou les directions régionales concernées :

CONSULTATIONS – PROJETS ASSUJETTIS À LA PÉEIE						
OBJET DES CONSULTATIONS	MOYEN UTILISÉ	DATES DE RENCONTRE	COMMUNAUTÉS CONSULTÉES	RÉSULTATS DES CONSULTATIONS	MONTANTS AFFÉRANTS	RENCONTRES 2021-2022
Agrandissement du parc de réservoirs de CEPSC Chimie à Bécancour (Cepsc Chimie Bécancour inc.)	Correspondances	Aucune	Abénaquis de Wôlinak (via le GCNWA)	La consultation a été amorcée le 4 avril 2019, auprès des Abénaquis de Wôlinak par le biais du Grand Conseil de la nation Waban-Aki (GCNWA). Quelques échanges de courriel ont eu lieu avec le GCNWA dans le cadre de la consultation. Les préoccupations des Abénaquis sur ce projet concernaient seulement le patrimoine archéologique et historique. Enfin, à l'étape de l'analyse environnementale, la Nation s'est dit satisfaite des engagements de l'initiateur quant aux préoccupations concernant le patrimoine archéologique et n'a pas soulevé d'autres préoccupations quant au projet.	0 \$	
Atténuation des risques à la	Correspondances,	30 novemb	Abénaquis	Participation active du GCNWA. Les Abénaquis	0 \$	

CONSULTATIONS – PROJETS ASSUJETTIS À LA PÉEIE						
OBJET DES CONSULTATIONS	MOYEN UTILISÉ	DATES DE RENCONTRE	COMMUNAUTÉS CONSULTÉES	RÉSULTATS DES CONSULTATIONS	MONTANTS AFFÉRANTS	RENCONTRES 2021-2022
sécurité publique liés aux munitions explosives non explosées (UXO) au lac Saint-Pierre (ministère de la Défense nationale)	échanges téléphoniques et rencontres virtuelles	re et le 7 décembre 2020 (TEAMS)	d'Odanak et de Wôlinak (via le GCNWA)	ont manifesté des inquiétudes lorsque l'étude d'impact a été jugée recevable alors que des préoccupations n'avaient alors pas été répondues par l'initiateur. Le Ministère a informé la nation que l'initiateur s'est engagé à réaliser une étude complémentaire en lien avec les préoccupations de la nation partagées par les experts du ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (MFFP) et du ministère fédéral des Pêches et des Océans (MPO). Le Ministère s'est engagé à leur acheminer le rapport de l'étude et que leurs commentaires et questions seront pris en compte à l'étape de l'analyse environnementale.		
Complexe de liquéfaction de gaz naturel à Saguenay - Projet Énergie Saguenay (GNL Québec Inc.)	Correspondances, échanges téléphoniques et rencontres	Aucune	Mashteuiatsh, Essipit	Participation active des communautés autochtones à la consultation. Les 2 communautés ont transmis leurs préoccupations résiduelles concernant le projet le 30 novembre 2020 à l'étape de l'analyse environnementale. Plusieurs demandes d'engagement ont été envoyées à l'initiateur le 3 mars 2021 dans le but de répondre aux préoccupations des communautés.	0 \$	
Construction d'un tramway sur le territoire de la Ville de Québec dans le cadre du projet de RSTC (Ville de Québec)	Correspondances et échanges téléphoniques	19 novembre 2020 (TEAMS)	Huron-Wendat	Participation active de la nation huronne-wendat qui a transmis leurs observations sur les enjeux du projet (lettre du 18 avril 2019) et leurs commentaires sur l'étude d'impact (lettre du 19 février 2020). La nation souhaite, entre autres, participer à l'évaluation des impacts du projet sur leurs	0 \$	

CONSULTATIONS – PROJETS ASSUJETTIS À LA PÉEIE

OBJET DES CONSULTATIONS	MOYEN UTILISÉ	DATES DE RENCONTRE	COMMUNAUTÉS CONSULTÉES	RÉSULTATS DES CONSULTATIONS	MONTANTS AFFÉRANTS	RENCONTRES 2021-2022
				activités coutumières et être impliquée dans les travaux et fouilles archéologiques. Le Ministère a demandé la production d'un addenda aux questions transmises à l'initiateur afin d'y inclure deux questions concernant les préoccupations de la nation huronne-wendat.		
Construction et exploitation d'un lieu d'enfouissement technique sur le territoire de la municipalité de Dolbeau-Mistassini (Excavation Dolbeau inc.)	Correspondances	Aucune	Mashteuiatsh	Amorce de consultation auprès de la communauté de Mashteuiatsh. Dans une lettre datée du 30 septembre 2019, Mashteuiatsh informe le MELCC qu'elle ne déposera pas d'observation sur les enjeux que l'étude d'impact devrait aborder. La consultation se poursuivra lors que l'initiateur du projet aura déposé l'étude d'impact.	0 \$	
Desserte en gaz naturel de la zone industrialo-portuaire de Saguenay (Énergir, s.e.c.)	Correspondances et échanges téléphoniques	Aucune	Mashteuiatsh, Essipit	La consultation s'est terminée avec l'envoi d'une rétroaction à la suite de la publication du décret du 1 ^{er} avril 2020 autorisant le projet.	0 \$	
Dragage des canaux de la municipalité de Saint-Zotique (Municipalité de Saint-Zotique)	Correspondances, échanges téléphoniques	Aucune	Akwesasne	Participation active d'Akwesasne au début de la consultation. Une rencontre a eu lieu avec l'initiateur à la demande d'Akwesasne. Aucun commentaire suite au dépôt des RQC1 (lettre du 20 décembre 2019). La communauté n'a toujours pas transmis de commentaire en 2020-2021.	0 \$	
Lieux d'enfouissement de sols contaminés à Bécancour (Gestion 3LB)	Correspondances	Aucune	Abénaquis d'Odanak et de Wôlinak (via le GCNWA)	La consultation s'est terminée avec l'envoi d'une rétroaction à la suite de la publication du décret le 1 ^{er} avril 2020 autorisant le projet.	0 \$	
Ligne d'interconnexion des Appalaches-Maine (Hydro-Québec)	Correspondances, échanges téléphoniques	25 juin 2020 (TEAM S)	Abénaquis d'Odanak et de Wôlinak	Le 24 février 2020, le MELCC a acheminé une rétroaction concernant les réactions du bureau du Ndakina du GCNWA	0 \$	

CONSULTATIONS – PROJETS ASSUJETTIS À LA PÉEIE						
OBJET DES CONSULTATIONS	MOYEN UTILISÉ	DATES DE RENCONTRE	COMMUNAUTÉS CONSULTÉES	RÉSULTATS DES CONSULTATIONS	MONTANTS AFFÉRANTS	RENCONTRES 2021-2022
			(via le GCNWA)	aux réponses de l'initiateur. Le Bureau du Ndakina a transmis des préoccupations résiduelles au début de l'analyse environnementale du projet, le 9 septembre 2020. Le MELCC y a donné suite en transmettant à l'initiateur, en date du 30 octobre 2020, une demande d'engagement et d'information complémentaires reflétant ces enjeux. Les réponses de l'initiateur ont été transmises à la communauté le 9 décembre 2020. L'initiateur s'est engagé à prendre plusieurs mesures pour répondre aux préoccupations et aux attentes des Abénaquis en lien avec le projet. Les préoccupations principales soulevées lors de la consultation concernent majoritairement le volet archéologique. Ils sont également préoccupés par les revendications de la nation huronne-wendat qui affirment détenir des droits sur le territoire du projet et souhaitent prendre part aux inventaires archéologiques. Cette demande est particulièrement sensible pour les Abénaquis qui considèrent la possibilité de bloquer l'accès aux sites archéologiques aux représentants de la nation huronne-wendat.		
Mine de fer du lac Bloom - Augmentation de la capacité d'entreposage des résidus et stériles miniers (Minerai	Correspondances, échanges téléphoniques	Aucune	Matimekush-Lac-John, Uashat-Maliotenam,	Le projet de programme de compensation de l'habitat du poisson connexe au projet a eu pour effet de lever quatre consultations complémentaires auprès	0 \$	

CONSULTATIONS – PROJETS ASSUJETTIS À LA PÉEIE						
OBJET DES CONSULTATIONS	MOYEN UTILISÉ	DATES DE RENCONTRE	COMMUNAUTÉS CONSULTÉES	RÉSULTATS DES CONSULTATIONS	MONTANTS AFFÉRANTS	RENCONTRES 2021-2022
de fer Québec)			Pessamit, Essipit, Nutashkuan Naskapis de Kawawachikamach	des Naskapis de Kawawachikamach et des Innus de Pessamit, Essipit et Nutashkuan. Ces communautés ont participé à la consultation et leurs préoccupations ont été prises en compte. Le projet pour lequel Pessamit a été consulté a toutefois été annulé, et celui qui concernait Essipit a été modifié. En mars 2020, des lettres les informant de ces modifications leur ont été acheminées. Un nouveau projet de compensation de l'habitat du poisson à la Baie Saint-François a nécessité que le Ministère amorce une consultation auprès d'Odanak (via le GCNWA). Ceux-ci ont répondu ne pas avoir de commentaires sur le projet.		
Mise en production du gisement Galt Sud-Ouest (Cuda Pétrole et Gaz inc.)	Correspondances	Aucune	Micmacs (via le Secrétaire Mig'mawéi Mawiomí)	Le Ministère poursuivra la consultation auprès des communautés visées lorsqu'il aura reçu l'étude d'impact.	0 \$	
Parc éolien Des Cultures (Énergie renouvelable Des Cultures S.E.C.)	Correspondances	Aucune	Kahnawake	La consultation s'est terminée avec l'envoi d'une rétroaction à la suite de la publication du décret le 3 juin 2020 autorisant le projet.	0 \$	
Projet Authier (Sayona Québec inc.)	Correspondances	Aucune	Pikogan	Consultation amorcée le 13 juin 2019. Aucun retour de la part de la communauté malgré l'envoi de lettres suivi de rappels.	0 \$	
Projet de Mine aurifère Wasamac (Corporation aurifère Monarques)	Correspondances	Aucune	Pikogan	Le Ministère poursuivra la consultation auprès de la communauté visée lorsqu'il aura reçu l'étude d'impact.	0 \$	
Projet Gazoduq (Gazoduq inc.)	Correspondances, échanges téléphoniques et	Aucune	Pikogan, Timiskaming, Lac-	Le Ministère poursuivra la consultation auprès des communautés visées lorsqu'il aura reçu l'étude d'impact. Bien	0 \$	

CONSULTATIONS – PROJETS ASSUJETTIS À LA PÉEIE						
OBJET DES CONSULTATIONS	MOYEN UTILISÉ	DATES DE RENCONTRE	COMMUNAUTÉS CONSULTÉES	RÉSULTATS DES CONSULTATIONS	MONTANTS AFFÉRANTS	RENCONTRES 2021-2022
	rencontres		Simon, Wemotaci, Obedjiwan, Manawan, Mashteuiatsh, Essipit (information)	que certaines communautés consultées se soient regroupées au sein de la « Société Mamo Aki », le MELCC maintient un canal de consultation distinct auprès de celles-ci.		
Projet Horne 5 : projet d'exploitation d'un gisement d'or polymétallique (Ressources Falco Ltée)	Correspondances, échanges téléphoniques	Aucune	Pikogan	Projet en suspens depuis 3 ans.	0 \$	
Projet minier Matawinie (Nouveau Monde Graphite)	Correspondances, échanges téléphoniques et rencontres	23 juin 2020 (TEAMS) 7 juillet 2020 (rencontre téléphonique) 11 septembre 2020 (TEAMS) 5 novembre 2020 (TEAMS)	Manawan	Conformément au <i>Guide intérimaire en matière de consultation des communautés autochtones</i>, le MELCC a consulté la communauté attikamek de Manawan. La consultation a été amorcée en 2018, mais ce n'est que récemment, à la faveur des audiences publiques du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement, que les Attikameks ont manifesté leur intérêt à y prendre part. Le Ministère a été en mesure de recueillir et de prendre en compte les préoccupations et commentaires préliminaires des Attikameks. Afin de permettre aux Attikameks de consulter leurs membres, le gouvernement du Québec leur a accordé un délai ainsi qu'un financement. Les Attikameks ont déposé leur rapport de consultation le 18	0 \$	En planification

CONSULTATIONS – PROJETS ASSUJETTIS À LA PÉEIE						
OBJET DES CONSULTATIONS	MOYEN UTILISÉ	DATES DE RENC ONTRE	COMMUNAUTÉS CONSULTÉES	RÉSULTATS DES CONSULTATIONS	MONTANTS AFFÉRANTS	RENCONTRES 2021-2022
				novembre 2020. Les préoccupations de la communauté ont permis au MELCC de formuler des questions et des demandes d'engagements additionnelles à l'initiateur, qui y a répondu de façon satisfaisante. Ces questions portaient sur la participation des Attikameks aux activités de suivi et de surveillance, la restauration du site minier, l'information en cas de découverte archéologique et l'hébergement des travailleurs attikameks à proximité de la mine. La plupart des préoccupations de la communauté de nature environnementale avaient déjà été prises en compte dans l'analyse environnementale du projet. La communauté pourra poursuivre ses échanges avec l'initiateur du projet concernant certaines des préoccupations au sein des comités. Le gouvernement comprend que l'acceptabilité sociale du projet est étroitement liée à la conclusion d'une entente sur les répercussions et les avantages (ERA) et que la communauté attikamek de Manawan a mentionné une opposition sur la base de revendication territoriale.		

CONSULTATIONS – PROJETS ASSUJETTIS À LA PÉEIE						
OBJET DES CONSULTATIONS	MOYEN UTILISÉ	DATES DE RENCONTRE	COMMUNAUTÉS CONSULTÉES	RÉSULTATS DES CONSULTATIONS	MONTANTS AFFÉRANTS	RENCONTRES 2021-2022
				La question des revendications territoriales dépasse la portée de l'évaluation environnementale et devra être réglée à la table de négociation tripartite à laquelle participent le gouvernement du Québec et la communauté de Manawan. La consultation s'est terminée avec l'envoi d'une rétroaction à la suite de la publication du décret en février 2020 autorisant le projet.		
Raccordement du complexe Énergie Saguenay au réseau de transport d'Hydro-Québec (Hydro-Québec)	Correspondances et échanges téléphoniques	Aucune	Mashteuiatsh, Essipit	Le Ministère poursuivra la consultation auprès des communautés visées lorsqu'il aura reçu l'étude d'impact.	0 \$	
Réhabilitation du quai de Sainte-Anne-de-Beaupré (Corporation de développement du quai de Sainte-Anne-de-Beaupré)	Correspondances et échanges téléphoniques	Aucune	Huron-Wendat	La consultation s'est terminée avec l'envoi d'une rétroaction à la suite de la publication du décret le 30 juin 2020 autorisant le projet.	0 \$	
Renforcement des réseaux de transport à 315 kV et à 120 kV de l'Abitibi-Témiscamingue (Hydro-Québec)	Correspondances et échanges téléphoniques	Aucune	Pikogan	Le Ministère poursuivra la consultation auprès de la communauté visée lorsqu'il aura reçu l'étude d'impact.	0 \$	
Stabilisation de berges de la baie Saint-François (Ville de Salaberry-de-Valleyfield)	Correspondances, échanges téléphoniques et rencontres	7 avril 2020 (appel conférence)	Akwesasne, Kahnawake	Les préoccupations d'Akwesasne ont été prises en compte par l'initiateur très tôt dans le processus, mais la consultation de l'initiateur auprès de Kahnawake demeure incomplète. Kahnawake conteste la recevabilité de l'étude d'impact au regard de la prise en compte des impacts sur ses droits. Il a été demandé à l'initiateur de déposer un document complémentaire afin de	0 \$	

CONSULTATIONS – PROJETS ASSUJETTIS À LA PÉEIE

OBJET DES CONSULTATIONS	MOYEN UTILISÉ	DATES DE RENC ONTRE	COMMUNAUTÉS CONSULTÉES	RÉSULTATS DES CONSULTATIONS	MONTANTS AFFÉRANTS	RENCONTRES 2021-2022
				prendre en compte les préoccupations de Kahnawake.		
Lieux d'enfouissement de sols contaminés à Bécancour	Correspondances	Aucune	Abénaquis d'Odanak et de Wôlinak (via le GCNWA)	La consultation s'est terminée avec l'envoi d'une rétroaction à la suite de la publication du décret le 1 ^{er} avril 2020 autorisant le projet.	0 \$	
Stabilisation des berges - Plage Jacques-Cartier	Correspondance	Aucune	Hurons-Wendat	À la suite d'une lettre datée du 14 août 2020, dans laquelle la nation huronne-wendat déplore l'absence de consultation sur le projet, et après seconde analyse des impacts, une consultation a été amorcée auprès de la nation huronne-wendat. Un tableau reflétant la prise en compte des préoccupations de la nation leur a été transmis.	0 \$	
Construction d'un lieu d'enfouissement technique par la Régie intermunicipale de traitement des matières résiduelles des MRC de La Matapédia et de La Mitis (RITMR)	Correspondance		Micmacs (via le Secrétaire Mig'mawei Mawiomi)	Le MELCC a reçu une lettre dans laquelle les Micmacs s'opposent au projet et confirment leur désir d'être consulté à la suite de la réception de l'étude d'impact.	0 \$	
Programme décennal de dragage d'entretien et agrandissement de deux quais des installations portuaires de Bécancour	Correspondance	22 juin 2020 (TEAMS)	Abénaquis de Wôlinak (via le GCNWA)	Lettre d'amorce de consultation envoyée le 23 juillet 2020 aux Abénaquis de Wôlinak via le GCNWA. Le 24 novembre 2020, le MELCC a reçu les préoccupations préliminaires des Abénaquis quant au projet et a avisé l'initiateur. Le Ministère poursuivra la consultation auprès de la communauté visée lorsqu'il aura reçu l'étude d'impact.	0 \$	
Projet d'agrandissement du lieu d'enfouissement	Correspondance	Aucune	Première Nation Malécite	Lettre d'amorce de la consultation autochtone envoyée le 14 septembre 2020. Le	0 \$	

CONSULTATIONS – PROJETS ASSUJETTIS À LA PÉEIE						
OBJET DES CONSULTATIONS	MOYEN UTILISÉ	DATES DE RENCONTRE	COMMUNAUTÉS CONSULTÉES	RÉSULTATS DES CONSULTATIONS	MONTANTS AFFÉRANTS	RENCONTRES 2021-2022
technique de la ville de Rivière-du-Loup			de Viger	MELCC a reçu les enjeux préliminaires de la Nation le 30 octobre 2020 et les a fait suivre à l'initiateur du projet. Le Ministère poursuivra la consultation auprès de la communauté visée lorsqu'il aura reçu l'étude d'impact.		

CONSULTATIONS – MODIFICATION DE DÉCRET						
OBJET DES CONSULTATIONS	MOYEN UTILISÉ	DATES DE RENCONTRE	COMMUNAUTÉS CONSULTÉES	RÉSULTATS DES CONSULTATIONS	MONTANTS AFFÉRANTS	RENCONTRES 2021-2022
Projet de recharge de plage d'urgence, dans le secteur de la rue Labrie, à l'est du quai municipal à Pointe-aux-Outardes	Correspondance		Pessamit	La communauté n'a émis aucun commentaire dans le cadre de cette consultation. La lettre rétroaction finale annonçant l'autorisation a été envoyée le 24 février 2021.	0 \$	
Report de la mise en eau du réservoir de la Romaine 4 (Hydro-Québec)	Correspondances et échanges téléphoniques	Aucune	Unamen Shipu Ekuanitshit Pakuashipi	Amorce de consultation. Retour de Pakuashipi qui souhaite un délai supplémentaire. Aucun commentaire. Faire rétroaction finale à la suite du décret.	0 \$	

CONSULTATIONS – AUTORISATIONS MINISTÉRIELLES						
OBJET DES CONSULTATIONS	MOYEN UTILISÉ	DATES DE RENCONTRE	COMMUNAUTÉS CONSULTÉES	RÉSULTATS DES CONSULTATIONS	MONTANTS AFFÉRANTS	RENCONTRES 2021-2022
Aménagement du milieu côtier et aménagement d'habitats fauniques (DRAE du Bas St-Laurent)	Lettre de consultation (19 août 2020)	Aucune	Première Nation Malécite de Viger	La PNWW n'a pas de préoccupation particulière à émettre concernant ce projet.	0 \$	Aucune
Construction d'une passerelle au-dessus de la rivière Bleue (DRAE du Bas St-Laurent)	Lettre de consultation (8 janvier 2021)	Aucune	Première Nation Malécite de Viger	La PNWW souligne la nécessité que soit réalisé un inventaire archéologique préalable aux travaux et recommande la réalisation d'une étude sur l'impact sur le poisson.	0 \$	Des rencontres pourraient se tenir entre le demandeur, la DRAE et le MFFP concernant le suivi des

CONSULTATIONS – AUTORISATIONS MINISTÉRIELLES						
OBJET DES CONSULTATIONS	MOYEN UTILISÉ	DATES DE RENCONTRE	COMMUNAUTÉS CONSULTÉES	RÉSULTATS DES CONSULTATIONS	MONTANTS AFFÉRANTS	RENCONTRES 2021-2022
						préoccupations de la PNWW.
Exploitation d'une sablière (DRAE du Bas St-Laurent)	Lettre de consultation (17 février 2021)	Aucune	Première Nation Malécite de Viger	La PNWW n'a pas de préoccupation particulière à émettre concernant ce projet.	0 \$	Aucune
Extension des systèmes d'aqueduc et d'égout incluant l'ajout d'un poste de pompage et d'un piège à matières grasses pour desservir un développement de villégiature (DRAE du Saguenay/Lac-Saint-Jean)	Lettres de consultation (25 février 2020 et 10 novembre 2020)	Aucune	Mashteuiatsh	Nécessité d'un inventaire archéologique préalable aux travaux. Dossier terminé	0 \$	Aucune
Établissement d'une installation de traitement des eaux usées - Camp Mercier (DRAE de la Capitale-Nationale)	Lettre de consultation (30 juillet 2020)	Aucune	Mashteuiatsh Essipit Hurons-Wendat	Correspondances reçues de Mashteuiatsh, d'Essipit et de la nation huronne-wendat pas d'opposition à ce projet. Un inventaire archéologique a été réalisé et les sondages se sont avérés négatifs.	0 \$	Aucune
Installation de conduites d'égout pluvial, Chemin du Golf Ouest, Drummondville (DRAE de la Mauricie et du Centre-du-Québec)	Lettre de consultation (19 octobre 2020)	Aucune	Grand Conseil de la Nation Waban-Aki (GCNWA)	Le dossier a été fermé à la suite du retrait de la demande par le demandeur.	0 \$	Aucune
Travaux dans le littoral pour la réhabilitation de digues de protection, Gentilly 2 (DRAE de la Mauricie et du Centre-du-Québec)	Lettre de consultation (20 août 2020)	Aucune	Grand Conseil de la Nation Waban-Aki (Odanak et Wôlinak)	Une lettre a été transmise le 15 septembre 2020 par le GCNWA indiquant qu'ils sont rassurés par les mesures mises en place pour minimiser les impacts du projet sur l'environnement.	0 \$	Aucune
Prolongement d'un réseau d'aqueduc et réalisation de travaux en rive dans la Réserve faunique du Saint-Maurice, secteur Dunbar (DRAE de la Mauricie et du	Lettre de consultation (1 ^{er} avril 2020)	Aucune	Wemotaci Manawan	Aucun retour des communautés à la suite de l'envoi des lettres par le MELCC.	0 \$	Aucune

CONSULTATIONS – AUTORISATIONS MINISTÉRIELLES						
OBJET DES CONSULTATIONS	MOYEN UTILISÉ	DATES DE RENCONTRE	COMMUNAUTÉS CONSULTÉES	RÉSULTATS DES CONSULTATIONS	MONTANTS AFFÉRANTS	RENCONTRES 2021-2022
Centre-du-Québec)						
Prélèvement d'eau, Saint-Tite (DRAE de la Mauricie et du Centre-du-Québec)	Lettre de consultation (23 juillet 2020)	Aucune	Huron-Wendat	À la suite de la réception des dernières informations du requérant, la DRAE a pu transmettre les détails techniques demandés par la communauté. Le 28 janvier 2021, la nation huronne-wendat informe la DRAE, qu'après analyse des dernières informations transmises, celle-ci n'a pas de préoccupations d'ordre environnemental concernant le projet. Elle demande toutefois si des vérifications ont été faites concernant le potentiel archéologique du site à l'étude. Après consultation du ministère de la Culture et des Communications, celui-ci juge qu'il n'est pas justifié de pousser l'analyse du potentiel archéologique plus loin dans ce dossier.	0 \$	Aucune
Prélèvement d'eau de surface (DRAE de la Mauricie et du Centre-du-Québec)	Lettre de consultation (6 avril 2020)	Aucune	Wemotaci Manawan	Aucun retour des communautés à la suite de l'envoi des lettres par le MELCC.	0 \$	Aucune
Construction d'une usine de transformation de luzerne et installation d'un système de gestion des eaux pluviales, Innovation Virentia, Bécancour (DRAE de la Mauricie et du Centre-du-Québec)	Lettre de consultation (16 juillet 2020)	Aucune	Grand Conseil de la Nation Waban-Aki	La communauté s'est entretenue directement avec le promoteur afin de leur faire part de leurs préoccupations face au projet.	0 \$	Aucune
Travaux d'aménagement du sol dans des marécages, Innomalt, Bécancour (DRAE de la Mauricie et du Centre-du-Québec)	Lettre de consultation (1 ^{er} février 2021)	Aucune	Grand Conseil de la Nation Waban-Aki	Le GCNWA a transmis des préoccupations concernant le potentiel archéologique. Une rencontre aura lieu la DRAE, le demandeur et le GCNWA à ce sujet.	0 \$	14 avril 2021
Démantèlement de	Lettre de	19	Conseil	Information de la part du	0 \$	Une

CONSULTATIONS – AUTORISATIONS MINISTÉRIELLES						
OBJET DES CONSULTATIONS	MOYEN UTILISÉ	DATES DE RENCONTRE	COMMUNAUTÉS CONSULTÉES	RÉSULTATS DES CONSULTATIONS	MONTANTS AFFÉRANTS	RENCOUNTERS 2021-2022
véhicules routiers hors d'usage pour fin de recyclage (DRAE de la Montérégie) à Sainte-Catherine	consultation (15 mai 2020)	novembre 2020	des Mohawks de Kahnawake (CMK)	CMK de la contamination possible au plomb de sols en territoire Mohawk à la limite du parc industriel de Sainte-Catherine. Rencontre avec Service aux Autochtones Canada (SAC) quant à la possibilité de réaliser un échantillonnage de sols à Kahnawake et ouverture sur une potentielle caractérisation des rejets à Sainte-Catherine selon les résultats des sols contaminés. Délivrance de l'autorisation.		rencontre de suivi avec SAC devrait se tenir en 21-22.
Plan quinquennal d'aqueduc et d'égout dans le cadre du projet Écoquartier La Prairie-sur-le-Parc, à La Prairie (DRAE adjointe de la Montérégie)	Lettre de consultation (16 décembre 2020)	15 janvier 2021	Conseil des Mohawks de Kahnawake (CMK)	Consultation menée par le MERN dans le cadre de la cession d'un remblai à la ville de La Prairie. Aucun retour du CMK à la suite de la rencontre et d'une relance. La consultation est considérée comme close et l'autorisation devrait être délivrée sous peu.	0 \$	Aucune
Aménagement d'une rampe de mise à l'eau à l'extrémité du chemin Cousineau, à Notre-Dame-de-l'Île-Perrot (DRAE adjointe de la Montérégie)	Lettre de consultation (3 juin 2020)	11 septembre 2020	Conseil des Mohawks de Kahnawake (CMK)	Consultation conjointe avec le ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (MFFP). Les préoccupations soulevées par la communauté s'adressaient au MFFP. Autorisation délivrée.	0 \$	Aucune
Réfection du quai du Pic à Sainte-Catherine (DRAE adjointe de la Montérégie)	Lettre de consultation (26 janvier 2021)	Aucune	Conseil des Mohawks de Kahnawake (CMK)	Aucune réponse du CMK. Une relance doit être faite.	0 \$	Possibilité d'une rencontre de consultation si la communauté le souhaite
Intervention en milieux hydriques pour le faucardage des plantes aquatiques des canaux de navigation, à Saint-Zotique (DRAE adjointe de la Montérégie)	Lettre de consultation (19 mai 2020)	Aucune	Conseil des Mohawks d'Akwesasne (CMA)	Aucune réponse du CMA. Autorisation délivrée.	0 \$	Aucune

CONSULTATIONS – AUTORISATIONS MINISTÉRIELLES						
OBJET DES CONSULTATIONS	MOYEN UTILISÉ	DATES DE RENCONTRE	COMMUNAUTÉS CONSULTÉES	RÉSULTATS DES CONSULTATIONS	MONTANTS AFFÉRANTS	RENCONTRES 2021-2022
Ajout d'un équipement de concassage, à Châteauguay (DRAE adjointe de la Montérégie)	Lettre de consultation (4 septembre 2020)	26 novembre 2020	Conseil des Mohawks de Kahnawake (CMK)	Préoccupations quant à l'impact du bruit sur la faune et l'établissement éventuel de résidences à proximité de la communauté de Kahnawake limitrophe du projet. En attente d'information non liée aux préoccupations du CMK de la part du promoteur.	0 \$	Aucune
Modification à une installation de centre de tri, à Châteauguay (DRAE adjointe de la Montérégie)	Lettre de consultation (4 septembre 2020)	26 novembre 2020	Conseil des Mohawks de Kahnawake (CMK)	Préoccupations quant à la capacité du site ont été répondues par le demandeur lors de la rencontre de novembre entre le demandeur, le CMK et la DRAE. Autorisation délivrée.	0 \$	Aucune
Intervention en milieux humides et hydriques pour la réfection de la digue de Beauharnois entre l'autoroute 30 et la voie ferroviaire (DRAE adjointe de la Montérégie)	Lettre de consultation (20 octobre 2020)	5 novembre 2020	Conseil des Mohawks de Kahnawake (CMK)	Commentaires quant à l'urgence de délivrer l'autorisation et le manque d'information quant à la planification globale d'HQ.	0 \$	Aucune
Rehaussement et prolongement de la digue de Pointe-Calumet (DRAE de Lanaudière et des Laurentides)	Lettre de consultation (3 septembre 2020)	Aucune	Conseil Mohawk de Kanesatake	Aucune réponse de Kanesatake	0 \$	Aucune
Rehaussement et prolongement de la digue de Pointe-Calumet (DRAE de Lanaudière et des Laurentides)	Lettre de consultation (28 septembre 2020)	Aucune	Conseil Mohawk de Kanesatake	Aucune réponse de Kanesatake	0 \$	Aucune
Aménagement et exploitation de la fosse 160 (DRAE de l'Abitibi-Témiscamingue et du Nord-du-Québec)	Lettre de consultation (19 juin 2020)	Aucune	Pikogan	Lettre datée du 30 juin 2020, la communauté appui l'octroi des permis du MFFP, MERN et MELCC. Aucune préoccupation particulière.	0 \$	Aucune
Aménagement de nouveaux quais - Lac des Quinze (DRAE de l'Abitibi-Témiscamingue et du Nord-du-Québec)	Lettre d'information (10 juillet 2020)	Aucune	Timiskaming	Aucune préoccupation soulevée	0 \$	Aucune
Aménagement de quais flottants sur	Lettre d'information	Aucune	Timiskaming	Aucune préoccupation soulevée	0 \$	Aucune

CONSULTATIONS – AUTORISATIONS MINISTÉRIELLES						
OBJET DES CONSULTATIONS	MOYEN UTILISÉ	DATES DE RENCONTRE	COMMUNAUTÉS CONSULTÉES	RÉSULTATS DES CONSULTATIONS	MONTANTS AFFÉRANTS	RENCOUNTERS 2021-2022
le lac Rémigny (DRAE de l'Abitibi-Témiscamingue et du Nord-du-Québec)	on (10 juillet 2020)					
Stabilisation du remblai routier de la route d'accès à la Centrale de la Première Chute - Notre-Dame-du-Nord (DRAE de l'Abitibi-Témiscamingue et du Nord-du-Québec)	Courriel d'information (8 avril 2020)	Aucune	Timiskaming	Aucune préoccupation soulevée	0 \$	Aucune
Réfection d'une marina et de sa rampe de mise à l'eau au lac Kipawa (DRAE de l'Abitibi-Témiscamingue et du Nord-du-Québec)	Courriel d'information (8 avril 2020)	Aucune	Wolf Lake	Aucune préoccupation soulevée	0 \$	Aucune
Regroupement de certificats d'autorisation - Construction d'une usine de filtration des résidus (DRAE de l'Abitibi-Témiscamingue et du Nord-du-Québec)	Lettre de consultation (8 avril 2020)	Aucune	Pikogan	Aucune préoccupation soulevée	0 \$	Aucune
Construction d'une usine de filtration des résidus - Travaux en milieux humides (DRAE de l'Abitibi-Témiscamingue et du Nord-du-Québec)	Courriel d'information (8 avril 2020)	Aucune	Pikogan	Aucune préoccupation soulevée	0 \$	Aucune
Implantation d'un nouveau lieu d'élevage de maternité porcine avec gestion sur fumier liquide dont la production annuelle de phosphore sera égale ou supérieure à 4200 kg (DRAE de l'Abitibi-Témiscamingue et du Nord-du-	Lettre de consultation (19 mai 2020)	Aucune	Timiskaming Winneway	Préoccupation pour la qualité de l'eau et l'augmentation d'algues bleu-vert dans le lac Témiscamingue.	0 \$	Aucune

CONSULTATIONS – AUTORISATIONS MINISTÉRIELLES						
OBJET DES CONSULTATIONS	MOYEN UTILISÉ	DATES DE RENCONTRE	COMMUNAUTÉS CONSULTÉES	RÉSULTATS DES CONSULTATIONS	MONTANTS AFFÉRANTS	RENCONTRES 2021-2022
Québec)						
Exploitation d'une carrière (DRAE de l'Abitibi-Témiscamingue et du Nord-du-Québec)	Lettre de consultation (8 mai 2020)	Aucune		Consultation menée par le MERN, le cas échéant.	0 \$	Aucune
Travaux d'exploration souterraine et de mise en valeur et prélèvement d'eau Mine O'Brien (DRAE de l'Abitibi-Témiscamingue et du Nord-du-Québec)	Lettres de consultation (6 août 2020, 10 septembre 2020, 7 octobre 2020, 20 août 2020, 9 octobre 2020)	Aucune	Pikogan	Préoccupation concernant l'occupation du territoire au sud du lac Preissac et concernant l'impact potentiel du projet sur les milieux récepteurs de l'effluent.	0 \$	Aucune
Échantillonnage en vrac de l'indice basse teneur (DRAE de l'Abitibi-Témiscamingue et du Nord-du-Québec)	Lettre de consultation (8 octobre 2020)	Aucune	Pikogan	Préoccupation concernant l'occupation du territoire au sud du lac Preissac d'ordre monétaire, et concernant la difficulté pour la communauté d'obtenir une entente avec le promoteur.	0 \$	Aucune
Reconstruction du quai de Saint-Augustin (DRAE de la Côte-Nord)	Lettre de consultation (5 juin 2020)	Aucune	Pakuashipi	La communauté n'a pas répondu et n'a exprimé aucune préoccupation par écrit. Seul un appel téléphonique a été reçu de la part de la Directrice générale de la communauté qui s'est contentée de nous remercier d'avoir avisé sa communauté du projet.	0 \$	Aucune
Gestion du réservoir Manicouagan (DRAE de la Côte-Nord)	Lettre de consultation (16 février 2021)	Aucune	Pessamit	La consultation est toujours en cours. La présente consultation résulte d'un engagement d'Hydro-Québec pris devant la Cour Supérieure dans le cadre d'une contestation juridique du projet de rehaussement de la cote d'exploitation du réservoir Manicouagan. Nous ignorons les intentions de la communauté.	0 \$	Aucune

Fournir la ventilation des sommes consacrées en 2020-2021 aux efforts visant à protéger la ressource eau et prévisions pour 2021-2022.

De manière générale, le ministère consacre beaucoup de ressources à la protection des ressources en eaux par le biais de ses programmes et de ses effectifs responsables du développement de lois, règlements et politiques, de la gestion de programmes d'aide financières, de la création d'aires protégées, des autorisations délivrées et des activités de contrôle.

En 2020-2021, le ministère estime à 778 les ETC consacrés à la protection des ressources en eau, et plus de 129 M\$ y sont investis.

Les activités du ministère liées à la protection des ressources en eau sont diverses et nombreuses :

- acquisition et diffusion des connaissances sur l'eau;
- gestion intégrée des ressources en eau;
- élaboration de normes visant l'eau potable, les rejets industriels (y compris miniers), les rejets des ouvrages municipaux d'assainissement des eaux usées, les eaux usées des résidences isolées;
- contrôles liés à la réglementation et aux autorisations;
- analyses en laboratoire d'eau potable, souterraine ou de surface; analyses de rejets liquides, etc.; accréditation des laboratoires privés en la matière;
- gestion et sécurité des barrages;
- gestion des inondations;
- protection de milieux humides et hydriques d'intérêt;
- délivrance d'autorisations pour des activités réalisées en milieux humides et hydriques;
- gestion du domaine hydrique de l'état;
- accompagnement de la clientèle : information (pages Web), guides, formations, webinaires, fiches d'information, rapports de suivi, etc.

Concernant la Stratégie québécoise de l'eau (SQE), fournir :

- les sommes allouées pour chacune des orientations proposées dans la Stratégie;
- un état de situation quant à la mise en place de chacune des orientations;
- depuis le 1er mars 2019, la liste des actions suspendues ou mises en place afin de combler les objectifs de la stratégie.

a) les sommes allouées pour chacune des orientations proposées dans la Stratégie

Voici les sommes qui ont été allouées dans le Plan d'action 2018-2023 de la SQE pour chacune des sept orientations. Il s'agit des budgets révisés publiés dans les Bilans 2018-2019 et 2019-2020 de la SQE:

• Orientation 1 – Assurer une eau de qualité pour la population :	143 124 808 \$
• Orientation 2 – Protéger et restaurer les milieux aquatiques :	91 378 800 \$
• Orientation 3 – Mieux prévenir et gérer les risques liés à l'eau :	109 184 860 \$
• Orientation 4 – Miser sur le potentiel économique de l'eau :	103 005 808 \$
• Orientation 5 – Promouvoir une utilisation durable de l'eau :	3 445 000 \$
• Orientation 6 – Acquérir et partager les meilleures connaissances sur l'eau :	32 407 071 \$
• Orientation 7 – Assurer et renforcer la gestion intégrée des ressources en eau :	44 685 090 \$

Un budget de 5 M\$ était également prévu pour la mise en œuvre, le suivi et la reddition de comptes.

b) un état de situation quant à la mise en place de chacune des orientations

Comme prévu, la mise en œuvre du Plan d'action 2018-2023 de la SQE s'est amorcée à l'été 2018, à la suite du lancement de la SQE, le 27 juin 2018.

Lors de cette seconde année de mise en œuvre de la SQE (1^{er} avril 2019 au 31 mars 2020), le Ministère et ses partenaires ont poursuivi la réalisation des mesures débutées l'année précédente en plus de lancer plusieurs autres projets permettant ainsi d'atteindre un taux d'avancement global de 25 % au 31 mars 2020 (sur l'ensemble des livrables prévus¹). Voici le détail pour chacune des sept orientations :

• Orientation 1 – Assurer une eau de qualité pour la population :	27 %
• Orientation 2 – Protéger et restaurer les milieux aquatiques :	19 %
• Orientation 3 – Mieux prévenir et gérer les risques liés à l'eau :	36 %
• Orientation 4 – Miser sur le potentiel économique de l'eau :	17 %
• Orientation 5 – Promouvoir une utilisation durable de l'eau :	19 %
• Orientation 6 – Acquérir et partager les meilleures connaissances sur l'eau :	26 %
• Orientation 7 – Assurer et renforcer la gestion intégrée des ressources en eau :	25 %
Taux d'avancement global (sur l'ensemble des livrables prévus ¹)	25 %

À la suite des premières années de mise en œuvre, le cumulatif des pourcentages d'avancement global est de 41 %. L'état d'avancement au 31 mars 2020 du plan d'action a été publié en octobre 2020.

1

Pour établir le taux de réalisation des livrables, une cote variant de 0 à 1 a été attribuée à chacun des livrables (0 pour ceux non réalisés; 0,2 par année pour ceux réalisés en continu, 0,5 en cours de réalisation et 1 pour ceux qui sont complétés). La sommation de ces livrables a ensuite été divisée par le total des livrables identifiés pour l'atteinte de l'objectif.

c) depuis le 1er mars 2019, la liste des actions suspendues ou mises en place afin de combler les objectifs de la Stratégie

Aucune mesure n'a été suspendue ou mise en place en 2019-2020.

Par ailleurs, aucune action n'a été ajoutée à la SQE.

La troisième année de mise en œuvre du Plan d'action 2018-2023 vient d'être complétée et un suivi de la mise en œuvre sera effectué au cours de l'été 2021. Le troisième rapport de suivi sera disponible à l'automne 2021.

Gestion intégrée des ressources en eau

Liste de tous les Plans directeurs de l'eau (PDE) déposés et approuvés par le MELCC au 31 mars 2021. Fournir l'échéancier pour 2021-2022.

En date du 31 mars 2021, l'ensemble des 40 organismes de bassin versant (OBV) ont reçu l'approbation de leur Plan directeur de l'eau (PDE). La liste des PDE déposés et approuvés se retrouve au tableau suivant :

Zone de gestion	PDE déposé	Date de dépôt	Date d'approbation du PDE
Abitibi-Jamésie	X	2014-04-02	2016-12-13
Baie-Missisquoi	X	2014-05-01	2015-11-25
Batiscan-Champlain	X	2014-03-31	2016-04-26
Bayonne	X	2013-07-09	2017-01-19
Bécancour	X	2014-03-31	2016-04-26
Capitale	X	2014-03-28	2016-08-26
Charlevoix-Montmorency	X	2013-07-04	2015-01-21
Châteauguay	X	2014-03-31	2016-01-25
Chaudière	X	2014-03-31	2016-01-25
Chêne, du	X	2014-03-31	2015-11-25
Côte-du-Sud	X	2013-10-17	2014-10-22
Duplessis	X	2014-03-31	2015-08-14
Etchemin	X	2014-09-04	2016-02-11
Gaspésie-Nord	X	2014-06-30	2016-08-26
Gaspésie-Sud	X	2014-04-03	2017-12-06
Haute-Côte-Nord	X	2014-03-03	2015-03-12
Jacques-Cartier	X	2013-04-11	2014-10-22
Kamouraska-L'Islet-du-Loup	X	2013-09-05	2014-10-17
L'Assomption	X	2014-10-02	2016-04-26
Lac Saint-Jean	X	2013-03-31	2014-08-19
Lièvre-du	X	2013-04-26	2014-08-19
Loup-Yamachiche	X	2013-04-22	2014-08-14
Manicouagan	X	2013-04-02	2014-07-25
Maskinongé	X	2014-03-27	2016-04-26
Matapédia-Restigouche	X	2014-04-03	2017-06-08
Mille-Îles	X	2014-03-24	2015-11-24
Nicolet	X	2014-04-03	2015-11-11
Nord, du	X	2013-05-21	2015-08-11
Nord-Est du Bas-Saint-Laurent	X	2014-03-31	2016-04-26
Richelieu	X	2014-03-31	2016-02-11
Rouge-Petite Nation-Saumon	X	2013-05-02	2014-11-19
Saguenay	X	2014-03-31	2016-01-25
Sainte-Anne	X	2014-04-07	2016-04-26
Saint-François	X	2014-03-31	2016-01-25
Saint-Jean, Fleuve	X	2014-04-02	2016-08-22
Saint-Maurice	X	2013-04-10	2014-11-13
Sept, des	X	2013-04-02	2014-10-22
Témiscamingue	X	2014-01-13	2015-08-11
Vaudreuil-Soulanges	X	2014-03-31	2016-01-25
Yamaska	X	2014-07-16	2016-04-26
Total	40	-	-

Ventilation des sommes allouées en 2020-2021 par le Ministère au financement des actions et des activités des acteurs de l'eau.

Dans le cadre de la mise en œuvre de la gestion intégrée de l'eau par bassin versant (GIEBV), le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques soutient financièrement les 40 organismes de bassins versants (OBV) reconnus au Québec ainsi que le Regroupement des organismes de bassins versants du Québec (ROBVQ).

Ainsi, dans le cadre des conventions d'aide financière 2018-2021 entre le Ministère et chacun de ces organismes, le gouvernement subventionne la GIEBV à raison de 30 M\$ sur trois ans, dont 28,95 M\$ pour les OBV. Cela correspond à un montant moyen de 241 250 \$ par OBV par année. Le ROBVQ quant à lui bénéficie d'une subvention de 1,05 M\$ sur trois années, soit 350 000 \$ par année en moyenne.

Pour les OBV, ce financement vise à fournir les ressources nécessaires pour :

- Favoriser la concertation des acteurs de l'eau régionaux concernés par les enjeux de l'eau sur leur territoire respectif;
- Informer, mobiliser, consulter et sensibiliser la population ainsi que promouvoir la gestion intégrée des ressources en eau sur leur territoire;
- Élaborer un plan directeur de l'eau (PDE) représentatif des préoccupations et de la vision d'avenir du milieu, le mettre à jour et assurer le suivi de sa mise en œuvre.

Pour le ROBVQ, ce financement statutaire sert à :

- Soutenir les organismes de bassins versants;
- Participer à l'élaboration d'outils pour les OBV;
- Représenter les organismes de bassins versants auprès du Ministère;
- Promouvoir les grands principes de la gouvernance et de la gestion intégrée de l'eau par bassin versant et des écosystèmes aquatiques;
- Réaliser toute autre activité convenue avec le Ministère.

De plus, en 2020-2021, le ROBVQ a bénéficié des aides financières suivantes :

- 225 000 \$ pour déployer une campagne d'information et de sensibilisation dans le cadre du « Mois de l'eau ». Cette aide permet de répondre à la mesure 5.1.1 du Plan d'action 2018-2023 de la Stratégie québécoise de l'eau (SQE) visant à « Favoriser et mettre en œuvre des mesures de sensibilisation dans le cadre du Mois de l'eau (juin) »;
- 400 000 \$ pour le développement et la mise en œuvre d'une campagne nationale de sensibilisation sur l'eau et ce, en collaboration avec Réseau Environnement et le Centre d'interprétation de l'eau. Cette aide permet de concrétiser la mesure 5.1.4 du Plan d'action 2018-2023 de la SQE visant à « Sensibiliser la population à la protection et à l'utilisation durable de l'eau »;
- 90 000 \$ pour le développement d'un système de gestion des données portant sur le suivi des PDE et des plans de gestion intégrée régionaux (PGIR). Cette aide découle de la mesure 7.1.1 du plan d'action de la SQE qui vise à « Améliorer le soutien aux organismes de bassins versants et le suivi de la gestion intégrée des ressources en eau »;
- 100 890 \$ pour la mise en œuvre et la coordination d'un projet, de portée nationale, visant la gestion intégrée des ressources en eau de la section fluviale du bassin versant de la rivière des Outaouais situé sur le territoire québécois. Cette initiative découle de la mesure 7.2.4 « Favoriser les partenariats structurants » issue de la SQE et vise à développer un partenariat actif entre les sept organismes de bassins versants (OBV) du territoire et la Table de concertation régionale (TCR) du Haut-Saint-Laurent – Grand Montréal. Il vise

ultimement à élaborer un plan régional de gestion intégrée pour le bassin de la rivière des Outaouais.

Par ailleurs, dans le cadre de la mise en œuvre de la gestion intégrée du Saint-Laurent (GISL), le MELCC soutient les Tables de concertation régionale (TCR) qui ont des mandats très similaires à ceux énoncés plus haut pour les OBV, mais pour les zones de gestion intégrée du Saint-Laurent. Au lieu d'un PDE, chaque TCR doit produire un PGIR représentatif des préoccupations et des enjeux des acteurs de la zone de gestion intégrée du Saint-Laurent.

- En 2020-2021, le Ministère a soutenu financièrement les six TCR en place pour un montant total de 750 000 \$, à raison de 125 000 \$ par TCR.

Enfin, en 2020-2021, le Ministère a déployé le Programme de soutien régional aux enjeux de l'eau. Doté d'un budget de 1 M\$ par année, ce programme vise à favoriser une meilleure gestion des ressources en eau et à mieux protéger les milieux hydriques et les écosystèmes aquatiques en soutenant la réalisation d'actions inscrites dans les PDE et PGIR. La mise en œuvre de ce programme découle de la mesure 7.3.1 du Plan d'action 2018-2023 de la SQE qui vise à « Mettre en place un programme de soutien régional aux enjeux de l'eau (PDE-PGIR) ».

- En 2019-2020, 21 projets ont pu être financés, pour un montant maximal de 530 000 \$.
- En 2020-2021, 14 projets supplémentaires, pour un montant total de 890 348 \$.

Indiquer les revenus annuels issus du Règlement sur la redevance exigible pour l'utilisation de l'eau en 2020-2021. Ventiler par code SCIAN et indiquer :

- a) la description du code SCIAN;
 - b) le volume, en m³, prélevé;
 - c) le taux de redevance;
 - d) le montant perçu par code SCIAN;
 - e) le montant total perçu.
-

Les réponses aux questions se trouvent dans le tableau ci-dessous.

Les données fournies dans le tableau proviennent de la déclaration annuelle de prélèvement d'eau de 2020 qui couvre la période du 1er janvier au 31 décembre 2020. Cette information est saisie par les préleveurs d'eau qui sont assujettis au Règlement sur la déclaration des prélèvements d'eau et au Règlement sur la redevance exigible pour l'utilisation de l'eau.

Il est à noter que la date d'extraction des données présentées est le 27 mars 2021, quelques jours avant la date à laquelle les préleveurs doivent envoyer leur déclaration au ministère. Ainsi certains préleveurs n'ont pas encore produit leur déclaration annuelle de prélèvement d'eau et donc les données de la déclaration de 2020 ne sont pas complètes. De plus les redevances risquent d'être inférieures en 2020 à cause de la pandémie.

Revenus issus du Règlement sur la redevance exigible pour l'utilisation de l'eau (2020)*
*extraction du 27 mars 2021

CODE_SCIAN	DESCRIPTION CODE_SCIAN	VOLUME M3	TAUX REDEVANCE	MONTANT REDEVANCE
2122	Extraction de minerais métalliques	100 427 758	0,0025	251 069 \$
2123	Extraction de minerais non métalliques	53 977 034	0,0025	134 943 \$
2131	Act. soutien à extraction minière, pétrole, gaz	309 201	0,0025	773 \$
3112	Mouture de grains céréaliers et de graines oléagineuses	1 496 778	0,0025	3 742 \$
3113	Fabrication de sucre et de confiseries	9 334 798	0,0025	23 337 \$
3114	Mise en conserve de fruits et de légumes et fabrication de spécialités alimentaires	943 560	0,0025	2 359 \$
3115	Fab. de produits laitiers	16 609 227	0,0025	41 523 \$
3116	Fab. de produits de viande	9 171 870	0,0025	22 930 \$
3117	Préparation & cond. de poissons & fruits de mer	2 452 911	0,0025	6 132 \$
3118	Boulangeries & fab. de tortillas	685 920	0,0025	1 715 \$
3119	Fab. de tous les autres aliments	6 746 435	0,0025	16 866 \$
3121	Fab. de boissons	4 965 362	0,07	347 575 \$
3122	Fab. du tabac	54 724	0,0025	137 \$
3131	Usines de fibres, de filés & de fils	147 093	0,0025	368 \$
3132	Usines de tissus	231 777	0,0025	579 \$
3133	Finissage de textiles, tissus & revêt. tissus	344 571	0,0025	861 \$
3141	Usines de tapis & de carpettes	54 009	0,0025	135 \$
3149	Usines de tous les autres produits textiles	182 342	0,0025	456 \$
3211	Scieries & préservation du bois	1 142 327	0,0025	2 856 \$
3212	Fabrication de placages, de contreplaqués et de produits en bois reconstitué	1 874 835	0,0025	4 687 \$
3219	Fab. d'autres produits en bois	381 316	0,0025	953 \$
3221	Usines de pâte à papier, de papier & de carton	321 130 647	0,0025	802 827 \$
3222	Fab. de produits en papier transformé	431 505	0,0025	1 079 \$
3241	Fabrication de produits du pétrole et du charbon	9 457 185	0,0025	23 643 \$
3251	Fabrication de produits chimiques de base	49 712 739	0,0025	416 124 \$
3252	Fab. résines, caoutchouc synthétique, fibres, filaments artificiels et synthétiques	1 791 689	0,0025	4 479 \$
3254	Fab. de produits pharmaceutiques & médicaments	1 505 124	0,0025	3 763 \$
3255	Fab. de peintures, de revêtements & d'adhésifs	1 111 014	0,0025	2 778 \$
3256	Fab. de savons & de détachants	13 704	0,0025	34 \$
3259	Fab. d'autres produits chimiques	5 243 736	0,0025	13 109 \$
3261	Fab. de produits en plastique	516 349	0,0025	1 291 \$
3262	Fabrication de produits en caoutchouc	3 082 796	0,0025	7 707 \$
3271	Fab. produits réfract. & mat. constr. en argile	25 487	0,07	1 784 \$
3272	Fabrication de verre et de produits en verre	190 645	0,0025	477 \$
3273	Fabrication de ciment	3 839 847	0,0025	9 600 \$
3273	Fabrication de produits en béton	624 670	0,07	43 727 \$
3274	Fabrication de chaux	30 002	0,07	2 100 \$
3279	Fab. d'autres produits minéraux non métalliques	10 499 926	0,0025	26 250 \$
3311	Sidérurgie	69 134 791	0,0025	172 837 \$
3312	Fab. produits en acier à partir d'acier acheté	449 098	0,0025	1 123 \$
3313	Production et transformation d'alumine et d'aluminium	6 783 750	0,0025	16 959 \$
3314	Product. & transf. métaux non ferreux (sauf Al)	62 406 844	0,0025	156 017 \$
3315	Fonderies	8 738 259	0,0025	21 846 \$
3321	Forgeage & estampage	2 846 230	0,0025	7 116 \$
3322	Fab. de coutellerie & d'outils à main	115 022	0,0025	288 \$
3328	Revêt., gravure, trait. therm. & act. analogues	216 457	0,0025	541 \$
3329	Fab. d'autres produits métalliques	457 430	0,0025	1 144 \$
3333	Fab. machines comm. & pour ind. des services	62 199	0,0025	156 \$
3344	Fab. semi-conducteurs & autres comp. électron.	393 862	0,0025	985 \$
3353	Fab. de matériel électrique	66 397	0,0025	166 \$
3361	Fab. de camions lourds	38 446	0,0025	96 \$
3364	Fab. de produits aéropatiaux & de leurs pièces	1 343 928	0,0025	3 360 \$
3366	Construction & réparation de navires	265 669	0,0025	664 \$
3369	Fab. d'autres types de matériel de transport	355 057	0,0025	888 \$
3372	Fab. vitrine d'exposition, cloisons, rayonnages	53 077	0,0025	133 \$
3391	Fab. de fournitures & de matériel médicaux	8 367	0,0025	21 \$
3399	Autres activités diverses de fab.	5 493 988	0,0025	13 735 \$
4132	Grossistes de boissons non alcoolisées	51 840	0,07	3 629 \$
TOTAL		780 021 620		2 626 468 \$

QUESTION PARTICULIÈRE N°32

Indiquer les démarches effectuées depuis le 1^{er} mars 2020 par le Ministère pour réviser le Règlement sur la redevance exigible pour l'utilisation de l'eau

Aucune démarche n'a été effectuée depuis le 1^{er} mars 2020 par le Ministère pour réviser le Règlement sur la redevance exigible pour l'utilisation de l'eau.

Indiquer les quantités de litres d'eau douce prélevées par les industries québécoises depuis le 1^{er} mars 2020. Indiquer également les montants de redevances sur l'eau perçues par le Ministère depuis le 1^{er} mars 2020.

Le Règlement sur la déclaration des prélèvements d'eau (RDPE), s'adresse à tous les premiers préleveurs de 75 000 litres par jour et plus, des secteurs visés par le RDPE, et ce, pour l'ensemble du Québec ainsi qu'aux autres premiers préleveurs qui ont une capacité de prélèvement égale ou supérieure à 379 000 litres par jour qui se situent sur le territoire de l'Entente sur les ressources en eaux durables des Grands Lacs et du fleuve Saint-Laurent. La liste des préleveurs assujettis comprend les municipalités, les entreprises agricoles et piscicoles, les industries et toute autre activité couverte par règlement.

En date du 27 mars 2021, la quantité d'eau prélevée entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2020 par les industries québécoises assujetties au RDPE est de 780 milliards de litres. Les montants de la redevance exigible pour l'utilisation de l'eau perçus par le Ministère pour la même période sont 2 626 468 \$.

L'obligation de déclarer les quantités d'eau prélevées se fait tous les 31 mars de l'année qui suit l'année civile (1^{er} janvier au 31 décembre) qui fait l'objet de la déclaration. Étant donné que l'extraction des données de la déclaration annuelle de prélèvement d'eau pour 2020 a été faite avant le 31 mars 2021, certains préleveurs n'ont pas encore produit leur déclaration et donc les données de la déclaration de 2020 ne sont pas complètes à ce jour.

État de situation au 31 mars 2021 des démarches entreprises pour adopter une redevance sur l'eau embouteillée.

La pollution par le plastique est un enjeu planétaire auquel le gouvernement du Québec est sensible. À cet effet, le Plan d'action 2018-2023 de la Stratégie québécoise de l'eau 2018-2030 prévoit s'attaquer à ce problème. En effet, l'orientation 5 du Plan d'action, soit de promouvoir une utilisation durable de l'eau, fixe trois objectifs, dont celui de promouvoir la réduction de l'utilisation et le rejet de plastique à usage unique. Pour ce faire, deux mesures sont prévues :

- Favoriser l'utilisation des fontaines d'eau;
- Déployer un programme de mobilisation à la réduction de la pollution de l'eau par le plastique, incluant un volet jeunesse et un volet de mobilisation citoyenne.

Pour déployer ces mesures, RECYC-QUÉBEC a lancé en février 2020 –l'Appel de propositions visant la promotion de la réduction de l'utilisation et du rejet de plastique à usage unique. Le financement de ce programme administré par RECYC-QUÉBEC provient des sommes prévues dans le cadre du Plan d'action 2018-2023 de la Stratégie québécoise de l'eau 2018-2030, administré par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques. Le 1er février 2021, RECYC-QUÉBEC annonçait un soutien de 875 000 \$ à dix projets visant à réduire le rejet de plastique à usage unique dans l'environnement et à sensibiliser la population à cet égard. Les projets soutenus couvrent dix régions administratives et seront menés par des intervenants de différentes sphères d'activité, soit des organismes municipaux, des organismes à but non lucratif, des institutions scolaires, une salle de spectacle ainsi qu'un établissement de santé. Bien qu'ils seront déployés dans des secteurs variés, les projets visent tous la réduction à la source et le réemploi en vue de détourner un volume appréciable de matières résiduelles des lieux d'élimination ou de réduire la pollution occasionnée par le plastique.

Plus concrètement, les projets encourageront notamment les citoyens à réduire leur utilisation de produits de plastique à usage unique reconnus pour polluer les plans d'eau, tels que : contenants et emballages, bouteilles, gobelets de boisson, bouchons et couvercles, sacs et pellicules, pailles, etc. De manière complémentaire et afin de contribuer à la mise en place de solutions de remplacement à ces produits de consommation à usage unique, des actions permettant d'accroître l'accessibilité aux fontaines d'eau dans les lieux publics seront également soutenues. L'accompagnement des citoyens dans le changement de leurs habitudes de consommation est un facteur important de réussite. À cet effet, des activités mobilisantes et des campagnes de sensibilisation et d'information sur les autres options pour éviter l'utilisation d'articles à usage unique sont prévues dans la majorité des initiatives.

De plus, le 21 mars 2019 dans le cadre du Discours sur le budget 2019-2020, le gouvernement a annoncé une enveloppe globale de 100 M\$ sur cinq ans dédiée à l'amélioration de la gestion des matières résiduelles au Québec. De cette somme, un investissement de 20 M\$ est alloué à la réduction des plastiques et des produits à usage unique et quatre actions spécifiques sont prévues à cet égard dans le Plan d'action 2019-2024 de la gestion des matières résiduelles au Québec. Cette somme permettra notamment de travailler à responsabiliser les producteurs de plastiques, encourager les comportements plus respectueux de l'environnement et diminuer le recours aux produits jetables.

À terme, nous sommes confiants que ces mesures permettront de réduire les impacts environnementaux de la consommation de l'eau embouteillée et, ultimement, la pollution par le plastique.

En parallèle, notre gouvernement a annoncé le 30 janvier 2020 la modernisation de la consigne selon une approche de responsabilité élargie des producteurs. Cette modernisation inclut l'élargissement de la consigne à tous les contenants prêts à boire de 100ml à 2L, dont les bouteilles d'eau. Afin d'amorcer cette ambitieuse réforme, le projet de loi modifiant principalement la Loi sur la qualité de l'environnement en matière de consigne et de collecte sélective, que j'ai déposé à l'Assemblée nationale le 24 septembre 2020, a été adopté à l'unanimité le 11 mars dernier puis sanctionné par le Lieutenant-gouverneur le 17 mars 2021. La mise en œuvre du nouveau système est prévue d'ici la fin 2022.

Fournir la liste des municipalités n'étant pas conformes à la Politique de protection des rives, du littoral et des plaines inondables au 31 mars 2021, dans le but d'en intégrer les obligations au schéma d'aménagement et développement et dans les règlements municipaux.

Aucune liste regroupant l'ensemble des municipalités locales qui sont non conformes à la Politique de protection des rives, du littoral et des plaines inondables (PPRLPI) n'est disponible.

En février 2013, le Commissaire au développement durable a indiqué dans son rapport sur la gouvernance de l'eau que « *La Politique de protection des rives, du littoral et des plaines inondables n'était pas entièrement mise en œuvre après plus de 25 ans* ». Il signalait que le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MELCC) et le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) ignorent dans quelle mesure les municipalités remplissent cette obligation. Le commissaire recommandait que le MELCC et le MAMH mettent en place les mécanismes nécessaires pour s'assurer de l'intégration de la PPRLPI par les municipalités régionales de comité (MRC) et les municipalités.

En mai 2015, le MELCC a entrepris un exercice de suivi de la conformité des réglementations municipales à la PPRLPI. La première phase de cet exercice a été complétée à l'hiver 2016. Selon les résultats, environ 400 sur 1 163 municipalités (incluant certains territoires non organisés administrés par les MRC) n'ont pas intégré les dispositions de la PPRLPI (version 2005 ou plus récente). Aucune donnée plus récente n'est disponible.

État de situation de la nouvelle cartographie sur les zones à risque d'inondations au Québec.

À la suite des inondations de 2017, le gouvernement a investi une somme de 27,6 M\$ sur cinq ans pour mettre en œuvre le projet INFO-Crue par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MELCC). À cette somme s'ajoute un montant de 6,9 M\$ accordé à Ouranos (consortium en climatologie régionale) pour exécuter des travaux de recherche sur les zones inondables. Cet organisme aura notamment le mandat de réaliser des études des crues historiques ainsi que des simulations, des scénarios et des analyses climatiques permettant de considérer les incidences des changements climatiques sur ce phénomène.

Le projet INFO-Crue est une mesure de la Stratégie québécoise de l'eau. Il est également mentionné dans les mesures du Plan sur la protection du territoire face aux inondations rendu public au début d'avril 2020. INFO-Crue permettra de mieux prévenir et gérer les risques liés à l'eau. Il vise à ce que les municipalités québécoises soient mieux outillées pour déterminer leurs vulnérabilités et soient préparées à faire face aux inondations. Il permettra de mettre à jour la cartographie des zones inondables aux fins d'aménagement du territoire, d'inclure la problématique des changements climatiques et d'instaurer un système de prévisions soutenant la prise de décision lors de crues d'envergure.

Ainsi, la création d'un système de prévision des zones inondées permettra de mieux anticiper les interventions de sécurité civile et environnementales nécessaires avant et pendant une crue. Ce système se mettra en place graduellement au cours des prochaines années, en collaboration avec divers partenaires (ministères, universités, etc.).

La mise en œuvre du projet se fera notamment par :

- La densification du réseau hydrométrique pour lequel on compte déjà près de 230 stations hydrométriques;
- Le développement de modèles hydrauliques pour la grande majorité du territoire québécois méridional;
- Une production cartographique qui couvrira 50 bassins versants;
- La consultation des utilisateurs. Il est essentiel que les produits cartographiques soient adaptés aux usagers et qu'ils répondent à leurs besoins. Cette action fait partie du mandat octroyé à Ouranos pour soutenir le projet INFO-Crue.

En 2020-2021, les réalisations sont les suivantes :

- Poursuite d'un contrat de recherche avec l'Université Concordia pour le développement d'une méthode de modélisation hydraulique pouvant être appliquée à large échelle sur une large part des cours d'eau du Québec habité;
- Acquisition de données terrains sur plusieurs bassins versants (bathymétrie, Lidar, ligne d'eau);
- Diffusion de 2 nouveaux points de prévisions hydrologiques;
- Installation de 16 nouvelles stations hydrométriques;
- Poursuite du projet de consultation des utilisateurs en collaboration avec Ouranos et l'Université du Québec à Rimouski (UQAR).
- Mise en place du projet pilote qui vise à déployer une stratégie d'information, de consultation et de collaboration sur 3 bassins versants avec le soutien du ROBVQ et des OBV du Québec. Il vise également à favoriser l'acceptabilité sociale des cartes et à soutenir les acteurs régionaux.

L'ensemble des outils produits dans le cadre d'INFO-Crue sera disponible sur le site Web Vigilance du ministère de la Sécurité publique et d'autres plateformes gouvernementales tel que le prévoit le Plan de protection du territoire. À cet égard, plusieurs actions sont en cours afin de s'assurer que l'information diffusée soit la plus claire possible pour le citoyen.

De plus, comme prévu à la mesure 3.1.1 du plan d'action de la Stratégie québécoise sur l'eau et dans le Plan de protection du territoire face aux inondations, le MELCC modernisera la Politique de protection des rives, du littoral et des plaines inondables. Cette révision en profondeur touchera la gestion des zones inondables ainsi que l'ensemble des dispositions concernant les rives et le littoral. Il est envisagé d'y intégrer une approche de gestion des risques et des impacts sur l'environnement ainsi que des normes plus modernes pour protéger les divers milieux visés et pour prendre en compte l'effet des changements climatiques.

Par ailleurs, le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) a investi 20,5 M\$ pour actualiser la cartographie des zones inondables en collaboration avec huit municipalités, municipalités régionales de comté et communautés (MRC), lesquelles représentent environ 75 % de la population du Québec. Cet investissement est réparti de la façon suivante :

Aide financière aux MRC et aux municipalités

	Montant (en M\$)
Communauté métropolitaine de Montréal	5,5
Communauté métropolitaine de Québec	3,5
Ville de Gatineau	2,8
MRC de Maskinongé	1,5
Ville de Sherbrooke et municipalités régionales de comté (MRC) du Haut-Saint-François et de Coaticook	2,7
MRC de Robert-Cliche, de La Nouvelle-Beauce et de Beauce-Sartigan	2
MRC d'Argenteuil, de Deux-Montagnes et de Vaudreuil-Soulanges	1,5
MRC de Bonaventure	1
TOTAL	20,5

Afin de coordonner l'ensemble des travaux d'actualisation des cartes de zones inondables, le MAMH a mis sur pied des comités de liaison sur lesquels siège le MELCC.

En 2020-2021, les efforts mis en place par le MELCC pour la prise en compte des changements climatiques sur les risques d'inondations. Fournir les dates de mise en place pour chacun des efforts.

Depuis le début des années 2000, et particulièrement grâce à la mise sur pied du Plan d'action sur les changements climatiques, le Québec s'est doté d'un certain nombre de moyens lui permettant d'estimer l'impact attendu des changements climatiques et la planification de mesures d'adaptation s'y rapportant.

Consortium Ouranos

Le consortium Ouranos, est un organisme à but non lucratif qui développe des projets collaboratifs impliquant un réseau de 450 chercheurs, experts, praticiens et décideurs issus de différentes disciplines et organisations. Il contribue par sa mission à acquérir et développer les connaissances sur les changements climatiques, leurs impacts, ainsi que sur les vulnérabilités socioéconomiques et environnementales, de façon à informer les décideurs sur l'évolution du climat et les aider à identifier, évaluer, promouvoir et mettre en œuvre des stratégies d'adaptation nationales, régionales et locales.

Ouranos œuvre principalement dans les créneaux qui se rapportent à la détermination des zones à risque via ses programmes « Gestion de l'eau » et « Environnement bâti », dont une partie des activités gravitent autour de la question de la gestion des zones à risque d'inondation. Depuis 2015, dans le cadre de son programme « Environnement bâti », Ouranos a notamment mis en œuvre sur une portion importante du Québec méridional le projet AQUARISC (Apport québécois pour l'anticipation des risques d'inondations et des sécheresses au Canada) consistant en une large base de données sur l'historique des sinistres d'inondations et d'étiages et des conditions météorologiques qui y sont associées.

Atlas hydroclimatique du Québec méridional

L'Atlas hydroclimatique, une mesure du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques présente une synthèse des conséquences des changements climatiques sur le régime hydrique du Québec méridional, dont celui du régime des crues. Afin de suivre l'évolution des connaissances dans ce domaine, le MELCC a déjà produit quatre versions de l'Atlas hydroclimatique du Québec méridional, soit en 2013, en 2015, en 2018 et en 2020.

L'Atlas hydroclimatique 2020 offre des projections du régime hydrique pour environ 12 000 tronçons de rivière jaugée et non-jaugée du Québec méridional, et ce, pour les horizons 2030, 2050 et 2080. L'édition 2020 comporte de plus une nouvelle cartographie interactive permettant de visualiser et de télécharger facilement les données depuis le site web du Ministère. Les produits disponibles pour tous les tronçons sont :

- 1) les séries de débit journalier avec leur incertitude pour la période 1970-2020;
- 2) plus de 70 indicateurs (crue, étiage, hydraulité) pour la période historique;
- 3) l'impact des changements climatiques sur ces indicateurs.

À partir des informations produites dans l'Atlas, il est possible aux professionnels du domaine de planifier leurs interventions en tenant compte de l'évolution possible du régime des crues, associée aux tendances climatiques projetées. De plus, le contenu étant principalement adressé à des professionnels du domaine, la version interactive Web de l'Atlas hydroclimatique sera mise à jour pour rendre accessible à un public élargi les informations qui s'y trouvent. La mise en ligne officiel du nouveau site est prévue en juin 2021.

En regard des risques d'inondation dans les rivières du Québec, mentionnons que les principales conclusions de l'Atlas permettent de prévoir que les crues des eaux, qui peuvent produire des inondations, seront plus intenses à l'été et à l'automne. Cela aura notamment pour effet d'accroître l'érosion des berges et les inondations subites, sans compter, outre ces impacts, un accroissement des rejets d'eaux usées par surverse et du lessivage des sols, ce qui aura un impact sur la qualité de l'eau.

Des mises à jour prochaines de l'Atlas sont prévues. À cet égard, mentionnons que certains développements de l'Atlas, à venir au cours des prochaines années, seront arrimés aux besoins du nouveau projet INFO-Crue, décrit ci-après.

Projet INFO-Crue

Débuté en avril 2018, le projet INFO-Crue est une initiative de cartographie des zones inondables du MELCC qui vise deux grands objectifs :

- Délimiter les zones inondables nécessaires pour l'aménagement du territoire tout en prenant en compte les changements climatiques;
- Mettre en place un système de prévision qui fournira une cartographie prévisionnelle des secteurs qui pourraient être inondés sur un horizon de quelques jours.

INFO-Crue produira donc des cartographies de zones inondables utiles à l'aménagement du territoire, ainsi qu'à la visualisation des zones potentiellement inondées lors des prochains jours pour une grande partie du Québec méridional. Ces cartographies seront transmises à différentes clientèles en plus d'être diffusées sur des plateformes Web gouvernementales telles que les sites Vigilance du ministère de la Sécurité publique et Géo-Inondations du ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles.

La mise en place d'INFO-Crue a été évaluée à 27,6 M\$ de dollars. À cette somme s'ajoute une enveloppe de 6,9 M\$ attribuée en aide financière à Ouranos. Cette aide financière servira notamment à la réalisation de simulations, de scénarios et d'analyses climatiques ainsi qu'à des études exhaustives des crues historiques et des crues à venir. L'analyse et l'évaluation des secteurs les plus à risque en lien avec les conséquences des changements climatiques seront également réalisés.

Par ailleurs, le gouvernement a aussi annoncé une aide financière de 20,5 M\$ à plusieurs MRC pour qu'elles mettent à jour la connaissance qu'elles ont de leurs zones inondables. Ces initiatives d'aide financière annoncées pour les MRC sont complémentaires au projet INFO-Crue. En effet, puisque les aides financières annoncées ne couvrent pas toutes les MRC de la province, INFO-Crue permettra de développer une cartographie générale de base qui couvre les zones inondables d'un grand nombre de cours d'eau, tout en prenant en compte les changements climatiques.

Mesure 2.6 du Plan d'action sur les changements climatiques (PACC)

Dans le cadre de la mesure 2.6 du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques, le gouvernement a prévu une somme de 8 M\$ afin de développer les connaissances sur la vulnérabilité des communautés riveraines du Saint-Laurent notamment en lien avec l'influence des changements climatiques.

Pour le secteur maritime du Saint-Laurent, cet engagement a conduit à un mandat d'étude sur l'érosion côtière de 3,5 M\$ à l'Université du Québec à Rimouski auquel s'est ajouté, en 2017 et 2018 respectivement 1,9 M\$ supplémentaire afin d'agrandir les secteurs et les problématiques étudiés.

Pour le secteur fluvial, à l'amont de Québec, les problématiques d'érosion des berges sont différentes et souvent méconnues. Pour combler ce manque de connaissance et en complément de travaux qui seront faits au sein du gouvernement, des mandats ont été confiés à l'Université Laval et au consortium Ouranos pour l'acquisition de données sur la caractérisation des berges et la cartographie des zones inondables, le tout en tenant compte de l'impact des changements climatiques. À terme, les municipalités riveraines du secteur fluvial seront ainsi mieux outillées pour comprendre les phénomènes qui génèrent des vulnérabilités et pourront mettre en place des outils adaptés à leur situation.

Détailler le budget de fonctionnement du comité d'experts(es) indépendants(es) ayant été mis sur pied afin de gérer les risques d'inondations de la rivière Chaudière. Fournir également un état de l'avancement des travaux du comité.

À la suite des inondations majeures observées dans plusieurs régions du Québec aux printemps 2017 et 2019, trois ministères, soit le ministère de la Sécurité publique, le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation et le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MELCC), se sont engagés dans l'élaboration d'un plan d'action d'atténuation des risques d'inondation sur la rivière Chaudière. Dans ce plan, le MELCC est notamment responsable de la formation d'un comité d'experts pour la formulation de recommandations sur les interventions à privilégier.

Ce comité s'inscrit comme une mesure phare parmi les outils proposés aux élus locaux lors d'une rencontre avec ceux-ci tenue en décembre 2019. Trois experts ont été retenus pour faire partie du comité :

1. M^{me} Pascale Biron, professeure titulaire au département de géographie à l'Université Concordia à Montréal. M^{me} Biron est une spécialiste reconnue de la géomorphologie des cours d'eau ainsi que de la gestion de l'eau au Québec.
2. M. Wael Taha, ingénieur et associé au sein de la firme Lasalle | NHC. Ses mandats l'amenant régulièrement à travailler sur des questions d'hydraulique hivernale, il est reconnu comme un ingénieur expert dans ce domaine.
3. M. Étienne Boucher, professeur titulaire au département de géographie de l'Université du Québec à Montréal. M. Boucher se spécialise notamment sur les enjeux associés aux risques hydrique et glaciaire.

Le ministère a octroyé un contrat à ces experts d'une enveloppe globale de 80 900 \$ pour réaliser leur mandat.

En plus de son expertise individuelle, l'équipe d'experts choisis devait être ouverte à une approche collaborative avec des personnes-ressources du milieu ayant acquis au fil des années une expérience terrain pointue. À cet effet, une visite terrain avec des représentants des municipalités a eu lieu en février 2020.

Les travaux du comité d'experts se sont échelonnés du début janvier au 23 avril 2020 avec la remise d'un rapport synthèse final des solutions dégagées et des recommandations. Le rapport a été présenté par les experts aux élus locaux le 4 juin 2020. Des représentants des trois ministères étaient présents à la rencontre. Le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation est porteur des suites du dossier. La direction régionale apporte sa collaboration advenant des travaux.

Fournir l'état du réseau des stations hydrométriques du MELCC.

Le réseau hydrométrique québécois est actuellement composé de 258 stations hydrométriques, soit 199 stations de mesures des débits et 59 stations de mesure des niveaux d'eau, qui sont réparties sur l'ensemble du territoire de la province de Québec. Environ 35 % de ces stations sont liées à la gestion des barrages publics.

Le réseau de stations hydrométriques couvre toutes les régions du Québec, incluant le Grand Nord. Certains partenaires, comme Hydro-Québec, Rio Tinto, Environnement et Changement climatique Canada et Pêches et Océans Canada, exploitent eux aussi des stations hydrométriques qui viennent élargir le territoire couvert. En outre, au fil des années le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques a amélioré son niveau de service sur une centaine de stations en y ajoutant de la prévision hydrologique, service qui n'était pas offert auparavant.

Chaque année des ressources sont octroyées au réseau hydrométrique, notamment pour de l'entretien préventif et de la modernisation d'instrumentation, pour assurer qu'il demeure fiable et à la fine pointe de la technologie.

Dans le cadre du projet INFO-Crue, qui a débuté en 2019, 50 nouvelles stations seront ajoutées au réseau hydrométrique afin d'être en mesure de mieux gérer les inondations sur le territoire du Québec : 8 stations en 2019, 16 en 2020 et 26 autres en 2021 et en 2022. Ceci portera le nombre de stations hydrométriques sur le réseau québécois à 284.

Enfin, la vocation du réseau s'élargit avec l'installation de sondes de température de l'eau aux stations hydrométriques. Cette donnée répond à de nouveaux besoins, notamment pour le suivi de la pêche du saumon atlantique et la détection de l'impact des changements climatiques sur la température de l'eau. D'ailleurs, un investissement de 225 k\$ réparti en 2018-2019 et 2019-2020, lié au PACC 2013-2020, a permis d'instrumenter une quarantaine de stations hydrométriques, chacune équipée de deux sondes de température de l'eau. Le réseau hydrométrique québécois possède l'infrastructure idéale pour en effectuer la collecte et le suivi de la température de l'eau.

Avec ces travaux, le réseau hydrométrique du Québec est un réseau moderne, robuste, qui a un niveau de fiabilité très élevé. Sa représentativité sera aussi grandement améliorée au cours des prochaines années.

Nombre de dérogations et d'autorisations octroyées par le MELCC en 2020-2021 afin de permettre la construction en zone inondable. Fournir une ventilation mensuelle.

Les autorisations du MELCC sont délivrées en vertu de l'article 22 de la Loi sur la qualité de l'environnement (LQE). La LQE ne prévoit pas de processus de dérogation. Par conséquent, le Ministère n'octroie pas de dérogation.

Quant à elles, les municipalités régionales de comté (MRC) et les municipalités locales doivent intégrer les normes de la Politique de protection des rives, du littoral et des plaines inondables (PPRLPI) dans leur schéma d'aménagement et de développement (SAD) et dans leurs règlements d'urbanismes respectivement. Les MRC peuvent adopter des dérogations dans leur SAD conformément aux mécanismes prévus dans la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (LAU) et selon les constructions, ouvrages et travaux admissibles à une dérogation énumérée dans la PPRLPI. Par conformité, les municipalités locales doivent intégrer ces dérogations à leurs règlements d'urbanisme. Le MELCC n'est toutefois pas détenteur de cette information. Le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) est responsable de l'approbation des modifications de SAD en vertu de la LAU.

Du 1^{er} avril 2020 au 28 février 2021, le Ministère a délivré 562 autorisations ministérielles en vertu de l'article 22 LQE pour des dossiers avec impacts sur des milieux hydriques ou humides. Le suivi administratif du Ministère ne permet toutefois pas de faire la distinction entre les dossiers délivrés par type de milieu (rive, littoral, plaine inondable ou milieu humide).